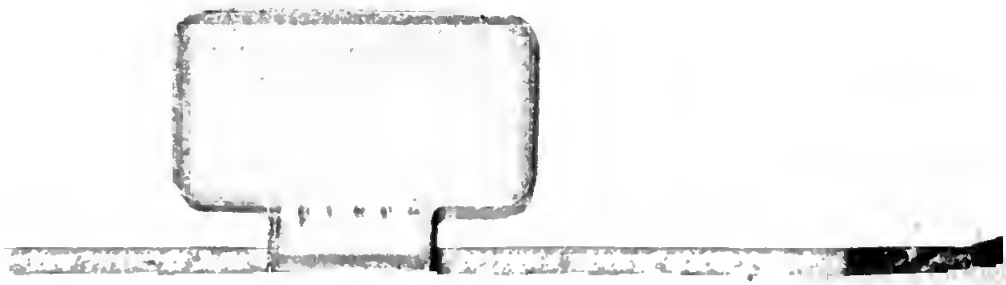
10355



Palat. LV 54 (3

HISTOIRE

PHILOSOPHIQUE ET POLITIQUE

DES

RÉVOLUTIONS D'ANGLETERRE.

TOME III.

HISTOIRE

PHILOSOPHIQUE ET POLITIQUE

DES

RÉVOLUTIONS D'ANGLETERRE,

Depuis la descente de Jules-César jusqu'à la paix de 1783.

PAR LE CITOYEN ***. Auteur de plusieurs Ouvrages connus.

TOME TROISIÈME.

A PARIS,

Chez MOUTARDIER, Imprimeur-Libraire, quai des Augustins, N°. 28.

AN VIIe. DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Digitized by Google

HISTOIRE

PHILOSOPHIQUE ET POLITIQUE

DES

RÉVOLUTIONS D'ANGLETERRE,

DEPUIS LA DESCENTE DE JULES-CÉSAR, JUSQU'A LA PAIX DE 1783.

LIVRE SIXIÈME.

Causes et motifs de la révolution dans la Nouvelle-Angleterre. — L'acte du timbre réveille les colons. — Droit sur le thé. — Résolution des habitans de Boston, pour suspendre toute importation et exportation. — Le congrès continental se forme. — Débats dans le parlement d'Angleterre. — Commencement des hostilités. — Manifeste du congrès. — Expéditions dans le Canada. — Acte de liberté et d'indépendance. — Alliance avec la France. — Traité avec les Sauvages. — Établissement d'une constitution régulière. — Confiance du peuple dans ses représentans, et fidélité de ces derniers.

LES colonies américaines devoient jouir des priviléges du peuple anglais. Le droit de taxation, qui lui appartient, fait partie de sa cons- AN. 1760.

An. 1760. titution. Quelqu'imparfait que soit cet exercice ; quelque chimérique même que soit cette prérogative, dans un tems de corruption et d'avilissement, où la puissance royale gouverne à son gré la puissance législative, l'Anglais le présente avec orgueil aux autres nations, comme le signe et le gardien de sa liberté. Il auroit raison, s'il pouvoit connoître le prix et la grandeur de ce droit, qui annonce la noblesse et la dignité du peuple ; droit précieux dans son origine, puisqu'il tendoit à mettre un frein à l'ambition, au despotisme du monarque et aux déprédations de ses ministres ; mais aujourd'hui devenu inutile et sans objet, puisque le roi, par l'organe des représentans de la nation, multiplie à son gré les taxes et les tributs, c'est un simple privilége qui, revêtu d'un acte du parlement, flatte la vanité nationale. Si, en France, la loi de l'enregistrement des édits bursaux a une forme moins solemnelle, elle produit souvent des effets heureux : les magistrats cherchent à éclairer le prince. En Angleterre, le parti de l'opposition déclame et invective contre l'autorité royale ; mais le roi, en laissant aux orateurs anglais la liberté d'outrager l'administration publique, n'accable pas moins son peuple sous le poids effrayant des impôts. Si on ne voit point en

Angleterre le despotisme légal, on y apper- An. 1760.
çoit la corruption ministérielle, agent plus dangereux et plus redoutable, que l'autorité absolue du monarque.

Le peuple anglais, depuis l'établissement des communes, a eu le droit d'accorder ou de refuser les subsides que son prince lui demande; il en a joui dans des tems, où des rois despotes enchaînoient la nation et la gouvernoient en tyrans. La métropole ne pouvoit point contester aux colonies, qui faisoient partie de l'empire britannique, ce droit constitutionnel et commun; tandis qu'une partie de la nation en jouissoit paisiblement, l'autre partie ne pouvoit point en être dépouillée, sans ébranler la constitution de l'état, et introduire dans son sein cette inégalité injuste et oppressive, qui enfante l'anarchie. Chaque membre de la confédération doit être maintenu dans ses priviléges: c'est une chaîne, dont les anneaux ne peuvent ni se rompre ni se diviser; c'est un tout, dont on ne sauroit détacher les parties, sans détruire l'harmonie générale. Les colons, en quittant la Grande-Bretagne, ne perdirent pas les droits de citoyens, et ne renoncèrent point à leurs priviléges. La nature et la raison nous apprennent qu'un peuple, qui abandonne une patrie qui veut l'opprimer, ne va point

An. 1760. dans une nouvelle contrée, pour y chercher la servitude et obéir en esclave à des maîtres tyranniques ; il n'achète point des possessions ; il ne les cultive point, pour les soumettre à la rapacité de la fiscalité. Quand même ces stipulations étranges subsisteroient, ce peuple ou ses descendans pourroient les anéantir, les armes à la main, parce qu'elles attaquent les lois primitives et éternelles de la nature et de la propriété. Les Anglais émigrans avoient abandonné la métropole, du consentement des souverains : ce n'étoit point un exil, une déportation ; mais une émigration volontaire. On ne pouvoit point sans doute les regarder comme des séditieux, qui prennent les armes pour combattre l'autorité légitime, et fomenter une guerre civile ; c'étoit des citoyens qui fuyoient une patrie qui vouloit les opprimer, et les forcer, par la terreur et les supplices, à trahir leur conscience ; ils ne brisèrent point, en partant, les nœuds qui les unissoient à l'Angleterre ; en se séparant de la métropole, ils alloient dans des contrées éloignées fonder des colonies et enrichir leur ancienne patrie du produit de leur industrie et des richesses de leur commerce. Le contrat d'union subsistoit toujours, et la loi ne l'avoit point révoqué ; toujours libres dans la Grande-Bretagne, ils ne pouvoient point

être esclaves en Amérique ; ils devoient donc conserver leurs droits et leurs priviléges. Un gouvernement arbitraire peut bien, par le glaive et la force, dépouiller les citoyens de leurs prérogatives ; mais la loi qui les constitue, n'est pas détruite : l'exercice n'en est que suspendu. Dans un tems plus heureux et plus tranquille, ces mêmes citoyens rentrent dans la plénitude de leurs droits. Les guerres civiles enfantent les malheurs et les crimes : les lois sont alors sans vigueur ; la patrie est immolée au crédit et à la vénalité ; l'anarchie succède à la constitution, la férocité au patriotisme, la licence à la liberté, l'hypocrisie à la vertu, et le fanatisme à la religion : mais la paix, en fermant la source de ces dissensions intestines, répand ses bienfaits et ses consolations ; elle vient rétablir la justice dans ses droits, les lois dans leur force, la constitution dans sa bâse primitive, le patriotisme dans son énergie, la vertu dans son empire, et la religion dans sa pureté.

La paix succéda aux fureurs de la guerre An. 1762.
et de la persécution ; l'empire britannique, agité par les fureurs de l'anarchie, reprit son ancienne vigueur ; la liberté attaquée et combattue, rentra dans l'exercice de ses droits, et la constitution presqu'anéantie, vint se ra-

An. 1762. fermir sur ses antiques fondemens ; toutes les classes des citoyens, après des années de convulsions intestines, furent maintenues dans leurs priviléges. Les colonies devoient profiter des bienfaits de cette heureuse révolution, et goûter, comme les Anglais, les fruits et les avantages de la paix. Elles étoient unies et consolidées avec l'Angleterre : ces deux puissances formoient une assemblée d'états et de communautés indépendans et attachés par des liens communs et indivisibles; ces états avoient une constitution de gouvernement libre. Les colons ne formoient pas sans doute une société étrangère, ni un peuple conquis, ni un état distinct et séparé, comme l'électorat d'Hanovre; ils étoient Bretons, et non sujets de la maison de Brunswick; ils remontoient à l'origine commune, et appartenoient à la même tige : or, vouloir réunir la suprématie de l'Angleterre avec la liberté des Américains ; vouloir changer, modifier leur législation; leur imposer des taxes, sans leur consentement; les rendre dépendans du roi, du parlement et de la nation britannique, c'étoit une usurpation sacrilége, un attentat contre les priviléges des colons et leur constitution primitive ; c'étoit les dépouiller de cette partie du pouvoir législatif, qui leur donnoit le droit de se

taxer dans leurs assemblées nationales, droit qui leur étoit assuré par leurs chartres et par la possession de deux siècles. Dans un état libre, tout homme est son propre législateur; toutes les taxes sont des dons gratuits et volontaires; les lois, des statuts établis pour la conservation de la liberté et de la propriété communes; les magistrats sont des commissaires ou des députés, chargés de faire exécuter ces réglemens : le peuple leur confie le pouvoir législatif; mais ils ne peuvent point franchir les bornes qui leur sont prescrites, sans ébranler la constitution et détruire la liberté publique. An. 1762.

Les droits d'un peuple sont indivisibles, inaliénables, imprescriptibles. Lorsque la constitution d'un état est formée; que le contrat d'union et d'alliance est accepté, et que des lois volontaires ont assuré la forme du gouvernement et de l'administration, alors l'ouvrage est consommé; il n'est pas permis de changer cette même constitution et ces mêmes lois, sans le consentement du souverain, du magistrat et du peuple. Les colonies jouissoient des mêmes priviléges que les Anglais; elles étoient régies par une législation particulière; elles avoient un gouvernement civil et militaire et un trésor public. Les taxes étoient des-

An. 1762. tinées à subvenir aux besoins de l'état. Leur commerce intérieur étoit à la vérité soumis à des réglemens qu'avoit faits la métropole : les colons y avoient donné leur sanction ; mais leur police extérieure étoit affranchie de son inspection et de son autorité. La taxation que l'Angleterre vouloit leur imposer, renversoit, et leurs chartres, et leurs priviléges, et leur législation, et leur forme de gouvernement, et le droit naturel ; c'étoit introduire le despotisme dans une république, et d'un peuple libre faire des esclaves. Si les besoins de la métropole exigeoient que les colonies contribuassent à supporter une partie du poids de la dette nationale, il falloit les consulter, assembler les deux peuples, former une association générale, appeler aux assemblées nationales leurs députés et leurs représentans, les associer à sa gloire et à ses richesses, protéger leurs possessions territoriales, encourager leur industrie, délivrer leur commerce de ces lois fiscales qui en gênoient la circulation ; ouvrir ces canaux salutaires, destinés à porter dans les deux contrées l'abondance et la fertilité, et conserver l'intégrité du pacte primitif. Il falloit récompenser ces guerriers, ces magistrats, ces citoyens républicains, qui se distinguoient par leur valeur, leurs talens et

leurs vertus ; mais la métropole a préféré l'op- An. 1762.
pression et la guerre, à la paix et à la médiation. Elle a donc déchiré ses propres entrailles ; elle ne doit donc point attribuer ses humiliations et ses désastres à la révolte des Américains et à l'ambition des puissances étrangères. Son orgueil, son despotisme, son avarice et ses erreurs politiques, ont produit le démembrement de son empire et perte de ses colonies.

Si les ministres de Georges III avoient médité sur ces grandes vérités, la Grande-Bretagne jouiroit encore de cette grandeur et de cette puissance, qui en imposoient à l'univers. Ils auroient dû savoir que des hommes libres, que nos vices n'avoient pas encore corrompus, prendroient les armes pour éviter l'oppression et la servitude ; et que les affaires immenses et compliquées d'un grand royaume et d'une grande nation, devoient être gouvernées avec des principes de justice et de modération. Des colons industrieux, braves, placés à une grande distance de l'autorité, devoient nécessairement combattre ou périr. Un peuple, avili par le luxe et les dégradations, ne craint point de subir le joug du despotisme : peu lui importe d'être esclave ou libre ; il ne connoît, ni sa grandeur, ni sa dignité, ni ses droits. Sans cons-

An. 176- cience et sans honneur, il flatte ses oppresseurs, et se prosterne devant ses tyrans; mais une nation qui a acquis, dans les travaux et dans l'exercice de sa liberté, la vigueur du corps et l'énergie de l'ame, frémit à la vue du despote, et se prépare à le combattre : il préfère la mort à l'esclavage.

Si la métropole avoit favorisé et protégé les colonies américaines; si elle avoit cherché à resserrer les liens de l'amitié, de l'intérêt et de la politique; si elle s'étoit déclarée la médiatrice et l'arbitre de leurs divisions; si elle les avoit aidés à élever, à perfectionner leur gouvernement et leur législation, et à les défendre contre les Sauvages; si elle leur avoit demandé des dons et non des taxes, cette politique, aussi sage que bienfaisante, auroit pu étendre et augmenter la gloire, la puissance et les richesses de la métropole et des colonies. Le commerce de la Grande-Bretagne, en étendant ses rameaux dans tout l'univers, auroit pu ajouter à ses revenus, un excédant appliqué invariablement au remboursement graduel de la dette nationale. L'Angleterre, réunie avec l'Amérique, devenoit une puissance redoutable à l'Europe, et la nation la plus riche de l'univers. Cette union auroit pu contribuer à remettre en vigueur sa constitution

presqu'anéantie ; à détruire les excès et les abus de la démocratie ; source funeste de sanglantes et tristes révolutions ; à diminuer cette masse effrayante d'impôts qui accable la nation ; à empêcher l'excessive circulation de ce papier-monnoie, qui peut conduire la Grande-Bretagne à la perte de son crédit et de son commerce. Un empire démembré, le sang du peuple versé, les trésors épuisés, les taxes multipliées, la foi publique violée, les ressorts du gouvernement affoiblis ; la constitution ébranlée, la corruption infectant les gardiens de l'état, le torysme et le wighsme renouvelant leurs fureurs et leurs folies ; voilà les calamités et les crimes que l'ambition, l'avarice et une fausse politique ont substitués aux avantages et aux bienfaits de la concorde et de la paix. An. 1762.

La guerre de l'Amérique avoit pour objet de changer la constitution de l'état. Un ministre de Georges exposa que les colonies étoient déja trop puissantes, et qu'il étoit tems de les contenir, On vouloit les forcer à la rebellion, pour acquérir le droit homicide de les conquérir, de les priver de leurs chartres, et recueillir les fruits de cette conquête, par la perte de la liberté de l'Angleterre. Si l'Amérique eût succombé sous les armés de la Grande-Bretagne, le despotisme y auroit forgé

An. 1762. les fers de la mère-patrie ; et les Anglais auroient éprouvé le sort de toutes les républiques qui ont cessé d'être libres, lorsqu'elles ont ambitionné d'avoir des sujets, au lieu de n'avoir que des citoyens. Les ministres de Georges ont fait connoître ce système concerté depuis long-tems ; ils ont souvent déclaré que le gouvernement ne vouloit point augmenter les revenus de l'état, en voulant imposer des taxes aux colonies. Ceux même, qui, dans le conseil du roi et dans le parlement, opinoient à la réduction et à la conquête de l'Amérique, pensoient que le commerce avec les colonies ne pouvoit enrichir, ni porter préjudice à la métropole. Quel étoit donc l'objet de cette guerre civile ? Pourquoi armer la métropole contre ses colonies ? En dévastant l'Amérique, en égorgeant ses habitans, on vouloit les forcer à reconnoître la suprématie de l'Angleterre, ou plutôt à affermir l'autorité royale. On vouloit former un peuple nouveau, le soumettre, et établir, dans ces vastes contrées, par des gradations sensibles, l'état monarchique. L'Amérique devenant une province d'Angleterre, il falloit des vices-rois, des gouvernemens, des commandans et une armée. Le prince, maître et dispensateur des places et des emplois, les auroit confiés à des hommes

puissans, amis et défenseurs de l'autorité royale. An. 1762.
On auroit établi un gouvernement militaire, pour s'opposer au parlement et affoiblir sa puissance : l'Amérique, en augmentant ses forces, son industrie et sa population, auroit forcé la métropole à adopter sa constitution, ses usages et ses lois ; le continent américain auroit subjugué l'île britannique. Les puissances territoriales doivent commander tôt ou tard aux puissances commerçantes et maritimes. La corruption, la force, l'opinion, les mœurs, l'autorité auroient opéré cette révolution. Que ce soit une vérité ou un rêve politique, peu importe. Le ministère britannique devoit savoir qu'il étoit impossible de subjuguer et de conquérir l'Amérique.

Les Suisses, les Bataves, les Siracusains, la guerre sociale chez les Romains, devoient apprendre aux ministres de Georges, que l'Angleterre n'étoit, ni assez forte, ni assez puissante, pour soumettre un peuple libre et fier, qui combat sur ses propres foyers. Des hommes dirigés par l'amour et l'enthousiasme de la liberté et du patriotisme, ne peuvent être domptés qu'en les extirpant. On devoit prévoir que des puissances étrangères défendroient les Américains, pour venger leur honte et leurs humiliations communes. En vain les Anglais ont-ils porté

An. 1762. par-tout le fer et la flamme, brûlé les villes et les campagnes; en vain ont-ils stipendié des esclaves germaniques, pour leur commander le meurtre et le carnage; envain ont-ils pénétré dans les antres des Sauvages, pour les inviter à prendre leurs massues et à égorger les Américains: tous ces actes de férocité, au lieu de faire trembler un peuple qui combat pour sa liberté, n'ont servi qu'à lui donner l'héroïsme de la valeur et du désespoir. Si les ruines de Corinthe, de Numance et de Carthage attestèrent autrefois à l'univers, que la bonne-foi et la justice avoient été bannies du sénat romain, le projet de conquérir l'Amérique, en l'ensanglantant, a été regardé comme un attentat aux droits des nations; et l'Angleterre a été déclarée comptable du sang que la guerre civile a fait répandre.

Mais, quand même la Grande-Bretagne auroit subjugué par la force, les colonies américaines, quels auroient été les fruits de cette conquête? Dans l'Amérique, l'agriculture abandonnée, ses moissons ravagées, ses campagnes brûlées, ses cités renversées, son commerce anéanti, ses habitans massacrés, ou errans dans les forêts; dans la Grande-Bretagne, le peuple gémissant sous le poids d'une dette immense, ses trésors épuisés, des puis-

sances formidables profitant de sa foiblesse et de ses malheurs pour s'emparer de son commerce, et attaquer ses possessions. D'un autre côté, il auroit fallu une chaîne de forts d'une extrémité d'un continent à l'autre, entretenir une armée nombreuse et punir sans cesse, pour éviter les révoltes et les séditions; nommer des cours de judicature pour chaque district, et du nord au midi remplir les côtes d'officiers d'assises et de douane, pour la protection et la sûreté du commerce; peupler encore cette vaste contrée de nouveaux habitans, et les forcer à se soumettre aux lois et aux réglemens oppressifs de la métropole. L'Angleterre, fut elle victorieuse, disoient les Américains; eussions-nous été chassés des bords de l'Océan jusqu'au monde occidental, et de-là, repoussés jusqu'aux régions les plus reculées du nord; quand toutes nos armées seroient écrasées, toutes nos troupes réglées prisonnières de guerre, nos milices formeroient des nouvelles armées; elles iroient attaquer les tyrans en bataille rangée, et elles expireroient avec la liberté dans les champs de l'honneur, ou bien une victoire éclatante assureroit à jamais leur existence, comme peuple indépendant. An. 1762.

An. 1762. L'Angleterre avoit épuisé ses trésors, versé le sang du peuple et corrompu ses mœurs publiques pour augmenter ses domaines et ses possessions, et établir les fondemens de sa puissance et de sa grandeur. Cet empire vaste et redoutable en imposoit à l'univers; mais les efforts qu'il avoit faits pour étendre ses rameaux dans les quatre parties du globe, en avoient cependant ébranlé les fondemens; et cette commotion intérieure préparoit secrètement ses revers et ses disgraces. Encore une fois, une nation commerçante et maritime ne doit point dicter des lois à une puissance territoriale. Un peuple de Négocians n'est point fait pour commander à un peuple agricole et industrieux. Tous les élémens sont libres, la mer est un domaine qui appartient à toutes les puissances; une domination exclusive est une véritable usurpation contre laquelle les lois éternelles de la nature ne cessent de réclamer: or, tout ce que la nature proscrit ou rejète, ne peut point subsister, ou doit nécessairement périr. La Grande-Bretagne, accablée sous le poids d'une dette de cent cinquante millions sterlings, ne pouvoit point satisfaire au paiement des intérêts et au remboursement de cette dette énorme, par les taxes

taxes et les impositions dont étoit susceptible une simple population de huit millions d'habitans. Ce royaume ne doit l'éclat de son existence publique qu'à son crédit et à la circulation de ce papier-monnoie, dont la suspension même momentanee peut entraîner la banqueroute nationale. Lord Grenville, homme de génie, mais administrateur sans principe, ministre imprudent et ambitieux, forma le projet, en 1764, de faire supporter aux Américains une partie du fardeau qui accabloit l'Angleterre, les manufactures et les autres branches du commerce de la métropole. La nation adopta ce système, et cela n'a rien d'étonnant : il tendoit à diminuer les taxes des propriétaires, et à donner au commerce national cette préférence que les Américains sembloient lui contester; mais les colons refusèrent de se soumettre aux lois oppressives du gouvernement britannique ; ils réclamèrent les droits de la justice, les principes de leur législation et les priviléges de leurs chartres. La province de Massachussetts-Bay soutint qu'elle avoit le droit exclusif de se taxer, et invita les autres colonies à défendre ce droit commun et général. M. Manduil, agent général de cette province, présenta des remontrances aux ministres, dans AN. 1762.

lesquelles les priviléges des colonies furent développés avec autant de profondeur que de precision. Cette assemblée provinciale délibéra « qu'il seroit expédient qu'il se fît le » plutôt possible une convocation de comité » des chambres des représentans dans les dif- » férentes parties du continent de l'Améri- » que, pour délibérer sur l'état des affaires » publiques, et l'embarras que causoient les » derniers actes du parlement, et pour rédi- » ger une adresse de remontrances au roi ». Elle envoya en même tems des lettres circulaires aux directeurs respectifs de différentes assemblées, pour les inviter à se réunir et à porter aux pieds du trône leurs craintes et leur sollicitude. On élut trois membres pour former un comité chargé de l'administration publique.

An. 1765. Le parlement déclara cette délibération illégale, opposée à la constitution et dérogatoire aux droits de la couronne. On vit paroître bientôt cette fameuse loi qui défendoit d'admettre dans les tribunaux tout titre qui n'auroit pas été écrit sur du papier marqué, et vendu au profit du fisc. Cet acte consterna les colons : les Bostoniens investirent et démolirent les maisons du lieutenant du gouverneur ; enlevèrent au greffier de l'amirauté

ses papiers, outragèrent le contrôleur de la douane, et poursuivirent, les armes à la main, Pierre Olivier qui avoit eu l'imprudence de distribuer le papier timbré. Le chevalier Bernard, gouverneur de la province, demanda la punition des coupables. Les magistrats promirent d'interposer leur autorité pour faire cesser les troubles qui agitoient la ville de Boston. Le procureur général n'osa point porter plainte ; la milice refusa d'obéir au gouverneur qui lui avoit ordonné de s'assembler. Le conseil et la chambre des représentans délibérèrent qu'il seroit légal de transiger sans papier timbré, nonobstant l'acte du parlement. An. 1765.

A peine Georges fut-il instruit des divisions et du soulèvement de la province de Massachussetts-Bay, qu'il envoya un message au parlement pour l'instruire de *la rebellion de ses sujets Américains*. Le parlement remercia son roi, et délibéra qu'il avoit le droit, assisté de deux chambres, de faire des lois pour assujétir les colonies. Les gouverneurs et les commandans furent chargés d'employer les forces qu'ils avoient en leur pouvoir, pour punir les séditieux et soutenir l'autorité. Voilà donc ce système de suprématie que l'Angleterre vouloit introduire dans

An 1765. ses colonies. Si l'acte du timbre, dit un historien anglais, étoit une usurpation des droits les plus précieux et les plus sacrés des Américains, l'acte déclaratoire ne leur en laissoit plus aucun ; il renfermoit les semences toutes développées du gouvernement le plus despotique ; il plaçoit l'Amérique dans un état de dégradation et d'avilissement : cet acte ébranloit dans leurs fondemens les chartres primitives sur la foi desquelles les émigrans de l'ancien monde s'établirent dans le nouveau. Il n'y a point d'acte de despotisme auquel cette loi injuste ne peut s'étendre ; et, quoique dans les applications particulières, on peut-être forcé quelquefois de s'accommoder aux mœurs et aux habitudes locales, le principe fondamental n'en légitimoit pas moins toute sorte de tyrannie ; il ne s'arrêtoit nulle part, il embrassoit dans son étendue la vie entière de l'homme. Toute loi demande obéissance, celle-ci demandoit servitude ; et sous son influence la condition d'un américain n'eût plus été celle d'un sujet, mais celle d'un esclave. C'est ce dernier acte dont l'exécution auroit imprimé une tache d'infamie sur une nation indépendante et qui auroit fait disparoître l'ombre même de la liberté, qui seule a produit la révolution.

Les colonies s'occupèrent à former une confédération générale; un congrès fut fixé à New-Yorck. Cette convocation jeta l'alarme et la divison dans le cabinet britannique : le parti de Rockingham, au milieu de cette fermentation naissante, avoit remplacé celui de Bedfort et causé la chute de Grenville. Le gouvernement dirigé par de nouveaux ministres, et sollicité par différentes villes de l'Angleterre, se détermina à révoquer l'acte du timbre; mais, en le supprimant, le parlement déclara une seconde fois sa suprématie législative sur les colonies. Le parti de Rockingham étoit trop foible pour conserver son pouvoir et son influence. Le roi n'aimoit point ses nouveaux ministres, parce qu'ils s'opposoient à ses vues ambitieuses, et qu'ils étoient attachés par principe et par intérêt à la constitution de l'état. Une nouvelle administration succéda à l'ancienne: les deux chefs qui la dirigeoient, flattèrent le roi de la possibilité et des avantages de soumettre les colonies. Ce système aussi contraire à la justice qu'à la politique, fut successivement adopté par tous les ministres intéressés à étendre l'autorité royale. An. 1765.

On n'ignoroit point en Amérique les projets de la métropole. Francklin, dont le gé-

An. 1765. nie vaste et hardi souhaitoit et méditoit une révolution, étoit alors en Angleterre : ce politique profond, ce négociateur habile, ce digne émule de Licurgue et de Montesquieu, étoit instruit que le ministère britannique vouloit changer la constitution des colonies, les dépouiller de leurs priviléges et établir un gouvernement militaire, comme si cette forme terrible d'administration pouvoit convenir à un peuple cultivateur. Francklin, interrogé par le parlement, lui fit connoître les dispositions, les forces, la situation et le caractère des Américains; il démontra avec autant d'énergie que de vérité, combien la métropole seroit injuste de vouloir assujétir ses colonies à des réglemens qui attaqueroient leur liberté et gêneroient leur industrie; que l'Angleterre ne pouvoit établir cette suprématie, que les armes à la main, et en répandant le sang des citoyens : il prédit le démembrement de l'empire. Ce grand homme parla en politique et en patriote. Ses réponses étoient un code bien propre à instruire le gouvernement; mais l'ambition et l'orgueil n'écoutent point les leçons de la sagesse et de la justice : ce n'étoit point sans doute l'acte du timbre qui ne pouvoit produire que cent soixante mille livres sterlings, qui allarmoit les Américains. Cette

taxe n'étoit guère propre à diminuer la dette énorme de la nation ; mais la loi qui déclaroit la suprématie de la métropole sur les colonies, leur parût une loi oppressive qui alloit les dépouiller de leur liberté, de leur industrie et de leur commerce. Ils ne se trompèrent point, car bientôt après le gouvernement britannique établit des impôts sur différens articles de consommation intérieure, où se trouva compris l'acte d'impôt sur le thé. Charles-Torwnshem fut le moteur de cette loi. An 1765.

Les Américains parlèrent alors de liberté. Ce mot dans la bouche d'un peuple libre qu'on veut opprimer, est terrible. Il y avoit à Boston un citoyen patriote et vertueux, qui avoit la prudence et le courage de Nassan et de Tell. Hankoc enflamma les esprits en exhortant les citoyens à défendre leurs droits et leurs priviléges. Il arma un vaisseau et lui donna l'emblême de la liberté : bientôt on vit former une confédération générale des colonies. Cette confédération n'étoit point l'ouvrage de la licence, ni d'une détermination précipitée ; elle avoit pour bâse l'examen, la réflexion et les connoissances que les colonies avoient de leurs forces et de leurs droits ; elles refusèrent d'admettre les manufactures de la métropole, jusqu'à l'entière révocation

An. 1765. de tous les actes parlementaires. Le ministre qui succéda à Charles Townshem tenta de jeter la division et la méfiance parmi les différentes provinces de l'Amérique. Par crainte, ou par séduction, il parvint à détacher la Nouvelle-Yorck de l'association générale; mais cette colonie reconnut bientôt ses imprudences et ses erreurs en se réunissant à la cause commune; elle se distingua par son zèle et son attachement.

Les ministres de Georges pouvoient aisément concilier l'intérêt de la métropole et celui des colonies; des médiateurs et des commissaires respectifs, dirigés par la justice et par l'humanité, seroient parvenus à éteindre cet incendie qui a ravagé les quatre parties du monde. Les colonies étoient sincèrement attachées à la métropole; elles pensoient qu'elles devoient contribuer à la soulager du fardeau immense de sa dette nationale; mais elles réclamoient le privilége de déterminer dans leurs assemblées provinciales leurs taxes et leurs impôts. La nation britannique, dans l'ivresse de sa prospérité, ou plutôt les erreurs et les passions des ministres méconnurent les règles de la politique, et outragèrent les lois de la morale; ils crurent que les Américains étoient un peuple foible et docile qu'il seroit

facile de façonner au joug de l'obéissance, et Ans. 1765.
que par lâcheté ou par crainte, ils se soumettroient sans murmure aux lois injustes et oppressives de la métropole. C'étoit bien mal connoître le génie, le caractère et les forces d'un peuple qui sent le prix de l'indépendance. N'importe, il falloit exécuter ce système de suprématie qui flattoit l'ambition du monarque et l'orgueil de la nation. Le parlement passa trois bills : le premier, pour établir des douanes dans les colonies, et y faire exécuter les lois relatives au commerce, sous l'inspection des commissaires qui seroient nommés pour cet objet : le second, pour faire cesser les remises des droits payables sur la porcelaine de la Chine, exportée pour l'Amérique, et pour prévenir la contrebande qui se faisoit avec les colonies et les plantations, et le troisième, pour assurer le paiement des amendes et des confiscations prononcées contre ceux qui contreviendroient aux prohibitions.

Ces nouvelles lois fiscales excitèrent la haine et le courage des Américains. Le peuple de Boston contesta à la métropole son autorité législative ; il invita les colonies à rompre les nœuds qui les attachoient à la mère-patrie ; délibéra qu'il ne recevroit, ni importeroit aucun effet et marchandises de la Grande Bre-

An. 1765. tagne, et que les impôts seroient perçus suivant sa propre constitution. En vain le gouvernement britannique ordonna-t-il au conseil de Boston d'obéir; on brava la force militaire, et on méprisa les ordres du commissaire du roi. Le peuple nomma un comité, et exhorta les différentes villes de la province, d'envoyer des députés à ce congrès particulier. Ce comité fut chargé par l'assemblée générale, d'annoncer aux colonies, que les actes du parlement britannique étoient des infractions aux lois des Américains.

Georges assembla son parlement; il lui dénonça les troubles de l'Amérique, et demanda les secours de la nation, *pour renverser les desseins pervers de ces hommes turbulens et séditieux, qui, sous de faux prétextes, n'avoient que trop réussi à corrompre plusieurs de ses sujets en Amérique, et dont les intrigues menaçoient de produire les plus funestes effets dans ses colonies et dans tous les domaines de la couronne.* Le parlement promit au roi de concourir avec zèle, au soutien des mesures justes et nécessaires pour réprimer l'audace et la rebellion des colonies, et de maintenir dans son intégrité, la suprême législation de la Grande-Bretagne, sur toutes les parties des domaines de sa majesté: il déclara que les assemblées

et les délibérations de la province de Massachusetts-Bay, étoient illégales et dérogatoires aux droits de la couronne et du parlement. Les Bostoniens furent déclarés rebelles : c'est ainsi que ces gardiens du salut de l'état, et ces défenseurs de la liberté publique, au lieu d'éclairer le monarque, l'affermirent dans son projet de soumettre et de conquérir l'Amérique, et donnèrent le signal de la guerre civile. En Angleterre, les ministres sont responsables des erreurs et des crimes des rois. An. 1765.

Les résolutions violentes du gouvernement et les décrets foudroyans du sénat britannique, n'intimidèrent point les colonies; elles se préparoient depuis long-tems à défendre, les armes à la main, leurs droits et leurs priviléges. Cette disposition, à ne point reconnoître l'autorité de la métropole et à résister à ses ordres, se montra dans les assemblées publiques et dans les écrits périodiques. Ceux qui refusèrent de se réunir à la confédération générale, furent déclarés traîtres et ennemis de l'état. Les membres de la législation se lièrent par des promesses et des sermens, et on jura d'être libre ou de s'ensévelir sous les ruines de la patrie. L'assemblée générale de Boston envoya un message au gouverneur, pour lui déclarer que l'appareil militaire que l'on voyoit dans

An. 1765. le port et dans la garnison de la ville, étoit un attentat; et lui ordonna de faire retirer les forces de terre et de mer pendant la tenue des séances. Voilà comment parle et agit un peuple libre. Le gouverneur répondit qu'il n'avoit aucune autorité sur les vaisseaux et les troupes du roi. L'assemblée lui présenta ensuite une pétition, où elle démontra que le gouvernement militaire étoit incompatible avec les lois de l'Angleterre, et que le peuple avoit le droit de rejeter une loi qui lui paroissoit injuste : elle procéda ensuite à l'élection des membres d'un comité, et eut soin d'exclure de l'administration publique, ces hommes qui étoient soupçonnés d'indifférence pour la liberté, et ceux qui étoient attachés par principe et par intérêt au gouvernement britannique. Cette politique étoit nécessaire pour former la nouvelle constitution de l'état : il falloit éloigner des assemblées ces citoyens timides et lâches, qui apporteroient dans les délibérations, l'intrigue, la crainte et la division. Celui qui hésite à se réunir à la cause commune, est indigne de la confiance publique : la timidité et l'indifférence invitent bientôt à la trahison.

Une guerre particulière s'éleva entre le peuple de Boston et les commissaires du roi : le premier parloit de liberté et de privilége;

les seconds, d'obéissance et d'oppression. Cette lutte perpétuelle étoit bien propre à entretenir et à augmenter les haines et les méfiances. Les choses étoient parvenues à ce point de fermentation, qui devoit produire un grand événement, lorsque le ministère britannique crut, en trompant les colonies par de fausses promesses, les ramener à la soumission et au devoir. Les oppresseurs, avant de subjuguer, cherchent à séduire. Le lord Hitsbouroug, ministre, envoya aux colonies une lettre circulaire pour leur déclarer qu'il ne seroit désormais levé aucune taxe sur les Américains, sans leur consentement. Cette déclaration isolée ne changea point les dispositions des esprits : en effet, quelle impression pouvoit-elle faire, puisqu'il n'y avoit qu'une loi qui pouvoit révoquer ces différens réglemens, qui soumettoient les colonies à des impôts arbitraires? Le ministre pouvoit-il se flatter de tromper une nation éclairée? Les hostilités continuèrent; les receveurs des impositions furent chassés et maltraités. La province de Massachusetts s'occupa de nouvelles lois, pour affermir sa liberté et son indépendance. Ce fut dans cet état de choses que le parlement britannique, pour satisfaire l'avidité d'une compagnie de marchands, lui permit d'exporter son thé dans les colonies, An. 1765.

An. 1765. chargé d'un droit excessif sur cette denrée. Cette nouvelle loi fiscale répandit la consternation dans les colonies; mais bientôt le cri puissant de la liberté vint donner plus d'énergie aux ames consternées. Le peuple de Boston s'assembla, malgré les précautions du gouverneur Hutchinson. La maison du sieur Clarke, distributeur du thé, fut pillée; un officier de la douane fut goudroné, traîné dans les rues, attaché à une potence et fouetté. Le gouverneur Hutchinson fut chargé de la malédiction publique. La prudence et la réflexion succédèrent à ces actes de violence. Une nation qu'on veut réduire à l'esclavage, n'écoute que les cris de la vengeance et du désespoir; elle prend les armes, et dans sa fureur, elle ne cherche qu'à répandre le sang de ses tyrans oppresseurs, tant la crainte de perdre la liberté rend l'homme cruel et féroce; mais, bientôt plus tranquille et plus juste, elle abandonne ses projets meurtriers, et s'occupe avec sagesse, des moyens que la nature, la justice, la force et la loi lui donnent pour briser les fers de la servitude, et rentrer dans l'exercice de ses droits primitifs, dont une autorité corrompue et despotique vouloit la dépouiller. Le peuple de Boston s'assembla, censura la conduite du gouverneur, et déclara ennemis

de la patrie, quiconque aideroit à recevoir ou Ans. 1765.
à vendre le thé envoyé par la compagnie des Indes orientales, et taxé par le gouvernement britannique. Dans les états monarchiques, les lois suffisent pour affermir l'autorité royale; dans les états despotiques, il faut sans cesse un gouvernement militaire, pour épouvanter les peuples et rassurer les tyrans qui tremblent toujours. Des troupes furent envoyées à Boston: le général Haldiman plaça deux pièces de canon devant sa porte; le gouverneur Hutchinson pourvut encore avec plus d'appareil à la garde de sa personne; l'amiral Montagne arma ses vaisseaux, et en fit une ligne sur les côtes: tout annonça le commencement de la guerre civile. Que de sang on eût épargné, si les commissaires du roi eussent suivi les lumières de leur conscience; mais ils étoient forcés d'exécuter les ordres qu'ils recevoient, et de suivre le système d'oppression depuis long-tems concerté dans le cabinet britannique.

Le parlement d'Angleterre, secondant l'impatience du roi et l'ambition des ministres, prit en considération les divisions qui agitoient les colonies. Quelle étoit donc la question qu'il falloit examiner et juger? Elle étoit bien simple. Le roi et le parlement avoient-ils le droit de taxer les Américains sans leur consente-

An. 1765. ment ? C'étoit en consultant la constitution du peuple anglais, la teneur des chartres, l'intérêt de la métropole, les citoyens éclairés et patriotes, les différentes associations de l'état et les règles de la justice et de la politique, qu'il falloit décider cette question. Le lord Baringthon, dans la chambre des pairs, et le sieur Fuller, dans la chambre des communes, demandèrent qu'on rapportât les titres constitutifs qui fixoient le gouvernement et la législation des colonies; mais le lord North, ministre hardi et ambitieux, grand calculateur, ennemi de la constitution de sa patrie, fauteur du despotisme, réunissant les lumières du génie à la rudesse du caractère, ferme dans ses projets, et pour les exécuter, sacrifiant toutes les vertus, bravant la jalousie des grands et les outrages de la multitude, ne cessa de déclamer contre les colonies, et de soutenir qu'il falloit les forcer à l'obéissance, ou les réduire par la force des armes : « nous avons droit, dit ce ministre, de détruire les chartres des Américains, puisqu'ils en abusent, et de les gouverner, puisqu'ils ne sont pas capables de se gouverner eux-mêmes : laissez la Grande-Bretagne maintenir ses droits avec fermeté; la paix et le repos seront bientôt rétablis ». Il fit une motion pour rappeler les officiers royaux de

de la douane, et pour fermer le port de Boston. Charles Fox, ce républicain hardi, plus occupé de la célébrité, que de l'intérêt de l'état, homme de génie, orateur éloquent; mais plus propre à être chef de parti, qu'à regir les affaires publiques, s'éleva avec force contre ce bill qu'il regarda comme le prélude et le signal du carnage. Dans la chambre des pairs, le lord Richemond, citoyen distingué par ses vertus, ses talens et ses vastes connoissances; Manchester, esprit juste et solide; Rochingham, défenseur des droits du peuple et soutien de l'autorité royale, et lord Shelburne, l'ami et le bienfaiteur de sa patrie, politique profond, administrateur sage et éclairé, capable de gouverner un vaste empire et de donner des lois pour rendre un peuple juste et heureux, prirent la défense des Bostoniens, et protestèrent contre le bill proposé par North; mais son éloquence, l'ascendant qu'il avoit en sa qualité de premier ministre, entraînèrent presque tous les suffrages. Le parlement ordonna, conformément à sa motion, qu'il seroit dressé un bill pour rappeler les officiers royaux de la douane, et pour fermer le port de Boston.

Les politiques éclairés prédirent le démembrement de l'empire, et calculèrent, sans passions comme sans intérêts, les maux que cet An. 1773.

An. 1773. acte rigoureux d'interdit alloit produire. Les citoyens patriotes gémirent sur les erreurs d'une administration qui préparoit les malheurs de l'humanité, la ruine et l'humiliation du royaume; ils tâchèrent en vain d'éclairer les ministres, en les transportant dans l'avenir. L'état ébranlé jusques dans ses fondemens, les calamités de la guerre civile, les possessions britanniques attaquées par des voisins ennemis et intéressés à se venger, l'augmentation d'une dette énorme, l'état dans l'anarchie, et la nation dans le désordre : voilà le tableau effrayant qui leur fut présenté; mais l'ambitieux, dans ses excès, se livre avec confiance à ses destinées, et croit voir des succès et des triomphes, là, où une politique sage et une administration sans préjugés et sans erreur, n'apperçoit que des pertes et des malheurs. On observa que la métropole souffriroit plus que les colonies de cette loi qui alloit interrompre le cours d'un commerce utile et avantageux à l'Angleterre. On réfléchit sur la perte immense des négocians anglais, dont la propriété en Amérique se portoit à plus de quatre millions sterlings, et sur celle des manufactures dont le commerce avec les colonies, faisoit subsister dans la métropole plus de cent mille personnes; mais rien

ne pouvoit suspendre l'activité du lord North; il rejeta la pétition des Américains qui se trouvoient à Londres. Ils représentèrent aux ministres, qu'une rigueur excessive et déplacée affecteroit vivement les Américains, et éteindroit leur affection pour la Grande-Bretagne. « L'attachement de l'Amérique, lui disoient-ils, doit finir où commencer a l'injustice de la Grande-Bretagne ». Ces remontrances étoient justes; mais lord North sacrifioit imprudemment l'intérêt de la nation, pour plaire à son roi, et satisfaire son ambition; il répondoit sans cesse qu'il n'étoit point de la dignité du parlement, de s'arrêter à de vains subterfuges, à des formalités, à des distinctions; et qu'une obéissance aveugle devoit toujours précéder les réclamations : voilà les maximes et le langage d'un despote et d'un tyran. Le bill contre Boston fut bientôt suivi d'autres lois aussi injustes et aussi oppressives. La province de Massachussetts fut dépouillée de ses priviléges, et on établit dans les colonies le gouvernement militaire. Le colonel Barré démontra les abus et les dangers d'un bill qui changeoit ainsi l'administration primitive des colonies qui s'étoient toujours gouvernées par leurs propres lois; il entra dans le détail des excès si ordinaires dans un état régi mili- An. 1773.

tairement, et déplora avec amertume les calamités d'un peuple qui alloit être asservi à la domination des soldats ; qui ne verroient dans les Américains, que des rebelles qu'il faut exterminer. Ce guerrier humain et sensible exhorta les ministres de soumettre la force militaire au pouvoir civil, d'adopter des sentimens de paix et de médiation, de révoquer des lois inutiles pour l'Angleterre, et oppressives pour les colonies, et d'offrir aux Américains une branche d'olivier, au lieu d'un glaive sanglant.

An. 1774. Les ministres de Georges crurent que l'interdit jeté sur le port de Boston, forceroit les Bostoniens à se soumettre aux lois fiscales et aux taxes arbitraires auxquelles on vouloit les assujétir ; et que les autres colonies, frapées par la terreur et effrayées par cet exemple de vengeance et de punition, reconnoîtroient la suprématie d'Angleterre ; ils se flatoient que les autres provinces profiteroient de la ruine de Boston, pour s'emparer de son commerce, et que ce surcroît de puissance et de richesses, seroit regardé comme une récompense et un bienfait propre à exciter leur attachement et leur reconnoissance ; mais l'attente des ministres fut trompée, et cela devoit être ainsi : esclaves de l'ambition, ils devin-

rent les jouets de leur crédulité. L'Amérique n'avoit pas adopté la politique insensée et artificieuse de l'Europe. La crainte et la lâcheté n'avoient pas flétri les ames des habitans du nouveau continent: cet art perfide de dissimulation et d'hypocrisie que l'homme civilisé apporte dans ses conventions et dans son commerce, leur étoit inconnu; des lois bisarres et contradictoires ne formoient point leur code législatif; la société avec ses désordres, nos institutions avec ses vices n'avoient point défiguré l'ouvrage de la nature. Le despotisme et la séduction peuvent aisément subjuguer des nations avilies par le luxe, les plaisirs, la frivolité; mais un peuple libre et cultivateur, qui a su trouver dans l'exercice de la vertu, la sainte énergie de la liberté, ne peut être injuste, ni usurpateur. Les Américains refusèrent avec indignation de profiter des dépouilles d'une ville malheureuse et opprimée; ils resserrèrent au contraire les liens qui les unissoient, pour former une confédération générale destinée à la défendre et à la secourir. An. 1774.

Les ministres avoient annoncé dans la chambre des communes, la nomination du général Gage au gouvernement de la province de Massachusetts, et au commandement en chef

An. 1774. des armées dans l'Amérique septentrionale : cet officier avoit déja rempli avec distinction quelques emplois importans dans cette partie du nouveau monde. Les Américains se flattèrent que, par une heureuse et sage administration, Gage parviendroit à réconcilier la métropole avec les colonies ; mais les destinées de l'Amérique étoient fixées ; il n'étoit point au pouvoir de ce général d'empêcher une révolution qui alloit démembrer un empire puissant. Les ministres avoient réglé les plans d'opérations de Gage, en lui ordonnant d'employer la force et la violence, pour subjuguer les colonies. Le général se rendit à Boston, et fit une proclamation par laquelle le roi d'Angleterre et le parlement accordoient deux mois aux habitans de Boston pour se soumettre aux bills parlementaires, autrement que l'interdit seroit mis à exécution. On brava ces menaces ; et on dédaigna cette proclamation. Les Bostoniens s'assemblèrent et invitèrent les colonies à se réunir, pour faire cesser tout le commerce d'exportation et d'importation avec la Grande-Bretagne, l'Irlande et les îles des Indes occidentales, jusqu'à ce que le bill de Boston fût révoqué ; attendu, disoient les Bostoniens, qu'il ne restoit d'autre moyen pour sauver l'Amérique,

Les copies de cet interdit se multiplièrent avec une rapidité incroyable : semblables aux torches des furies, elles répandirent le feu de la sédition dans les contrées où elles furent distribuées ; dans la ville de Boston et dans la Nouvelle-Yorck, le peuple en eut des exemplaires sur du papier de deuil à large bordure noire; on crioit dans les rues : *voici une loi inhumaine, cruelle, barbare et sanguinaire ;* des corps nombreux d'habitans s'assemblèrent sur des invitations publiques; et par des délibérations prises avec l'appareil le plus imposant, le bill fut condamné à être livré aux flammes. Dans cette fermentation générale et au milieu des excès où le peuple s'abandonnoit, on voyoit un mélange étonnant de modération et de prudence ; il existoit des citoyens qui savoient distinguer les fureurs de la licence et les attentats du fanatisme, avec les droits de la liberté et le zèle du patriotisme : ils parvinrent, par leur sagesse et leurs exhortations, à contenir et à éclairer la multitude. Le général Gage fut reçu avec toute la pompe ordinaire : les magistrats lui rendirent sans affectation, mais avec dignité, les honneurs qui étoient dus à son rang et à sa place : s'il avoit prononcé des paroles de paix et de conciliation, les AN. 1774.

An. 1774. colonies americaines seroient encore unies à l'empire britannique ; ce pacificateur auroit mérité les hommages de l'humanité et les éloges de la patrie ; son nom seroit inscrit dans les annales du patriotisme et de la bienfaisance. Lorsque Gage parut ; il annonça aux Bostoniens, qu'au premier juin, en vertu du bill d'interdit, leur assemblée se tiendroit à la ville de Salem. Cet ordre impérieux jeta la confusion et l'alarme parmi les membres ; ils s'occupèrent à éluder cette transmigration en se hâtant de terminer l'objet des subsides. Le gouverneur prorogea l'assemblée au 9 juin 1774, en lui indiquant toujours la ville de Salem, pour tenir ses séances. Avant cette prorogation, elle avoit conjuré le gouverneur d'ordonner un jour de jeûne et de prières. Gage refusa de lui accorder cet acte juste et consolant de piété et de religion : l'injustice et la persécution, excitent un peuple vertueux à tourner ses regards vers le ciel ; il voit dans l'auteur de la nature, un être bon et sensible qui le defendra contre l'opprobre et la tyrannie : cet espoir religieux élève l'ame et lui donne la force et le courage de résister à ses oppresseurs et de les punir.

Les jours de deuil et de vengeance arrivèrent, le port de Boston fut bloqué par les

vaisseaux de guerre, et les troupes campèrent dans la plaine. Voilà donc la guerre civile déclarée; voilà donc le pacte qui attachoit la métropole aux colonies, rompu; voilà deux nations, autrefois unies par les liens de la politique et de l'intérêt, qui vont prendre les armes, l'une pour opprimer l'autre, afin d'éviter la servitude : le peuple oppresseur devoit nécessairement succomber. Il se tint alors dans toutes les parties du continent américain, des assemblées des villes et des provinces; elles s'élevèrent avec force contre les rigueurs exercées par la métropole, et délibérèrent de secourir leurs alliés. La chambre des représentans de la Virginie déclara qu'une atteinte portée aux droits d'une des colonies, violoit également les droits de toute l'Amérique septentrionale, et en préparoit la ruine, si la sagesse des membres de l'association générale ne s'appliquoit à en empêcher l'effet; elle recommanda au comité de correspondance de se réunir avec les comités des autres provinces, de nommer des députés des différentes colonies pour s'assembler annuellement en congrès général, afin de délibérer sur les mesures qu'il conviendroit de prendre pour assurer les intérêts de l'Amérique. Le premier juin 1774 fut solemnisé par le jeûne et les prières. Ce jour An. 1774.

An 1774. fut consacré, dans tout le continent, au deuil et à l'humiliation. Cet acte de religion étoit bien propre à exciter dans tous les cœurs l'enthousiasme de la liberté et l'amour sacré de la patrie.

La chambre des représentans de Boston ne fut pas plutôt assemblée à Salem, qu'elle délibéra de convoquer une assemblée générale des comités de diverses colonies, en expliquant les motifs qui leur faisoient désirer cette réunion. On choisit les citoyens les plus sages et les plus zélés pour former un comité représentatif de la province, et on vota une somme de cinq cents livres sterlings pour mettre ce comité en état de remplir les fonctions importantes dont il seroit chargé. Le gouverneur refusa d'approuver cette délibération; mais l'assemblée prit un nouvel arrêté, où elle recommanda aux différentes villes et districts de la province, de lever une somme de cinq cents livres sterlings par une répartition équitable, et d'après le plan de la dernière taxe provinciale. Cette recommandation fut regardée comme un devoir et une loi que l'intérêt général sollicitoit.

L'assemblée prévit la dissolution dont elle étoit menacée; elle exhorta le peuple à dé-

fendre ses droits avec cette fermeté et ce cou- An 1774
rage dignes des républicains qui connoissent le prix de l'indépendance. Les conseils, les prières, les exhortations, font plus d'impression que les injonctions positives des lois. La loi peut subjuguer la volonté; mais elle ne commande ni à la conscience, ni à l'opinion: pour exciter la confiance et la valeur d'un peuple qui combat pour sa liberté, il ne s'agit que de l'éclairer sur ses besoins et sur ses intérêts. L'assemblée fit publier une déclaration, où elle développa les causes de l'injustice et de la tyrannie que la métropole vouloit exercer contre les colonies. On lisoit dans cet écrit patriotique, que les provinces de l'Amérique avoient été long-tems tourmentées sous la main oppressive du pouvoir, et que non-seulement la Grande-Bretagne avoit rejeté leurs remontrances, mais que depuis long-tems elle avoit formé le projet d'anéantir entièrement la constitution et le gouvernement civil de l'Amérique pour y établir une administration arbitraire et réduire le peuple en esclavage. L'assemblée recommanda aux habitans de la province, de renoncer à la consommation du thé de l'Inde, et de cesser de faire usage des marchandises importées des Grandes-Indes et de la Grande-Bretagne, jusqu'à ce que le

An. 1774. peuple américain fût rentré dans l'exercice de ses droits.

Le gouverneur fut bientôt instruit de cette nouvelle délibération ; il crut parvenir à détruire, ou à suspendre cette fermentation générale en faisant publier une loi qui prononçoit la dissolution de l'assemblée. Telle fut l'issue de cette lutte qui agitoit depuis longtems le gouvernement anglais et le peuple américain. Le lendemain de cette dissolution, les négocians et les francs tenanciers de Salem présentèrent au gouverneur une adresse qui réunissoit la force et la hardiesse de l'éloquence au noble langage de la vérité. Cette ville, où régnoit l'innocence des mœurs, étoit devenue le siége de la capitale et le centre des affaires publiques : on y avoit transporté les tribunaux de justice, la douane et le commerce de Boston. Les dépouilles de ces malheureux habitans se trouvèrent entre les mains des citoyens braves et généreux. Ce transport étoit un artifice du gouvernement britannique pour répandre et entretenir dans ces deux villes la méfiance, les jalousies et les animosités ; mais les habitans de Salem donnèrent à l'univers un exemple bien consolant et bien instructif. Ce peuple juste et bienfaisant prit la défense des opprimés avec

autant de zèle que de désintéressement : voici An. 1774.
les propres expressions de leur adresse au gouverneur : « Nous nous sentons profondément » touchés de nos calamités publiques; mais » nous sommes pénétrés de la compassion la » plus tendre à la vue des maux qui vont s'ac- » cumuler sur nos frères qui habitent la ca- » pitale de cette province, et nous espérons » que votre excellence fera ses plus précieux » efforts pour empêcher tout ce qui pourroit » multiplier les fléaux déja si redoutables sous » le poids desquels gémissent ces infortunés. » En fermant le port de Boston, on a cru » que le cours du commerce pourroit être » ramené vers nous et tourné à notre avan- » tage; mais par la formation même de notre » port, la nature nous a défendu toute riva- » lité de commerce avec cette ville qui en « est le centre naturel; et indépendament de » cette circonstance, il faudroit que nous » n'eussions aucune idée dans l'esprit, aucuns » sentimens d'humanité dans le cœur pour son- » ger à élever notre puissance et notre prospé- » rité sur la ruine de nos voisins ».

Malheur à ceux, qui, à la lecture de cet écrit, n'ont point éprouvé un sentiment d'admiration et d'attendrissement : ce sont des esprits pervers ou frivoles, des ames froides et

An. 1774 desséchées, des cœurs lâches et insensibles aux charmes de la bienfaisance et aux consolations de la vertu. Ce n'est point là sans doute la morale d'un peuple commerçant énervé par le luxe, avili par l'insatiable soif de l'or, qui cherche sur les calamités publiques à grossir ses trésors, à étendre son industrie, à multiplier ses besoins et ses jouissances, en fomentant des divisions et des méfiances parmi ses voisins; c'est le langage d'une nation juste et généreuse qui veut établir les fondemens de la félicité publique sur l'empire des lois et des mœurs.

Le parlement publia deux bills pour introduire dans les colonies le gouvernement militaire. Ces nouvelles lois hâtèrent la révolution. Les hommes les plus modérés et les plus indifférens sortirent de leur léthargie pour prendre une nouvelle existence et de nouveaux principes; enflammés tout-à-coup par l'amour de la liberté, ils s'indignèrent contre la fausse politique et l'oppression de l'Angleterre; ils obéirent à la voix de leur conscience en rompant les nœuds qui les unissoient à la métropole. Par-tout on tenoit des assemblées; on prenoit des délibérations, on créoit des lois, on s'exhortoit à l'envi à défendre les Bostoniens, et à déclarer l'indépendance, les armes

à la main. A cette époque le peuple américain formoit deux classes divisées d'opinion, mais non pas de principe : les uns vouloient fermer les ports, prendre les armes, attaquer les Anglais, et déclarer traîtres à la patrie les citoyens qui ne viendroient point se ranger et combattre sous les étendards de la liberté ; les autres pensoient qu'il falloit modérer l'ardeur du peuple, épuiser les voies de la conciliation, demander à la métropole la révocation des lois parlementaires et la confirmation des droits et des priviléges des colonies : ils souhaitoient un congrès général pour examiner et discuter les grands intérêts de la nation, pour fixer une forme provisoire d'administration et pour régler les opérations civiles et militaires. Cependant le comité de correspondance de Boston dressa un acte qu'il nomma, *ligue et alliance solemnelle*. Ceux qui le signèrent, s'engagèrent devant Dieu et devant les hommes, à suspendre tout commerce avec les États-Britanniques, jusqu'à ce que l'interdit contre Boston fût anéanti ; que les autres lois fussent révoquées, et que la province de Massachussetts fût pleinement rétablie dans l'exercice de ses droits constitutionnels. Cette ligue devint bientôt formidable par la réunion de plusieurs provinces. Le général Gage fit pu- An. 1774

An. 1774. blier une proclamation par laquelle il déclara cette association illicite, contraire à la fidélité due au souverain, tendant à détruire le bon ordre et la paix, et à anéantir l'autorité légitime du parlement britannique. Il ordonna qu'on poursuivît avec rigueur ceux qui avoient signé ou favorisé la ligue. Cette proclamation donna lieu à plusieurs écrits où l'on accusoit le gouverneur de cruauté et d'usurpation; les droits des colonies furent examinés et discutés; la constitution américaine devint publique. Cet appareil solemnel étoit bien propre à aggrandir les idées et à répandre des nouvelles lumières. C'étoit dans ce code de législation où le peuple alloit s'instruire de ses priviléges et de sa dignité.

Les Américains formèrent un congrès général. La ville de Philadelphie, située au centre du continent, fut choisie pour le lieu de l'assemblée. Les provinces nommèrent des représentans et des délégués. Cette association n'étoit point composée d'une noblesse vaine et factieuse qui cherche à combattre l'autorité royale pour affermir son despotisme particulier et opprimer ses vassaux : ce n'étoit point une assemblée de négocians avides et monopoleurs, qui regardent les réglemens utiles et nécessaires comme des lois fiscales et oppressives :

pressives : ce n'étoit point une congrégation d'un peuple séditieux, qui veut rompre les liens de l'obéissance et du devoir pour se livrer aux excès de la licence et de l'anarchie; c'étoient des magistrats, des guerriers, des propriétaires, des citoyens tous animés par le patriotisme et par l'enthousiasme de cette liberté que la tyrannie et l'oppression rendent plus active et plus éclairée. Un peuple cultivateur ne craint point de changer de maître, lorsqu'il ne respecte pas sa propriété; il obéit au premier conquérant, si, par humanité ou par politique, il lui conserve ses possessions territoriales et le maintien dans ses priviléges. Mais, lorsqu'une autorité arbitraire met des entraves à son industrie; qu'elle surcharge ses domaines de tributs et de taxes; qu'elle le tient attaché à la glèbe, comme un serf et un esclave; que le produit de ses champs ne sert qu'à nourrir le luxe et à satisfaire l'avidité des financiers et des traitans; lorsqu'il voit des satellites, prêts au moindre soupçon à lui enlever sa liberté, alors, sans amour et sans attachement pour son roi, sa patrie, son gouvernement, il désire un nouveau maître, et dans le silence dévoue son souverain à l'indignation de la postérité et à la vengeance divine. An. 1774.

An. 1774. Les Américains s'occupèrent d'abord à soulager les malheureux habitans de Boston. Le Maryland leur fournit trente mille boisseaux de blé, la Virginie, soixante mille. La Caroline fit distribuer le prix des cargaisons du riz qu'elle avoit vendu à New-Yorck. Malgré ces actes de bienfaisance et de charité, les Bostoniens gémissoient sous le poids de la misère et du malheur; mais ils supportèrent leur infortune avec une constance héroïque. Il est beau et glorieux de souffrir pour l'amour de la patrie : ce sentiment fait éprouver à l'ame des douceurs et des consolations. En vain le général Gage multiplia-t-il ses actes de violence et d'oppression; en vain, par une politique aussi fausse qu'inutile, voulut-il intéresser le ciel au succès de ses projets destructeurs, en rendant une proclamation où il recommandoit au peuple la piété et la vertu, pour châtier et prévenir l'irréligion et le crime. Le dieu de la nature voit avec horreur les tyrans et les oppresseurs; et, si le fanatisme croit l'honorer en égorgeant des victimes sur ses autels, il déteste et maudit ces sacrificateurs impies, et leur demandera compte du sang qu'ils auront fait verser. La Nouvelle-Angleterre est presque entièrement peuplée de presbytériens rigides, atta-

chés aux formes extérieures de la religion. An. 1774.
La proclamation du gouverneur tendoit à rendre leur foi suspecte, et accusoit leur zèle et leur piété d'hypocrisie et de ridicule. Ce manifeste fut regardé comme une profanation et un outrage. Le général Gage, qui, pour plaire aux ministres, sacrifioit imprudemment ses principes de modération, et qui, par intérêt et par ambition, se rendoit cruel et despote, ne cessoit de persécuter et d'opprimer les Américains par des réglemens aussi injustes qu'extravagans: il défendit au peuple de la Nouvelle-Angleterre de faire aucun concordat tendant à suspendre l'achat et l'usage des marchandises importées de la Grande-Bretagne; ordonna aux distributeurs de poudre de ne pas en vendre sans son consentement; fit défense aux habitans de se réunir; et, pour empêcher cette réunion, il déploya la force militaire; mais ces injonctions, ces préparatifs, ces menaces, tout cet appareil de terreur devoient se briser contre le courage, la prudence, le patriotisme et la valeur d'un peuple qui alloit fonder un empire nouveau et se placer au rang des grandes puissances.

Le congrès général s'assembla à Philadelphie; les différentes provinces de l'Amérique septentrionale y envoyèrent des députés et

An. 1774. des représentans. Cette assemblée nationale élut pour président Pegton Wandolp, citoyen distingué par sa sagesse et par ses vertus. Le congrès approuva ensuite le plan général qu'avoit fixé le comté de Suffubk, et qui servit de bâse aux délibérations des autres provinces.

La convention de ces nouveaux républicains étoit ferme et hardie; ils avoient délibéré de protéger l'ancienne administration des colonies de défendre, les armes à la main, leurs droits et leurs priviléges; de déclarer ennemis de la patrie les officiers de la cour; d'établir une correspondance entre les divers comtés, pour faciliter la réunion des milices et la circulation des forces respectives. Le congrès déclara les actes du parlement britannique contre la province de Massachussetts, injustes, oppressifs, inconstitutionnels; ceux qui accepteroient des commissions du gouvernement anglais, furent dévoués à la malédiction publique et considérés comme l'instrument qui se préparoit à détruire des droits que Dieu, la nature et des contrats solemnels avoient donnés à l'Amérique. Le congrès exhorta les Américains de cesser tout commerce avec la métropole, et à manufacturer les matières premières que leur contrée voit naître en abondance: il rédigea en même tems une pétition au roi

d'Angleterre, et une adresse au peuple de la Grande-Bretagne. Georges refusa de la recevoir, parce qu'il crut que ce seroit en quelque sorte en reconnoître la légalité. Voilà une injustice et une erreur politiques. An. 1774.

On examina dans le congrès les forces et les ressources de la nation : on fit un dénombrement général. La population se trouva monter à trois millions d'habitans. On s'occupa de la fabrication des armes. Charles Lée fut chargé de diriger les opérations militaires, de procurer les munitions et les approvisionnemens. Cependant le général Gage investissoit Boston avec des forces supérieures; les habitans périssoient de faim et de misère; ils furent tentés de ruiner la ville et de l'abandonner aux troupes anglaises; mais le congrès ranima leur courage abattu, en promettant de les défendre et de les secourir. Lée s'empara du fort Portmouth. Une partie des royalistes abandonnèrent lord Dunmore, gouverneur de la Virginie, et vinrent se ranger sous les étendards de la liberté. Ces braves officiers avoient déclaré aux Virginiens qu'ils conserveroient l'obéissance au roi de la Grande-Bretagne, tant qu'il respecteroit la liberté du peuple américain; qu'ils sacrifieroient leur vie et leur fortune pour maintenir l'honneur

An. 1774. de la couronne ; mais que l'amour de l'indépendance et l'attachement aux droits de la patrie étoient supérieurs à ces considérations, et qu'ils étoient résolus de défendre les priviléges des provinces américaines ; qu'afin de le faire avec méthode et d'éviter les désordres qui naissent ordinairement de la précipitation, ils ne prendroient les armes, que sur l'invitation commune des provinces. Cette désertion porta la rage dans le cœur de Dunmore : cet homme féroce se vengea en portant partout l'incendie, le carnage et la mort. Dans la Caroline méridionale, milord Campbel, qui vouloit soulever les Sauvages, fut forcé de quitter son gouvernement. Dans la Caroline septentrionale, Martin, qui avoit formé le projet de susciter une rebellion parmi les Nègres, fut déclaré ennemi de l'Amérique par le congrès provincial.

En Angleterre, ces citoyens sages, éclairés, patriotes, qui composoient le parti de l'opposition, gémissoient sur les maux de la patrie ; ils tonnoient avec force contre le systême oppresseur du gouvernement, démontroient avec autant de courage que de vérité, qu'il étoit de la justice et de l'intérêt de la nation de se réconcilier avec les colonies, et que la guerre civile, en versant son sang et

épuisant ses trésors, entraîneroit infailliblement le démembrement de l'état. Chatam, ce ministre qui rendit l'Angleterre dominatrice des mers, et porta cet empire à un degré de grandeur et d'élévation qui ont préparé ses disgraces et ses humiliations, se déclara le défenseur des Américains. « Qu'est devenue, » s'écria-t-il, cette île si fière de ses conquêtes, que les arts et la valeur rendoient également célèbre? qu'est devenue sa constitution, objet de l'admiration et de l'envie des » nations européennes? elle a donc changé ses » lois civiles en un code militaire, après avoir » tant de fois versé son sang pour éviter le » despotisme : comment ce peuple s'est-il » courbé tout-à-coup sous son joug, et avili » au point de se forger lui-même des chaînes ». Chatam conclut que l'on ordonnât au général Gage de retirer les troupes qui bloquoient Boston, afin que les habitans puissent coopérer librement avec l'Angleterre, à une prompte réconciliation : « Une heure de perdue, ajouta » ce grand homme, peut produire des an- » nées de calamités; et, si vous m'écoutez, je » m'engage à ne point quitter la conduite de » cette grande affaire, à moins que quelque » maladie extrême ne me retienne; je serai » à la porte des ministres endormis, et je les AN. 1774.

» réveillerai pour leur montrer le danger émi-
» nent de la nation : des guerres étrangères
» vous menacent ; ne voyez-vous pas la France
» et l'Espagne observant vos démarches, et
» attendant la maturité de vos erreurs ». Les ministres et les partisans de l'administration ne virent dans ce discours patriotique, que de vaines déclamations, derniers fruits d'un génie qui s'éteint ; et cet homme qui avoit réglé les destinées de l'Europe, fut regardé comme un rhéteur qu'il falloit mépriser. Dans la chambre des communes, Wilkes, plus hardi et plus fougueux, dévouoit le lord North à la malédiction publique. « Une ré-
» volte heureuse, dit-il, s'appèle une révolu-
» tion : si nos pères, succombant sous les coups
» d'un pouvoir arbitraire, avoient vu leurs
» chefs condamnés à mourir sur des échafauds,
» ils auroient porté le nom injurieux de re-
» belles ; ils ont détrôné, ils ont puni le tyran,
» nous célébrons cette révolution glorieuse ;
» peut-être un jour, si la voix de l'opposition
» ne parvient pas à faire adopter une conduite
» plus juste, les Américains célébreront
» aussi la révolution qui va commencer cette
» année ».

An. 1775. Les lords Shelburne, Weckingham, Richemond, Munchester, Fox, Burke, animés

de l'esprit prophétique, prédisoient les mal- An. 1775.
heurs de l'empire, et conjuroient les lords North et Sandwich de réconcilier la métropole avec les colonies; mais la sagesse, le zèle, le patriotisme, cédèrent aux erreurs, à l'ambition et à la fausse politique des ministres. Ils se hâtèrent d'entraîner la nation dans une guerre civile, en faisant passer un bill qui interdisoit la pêche aux habitans de la Nouvelle-Angleterre sur les bancs de Terre-Neuve. Cette race vigoureuse et hardie de pêcheurs fut dévouée à la misère, et livrée au désespoir. C'étoit cependant cette même race qui, dans la dernière guerre, avoit presque détruit le commerce des Français et Espagnols. Plusieurs partisans de l'administration s'élevèrent contre ce bill, qui alloit consommer la ruine du commerce national, et porter la sédition aux derniers excès; mais les ministres, pour le faire adopter, et tromper la nation, eurent recours à la fraude et au mensonge de la politique. Ils proposèrent en même tems un plan de résolution absurde dans son principe, et impossible dans son exécution. Edmont Burke avoit proposé un bill conciliatoire plus juste et plus conséquent: cet homme, qui réunit les talens de l'orateur au génie du politique et du négociateur, démontra dans un

An. 1775. discours profond et éloquent qu'il falloit gouverner l'Amérique septentrionale selon la nature de ce pays, les mœurs, le caractère, les besoins et l'opinion de ses habitans, et non pas selon les intérêts et les idées de quelques hommes puissans en Angleterre. « Dans les » grands corps, disoit Burke, la circulation » du pouvoir doit être moins vigoureuse aux » extrémités; la nature le prescrit : les Turcs » ne peuvent point gouverner l'Égypte, » l'Arabie et le Curdistan, comme la Thrace. » Peut-être pouvons-nous souhaiter que les » colonies se persuadent que leur liberté est » plus assurée en nous la confiant comme à » des gardiens pendant une minorité perpé- » tuelle, qu'en la retenant dans leurs mains; » mais la question n'est pas de savoir si leur » opinion mérite qu'on les prise, ou qu'on les » blâme. Il n'y a que trois moyens pour dé- » truire les dispositions séditieuses qui exis- » tent dans les colonies : changer leurs opi- » nions, en faisant changer les causes qui y » ont donné lieu; poursuivre ces opinions » comme criminelles, ou y condescendre par » nécessité; mais c'est la liberté, et non point » l'esclavage, qui est le remède des désor- » dres et de l'anarchie ». Burke avoit raison; c'est une mauvaise administration; c'est la

prodigalité des grands, le luxe des courtisans, An. 1775.
les déprédations des ministres; c'est la tyrannie qui enfante les désordres et les séditions. Rois de la terre, soyez justes; aimez vos peuples; écartez de vos conseils les méchans et les flatteurs; protégez les lois, et respectez la liberté publique: voilà les bâses immortelles qui affermissent votre autorité.

Burke proposa que les dons ou subsides que les colonies devoient accorder à l'Angleterre, fussent réglés dans les assemblées particulières des Américains. Cette proposition fut rejetée. Assurément le discours de Burke étoit bien propre à éclairer la nation et à instruire les ministres. Des écrivains lâches, soudoyés par le gouvernement, attaquèrent dans des libelles les mœurs, les principes, la doctrine de Burke, et l'accusèrent de trahison: la justice et la vérité ont vengé ce citoyen vertueux de cette diffamation publique. Cependant les Américains levoient des troupes, fabriquoient des armes, construisoient des chantiers, des arsenaux, des ports, et s'appliquoient aux évolutions militaires. Gage fut surpris de voir un peuple cultivateur changé tout-à-coup en soldats. Les Américains avoient déposé à Salem un grand train d'artillerie; Gage résolut de s'en emparer. Les insurgens

An. 1775. ne furent pas plutôt instruits de ce projet, qu'ils assemblèrent les milices dispersées qui enlevèrent l'artillerie, et parvinrent, par leur adresse ou par leur activité, à tromper Gage, qui s'étoit mis en possession de l'endroit où elle avoit été déposée. Le général anglais voulut ensuite surprendre le congrès assemblé à Comord; le lieutenant-colonel Smith fut chargé de cette expédition. Cette nouvelle ne fut pas plutôt répandue, que les troupes américaines s'assemblèrent à la hâte à Lexingkhon; Smith marcha au-devant d'elles, et leur ordonna de mettre bas les armes. Les insurgens méprisèrent cet ordre: les Anglais fondirent sur eux; supérieurs en nombre, ils dispersent et massacrent les Américains. Smith, victorieux, continua sa route vers Comord, en pillant et en dévastant les campagnes. Pendant ce tems, les milices nationales, s'étant réunies, attaquèrent les Anglais, les repoussèrent, et les poursuivirent jusqu'aux fauxbourgs de Boston. Les ennemis, se retirant avec précipitation, laissoient après eux des traces de leur fureur et de leur vengeance, en mettant le feu à Lexingthon. Les Anglais perdirent dans ce premier combat, qui fut le véritable signal et le prélude de la guerre civile, deux cents hommes. Ce premier succès enflamma le cou-

rage des Américains; toutes les milices de Massachussetts prirent les armes, et formèrent aux environs de Cambridge un corps de vingt mille hommes; Ward en fut nommé le général. Les habitans de New-Yorck s'emparèrent d'un fort où il y avoit cent cinquante pièces d'artillerie, firent la garnison prisonnière, chassèrent les officiers de la douane, et défendirent à tous les pilotes d'introduire dans le port aucun vaisseau anglais, sous peine de mort. AN. 1775.

Chatam ne cessoit de tonner dans la chambre des pairs contre les projets des ministres, avec cette hardiesse que donnent la force du génie et l'amour de la patrie. Ce défenseur intrépide des libertés américaines alloit subir le sort de Phocion ou d'Aristide, lorsque le duc de Glocester vint sauver un crime au parlement. Ce prince mit généreusement sous sa protection ce vieillard vénérable, et l'arracha à la haine et à la fureur de ses ennemis. Le sénat de Carthage dédaignoit les conseils d'Hannon : ce citoyen, qui pleuroit sur les victoires de la nation, et qui faisoit des vœux pour le salut de la patrie, succomba sous les coups de la violence et de l'oppression. Qu'on nous vante tant qu'on voudra la liberté du peuple anglais, pour nous, nous ne voyons

An. 1775. que des hommes toujours occupés de leur grandeur et de leur ambition, toujours prêts à sacrifier la justice et la constitution de l'état pour flatter les rois et les ministres. Qu'importe que la nation soit libre par les lois de l'état, si ses représentans se laissent corrompre par une administration intéressée à étendre l'autorité royale. Un peuple commerçant et maritime, au milieu de sa gloire et de sa prospérité contracte un caractère de rudesse, de domination et d'orgueil; il regarde la sagesse du patriotisme, les lumières de la politique, la science du calcul, comme une foiblesse ou une trahison; la vanité nationale est une espèce de fanatisme qui aveugle et qui séduit.

Gage n'ignoroit point que son armée étoit trop foible pour combattre et subjuguer les Américains; il demanda des secours à la métropole. Les généraux Howe et Burgoigne partirent pour l'Amérique avec quatre mille hommes, et une compagnie d'artillerie. L'erreur égaroit le cabinet britannique. Pour réduire les colonies, il falloit envoyer des forces considérables; il falloit équiper des flottes, et lever des armées; il falloit que la nation entière prît les armes et devînt militaire. Les Américains auroient peut-être alors reçu les lois du vainqueur, et un nouveau traité d'a-

mitié et de commerce auroit cimenté l'union des colonies avec la métropole. Mais que signifient ces envois de quelques troupes faits successivement et à la hâte? Les Américains s'occupèrent d'augmenter leurs milices. L'assemblée provinciale de Pensylvanie donna des ordres pour lever un corps de vingt-quatre mille hommes; destiné à la défense et à la sûreté du congrès. Rhodes-Island fit passer à Wened, qui étoit campé à Cambridge, six mille hommes; le Connecticut nomma Worchester général d'une armée de six mille soldats, pour intercepter les provisions qu'on devoit envoyer à Boston. Les milices de Massachussetts et de Connecticut formèrent le projet de s'emparer du fort *Bicomderago*, qui ouvre la communication du Canada et de la Nouvelle-Angleterre. On résolut de le conquérir par une marche rapide; le colonel Eston et un aventurier nommé Allen furent chargés de cette expédition. Ils arrivèrent à la partie du lac Champlain, sur lequel est bâti le fort, parvinrent aux ouvrages extérieurs, sautèrent dans le chemin couvert, et s'introduisirent dans l'intérieur du fort, où ils crièrent trois fois *hirzza*. A ce cri, la garnison prit l'alarme, et le commandant fut forcé à capituler. An. 1775.

Le congrès général devoit s'assembler pour

An. 1775. la seconde fois; les provinces nommèrent leurs députés, qui se rendirent à Philadelphie : on distinguoit, parmi ces représentans Hankoc, Adams, Denne, ces républicains illustres, qui, par leur courage, leur fidélité et leur génie, ont brisé les fers de trois millions d'habitans, et ont fondé un empire nouveau. Les citoyens se rendirent sur les chemins, en répandant des fleurs, et en faisant retentir l'air des cris d'allégresse : ils confièrent à la protection du ciel ces généreux défenseurs de la liberté publique. Le congrès général s'assembla; et son premier soin fut de veiller à la sûreté de la ville de New-Yorck, qui étoit menacée d'une invasion prochaine : il y envoya deux mille cinq cents hommes, et ordonna au comité provincial de rassembler la milice. Il nomma ensuite au commandement général des troupes américaines Wasingthon, cet homme extraordinaire, qui, par un prodige singulier de la nature, réunit la valeur du héros, la prudence du général, la force du soldat, les talens du politique, les lumières de l'administrateur, le génie du philosophe, les connoissances du savant, l'ame du législateur aux vertus douces et paisibles du citoyen et de l'ami de l'humanité. L'Amérique a présenté à l'Europe étonnée l'homme de tous les siècles

cles et de toutes les nations : ce guerrier cul- An. 1775.
tivateur, qui couloit ses jours dans les plaisirs et les travaux champêtres, fut comme un nouveau Camille arraché à la charrue, pour être le libérateur et le fondateur d'un peuple nouveau : chargé d'un si beau ministère, Wasingthon jura de delivrer sa patrie du joug de l'oppression. Alors il ne s'occupa qu'à remplir les grandes destinées qui lui étoient confiées : il leva un corps considérable de milices qu'il parvint à discipliner, et sut former des guerriers qu'il associa à sa gloire et à ses succès. Le congrès nomma ensuite trois majors-généraux, Ward, Schugler, Pulnum ; pour adjudant-général, le général Miflin. Charles Lée, qui le premier avoit pris les armes pour combattre les Anglais, ne fut point employé ; cet officier avoit sans doute de vastes connoissances dans l'art de la guerre : il étoit brave, actif ; il avoit le génie du politique et du négociateur ; mais il étoit inquiet, entreprenant, fougueux dans ses expéditions. L'intérêt public exigeoit qu'on choisît des hommes sages et prudens.

Gage instruisit le gouvernement des forces des insurgens, et offrit la paix à des conditions incompatibles avec la liberté publique : elle fut refusée. Les Américains furent dé-

An. 1775. clarés traîtres et rebelles. Le général anglais fit publier la loi martiale. Les Américains ne s'occupèrent point à répondre à ces manifestes et à ces proclamations; ils continuèrent leurs préparatifs de guerre. Le général Pulnum partit de Cambridge avec deux mille hommes, et vint occuper le poste de Brunkershil, situé auprès de Charleton, dont Gage vouloit s'emparer. Les royalistes firent entrer, dans la rivière appelée *Mistich*, des batteries flottantes qui tiroient sur les revers des retranchemens, tandis que plusieurs vaisseaux de guerre et la batterie du corps Hil les foudroyoient de deux côtés; mais la position avantageuse des Américains rendit cette attaque inutile. Trois mille hommes, détachés de l'armée royale, et commandés par Howe, passèrent la rivière de *Charles*, et débarquèrent à cinq pas du retranchement. Le général anglais ordonna qu'on mît le feu aux fauxbourgs de Charleton, afin que la fumée couvrît ses dispositions; il divisa ensuite son armée en deux corps, dont l'un marcha à l'ennemi, et l'autre tourna la montagne pour lui couper la retraite; mais Pulnum fondit sur les Anglais, et les força de se retirer en désordre. Burgoigne, à la tête d'un nouveau détachement, rallia les troupes dispersées, et combattit

comme un héros. Les Américains, obligés de céder au nombre, abandonnèrent leurs retranchemens, où ils se défendirent avec courage. Chaque parti s'attribua l'honneur de cette journée. Les Anglais avoient à la vérité exécuté leur projet, en s'emparant du retranchement ennemi; mais ils perdirent cinq cents hommes, et eurent un pareil nombre de blessés, parmi lesquels se trouvoient quatre-vingt-quatre officiers. La perte des Américains ne fut pas si considérable; mais ils perdirent Waren, que son courage et son patriotisme avoient placé au rang des héros de l'Amérique et des défenseurs de sa liberté. Le ministre Nelson prononça son éloge. « Le » signal est donné, s'écrie l'orateur; le salpêtre s'embrâse, la foudre part; entre ceux » qu'elle frappe, elle atteint un héros; il » tombe. Citoyens, il n'est pas mort; non, » il ne mourra point; c'est l'homme obscur » qui périt tout entier; mais le grand homme » se survit dans lui-même et dans l'ame de ses » compatriotes. Approchez du corps sanglant » de Waren; que vos larmes lavent ses blessures honorables et funestes; contemplez » l'ouvrage du pouvoir arbitraire; ne vous » arrêtez pas long-tems auprès de ce cadavre » inanimé; retournez aussitôt dans vos de- An. 1775.

An. 1775. » meutes isolées faire à vos enfans le dou-
» loureux récit de ce terrible spectacle; re-
» tracez-leur la cruauté des tyrans, et la suite
» affreuse de l'esclavage; qu'ils s'animent;
» qu'ils s'agitent à ces peintures sanglantes;
» que leurs cheveux se dressent sur leurs
» têtes; que leurs yeux s'enflamment; que
» leur front devienne menaçant; que leur
» bouche s'entr'ouvre pour exprimer l'in-
» dignation, et qu'ils ne puissent former qu'un
» cri de vengeance et d'horreur. Alors mon-
» trez-leur l'immense chartre de leurs privi-
» léges, la maison tutélaire où ils ont passé
» leurs jours, et donnez-leur des armes et
» tout l'équipage militaire; embrassez-les;
» qu'ils partent pour les combats, et que
» votre dernier vœu soit qu'ils reviennent
» vainqueurs, ou qu'ils meurent, comme
» Waren, dans les bras de la gloire et de la
» liberté ». Cette harangue, ouvrage de l'élo-
quence et de la sensibilité du ministre amé-
ricain, vaut bien sans doute les discours
froids et monotones des docteurs européens.

Le congrès voulut instruire, par un mani-
feste, l'univers de la justice de sa cause:
après avoir prouvé à la Grande-Bretagne
qu'elle devoit à l'Amérique l'éclat dont elle a
brillé; qu'elle lui est redevable de ses succès,

de ses conquêtes, de sa prospérité, de son commerce; après avoir donné des éloges et des regrets au lord Chatam; après avoir marqué tous les pas que, depuis la paix, le parlement et les ministres ont faits pour rendre les colonies dépendantes de la mère-patrie; après avoir observé qu'on ne leur a jamais proposé que des conditions dures et humiliantes; après avoir rappelé les combats de Lexingthon et de Comord, l'embrâsement de Charleton, l'état déplorable des habitans de Boston, le congrès exhorte les Américains à prendre les armes pour résister aux tyrans, les invite à conserver cette liberté qu'ils ont reçue de leurs généreux ancêtres, et qu'ils doivent transmettre à leurs descendans dans sa pureté. An. 1775.

Le manifeste du congrès, les nouvelles des combats livrés auprès des murs de Boston, portèrent la tristesse et la consternation en Angleterre; on se rappela les liens d'amitié, de commerce, et de la confraternité qui unissoient la métropole aux colonies. Ce souvenir attendrissant réveilloit l'animosité et la haine: la ville de Londres présenta une adresse au roi, pour le supplier d'éloigner de sa personne et de ses conseils ses ministres; de dissoudre un parlement dévoué au mépris et à

An. 1775. l'indignation publique, insidieusement gagné par la crainte d'une dissolution prochaine, et de donner sa confiance à des administrateurs sages, dont l'attachement connu à la constitution raffermît à jamais les principes chancelans d'une liberté générale. Les ministres commencèrent à trembler; ils redoutèrent la disgrace du roi, et la haine de la nation. Cette pétition enflamma les esprits; la fermentation étoit presque générale, et tout sembloit annoncer une révolution ministérielle; Chatam, dénoncé la veille comme l'ennemi de son prince et de l'état, menacé de terminer dans une prison une vie chargée d'années et de gloire, fut consulté comme l'oracle et le législateur de la nation. Ce grand homme oublia l'ingratitude et l'injustice de ses concitoyens, pour ne s'occuper que du salut et de la prospérité de sa patrie; mais par une inconséquence qui ne doit point étonner, puisqu'elles sont si multipliées, on rejeta ses conseils; les ministres qui les avoient demandés pour plaire à une multitude prête à les poursuivre, ne cherchèrent plus qu'à la tromper et à la séduire. Tandis qu'on parloit de négociation et de paix, on accéléroit les préparatifs et les armemens de la guerre: c'étoit dans des comités secrets qu'on concertoit les

opérations militaires, et qu'on attisoit ce fer qui devoit ravâger le continent américain.

Le congrès transporta ses séances à Hal- An. 1776.
ford, soit pour être plus près de l'armée, et communiquer plus promptement avec le général Wasingthon, soit qu'on craignît que Carleton, avec les forces rassemblées dans le Canada, fît une invasion à Philadelphie. En effet, le général anglais avoit médité ce projet; et, pour l'exécuter, il avoit établi l'exercice de la loi martiale, et ordonné à tous les officiers de se rendre à leurs postes respectifs, pour se préparer à marcher au premier signal. Cependant le Canada sembloit vouloir s'affranchir de la domination anglaise, et se réunir avec les autres colonies; mais Carleton parvint, par ses actes de rigueur, à prévenir cette révolution : ce gouverneur, guerrier et tyran, opprimoit les Canadiens; cet ardent satellite des volontés des ministres formoit de grandes entreprises : il vouloit surprendre Wasingthon, attaquer Philadelphie, et imprimer dans toutes les colonies la terreur du nom anglais. Le congrès s'occupa à détruire tous ces projets, en portant la guerre dans le Canada; il vouloit soumettre cette vaste province, ou la forcer à se joindre à la confédération générale, et mettre Carleton dans l'im-

An. 1776. puissance de faire des entreprises sur les provinces voisines.

Ce projet, conçu par Wasingthon, étoit beau et imposant; c'étoit l'ouvrage d'un génie hardi et d'une profonde politique. Un parti des Canadiens étoit mécontent du gouvernement anglais, et n'adoptoit point son système actuel; il détestoit la noblesse qu'il regardoit comme son superbe et ancien tyran, et craignoit de retomber dans son premier état de vasselage féodal et militaire. D'un autre côté, l'armée britannique étoit foible et bloquée dans Boston: les généraux Schugler et Montgomery furent nommés pour cette grande expédition; les troupes devoient s'embarquer sur le lac Champlain, pour se rendre à la rivière de Sorel. Arnold, dont la perfidie et la trahison ont fait oublier ses actions d'éclat, s'étoit offert pour attaquer la partie basse du Canada, et assiéger Québec. Schugler et Montgomery arrivèrent à Albany; ils publièrent une proclamation, pour exhorter les Canadiens à se réunir aux autres colonies, et dirigèrent ensuite leur marche vers le fort Saint-Jean; mais, attaqués par les Sauvages, ils furent obligés de se retirer. Montgomery, guerrier et négociateur, parvint à détacher ces Indiens de l'alliance qu'ils avoient

contractée avec Carleton, et se prépara à faire le siége du fort Saint-Jean. Éthon Allen, à l'insu de Montgomery, voulut se signaler en attaquant Montréal; mais il fut vaincu et fait prisonnier. Le général américain continua le siége: Carleton leva des troupes pour venir au secours de cette place; mais son armée fut dispersée, et forcée de se retirer à Québec. Montgomery s'empara du fort Saint-Jean, et marcha vers Montréal, où Carleton s'étoit rendu, après avoir quitté la capitale du Canada. Les principaux habitans français et anglais proposèrent une capitulation qui renfermoit un traité général; Montgomery refusa d'accepter les propositions officielles; il déclara que les Américains étoient venus pour offrir la liberté aux Canadiens. Il promit de conserver leurs propriétés, l'exercice de leur religion, et d'établir des cours de justice, conformément aux constitutions britanniques, ne doutant point que les droits civils et religieux des Canadiens ne fussent établis sur la bâse la plus ferme par un congrès provincial. La ville de Montréal, ayant accepté les propositions offertes par Montgomery, capitula; et le général américain en prit possession. Il paroissoit que le Canada alloit se réunir au congrès, et que la perte de Carleton étoit An. 1776.

An. 1776. inévitable ; mais pendant que Montgomery préparoit à Montréal des bateaux et de l'artillerie légère pour continuer ses opérations militaires, Carleton parvint à se sauver : il profita des ténèbres de la nuit pour s'embarquer sur un canot, passa ainsi devant les gardes, et les batteries des Américains, et se rendit à Québec.

Tandis que les insurgens faisoient ainsi la guerre dans le haut Canada, du côté de New-Yorck, une expédition, mémorable par sa nouveauté et par sa hardiesse, avoit été entreprise directement contre la partie basse de la province, et contre la ville de Québec, du côté de la Nouvelle-Angleterre, par une route inconnue et impraticable jusqu'alors. Arnold partit avec onze cents hommes pour le port de Nenbury, à l'embouchure de la rivière de Merimne, où les bâtimens étoient prêts pour les transporter à l'entrée de la rivière de Kenebec, dans la Nouvelle-Hampshire. Arnold éprouva des difficultés multipliées : sans cesse arrêté dans sa route par des cataractes, des pluies, des portages, des déserts, des bois, des marais, des précipices, abandonné par une partie de ses troupes, épuisé de fatigue, accablé par la faim, Arnold sut supporter avec un courage héroïque tous ces maux, et sur-

monta tous les obstacles. Il arriva enfin à la source de Kenebec, et de-là à la rivière de Chandière, qui traverse le Canada, et se jète dans le fleuve Saint-Laurent, près Québec. Arnold, à l'exemple de Montgomery, se hâta d'inviter, par un manifeste, les Canadiens à se réunir aux autres colonies, et à venir se ranger sous les étendards de la liberté. An. 1776.

La capitale du Canada étoit agitée par des factions intestines; le bill de Québec avoit introduit un gouvernement militaire : les habitans en avoient demandé la révocation. L'administration britannique s'offensa de cette réclamation; et, par une politique aussi fausse qu'injuste, elle favorisoit et soutenoit la noblesse française, et les officiers civils qui avoient reçu sans murmure le bill humiliant de Québec. Les militaires anglais étoient dédaignés et opprimés : cette injustice et cette oppression les avoient irrités; et déja on entendoit dans les rues et dans les cercles retentir le nom de liberté. Telle étoit la situation de Québec, lorsqu'Arnold parut dans cette ville. Les mécontens lui fournirent des canots pour passer la rivière; mais, par un événement aussi rapide qu'inattendu, les deux partis, qui divisoient Québec, se réunirent pour la défense commune. Les habitans, accoutumés

An. 1776. à un gouvernement militaire, abandonnèrent lâchement la cause de la liberté. Un peuple libre, qu'on veut opprimer, sait conserver ses droits, ou périr les armes à la main : celui qui est esclave, n'est pas assez fort pour combattre et détruire les tyrans. L'habitude subjugue les nations, et les empêche de connoître ses priviléges. Arnold, trompé dans son attente, ferma toutes les avenues de Québec, intercepta tous les secours qu'on pouvoit y envoyer, mit son armée en bataille, et campa sur les hauteurs ; mais, exposé à toute l'artillerie des ennemis, il fut forcé de faire rentrer les troupes dans leurs quartiers.

Pendant les opérations d'Arnold, Montgoméry étoit à Montréal, occupé à détruire les obstacles qui s'opposoient au succès de ses entreprises. Mais il sut en triompher par son génie et sa constance. Qu'on se représente la situation où se trouvoit le général américain ; il commandoit une armée composée de nouveaux soldats, qui avoient abandonné leurs occupations civiles pour apprendre l'art de la guerre. Un peuple cultivateur qui combat loin de ses foyers, tourne quelquefois des regards inquiets vers sa patrie, sa femme, ses enfans, ses possessions ; ce souvenir attendrit son ame, et le décourage ; il faut du tems pour l'ac-

coutumer à la discipline militaire. Montgo- An. 1776.
mery quitta Montréal, et se réunit à Arnold : dès qu'il parut devant Québec, il écrivit une lettre à Carleton, où il affecta d'augmenter le nombre de ses bataillons, lui rappela la foiblesse de la garnison de Québec, lui montra l'impossibilité d'être secouru, et l'exhorta à capituler, pour éviter l'effusion du sang. Les discours et les menaces de Montgomery n'effrayèrent point Carleton; le général américain commença à bombarder Québec, et crut répandre la terreur par l'étalage de ses préparatifs et le feu de ses attaques; mais l'intrépidité du gouverneur, la bravoure des officiers, le courage de la garnison déconcertèrent Montgomery, et préparèrent sa ruine. Ce général étoit menacé d'une désertion de son armée : le tems pour lequel plusieurs de ses soldats s'étoient enrôlés, alloit expirer : Montgomery forma alors le projet d'en venir à une action décisive; mais comment pouvoir livrer l'assaut à une ville fortifiée et défendue par un brave général. Les héros ne sont pas toujours prudens : la prudence s'allie rarement avec la valeur. Montgomery partagea son armée en quatre divisions; deux firent de fausses attaques à la ville haute; de concert avec Arnold, il en fit de réelles contre les parties op-

An. 1776. posées de la ville ; la garnison prit l'alarme ; Montgomery marcha sur une file serrée dans un passage étroit, ayant d'un côté la rivière dont les bords escarpés formoient un précipice, et de l'autre, un rocher énorme qui menaçoit de l'écraser ; il s'empara du premier poste et attaqua le second : cette barrière étoit plus forte que la première ; on y avoit placé plusieurs canons à mitrailles ; cette artillerie et ce feu bien dirigé, causèrent une perte immense aux Américains : un boulet renversa Montgomery, et il fut tué. Ainsi périt, à la fleur de son âge, un guerrier qui avoit obtenu l'estime et l'amitié de ses concitoyens ; républicain zélé, il sacrifia les douceurs d'une vie paisible pour défendre sa patrie, et cueillir des lauriers. Le congrès lui fit élever un monument avec une inscription, où il fut comparé au célèbre Hambden, mort, les armes à la main, dans les guerres de Charles 1er. En Angleterre, les membres de l'opposition donnèrent les plus grands éloges à la mémoire de Montgomery ; en parlant des vertus de ce héros, les larmes coulèrent des yeux de Barré, de Fox et du colonel Barre. Lord North osa blâmer cet acte de justice et de sensibilité.

La mort de Montgomery répandit l'effroi et la consternation dans l'armée américaine ;

Campbel en prit le commandement : cet officier céda trop facilement à ce premier moment de terreur ; il se retira sans tenter aucune entreprise. Dans le même tems Arnold attaqua une partie de la ville, et s'empara d'une batterie ; mais il fut blessé : heureux s'il eût expiré sur le champ de bataille, il auroit laissé un nom pur et sans tache, et ne traîneroit point dans l'oubli une vie qu'il a souillée par le crime infâme de trahison. Carleton dispersa une partie de l'armée américaine, et fit plusieurs prisonniers. Ce général devint humain en traitant les captifs avec douceur, versa des larmes sur la mort de Montgomery, et lui accorda les honneurs de la sépulture. An. 1776.

Les assiégeans quittèrent aussitôt leur camp, et se retirèrent à trois milles de la ville de Québec, où ils fortifièrent leurs quartiers dans la crainte d'être poursuivis par la garnison ; Carleton auroit pu attaquer les Américains dans leurs nouveaux retranchemens ; mais il ne voulut point exposer le sort de la province ; il attendoit de nouveaux secours pour chasser les insurgens du Canada : Arnold ne se découragea point ; il écrivit à Vooster qui étoit à Montréal, de venir le joindre avec de nouvelles forces ; il convertit le siége en blocus, et intercepta plusieurs bâtimens chargés des

An. 1776. provisions pour Québec. Le général Vooster se rendit au camp d'Arnold avec cinq mille hommes, le siége fut recommencé; mais on reconnut qu'il étoit impossible de conquérir une place qui avoit déja couté tant de sang: il fut décidé dans un conseil de lever le siége, et de réunir toutes les forces pour se maintenir dans les parties du Canada qu'on espéroit conserver quelque tems, pour pouvoir tenir en échec près de deux mille hommes commandés par Burgoigne, qui devoient se joindre à l'armée de Carleton.

Le général Vooster, qui avoit pris le commandement général de l'armée, partit pour Montréal. Carleton, informé de ce départ par des espions et des déserteurs, résolut de l'attaquer; il sortit avec un détachement considérable, et ne cessa de harceler les Américains, qui furent obligés de se retirer avec précipitation. Les royalistes s'emparèrent de l'artillerie, et attaquèrent ensuite une division de quatre cents hommes qui étoient campés aux Cèdres. Butterfield, qui les combattoit, auroit pu se défendre; cependant il se rendit prisonnier; la garnison fut livrée aux Sauvages qui s'emparèrent des bagages, et dépouillèrent les soldats de leurs habits. Le major Shelburne arriva avec un renfort de cent hommes; il fut attaqué

attaqué par les mêmes troupes qui s'étoient emparés du poste de Cèdres. Cet officier fut forcé de se rendre prisonnier ; ces malheureux Américains furent conduits dans une île déserte, au milieu d'un lac environné de deux montagnes, où ils restèrent huit jours exposés aux horreurs de la faim et de la misère ; plusieurs furent immolés par les Sauvages. On s'occupa ensuite de l'échange des prisonniers. Foster envoya au major Shelburne un parlementaire pour la confirmation du cartel : cet officier infortuné fut conduit dans un conseil des Sauvages ; le chef lui parla ainsi : « C'est » une pitié qui ne s'étoit jamais vue dans nos » guerres, d'avoir fait mourir si peu de pri» sonniers ; mais apprends au général Arnold » que, s'il attaque le capitaine Foster, tous » les prisonniers seront tués sur-le-champ ». Le Sauvage, tranquille et humain pendant la paix, devient féroce lorsqu'il combat. AN. 1776.

Arnold ne vouloit point ratifier le cartel ; mais en refusant de le signer, il dévouoit à une mort certaine les prisonniers qui étoient au pouvoir des Sauvages : cette pensée vint affliger son ame, et il signa la convention ; mais Foster viola la foi du traité ; il retint quelques prisonniers, et permit aux Sauvages d'en garder plusieurs qu'ils firent périr au

milieu des tortures. Le congrès, instruit de cet acte de perfidie et d'atrocité, délibéra, qu'avant de rendre aucun captif anglais, le gouverneur livreroit les auteurs, les complices et les instigateurs des horribles massacres commis envers les prisonniers américains. Battelfied fut déclaré indigne de servir la patrie; les insurgens éprouvèrent de nouvelles disgraces; le général Tompson, qui avoit médité le projet de surprendre les troupes anglaises aux trois rivières, et d'en obstruer la navigation, fut attaqué et fait prisonnier avec deux cents hommes. Arnold se détermina à sortir du Canada; il dut son salut aux divisions qui s'élevèrent entre Burgoigne et Carleton: si Arnold avoit été poursuivi, son armée devoit nécessairement tomber au pouvoir des ennemis.

An. 1777. Telle fut l'issue de cette expédition malheureuse, qui étonnera les siècles et les nations, par la hardiesse et par les prodiges qu'enfantèrent l'amour de la patrie et le fanatisme de la liberté. Les Américains développèrent dans leurs marches, dans leurs campemens, dans leurs retraites, cet art terrible et profond de la guerre, qui a rendu immortels les Césars et les Turenne. L'Angleterre auroit dû s'instruire, et apprendre qu'il n'étoit pas possible de subjuguer un peuple com-

mandé par de tels guerriers; et c'est cependant ce même peuple, que les ministres représentoient dans le parlement comme des hommes lâches et timides, qui recevroient avec soumission le joug de la servitude. AN. 1777.

Parmi les horreurs de la guerre civile, l'Angleterre ne perdoit point de vue son commerce dans les régions éloignées : celui de l'Afrique s'étendoit dans un espace de trois mille lieues, depuis le port de Salé dans les états de Maroc, jusqu'au cap de Bonne-Espérance. La création de ce commerce remonte au tems d'Élisabeth : il fut établi sous le règne de Jacques Ier. et de Charles Ier., une compagnie au Sénégal et à Gambie, avec plusieurs priviléges exclusifs. Pendant le protectorat de Cromwel, des négocians particuliers furent encouragés à y faire un commerce général et libre : il fut construit des forts à Cormantine sur la Côte-d'Or, et sur la rivière de Gambie. Après la restauration de la monarchie, il se forma une compagnie sous le titre de compagnie royale d'Afrique, dont le duc d'Yorck fut nommé gouverneur; mais les méfiances, les insultes, les déprédations des Hollandais opprimèrent cette compagnie, et produisirent une division avec les Provinces-Unies : Ruyter détruisit les forts et les éta-

An. 1777. blissemens anglais. En 1697, le parlement rendit libre le commerce d'Afrique à tous les sujets britanniques. En 1749, on accorda à une compagnie royale d'Afrique, sous la direction d'un comité, la possession des forts et des établissemens, depuis le port de Salé jusqu'au cap de Bonne-Espérance; et ce commerce fut ouvert à tous les Anglais : ce privilége fut bientôt révoqué, le gouvernement s'en empara; mais ce commerce tomba dans la langueur, et dépérit par l'avidité et l'ambition des grands et des monopoleurs. Lutrel, membre des communes, distingué par ses connoissances politiques et par son patriotisme, dénonça au parlement les abus qui se multiplioient dans le commerce de l'Afrique, et qui s'opposoient à ses progrès; il accusa les directeurs du comité d'avoir dénaturé la véritable idée de la législation; d'avoir agi d'une manière directement contraire aux intérêts réels de la nation, et d'avoir causé la perte du commerce. Lutrel proposa de créer et d'établir deux compagnies distinctes, qui commerceroient sur un fonds commun; la première seroit pour les nations et les districts du nord qui suivent la religion de Mahomet, celles sur-tout qui parlent certains dialectes moresques, dérivés tous de la langue Arabe, et qui oc-

cupent une étendue de côte d'environ cent milles, depuis le port de Salé jusqu'à la rivière de St.-Paul; la seconde compagnie commerceroit depuis cette dernière rivière jusqu'à celle de Lugos, qui comprend la côte d'Ivoire et la côte d'Or. Par cette création, il y auroit une émulation avantageuse entre les deux compagnies; la liberté du commerce leur donneroit du mouvement et de l'activité. An. 1777.

Lutrel entra ensuite dans le détail des dépenses faites par l'état, pour soutenir et favoriser le commerce de Sénégambies, et fit le tableau de la situation barbare où étoit plongée la côte d'Or: autrefois on avoit des routes de communication de six à huit cents milles de longueur coupées dans des défilés et des bois très-épais; on trouvoit des asyles, où l'on pouvoit se reposer, et des maisons sur lesquelles des pavillons britanniques étoient élevés: il n'y a presque plus aujourd'hui de communication entre les Européens et les naturels de l'intérieur des terres: les guerres suscitées par l'avidité des facteurs anglais et hollandais, ont désolé ces contrées, et ont mis le commerce de l'Afrique dans un état de langueur qui ne peut être relevé que par un capital de fonds réunis qu'il faudroit employer à reconstruire les forts, à rétablir le pouvoir et le cré-

An. 1777. dit du commerce national, et à persuader aux Hollandais de rendre libre ce commerce avec les Africains, pour l'avantage mutuel des deux puissances.

Le commerce de l'Afrique ne peut point subsister sans une réforme générale; il est trop compliqué, et ses branches sont trop multipliées pour être dirigé par des ministres : un bureau ministériel de commissaires présente des inconvéniens et des abus; les autres états civilisés de l'Europe ont une constitution différente de celle de l'Angleterre : chez eux, un gouvernement central agit avec vigueur et avec promptitude jusqu'aux extrémités, parce qu'il faut moins de mouvemens pour en faire agir les ressorts. Il est donc du devoir du parlement d'examiner les moyens propres à l'accroissement général de l'Afrique, comme une ressource qui puisse sauver les débris de l'empire britannique, lorsque l'Amérique n'appartiendra plus à l'Angleterre. Les observations de Lutrel étoient dignes de fixer l'attention du parlement; il fit ensuite une motion tendante à supplier le roi d'ordonner au bureau de commerce et des plantations, d'examiner les plans et les projets qui pourront lui être remis pour mieux entretenir les ports, et pour conserver, augmenter

et étendre le commerce général de l'Afrique, depuis le port de Salé dans la Barbarie méridionale, jusqu'au cap de Bonne-Espérance. Cette motion fut unanimement applaudie et adoptée. An. 1777.

Gage n'étoit plus gouverneur de Boston; Howe avoit été nommé général des troupes en Amérique: plus habile et plus humain que son prédécesseur, il n'étoit pas plus heureux; la famine étoit dans son camp, et les désertions continuelles affoiblissoient son armée: le gouvernement se vit forcé d'employer des forces étrangères pour soumettre les Américains. La cour de Londres fit un traité avec le duc de Brunswich, le landgrave de Hesse, et le comte d'Hanau. Ces princes se chargèrent de fournir à l'Angleterre dix-sept mille hommes. Le parti de l'opposition, soutenu par les ducs de Cumberland et Glocester, frères du roi, s'éleva avec force contre ce traité, et reprocha au lord North que son système dégradoit l'Angleterre, et tendoit à détruire le crédit national; il représenta les princes allemands comme des despotes qui sont toujours prêts à donner leurs soldats au plus offrant, et qui n'ont d'autre ressource, pour soutenir le faste de leurs cours, que la vente de leurs sujets. Cette armée stipendiée,

An. 1777. s'écrioit-on, va donc traverser l'Océan atlantique pour combattre un peuple qui n'a pris les armes que pour éviter la servitude? N'est-il pas imprudent d'envoyer dans de riches et fertiles provinces des soldats accoutumés à un climat rigoureux? n'est-il pas contre les règles de la politique d'introduire dans les possessions britanniques des hommes sans frein et sans discipline, portant leurs vices et leur corruption? ne sait-on pas que ces troupes mercenaires combattront foiblement pour une cause qui leur est étrangère, et que la fidélité qu'ils jurent à un prince qu'ils ne connoissent point, est une convention qu'ils peuvent violer suivant les circonstances ou l'intérêt? quelle confiance peut-on mettre dans un gouvernement, dont la sûreté dépend d'un secours si chétif et si précaire? Lord North, plus habile dans les calculs et dans les opérations des finances, que savant dans l'art de la politique militaire; lord Germaine, cet ennemi des états républicains, ce partisan du despotisme, furent accusés de flatter les idées absolues du monarque, et de vouloir réduire les Américains par la force, pour détruire la constitution de l'état.

La nation regardoit ces traités faits avec les princes étrangers, comme une atteinte

portée à ses priviléges et à sa liberté : elle redoutoit que, dans des tems de trouble et de faction, le gouvernement n'appelât des troupes mercenaires pour étendre l'autorité et changer la constitution. Cette crainte étoit imaginaire, puisque le prince est obligé de demander au parlement des subsides, pour entretenir les troupes nationales et étrangères. Le chevalier Louther fit la motion suivante. « La chambre pense que l'introduction des » troupes étrangères dans telle partie que ce » soit des domaines de la Grande-Bretagne, » sans le consentement préalable ou l'appro- » bation du parlement, est contraire aux » principes de la constitution, et n'est point » autorisée par la loi ». Ce membre des communes entra dans un détail historique, pour prouver que, depuis le premier tems de la monarchie, l'introduction des troupes étrangères dans le royaume, avoit été toujours regardée comme illégale, et que si, sur le fondement de la prérogative royale, on la permettoit, la liberté anglaise ne seroit plus qu'une ombre. Thomas Toowend seconda cette motion avec beaucoup de force; il observa qu'en appelant, dans la conjoncture présente, des étrangers dans les états britanniques, on n'alléguoit pas la *nécessité* ou l'exigeance des affaires, An. 1777.

An. 1777. mais qu'on l'appuyoit sur la prérogative illimitée de la couronne. Toowend fit quelques réflexions sur la façon de completter les troupes britanniques, par les recrues faites dans les villes anséatiques, qui sont l'asyle de tous les brigands de l'Allemagne. Le lord Malyrave, un des membres de l'amirauté, répondit que le roi pouvoit, sans contrevenir à la grande chartre, introduire des troupes étrangères dans toutes les parties de ses états, excepté dans la Grande-Bretagne. La motion du chevalier Louther fut rejetée.

Le duc de Richemond, dans la chambre des pairs, fit une motion pour qu'il fût présentée une adresse au roi, pour lui exposer la profonde et vive douleur que causoit à la nation la continuation d'une guerre funeste et ruineuse, et pour la supplier d'ordonner sans délai une cessation d'hostilités, comme l'unique moyen d'arrêter l'effusion du sang. Ce citoyen patriote fit un tableau attendrissant des calamités d'une guerre civile, qui alloit flétrir la gloire des armes britanniques, et rendre la nation un objet de mépris et d'horreur aux yeux de l'univers. Le lord Grafton seconda cette motion : cet ancien ministre de la trésorerie exposa l'état des finances, et représenta la nation, accablée sous la masse terrible

des impôts; il démontra que, pour continuer la guerre, il falloit de nouveaux tributs, et que, comme l'état n'avoit point de sûreté à donner, il seroit forcé d'engager les anciens fonds, nonobstant la foi publique, et contre les droits des créanciers. Grafton s'éleva avec véhémence contre cette corruption alarmante, et contre cette passion effrénée de plaisirs, qui s'étoient emparées de toutes les classes des citoyens; il accusa le parlement de conserver des ministres sans lumières et sans probité, d'abandonner ou de vendre son droit de censure et les droits les plus précieux de la nation, à des hommes incapables de tenir les rênes du gouvernement. Grafton annonça la chute du crédit public, la misère et le désespoir d'un peuple succombant sous le poids des calamités, n'attendant plus aucune ressource que les lois et la constitution devoient lui offrir; mais cherchant son salut et sa liberté dans ceux que Dieu et la nature offrent aux opprimés. An. 1777.

Le lord Shelburne, en déplorant les malheurs de la guerre, se plaignit que l'Angleterre n'avoit point d'alliés; que le roi de Prusse cherchoit l'occasion de se venger du refus du paiement des subsides; que l'empereur avoit publié un mémoire contre la Grande-Bre-

An. 1777. tagne; que ce prince n'étoit ni d'un âge, ni d'un caractère, ni d'un sang qui permît d'espérer qu'il souffrît patiemment un outrage; que toute l'Europe lui reconnoissoit un grand talent et un violent amour pour la gloire. Shelburne prouva combien il étoit difficile de maintenir la paix avec l'Espagne, et combien la négociation y étoit épineuse: il démontra que l'impératrice pouvoit bien être portée à former un traité avec l'Angleterre; mais que la France se serviroit toujours de la Suède, pour faire avorter l'effet de ses bonnes intentions; que la Russie n'étoit plus une puissance si redoutable; que la paix lui étoit aussi nécessaire qu'à la Porte; que sa consommation immense d'hommes n'étoit pas compensée par ses succès dans l'Archipel; que des trophées turcs étoient de foibles échanges pour de vieilles légions. Les lords Manfield, Talbot, Temple, Lilleton, Chandos, partisans de l'administration, combattirent la motion du duc de Richemond, en s'efforçant de prouver la justice de la guerre civile, et la sagesse des opérations concertées pour soumettre les Américains; enfin la motion fut rejetée. La ville de Londres délibéra de présenter une adresse au roi, pour le supplier de suspendre les hostilités: elle pria sa majesté de considérer la

triste situation de ses peuples, puisqu'ils n'a- An. 1775
voient plus rien à attendre de l'Amérique, que des scènes sanglantes et des listes affreuses de leurs frères égorgés; elle demanda la dissolution du parlement et le renvoi des ministres. Il fut résolu que cette adresse seroit présentée au roi sur son trône. Georges répondit qu'il seroit toujours prêt à recevoir les supplications de ses sujets; mais que c'étoit à lui à fixer la forme et le lieu où il devoit les recevoir. Les magistrats ordonnèrent que cette réponse seroit consignée dans les archives de la cité, et déclarèrent que le roi étoit obligé d'écouter les plaintes de ses sujets, et qu'en cela il ne leur faisoit aucune grace, puisque c'étoit un acte de justice attaché aux devoirs de la royauté; que la réponse de sa majesté étoit un refus évident de vouloir leur accorder ce droit; qu'un pareil refus rendoit inutile le droit de présenter des adresses au trône, droit établi et reconnu au tems de la révolution, et que le conseiller direct ou indirect de ce refus, étoit ennemi de la félicité, de la sûreté du souverain, de la paix et de la liberté du peuple.

Wasingthon forma le siége de Boston: cette ville canonée et bombardée de toutes parts, ne pouvoit plus se défendre : Howe trembla

An. 1777. d'être enséveli sous les ruines de Boston, au milieu d'une armée épuisée de fatigue, et livrée aux horreurs de la famine : il résolut de l'abandonner après l'avoir incendiée ; mais Howe vit bientôt les suites et le danger de ce projet destructeur : il prit un parti plus sage et plus prudent ; il offrit de rendre la ville, à condition qu'on lui procureroit les facilités de l'évacuer. Wasingthon accepta cette proposition : Howe promit de ne causer aucun dommage ; mais il viola bientôt la foi de ce traité, en remplissant de poudre les mortiers et les canons : cette explosion terrible devoit en occasionner la destruction, et empêcher que l'artillerie ne tombât au pouvoir des ennemis. Wasingthon, indigné de cette perfidie, alloit donner l'assaut à la ville, lorsque Howe abandonna Boston dans un désordre et une précipitation qui annonçoient ses craintes et ses allarmes : il fut se cantonner à Hallisan dans la Nouvelle-Angleterre. Cet événement ranima le courage des Américains, diminua le nombre des royalistes, et apprit à l'armée anglaise à ne plus dédaigner des troupes qui combattoient avec tant de valeur et de constance : l'étendard triomphant fut déployé sur les murs de Boston ; les habitans célébrèrent cet heureux succès par des fêtes et des ré-

jouissances, et délibérèrent d'élever un obé- An. 1777.
lisque à l'instar du fameux monument de Londres, construit en mémoire de l'incendie et du rétablissement de cette ville. Wasingthon fut nommé le vengeur de la liberté : le conseil et la chambre des représentans lui envoyèrent une adresse conçue en ces termes : « Lorsque les libertés de l'Amérique sont attaquées par une main violente et oppressive ; » lorsque des troupes fondent sur notre colonie contre le droit des gens, qu'elles s'emparent de notre capitale, la désolent par » le pillage et le dégat ; lorsque nos enfans » vertueux sont attaqués, et nos maisons détruites par les troupes britanniques ; lorsque » les habitans des colonies américaines sont » contraints d'abandonner leurs affaires pour » leur intérêt et par amour pour la liberté ; » il est tems qu'ils s'opposent unanimement et » courageusement à la tyrannie ». Les Bostoniens remercient leur libérateur, et font des vœux pour la gloire et la prospérité de ses armes.

Wasingthon répondit aux représentans de Boston, que, lorsque les conseils de la nation britannique avoient formé le projet d'asservir l'Amérique, et de dépouiller ses enfans de ses priviléges les plus sacrés et les plus

An. 1777. précieux, malgré les remontrances les plus fortes sur les droits de la constitution, de la justice et de la vérité, et que, pour l'exécution de ces infâmes projets, elle avoit eu recours à la violence, il avoit cru qu'il étoit de son devoir de prendre part à la querelle, sur-tout y ayant été appelé par les suffrages non sollicités d'un peuple libre : toute la récompense qu'il désiroit, c'étoit que ses services pussent contribuer à l'établissement de la liberté et de la paix, sur une bâse permanente, et de mériter les applaudissemens de ses compatriotes et de tous les vertueux citoyens.

Les Anglais supprimèrent dans les gazettes publiques, les principales circonstances du siége et de l'évacuation de Boston : on lisoit dans ces feuilles périodiques, que Howe avoit abandonné cette ville sans être attaqué ni poursuivi par les rebelles, et qu'il avoit emporté son artillerie et ses munitions. Le colonel Barré s'éleva contre cette infidélité, et demanda aux ministres la communication des dépêches envoyées par le général Hove et le vice amiral Shuldam. Dans la chambre des pairs, le duc de Munchester fit la même motion ; il releva le courage des Américains en leur attribuant l'honneur de la victoire ; examina les causes qui

qui avoient produit les désastres et la honte des armées britanniques, et représenta les généraux anglais forces d'abandonner une ville dont la défense avoit couté plus d'un million à la Grande-Bretagne; il se plaignit que le gouvernement avoit jeté sur cet événement un voile qui en cachoit l'infamie; qu'on étoit instruit que Howe n'avoit point quitté Boston de son propre mouvement; mais qu'il avoit été contraint de l'évacuer, par une armée supérieure; que la retraite de ce général étoit l'opprobre de la nation, puisqu'on voyoit l'étendard triomphant de l'Amérique, flotter sur les murs de Boston. An. 1777.

Le congrès déclara que le commerce de l'Amérique avec la métropole, seroit suspendu, et ordonna à tous les négocians qui avoient des affaires d'intérêt à régler avec le peuple de la Grande-Bretagne, de donner un état circonstancié des sommes qu'ils pouvoient devoir pour être remises dans le trésor royal. La guerre est un fléau bien terrible; il détruit les lois de la justice et de la morale, et forme au brigandage et au crime; la politique qui est toujours injuste dans des tems de faction, rendit cette loi nécessaire. Tandis que les Anglais ravageoient les colonies et mettoient tout à feu et à sang, les Américains crurent qu'ils

An. 1777. avoient le droit de s'emparer des richesses de leurs ennemis : d'ailleurs, on vouloit rompre les liens de communication qui subsistoient encore parmi les deux peuples, et prévenir les confidences, et même les trahisons que les liaisons commerciales pouvoient produire : cette loi fut approuvée par la Georgie, qui avoit refusé de se réunir aux douze provinces confédérées. Cette colonie forma un congrès provincial, et élut Butelox pour son président : ce magistrat ne cessoit d'encourager les timides Georgiens, en leur représentant que, dans un tems où les droits et les priviléges étoient envahis, où les principes fondamentaux de la constitution étoient renversés, où des hommes qui devroient les protéger et les défendre étoient devenus leurs délateurs et leurs meurtriers, tout citoyen devoit se présenter avec courage pour arrêter le torrent impétueux de la corruption et du despotisme.

La réunion de la Georgie à la confédération générale, fut utile et précieuse aux Américains. Les habitans de cette province pouvoient facilement intercepter les vaisseaux, qui sont obligés de traverser le golfe dangereux de la Floride ; ceux de la Jamaïque sont forcés de passer entre la Georgie et les îles de Bahama,

dont la flotte d'Hopkins venoit de faire la con- An. 1777.
quête. Ce commodore s'empara de quelques vaisseaux venant de la Jamaïque. Ils furent vendus à la Virginie avec leurs cargaisons. Plusieurs personnes soupçonnèrent qu'il y avoit quelqu'intelligence entre les marchands et les Américains. Cela pouvoit être ; car il faut que la denrée arrive au consommateur, malgré les prohibitions. La guerre donne une nouvelle activité à la contrebande, à un commerce interlope ; l'intérêt alimente l'avidité du commerçant, et l'espoir du gain lui fournit des moyens et des ressources pour augmenter son négoce, ses spéculations, et pour se soustraire aux lois de la fiscalité.

Les ministres Georges étoient divisés entre eux, pour régler les opérations de la campagne. Lord Germaine, cet ennemi irréconciliable des Américains, plus ardent et plus dangereux que lord North ; ce ministre, qui apportoit, dans les délibérations, un caractère de terreur et de férocité, vouloit que le général Howe débarquât avec huit mille hommes dans le Jersey, et qu'il se réunît avec William Howe, son frère ; qu'on ordonnât au congrès de se séparer, et, en cas de désobéissance, que la flotte, après l'arrivée des troupes allemandes, coupât la communication du Jersey avec

An. 1777. la Pensylvanie, pendant que l'armée envahiroit la Nouvelle-Yorck, et subjugueroit les provinces du midi. Germaine vouloit que les généraux Burgoigne et Carleton, en traversant les lacs et en pénétrant par Albany, se réunissent à Corwallis et à Clinton. Ce ministre fondoit la conquête de l'Amérique sur ce plan et ces opérations militaires. Ce projet étoit beau et hardi; mais il ne devoit point réussir. D'abord, il n'étoit pas prudent d'éloigner Carleton du Canada, dans un tems où les factions n'étoient pas encore éteintes; le peuple, opprimé par le bill de Québec, pouvoit profiter de l'absence de ce gouverneur, pour se réunir au congrès général. Germaine, en réglant dans son cabinet les opérations militaires, ne connoissoit point les ressources et les forces d'un peuple déterminé à être libre, ou à périr les armes à la main, ni cette vaste contrée séparée par des fleuves, des rochers, des précipices, des déserts et des forêts. Ce ministre ne voyoit point qu'il étoit impossible de former et de conserver une chaîne de postes, depuis l'embouchure du fleuve Saint-Laurent, jusqu'à l'embouchure de la rivière d'Hudson et de la Delaware, et depuis Pensinola, sur les bords du Mississipi, jusqu'à New-Yorck; et que les armées anglaises avoient été affoiblies par les

pertes et les revers qu'elles avoient éprouvés. Ce projet a peut-être préparé la perte de l'armée entière, commandée par le général Burgoigne. An. 1777.

Des factions intestines divisoient la Caroline: les royalistes avoient pris les armes contre les insurgens; mais, quoique supérieurs en nombre, ils furent toujours vaincus. Le chevalier Parker partit avec une escadre, pour faire une invasion dans la Caroline. On avoit délibéré, dans le cabinet britannique, le siége de Charleton, contre l'avis du lord Sandwich. Les gouverneurs Martin, Camphel et le général Clinton en avoient tiré le plan. La Caroline méridionale étoit la colonie la plus hardie, la plus courageuse, et celle qui pouvoit aisément parvenir à secouer le joug de la Grande-Bretagne, à cause de sa population et de ses richesses. L'escadre de l'amiral Parker fut dispersée par une tempête, qui le força de relâcher à l'île d'Antigon; les insurgens firent d'immenses préparatifs pour résister à Parker, lorsqu'il viendroit les attaquer. Ce fut alors que cette province changea sa constitution, et, par de nouvelles lois, régla son administration intérieure. Le conseil-général nomma Jean Rutledge président et commandant en chef de la colonie. Ce magistrat guerrier recom-

An. 1777. manda aux Caroliniens l'union, le courage, le zèle, et les exhorta à défendre la patrie et à servir la cause de la liberté publique.

Parker se réunit avec Clinton au cap Feur. Rutledge, instruit qu'il y avoit une flotte de cinquante voiles, à six lieues au nord de l'île de Sulivan, ordonna aux milices de se rassembler. Charles Lée arriva à Charleton avec douze mille hommes; la ville se prépara à une défense vigoureuse. Clinton publia un manifeste, où il exhorta les Caroliniens à rentrer dans l'obéissance qu'ils devoient à leur souverain, s'ils vouloient éviter l'esclavage et la mort. Toutes ces proclamations menaçantes et ces manifestes foudroyans étoient bien propres à enflammer le courage et la haine des Américains. Un peuple opprimé et qui sent toute l'horreur de la servitude, ne craint point de périr. Charleton fut bientôt assiégé par terre et par mer; Parker attaqua l'île Sulivan, qui est à l'entrée de la rivière d'Usley, sur laquelle la ville de Charleton est située. Malgré le feu de son artillerie, Parker fut repoussé et vaincu; les Anglais perdirent plusieurs braves officiers, parmi lesquels on compta le capitaine Moris, commandant le vaisseau le Bristol. Les Américains firent des prodiges de valeur. Howe parut alors dans les provinces confédérées,

portant la foudre dans une main et une bran- Av. 1777.
che d'olivier dans l'autre. Il exhorta et menaça tour-à-tour ; il écrivit ensuite au docteur Franklin pour l'instruire de l'objet de sa mission. Il l'assura du désir de voir terminer la guerre civile ; qu'il se félicitoit de trouver les colonies dans les dispositions où il avoit eu lieu de les croire, et qu'il concevoit la flatteuse espérance de s'employer utilement à un service qui intéressoit la sollicitude paternelle de sa majesté, en contribuant à l'établissement d'une paix durable et d'une union solide avec les colonies. Howe ajouta que, si les préventions trop enracinées de l'Amérique continuoient à élever une barrière entre les deux peuples, ses sentimens particuliers, autant que les circonstances publiques, lui feroient déplorer sincèrement de ne pouvoir remplir, dans le moment actuel, ces grands objets de son ambition.

Le docteur Franklin répondit à Howe, que les dépêches ministérielles, dont il lui parloit, ne contenoient que ce qu'on avoit déja vu dans l'acte du parlement, c'est-à-dire, des offres de pardon pour ceux qui viendroient se soumettre ; qu'il en étoit d'autant plus fâché, que Howe avoit eu la peine de venir de bien loin pour une affaire, où il n'y avoit aucune es-

An. 1777. pérance de réussir; que faire offrir un pardon aux colonies, qui sont les parties offensées, ce n'étoit autre chose, que manifester l'opinion que depuis long-tems une fière et aveugle nation s'est plue à se former de l'ignorance, de la lâcheté et de l'insensibilité des Américains; qu'il étoit impossible de songer à les soumettre à un gouvernement, qui s'est fait un jeu atroce de brûler leurs villes, de massacrer leurs paisibles laboureurs, et d'envoyer des étrangers pour inonder de sang leurs habitations; que ces excès de barbarie avoient éteint tout sentiment d'affection pour une mère-patrie, qui leur fut si chère autrefois. Franklin avertit Howe, qu'avant de parler de paix et d'union entre la Grande-Bretagne et l'Amérique, les colonies devoient s'occuper de former des alliances étrangères; et qu'il connoissoit trop l'orgueil et la fierté de la domination de l'Angleterre, pour croire qu'elle voulût adopter des mesures aussi salutaires; que sa manie de conquérir, comme nation belliqueuse, sa fureur de dominer, comme nation ambitieuse, et sa cupidité pour tout monopole lucratif, comme nation commerçante, se réunissoient pour distraire la Grande-Bretagne de ses vrais intérêts, et pour la porter continuellement à des expéditions lointaines et rui-

neuses, qui lui coutent tant de sang et de trésors, et qui à la fin lui deviendront tout aussi funestes que les croisades le furent jadis pour la plupart des nations de l'Europe. AN. 1777.

Franklin déclara à Howe, qu'il n'avoit pas la vanité de chercher à l'intimider, en prédisant ainsi les effets de cette guerre; qu'il savoit que cette prédiction auroit en Angleterre la destinée de toutes celles qu'il avoit déja faites, c'est-à-dire, qu'on n'y croira que lorsque l'événement l'aura justifiée.

Les colonies, par un concert unanime, vont se séparer de la métropole; les liens d'union, d'amitié, d'alliance et de politique ne subsisteront plus; les deux nations ne formeront plus un même peuple, et ne seront plus régies par les mêmes lois. Ce ne sera plus l'Océan atlantique, qui sera la barrière de séparation; une autre constitution, un autre gouvernement, une autre législation, un autre empire, un autre commerce, d'autres mœurs, d'autres opinions, d'autres principes, voilà les bornes immuables qui vont diviser l'Angleterre et l'Amérique septentrionale. Les Anglais-Américains vont oublier leur origine et leur ancienne patrie, et ne verront plus, dans leurs concitoyens, que des ennemis et des

An. 1777. bourreaux. Le royaume britannique va perdre son éclat et sa grandeur. Cette tige majestueuse, qui promenoit avec orgueil ses rameaux dans les quatre parties du globe, va se dessécher; ces canaux salutaires, qui portoient les trésors et l'abondance, vont prendre une autre direction et fertiliser d'autres contrées; une nouvelle république va se placer fièrement au rang des grandes puissances de l'univers. L'Amérique, en brisant les fers de la servitude, va rendre à l'Europe la liberté des mers. C'est ainsi que l'Américain commence son existence politique, par des actes de bienfaits et de justice. La nature et les nations souhaitoient depuis long-tems cette révolution; l'Américain a rempli leurs vœux.

L'acte d'indépendance fut proclamé solennellement par le congrès le 4 juillet 1776. Hâtons-nous d'exposer à l'admiration de nos lecteurs ce monument effrayant pour le despotisme, et consolant pour l'humanité. La tyrannie voudroit l'anéantir, s'il lui étoit possible; mais les droits de la nature sont imprescriptibles et ne périssent jamais. La philosophie et l'histoire doivent s'empresser de consigner dans leurs annales cette doctrine, ces principes fondamentaux et primitifs, destinés à éclairer, à instruire les peuples, à rendre les empires heu-

reux et florissans, et à restituer à l'homme dégradé sa dignité et ses droits. AN. 1777.

Acte d'indépendance des États-Unis.

« Lorsque, dans le cours des événemens » humains, il devient nécessaire pour un peu» ple, de prendre, parmi les puissances de la » terre et suivant le droit de l'égalité, la place » que lui assignent les lois de la nature, le » respect que l'on doit à l'opinion des hom» mes, exige que ce peuple fasse connoître les » causes qui le forcent à faire cette séparation.

» Ce sont des vérités évidentes que les hom» mes ont été créés égaux; qu'ils ont reçu du » créateur des droits inaliénables, tels que la » vie, la liberté et la recherche du bonheur; » que les gouvernemens ont été établis pour » défendre ces mêmes droits, et qu'ils ne » tiennent leur autorité que du consentement » des peuples; que, toutes les fois que la » forme du gouvernement s'éloigne de son » institution, le peuple a le droit de la chan» ger ou de l'abolir, pour en instituer une » nouvelle, dont la bâse pose sur les princi» pes les plus propres à établir solidement » leur sûreté et leur bonheur. Sans doute la » prudence veut qu'on ne change point, pour

Ap. 1777. » des causes frivoles ou passagères, un gouvernement établi depuis long-tems; aussi » l'expérience a-t-elle démontré que les hommes se résignent plus volontiers à souffrir, » tant que les maux sont supportables, qu'ils » ne se décident à se faire justice eux-mêmes, » par l'abolition d'un gouvernement auquel » ils étoient accoutumés; mais, lorsqu'une » longue suite d'abus énormes et d'usurpations invariablement dirigées vers le même » but, prouve évidemment le projet coupable de réduire un peuple à l'asservissement, » sous un despotisme absolu, c'est le devoir » autant que le droit de ce peuple, de secouer le joug d'un pareil gouvernement, » et de se choisir d'autres gardiens, qui lui » répondent de sa sûreté future. Telle a été » la patience, et tels sont les maux que les » colonies américaines ont soufferts depuis » long-tems; et telle est aujourd'hui la nécessité qui les force à changer la première » forme du gouvernement. L'histoire du roi » actuel de la Grande-Bretagne n'offre qu'un » tissu d'outrages et d'usurpations répétées, » qui toutes ont eu pour objet l'établissement » d'une tyrannie absolue sur les états américains; pour le prouver, il nous suffira » d'exposer les faits suivans :

» Il a refusé son consentement aux lois les An. 1777.
» plus salutaires et les plus nécessaires au
» bien public. Il a défendu à ses gouverneurs
» de passer des lois d'une grande et urgente
» nécessité, et en a suspendu l'effet, jusqu'à
» ce qu'il eût donné son consentement; et,
» après les avoir différées, il a entièrement
» négligé de s'y conformer.

» Il a refusé de passer d'autres lois avan-
» tageuses à plusieurs districts considérables,
» à moins que les habitans ne voulussent aban-
» donner leurs droits de représentation dans
» le corps législatif; droit inestimable pour
» eux, et qui n'est formidable que pour un
» gouvernement tyrannique. Il a fait convoquer
» les assemblées dans des lieux inutiles, in-
» commodes, éloignés des dépôts des actes,
» dans le seul dessein de fatiguer leur cons-
» tance, pour les plier plus aisément à ses
» volontés.

» Il a dissous plusieurs fois des corps re-
» présentatifs, parce qu'ils s'opposoient à des
» innovations, et défendoient, avec une noble
» fermeté, les droits du peuple.

» Il a refusé long-tems, après les avoir
» ainsi dissous, qu'il y eût d'autres membres
» élus. C'est pourquoi les pouvoirs législatifs,
» étant de nature à ne pouvoir être annulés,

An. 1777. » sont dès lors retournés au peuple, comme » à leur source, pour être exercés par lui plei- » nement, les états étant restés, pendant ce » tems, exposés à tous les dangers d'une in- » vasion au dehors, et aux plus terribles con- » vulsions au dedans.

» Il a suspendu le cours de la justice, en » refusant de confirmer les lois qui établissent » le pouvoir judiciaire. Il a rendu les juges » dépendans de sa volonté seule, en mettant » leurs offices sous sa main, et en se rendant » le maître de payer leurs gages.

» Il a créé une multitude de nouveaux of- » ficiers, et envoyé en Amérique des légions, » employées pour pressurer le peuple et dé- » vorer sa substance.

» Il a entretenu des armées parmi nous, » en tems de paix, sans le consentement des » corps législatifs. Il a voulu rendre le mili- » taire indépendant et même supérieur à la » puissance civile. Il a combiné avec les mem- » bres du parlement les moyens de nous sou- » mettre à une jurisdiction étrangère à notre » constitution et inconnue à nos lois, en don- » nant son consentement à des actes de leur » prétendue législation, qui ont eu pour ob- » jet de distribuer parmi nous des corps con- » sidérables de troupes armées; de garantir

» ces troupes, par des formes illusoires, des An. 1777.
» peines dues aux meurtres qu'ils commet-
» toient en Amérique; d'interrompre notre
» commerce dans toutes les parties du monde;
» d'imposer des taxes, sans notre consente-
» ment; de nous priver, dans plusieurs cas,
» du privilége naturel d'être jugé par nos pairs;
» de nous transporter au-delà des mers, pour
» y être jugés sur de prétendus délits; d'a-
» bolir le vrai système des lois anglaises dans
» une province voisine (le Canada), en y
» établissant un gouvernement militaire, et
» prolongeant à son gré les bornes de son
» étendue, afin que cette province pût servir
» tout à-la-fois d'autorité et d'instrument pour
» introduire le même pouvoir tyrannique dans
» les autres colonies; de nous enlever nos
» chartres, d'abolir nos lois les plus précieuses,
» et de changer, jusques dans leurs bâses,
» les formes de notre gouvernement; de sus-
» pendre nos corps législatifs, et de se dé-
» clarer lui-même revêtu du pouvoir de por-
» ter des lois dans tous les cas quelconques.

» Il a lui-même abdiqué le gouvernement
» des États de l'Amérique, en déclarant qu'il
» nous retiroit sa protection, et en nous fai-
» sant la guerre. Il a exercé le brigandage sur

An. 1777. » nos mers, brûlé nos villes et fait couler le » sang du peuple américain.

» Maintenant il a fait passer en Amérique » des armées considérables, des mercenaires » étrangers, pour consommer l'ouvrage de la » tyrannie, de la désolation et de la mort, » qu'il avoit commencé par des recherches » de cruauté et de perfidie, dont les siècles » de barbarie fournissent à peine l'exemple, » et trop indignes du chef d'une nation ci- » vilisée.

» Il a forcé nos compatriotes, pris en pleine » mer, à porter les armes contre leur pays, » à devenir les bourreaux de leurs amis et de » leurs frères, ou à périr eux-mêmes par des » mains aussi chères.

» Il a excité parmi nous des soulèvemens » et des divisions domestiques, et s'est efforcé » de faire tomber sur nous les peuples de nos » frontières, impitoyables Sauvages, qui ne » savent faire la guerre que pour le carnage, » sans distinction de sexe, d'âge, ni de con- » dition. A chacun de ces degrés d'oppres- » sion, nous lui avons adressé nos plus hum- » bles remontrances; nos demandes réitérées » n'ont reçu d'autres réponses que de nou- » veaux outrages. Un roi, dont le caractère

» est

» est aussi marqué par tous les traits de la tyrannie, n'est point propre pour être le » gouverneur d'un peuple libre. Quant à nos » frères de la Grande-Bretagne, nous les avons » avertis sans cesse des entreprises injustes » de leur parlement, pour étendre sur nous » une juridiction illimitée; nous leur avons » rappelé les circonstances de nos émigrations » et de notre établissement en Amérique; nous » en avons appelé à leur justice et à leur » magnanimité, les conjurant, par les liens » de notre fraternité, de désavouer ces usur- » pations qui infailliblement détruiroient en- » tr'eux et nous toute union et toute corres- » pondance. Ils ont refusé d'écouter la nature » et la justice; nous sommes donc forcés de » céder à la nécessité, qui met une sépara- » tion entr'eux et nous, et de les regarder, » comme le reste des hommes, nos ennemis » en guerre, et nos amis dans la paix. An. 1777.

» A ces causes, nous, les représentans des » États-Unis d'Amérique, assemblés en con- » grès-général, après avoir invoqué le suprê- » me juge de l'univers, en témoignage de la » droiture de nos sentimens, publions, au » nom et de l'autorité du bon peuple de ces » colonies, et déclarons solemnellement que » ces colonies sont, et de droit doivent être

An. 1777. » libres et indépendantes; qu'elles sont relevées » de toute *allégeance* envers la couronne bri- » tannique, et que tout lien politique en- » tr'elles et la Grande-Bretagne, est ou doit » être rompu; qu'elles sont en droit de faire » la guerre ou la paix, contracter des allian- » ces, établir un commerce, et faire tous » autres traités que des indépendans peuvent » faire de droit; et, pour soutenir cette dé- » claration, nous mettons notre confiance dans » la protection divine, et nous engageons, » les uns envers les autres, nos fortunes et » nos vies, et ce que nous avons de plus » cher et de plus sacré: l'honneur ».

Quelle éloquence peut être comparée à celle des cœurs long-tems opprimés, qui rompent les chaînes, et qui commencent à sentir la douce influence de la liberté! Quel plus auguste langage que celui d'une nation qui est entièrement pénétrée du sentiment de la dignité de l'homme; qui lève tout-à-coup un front libre, et déclare, à la face de l'univers, qu'elle ne veut désormais dépendre que de Dieu seul! Tout ce que la raison et la sagesse ont de plus imposant; tout ce que le génie et la vertu ont de plus sublime; tout ce que le courage et la valeur ont de plus héroïque, fut mis en usage pour soutenir

une résolution aussi vigoureuse, aussi digne An. 1777.
des regards du ciel, que de l'admiration de la terre.

L'Europe, gouvernée par le régime féodal, asservie au joug du despotisme, esclave des lois meurtrières et oppressives, admira, dans ce code de liberté et de législation, ces grands principes du droit politique, qui assurent les fondemens des empires, et sur lesquels repose l'ordre social, la propriété, les priviléges et la félicité des citoyens. On applaudit à la vérité de cette maxime si précieuse du droit naturel, que l'autorité législative, ne pouvant point s'anéantir, remonte vers sa source, qui est le peuple; que l'oppression le fait rentrer dans ses droits primitifs; que le pacte originaire, conclu entre lui et le souverain, renferme des devoirs et des obligations respectives; que la violation de ce contrat primordial ramène l'homme dans un état de liberté et d'indépendance, et le fait rentrer dans le droit naturel.

Les puissances, intéressées à combattre ces grands principes, les reconnurent solemnellement; et la France, aigrie par des blessures récentes et encore ouvertes, qui avoit des pertes à réparer, et des affronts à venger, s'empressa de reconnoître l'indépendance d'une

An. 1777. nation opprimée, qui avoit le droit de briser les liens qui l'unissoient à son souverain.

Les despotes veulent des esclaves et des victimes; un roi juste sait défendre les droits de la souveraineté, et conserver la liberté publique. Il obéit aux lois, parce qu'il sait que cette obéissance affermit sa puissance et son empire; il exerce la justice, parce qu'il a appris qu'elle lui obtiendra le respect de son peuple, et que son nom, consacré par l'amour, deviendra plus cher et plus grand de génération en génération, et que les bénédictions qu'il recueillera d'âge en âge, formeront un espèce de culte universel.

L'acte de liberté et d'indépendance, annoncé depuis long-tems, fut reçu avec transport par les Américains. La Nouvelle-Yorck outragea la sainteté des lois, et offensa la majesté de Georges, en renversant sa statue. Le métal dont elle étoit formée, fut employé à des instrumens de mort. On ordonna qu'il en seroit fait des balles, qui furent distribuées aux troupes continentales. Le fanatisme de la liberté, comme celui de la religion, produit la férocité et les crimes. Les Américains, en brisant légalement les nœuds qui les unissoient à la métropole, ne devoient point outrager Georges : ce prince, quoiqu'ambitieux, est bon,

humain, sensible, vertueux. Il s'occupoit sans doute à étendre son autorité, et à rompre ces entraves, qu'un systême de liberté a inventé pour restreindre l'exercice de la souveraineté; mais ce n'est point en versant le sang, qu'il vouloit changer la constitution, et rendre au gouvernement sa forme primitive. Il est vrai que Georges avoit adopté les projets de ses ministres; mais il fut égaré par leurs conseils perfides. Ce prince étoit bien éloigné de penser que, pour opérer cette grande révolution, il fallût accabler les colonies sous un joug d'oppression, faire gémir son peuple sous le fardeau des impôts, soutenir une guerre meurtrière et désastreuse, confirmer et affermir sa suprématie par la force et la violence. Plaignons les rois, gémissons sur leurs erreurs et sur leurs foiblesses; mais ne cessons jamais de les éclairer. Ce sont leurs flatteurs, leurs confidens et leurs ministres qu'il faut dévouer à la haine et à l'indignation des siècles et des nations. An. 1777.

Ces grandes révolutions, qui ébranlent les empires et en changent la constitution, produisent les désordres, les trahisons et les crimes. On trouve des hommes qui, par intérêt, par inquiétude, ou par conviction, regrètent l'ancien gouvernement, et s'élèvent contre une

An. 1777. nouvelle administration, plus heureuse et plus utile. Il y avoit dans la ville de New-Yorck un parti puissant, qu'on appeloit *torys* ou *royaliste*. Cette faction médita le massacre de Wasingthon et des officiers américains. Ce général, à l'exemple de tous les héros, étoit sensible aux plaisirs de l'amour : ce sentiment adoucit les mœurs des guerriers, imprime sur leurs affections un charme consolateur, leur fait verser des larmes au milieu du carnage et de la mort; c'est lui qui produit ces vertus douces, qu'on aime et qu'on admire dans les Bayard et les Henri IV. Wasingthon aimoit une femme, ornée des graces de la nature, mais infidèle et intriguante : la conjuration fut découverte. Franklin fils, éloigné, par caractère et par principe, de cet esprit républicain qui animoit son père, étoit du nombre des conjurés; il fut déclaré ennemi de la patrie, dépouillé de son gouvernement de Jersey, et condamné à une prison perpétuelle. Le nouveau Brutus n'eut pas la fermeté féroce de l'ancien. Les autres conjurés furent punis de mort.

Georges assembla son parlement, pour lui annoncer la continuation de la guerre, et lui demander de nouveaux subsides. Le lord Percy, dans la chambre des pairs, fit la motion d'une adresse de remercîment au roi, et de félici-

tation sur la naissance d'une princesse. Il offrit un tableau flatteur de l'état actuel des affaires en Amérique ; donna des éloges aux guerriers, et prédit une réconciliation entre les colonies et la métropole. Les lords Chesterfiel et Sandwich secondèrent vivement la motion. « On vous propose, dit Chalam, de » faire des remercîmens au roi : mais ce sont » des avis qu'il lui faut, et non des compli- » mens ; je ne vois par-tout qu'une ruine iné- » vitable. Je voudrois savoir à quel service nos » armées sont actuellement employées : ensei- » gnent-elles aux Américains l'art de la guer- » re » ? La motion du lord Percy fut approuvée. Dans la chambre des communes, la même motion fut faite par Hyde : Grenville exhorta les ministres à s'occuper de former plutôt des liens d'amitié, que des chaînes d'esclavage. Il observa que, si des généraux, d'un talent et d'une expérience reconnus, se trouvoient encore aussi éloignés du but désiré de réduire l'Amérique, il falloit qu'il y eût quelque vice dans le plan de l'administration, ou, ce qui lui paroissoit plus croyable, dans la chose même, qu'il étoit impossible de surmonter ; il conclut, en proposant pour modification à l'adresse, que le roi seroit supplié de faire cesser les hostilités, comme le seul moyen de rétablir la paix. An. 1777.

An. 1777. Cuvendich seconda cet amendement; il observa la contradiction qu'il y avoit entre le discours du roi et la conduite des ministres; il prouva que les corsaires américains avoient infecté les côtes britanniques, jusqu'au point de se faire redouter par le gouvernement; que chaque campagne ne faisoit que reculer la fin de la guerre, et qu'il lui répugnoit également d'apprendre les succès de l'un ou l'autre parti, puisqu'ils n'amenoient jamais que la ruine des plus chers intérêts de la nation. Le colonel Johnston fit un tableau touchant des malheurs de la guerre; et Wilkes rappela l'évacuation de Boston, et compara le chevalier Howe à Mahomet fuyant de la Mecque. Il déclara que les premières nouvelles qu'il comptoit recevoir de l'Amérique, seroit que ce général étoit prisonnier dans Philadelphie. L'avocat Aduir observa que, suivant l'ancien usage, le premier jour d'une session étoit celui où le ministre informoit la nation de l'état de ses affaires; mais qu'aujourd'hui il offensoit la chambre, par un silence affecté. Lord North, accoutumé à braver les outrages et les menaces, se contenta d'assurer qu'il désiroit la paix.

L'Amérique avoit le droit incontestable de demander aux princes de l'Europe, de la reconnoître pour une puissance étrangère: en

conséquence le congrès nomma d'Enne et Ar- An. 1777.
thur pour se rendre à Versailles et à Madrid, chargés de notifier l'acte d'indépendance. On avoit cru que la France, pour ne point donner à ses colonies un exemple de rebellion, refuseroit de recevoir l'ambassadeur américain; mais ce sage et laborieux ministre, qui dirigeoit les affaires étrangères, pensa bien différemment. Il étoit réservé à M. de Vergènes, de régler les destinées de l'Europe; de créer un nouveau plan de politique, et de rendre à la France cet éclat et cette majesté qu'elle avoit perdu par l'ignorance, l'erreur et les intrigues de quelques-uns de ses prédécesseurs. Cet intérêt puissant de la nation d'étendre son commerce, de réparer ses désastres anciens, et d'humilier un peuple orgueilleux qui vouloit dominer impérieusement sur les mers, exigeoit que l'Amérique prît son rang parmi les puissances de l'univers, et que la France contractât avec le congrès, un traité d'amitié et de commerce.

A cette époque le gouvernement d'Angleterre ignoroit l'évacuation de Boston; il s'occupoit à envoyer à Howe de nouvelles forces; les Anglais éprouvoient de nouveaux revers; des corsaires américains s'emparèrent de quelques vaisseaux de transport qui s'étoient en-

An. 1777. gagés dans la baie de Boston; le colonel Camphel fut fait prisonnier; ces mêmes corsaires prirent neuf vaisseaux venant de la Jamaïque, chargés de sucre, qui furent conduits à Rhode-Island. Toutes les forces des Anglais se réunirent à Staten-Island; elles consistoient dans une armée commandée par William Howe, et trois escadres commandées par les amiraux Shuldam, Parker et Hottam : l'amiral Howe en avoit le commandement général. Les Anglais formèrent le projet d'attaquer l'île de Longisland; elle venoit d'être fortifiée, et une armée de douze mille hommes en défendoit l'entrée. Cette île n'est séparée que par un canal; la partie orientale est un désert; mais à l'occident la nature belle et riche, étale avec abondance ses dons et ses bienfaits. Howe débarqua dans cette île avec quinze mille hommes, poursuivit les Américains, les mit en désordre, et fit quelques prisonniers. Les généraux Sullivan et Styrling, rallièrent l'armée dispersée; et, à la tête de dix mille provinciaux, attaquèrent les Anglais; mais les Américains furent encore vaincus et taillés en pièces, au moyen du feu terrible de l'artillerie qui partoit d'un bois. La déroute devint générale, et les insurgens furent attaqués avec une barbarie atroce. Howe ne sut point profiter de ses

victoires; il auroit pu poursuivre l'armée amé- AN. 1777.
ricaine, faire prisonnier Wasingthon, dissiper et anéantir le congrès, et porter par-tout la terreur et l'effroi. Wasingthon ne se découragea point : il fit une retraite digne d'Annibal ou de César; il rentra dans New-Yorck avec son armée. Howe prit possession de Longisland, poursuivit le général américain, et s'empara de New-Yorck. Les habitans y mirent le feu. On les entendoit crier dans leur rage et dans leur désespoir : *Nous avons brûlé nos maisons, les tyrans ne les auront pas.*

Pendant que les Anglais faisoient la conquête de New-Yorck, le congrès s'occupoit à affermir les fondemens de leur indépendance. Il falloit une législation particulière pour établir une administration civile, et une police intérieure propre à maintenir l'harmonie et la félicité publique. Le congrès arrêta les articles de la confédération générale des États-Unis de l'Amérique. Il est nécessaire de présenter un précis de cette législation.

Les treize états contractent chacun en leur nom un traité d'alliance et d'amitié réciproque, pour la défense commune et le maintien de leur liberté. Chaque état se réserve le droit exclusif de veiller à son administration intérieure,

An. 1777. et laisse à ses députés assemblés en congrès, la direction des affaires publiques. Aucun sujet des États-Unis ne peut accepter ni dons, ni pensions, ni offices des rois, princes, ou puissances étrangères; l'assemblée générale ni aucun autre état en particulier, ne peuvent donner des titres de noblesse, ni former aucun traité d'alliance ou de confédération; déclarer la guerre, mettre des impôts, établir des droits sans le consentement des États-Unis assemblés; aucun état ne peut entretenir des vaisseaux ou des bâtimens en guerre, au-delà du nombre jugé nécessaire par l'assemblée du congrès, qui déterminera le nombre de troupes destinées à garder les places fortes. Chaque état entretiendra une milice bien réglée et bien disciplinée, et aura soin de s'éprouver et de garder dans des magasins publics, un nombre suffisant de pièces d'artillerie. Chaque état, quelque soit le nombre de ses députés, ne peut avoir qu'une voix; et les députés de chaque état nommeront un d'entr'eux, pour être un des treize membres du conseil d'état, qui réglera provisoirement les affaires publiques dans tous les momens où le congrès général ne sera pas assemblé. Les officiers généraux seront nommés par le congrès, et les taxes seront imposées et levées dans l'étendue de

chaque état, par l'autorité et les ordres de son corps législatif. Les articles de cette confédération furent discutés avec cet examen et cette tranquillité des passions, qui annoncent le désir et l'amour du bien public : ils furent confirmés et ratifiés par les états particuliers. An. 1777.

Ce code de législation, malgré quelques imperfections que le tems corrigera, est l'ouvrage du génie et de la sagesse. Cette confédération, quoique faite parmi le tumulte des armes et les cris des combattans, n'en est pas moins cet édifice brillant et solide sur lequel reposeront l'union et l'alliance des provinces américaines : elle anima le courage des insurgens, et resserra les liens qui les unissoient; le patriotisme et l'amour finirent ce qu'avoit commencé l'intérêt et la politique. Si nous considérons les actes fédératifs des Acheens, du corps Helvétique, et des Bataves, nous serons convaincus que la ligue des peuples de la Grèce, et l'union des nations modernes, ne peuvent point être comparés à la confédération américaine. Le conseil amphictionique se livra à cet esprit de faction et de désordre, qui opéra sa destruction. La ligue des Suisses n'a point de principes fixes d'administration; leur liberté ne pose que sur une bâse fragile, c'est-à-dire sur l'opinion : si une puissance

An. 1777. ambitieuse vouloit les assujétir, cette conquête seroit facile, puisque les Suisses n'ont ni pouvoir exécutif, ni revenus fixes assignés pour la défense de l'état. Cette constitution durera tant qu'il y aura des mœurs chez cette nation; mais si la corruption s'introduit dans cette terre de liberté, elle perdra son courage, son énergie, et deviendra la proie du premier usurpateur. La confédération des Provinces-Unies manque de force et de vigueur : ce peuple livré à l'esprit de commerce et d'agiotage, sans cesse déchiré par des factions intestines, sans patriotisme, sans lois, sans vertus, accablé sous le poid du despotisme, pourroit bien perdre ses richesses et ses trésors : il ne peut se soutenir qu'en formant des alliances étrangères: sa destinée dépend de la France. La confédération américaine est sans doute susceptible d'un plus grand dégré de perfection : chaque province s'empara de cette partie importante; et par des réglemens utiles et justes, saura prévenir les méfiances, les jalousies et les divisions. C'est en limitant le pouvoir démocratique, et en donnant plus d'autorité à la magistrature suprême de l'union de l'Amérique septentrionale, qu'on présentera à l'univers le spectacle consolant et unique d'un peuple libre, heureux et florissant.

Le congrès s'occupa ensuite à négocier avec AN. 1777.
les Sauvages, pour les engager à ne point contracter d'alliance avec les Anglais. Les Oneidas jurèrent qu'ils resteroient neutres : leur chef prononça ce discours aux députés de la province de la Nouvelle-Angleterre : « Votre » querelle est contre nature ; vous êtes frères » du même sang que nous aimons également : » si le grand roi nous fait demander de nous » joindre à ses troupes, nous ne le ferons » pas, et nous le refuserons de même aux » colonies ; il est nouveau pour nous que deux » frères se fassent une guerre cruelle : si c'é- » toit une nation étrangère qui vous eût at- » taqué, nous verrions ce que nous devrions » faire. Frères, nous tenons pour la paix : ne » demandez point aux Sauvages nos frères, » qui sont parmi vous, leur secours ; que les » Sauvages vivent en bonne union entr'eux ; » et vous autres blancs, arrangez les querelles » que vous avez ensemble : frères, voilà » notre résolution, faites-nous savoir la vôtre. » Nous, sachem, guerriers et femmes gouver- » nantes d'Oneida, à nos affectionnés frères » le gouverneur, et tous les chefs de la Nou- » velle-Angleterre ». L'homme civilisé parle de morale et de justice ; mais le Sauvage pratique ces grands principes qui lui sont inspirés

par la nature : le premier se conduit par politique, et fait le mal par réflexion ; le second agit par instinct, et pratique le bien par sentiment.

An. 1778. Après la prise de New-Yorck, les Américains se fortifièrent dans leur camp de Kingbridge ; ils construisirent une redoute soutenue de l'artillerie. Howe ne pouvoit pénétrer plus avant, sans attaquer et s'emparer de ce poste redoutable. Son armée étoit composée de trente mille hommes, et celle de Wasingthon de vingt-deux. Les Américains, découragés par leurs désastres multipliés, et craignant d'être attaqués par les royalistes, abandonnèrent Kingbridge et les bords de la rivière d'Hudson, pour se retirer au fort Lée : Howe les ayant poursuivis, s'empara de ce poste et du fort Wasingthon. Ce fut alors que Howe, amiral de la flotte, parla de paix et de conciliation : cet habile politique crut que le tems étoit favorable pour l'exécution de ce projet. Francklin, Adams, et Rutledge, furent nommés pour conférer avec l'amiral anglais : Staten-Island fut choisi pour le lieu de la conférence. Howe parla de soumission ; les commissaires Américains répondirent en hommes libres et indépendans : les revers et les disgraces, au lieu de les humilier, avoient donné à leur ame une

une nouvelle énergie et une nouvelle fierté; ils exigèrent qu'avant de fixer les articles de la paix, il falloit que l'Angleterre reconnût l'indépendance de l'Amérique. Howe employa tour-à-tour les caresses, la séduction, les menaces, rien ne put corrompre la fidélité, ni ébranler la fermeté des députés Américains. La négociation fut rompue. An. 1778.

L'armée des insurgens n'avoit ni le courage, ni la constance de ses magistrats: les soldats éloignés de leur patrie, de leurs femmes, de leurs enfans, épuisés par les fatigues, découragés par les défaites, accablés par les calamités qu'entraîne la guerre, regrétoient leur ancien maître, tournoient leurs regards attendris vers la métropole, et parloient de paix et de conciliation. Si les généraux anglais eussent profité de ces premiers momens de crainte et de terreur, en réunissant leurs forces pour attaquer les Américains, l'édifice de la liberté publique étoit renversé, les colonies rentroient sous la domination britannique, et Wasingthon auroit subi le sort des Burgoigne ou des Cornwallis, ou auroit péri les armes à la main : une partie de l'armée abandonna lâchement son chef. Wasingthon trembla pour la première fois, et se découragea à la vue

An. 1778. de cette désertion ; mais bientôt son vaste génie prévient et calcule les événemens ; maître des destinées de l'Amérique, il les enchaîne à son gré. Il demanda du secours au congrès qui lui envoya six mille hommes ; Wasingthon marcha avec fierté contre les Anglais qui se préparoient à faire la conquête de Philadelphie, et se fortifia dans son camp : cette marche hardie en imposa aux Anglais qui n'osèrent point l'attaquer. Déja les Pensylvains consternés méditent d'abandonner aux ennemis leurs femmes, leurs enfans, leurs possessions ; mais les généraux américains animent le courage du peuple, et les ministres de la religion lui annoncent que le Dieu des armées va combattre pour lui ; que les ennemis seront vaincus et dispersés, et que l'Être suprême a marqué dans ses décrets éternels cet instant qui doit les affranchir de la servitude : l'amour de la patrie, réuni avec le fanatisme religieux, opère des prodiges : bientôt tout se ranime, tout prend une face nouvelle. Lée arriva avec un renfort considérable ; il vouloit joindre Wasingthon qui étoit occupé avec la milice de la Pensylvanie, à protéger les rives de la Delawarre ; il fut surpris par le général Harcourt. Lée étoit Anglais ; il s'étoit opposé

aux projets des ministres, il ne tarda point à éprouver leur vengeance; il fut mis en prison, et gardé avec toute la rigueur qu'on exerce contre un prisonnier coupable de plus grands crimes. Cette captivité sembla ruiner les espérances des Américains; mais ils reprirent bientôt cette ardeur qu'inspire la fermeté dans les revers, et se préparèrent à continuer la guerre, en réunissant leurs forces dispersées. An. 1778.

Cependant il falloit de l'argent pour soutenir la guerre; le numéraire qui circuloit dans les colonies, ne suffisoit point pour entretenir les armées : à la naissance des colonies, les espèces avoient la même valeur que dans la métropole; la rareté les fit bientôt hausser d'un tiers. Cet inconvénient ne fut point réparé par l'abondance des espèces qui venoient des colonies espagnoles, parce qu'on étoit obligé de les faire passer en Angleterre avec les marchandises dont on avoit besoin. C'étoit un gouffre qui tarissoit la circulation dans les colonies; il falloit pourtant un objet d'échange. A l'exception de la Virginie, toutes les provinces le cherchèrent dans la création du papier-monoie. La mauvaise administration dans les finances, et les guerres contre

An. 1778. les Sauvages multiplièrent les abus. La dette nationale augmenta considérablement, et les engagemens furent portés au-delà de tous les excès. Le congrès fut donc forcé de recréer le papier-monoie, et de former un trésor au moyen de ce signe représentatif; il déclara traîtres à la patrie ceux qui ne recevroient point le papier avec la confiance due aux espèces d'or et d'argent; on établit ensuite des taxes pour pouvoir les racheter un jour. Le congrès ne prévit pas la longue durée de la guerre, ni la suppression presque totale du commerce, ni d'autres événemens qui l'ont mis dans l'impossibilité de pouvoir remplir ses engagemens. Le papier-monnoie circula avec profusion; il perdit de sa valeur, la dépréciation fut rapide. Le congrès voulut en arrêter les effets, en promettant de rembourser le papier-monnoie dans toute sa valeur; il voulut prouver que les États-Unis avoient des ressources et des moyens pour faire ce remboursement; mais cette déclaration ne trompa personne; le papier-monnoie perdit son crédit et sa valeur: plusieurs familles furent les victimes de cette opération de finances; mais le peuple n'en murmura pas. Tous les citoyens, au contraire, se félicitèrent de voir

la destruction de cette masse gigantesque qui causoit de vives inquiétudes, et devoit ébranler les fondemens de la confédération. Les étrangers se plaignirent de cette infidélité forcée; mais qu'ils se consolent, leurs créances seront fixées et payées ; le congrès doit s'occuper de cet objet important. An. 1778.

LIVRE SEPTIÈME.

Franklin sollicite vivement l'alliance de la France. — Arrivée du comte d'Estaing. — Entreprises et revers de Burgoigne. — Conduite du lord North. — Courage du jeune la Fayette. — Les commissaires conciliateurs arrivent en Amérique. — Discussions dans la chambre des pairs. — Troubles d'Irlande. — Pétition de plusieurs comtés, pour la réforme des abus. — Discours de Fox. — Crainte des Anglais, au sujet d'une descente dont ils sont menacés par la France. — Progrès du général Wasingthon.

An. 1778. LES Américains commençoient à étendre leur commerce chez l'étranger ; ils tiroient de grandes ressources du Portugal, du Texel, et des ports de la Baltique. Les armateurs de la Nouvelle-Angleterre remplissoient les côtes de la Martinique et de Saint-Domingue, et interceptoient les bâtimens destinés pour Londres : Nantes et Bordeaux recevoient dans leurs ports des corsaires américains. Beaumarchais, calculateur et intrigant, esprit agréable, mais génie sans force, écrivain frivole et dangereux, devint armateur et négo-

ciant; tout sembloit annoncer à l'Amérique An. 1778.
que les puissances européennes alloient reconnoître sa liberté et son indépendance. Les négociations furent renouvelées : Franklin sollicitoit vivement l'alliance de la France; Silus Deune et Arthur Leé, celle de l'Espagne et de la Hollande. La physionomie vénérable de Franklin attiroit tous les regards; et ses vertus morales lui obtenoient la confiance et l'estime publiques. Tandis que ces habiles négociateurs s'occupoient à affermir l'indépendance des États-Unis par des traités et des alliances, et que plusieurs puissances étrangères étoient disposées à défendre et à secourir les insurgens, les ministres de Georges soutenoient dans le parlement que la France et l'Espagne, par crainte, par politique, ou par intérêt, abandonneroient la défense des colonies révoltées.

La prise de Philadelphie paroissoit inévitable, puisque Cornwallis avoit parcouru les Jerseys, et que les Anglais étoient maîtres de tous les postes sur la Delawarre. Le congrès publia un manifeste pour ranimer le courage des Américains : il fit l'énumération des causes de la guerre, et des différens actes de tyrannie exercés par la métropole contre les colonies; excita l'indignation du peuple,

An. 1778. en lui représentant la manière féroce avec laquelle les Anglais et les troupes étrangères faisoient la guerre ; fit le tableau de la bassesse et de l'infamie de ces Hessois, qui ne connoissent d'autres droits que ceux du despotisme et de la férocité, qui ne s'occupent qu'à porter le ravage et la mort, et à s'enrichir des dépouilles ensanglantées de leurs ennemis. Il devoit exister une haine profonde entre les Américains et les Hessois : les insurgens combattoient pour la liberté ; ils regardoient avec mépris et avec horreur des hommes qui se vendoient à prix d'argent pour servir les caprices et soutenir le luxe de leurs souverains. Les Américains leur reprochoient d'outrager la nature et l'humanité : pourquoi, leur disoient-ils, abandonnez-vous vos habitations dans l'ancien monde, pour venir massacrer dans le nouveau des hommes généreux et bienfaisans ? Depuis plus d'un siècle nous avons offert à vos compatriotes un asyle contre l'oppression, et nous leur avons permis de jouir avec nous des douceurs d'une vie libre et tranquille. Que le langage de la liberté est noble et magnanime ! il déconcerte le despote et fait trembler le tyran.

Cependant les insurgens continuoient à éprouver des pertes et des malheurs : Arnold,

accusé d'avarice et d'inaction, abandonna l'armée ; mais Wasingthon sut réparer ces disgraces et ces revers par sa valeur et sa prudence. Ce nouveau Fabius refusa constamment de confier au sort d'une bataille les destinées de l'Amérique : il entreprit de resserrer, de harceler l'armée anglaise, et de l'affoiblir par de petits combats ; se cantonna sur les bords de la Delawarre, depuis Philadelphie jusqu'à Torn, pour empêcher l'ennemi de passer la rivière ; attaqua les Anglais à Trentoon, les dispersa, détruisit une brigade hessoise, composée de seize cents hommes ; porta dans l'armée ennemie le désordre et la confusion, et la força d'évacuer les postes avancés, et de se replier jusqu'à Brunswick. Le lord Cornwallis s'enferma dans cette place avec un corps de troupes considérables, tandis que Howe, avec le reste de l'armée, prenoit ses quartiers à New-Yorck. Le général Miflin enleva le poste de Montmouth : c'est ainsi que par ces rapides et brillantes opérations Wasingthon força les Anglais d'abandonner pour le moment leurs entreprises sur Philadelphie. An. 1778.

Cornwallis partit de Brunswich pour attaquer et surprendre Wasingthon. Ce général, instruit de ce projet, et constant à son système d'éviter les batailles générales, conserva

An. 1778. ses feux allumés, et décampa secrètement pendant la nuit. C'est ainsi que Wasingthon, par une retraite hardie, sait tromper Cornwallis. Le général américain s'empara ensuite du village de Prime-Townn, et prit ses quartiers d'hiver à Moriston : placé sur des hauteurs, il ne cessoit de harceler l'armée anglaise. Wasingthon avoit résolu d'aller à Brunswick délivrer Charles Lée de sa prison ; mais ses troupes fatiguées avoient besoin de repos. Il auroit été peut-être imprudent d'exposer son armée pour aller rompre les fers d'un simple particulier ; l'intérêt de la patrie doit être un sentiment supérieur à celui de l'amitié. Wasingthon sauva la Pensylvanie d'une invasion, reconquit les Jerseys, et força l'armée anglaise à se retrancher dans son camp. Ce changement soudain de la plus grande foiblesse à un état formidable releva le courage des Américains, et développa les talens militaires de Wasingthon.

En Angleterre, le parti de l'opposition ne cessoit, mais vainement, de tonner contre les ministres. Chatam, qui, dans sa vieillesse, s'occupoit de gloire et d'ambition, se rendit au parlement ; un feu soudain sembla ranimer les glaces de ce vieillard. Il parla, il prophétisa, en annonçant la ruine de l'An-

gleterre si elle tardoit à se réconcilier avec les colonies, et à déclarer la guerre à la France. Il fit une censure amère des pouvoirs donnés aux frères Howe pour traiter avec les Américains; compara l'administration à une *meute de chiens qui ont pris le change, et qu'il faut remettre sur la voie.* « Jamais des hommes libres, dit-il, ne consentiront à rendre les » armes; ils vous diront, comme jadis aux » Lacédémoniens, aux Perses : nous les poserons en terre; mais venez vous-mêmes » les ramasser ». Il proposa ensuite sa motion conçue en ces termes : « Qu'il soit présenté » une humble adresse à sa majesté, pour lui » exposer la déplorable situation où la Grande-» Bretagne se voit réduite par une guerre » aussi contraire à ses intérêts que celle qu'elle » fait aujourd'hui en Amérique, et pour la » supplier de prendre les mesures les plus » efficaces pour amener une prompte réconciliation, et redresser les griefs dont les » Américains se plaignent ». Cette motion fut secondée par le duc de Grafton, qui reprocha à l'archevêque d'Yorck de s'être permis, dans un discours, d'indécentes déclamations contre les Américains, et d'avoir soutenu des principes de despotisme. Le prélat irrité lui répondit en ces termes : « Quoiqu'il soit dans An. 1778.

An. 1778. » mon naturel, autant qu'il est du caractère » de mon état, cependant je puis faire voir » que je ne suis point insensible aux outrages, » et qu'il m'est aussi possible qu'à un autre » de laver mon honneur offensé ». Le lord Cambden parut persuadé que l'Angleterre étoit menacée d'une guerre prochaine avec la France, et probablement avec l'Espagne. Le lord Shelburne déplora les pertes immenses que souffroit la nation depuis que la France s'étoit emparée du commerce britannique avec l'Amérique, et que l'acte de navigation n'étoit plus d'aucune utilité : il parla des secours de toute espèce que cette puissance fournissoit aux Américains, et des prises vendues. « Ces » procédés, dit-il, peuvent bien ne pas bles- » ser la neutralité; mais ce ne sont pas aussi » des preuves d'amitié. Si la France est favo- » rablement disposée pour nous, qu'elle ferme » ses ports aux Américains, comme l'a fait » le Portugal ». Shelburne parla des armemens actuels de la France et de l'Espagne : il assura qu'il y avoit déja dix-neuf vaisseaux de ligne tous équipés à Brest, et qu'on avoit retenu deux mille matelots de la pêcherie de Terre-Neuve, pour armer encore quatre vaisseaux au besoin : il fit connoître les constitutions de la marine de France, qui lui per-

mettent de lever en très-peu de tems assez d'hommes pour faire des armemens considérables, tandis qu'après six mois de presse les armemens britanniques sont si peu avancés, les équipages si incomplets, qu'il ne faut point interpeller ici les ministres sur l'état actuel des forces maritimes. An. 1778.

Le lord Shelburne ajouta que les agens américains travailloient continuellement avec les ministres de France; que les protestations de neutralité de cette cour ne méritoient aucune confiance, tant qu'elle ne renverroit point Franklin et Deune, qui insultoient à Paris l'ambassadeur d'Angleterre. « Je ne me » paie point, dit-il, des mauvaises défaites » du ministère de France, qui voudroit nous » persuader que ce sont ses marchands qui » assistent les Américains sans son consente- » ment : les marchands français ne le feroient » point, s'ils n'y étoient excités et encoura- » gés; les marchands français sont trop pauvres » pour s'exposer à de si grands dangers, et » il n'y en a pas un seul en état de faire un » crédit de cinq mille livres sterlings ». Shelburne pouvoit avoir raison; mais il est certain que, suivant les principes de la justice et les règles de la politique, la France pouvoit entrer en négociation avec les commissaires amé-

An. 1778. ricains, puisque l'Amérique étoit libre et indépendante; humiliée par l'Angleterre, son commerce ruiné, sa marine anéantie, ses possessions enlevées; tout lui imposoit la nécessité et le devoir de s'occuper à réparer ses malheurs, et à détruire cette suprématie maritime, qu'une puissance avide et orgueilleuse avoit usurpée dans des tems de foiblesse et d'intrigue. Le lord Weymouth, secrétaire d'état, homme adroit, mais administrateur sans génie, osa assurer que la France ne reconnoîtroit jamais l'indépendance des colonies: ce ministre, en tenant un langage aussi étrange, étoit coupable d'ignorance ou de trahison. Enfin la motion de Chatam fut rejetée, et le parlement décida qu'il falloit continuer la guerre civile. Burgoigne fut nommé pour commander l'armée du Canada, où Carleton, qui en étoit le gouverneur, portoit par-tout le carnage et la destruction; il reprit son caractère sanguinaire: ce ne fut que par des massacres et des assassinats qu'il imprimoit la terreur et l'effroi.

Burgoigne, plus courtisan que guerrier, plus orateur que soldat, prit le commandement de l'armée; il renouvela ce projet vaste et hardi, qui avoit été concerté depuis longtems dans le cabinet britannique: si la fortune

ou le hasard l'eût secondé, ce général eût laissé la réputation d'un héros. Burgoigne vouloit, avec son armée composée de six mille hommes, traverser la partie haute de l'état de New-Yorck, soumettre les villes qui étoient sur son passage, s'emparer de tous les postes fortifiés qui bordoient les lacs, se réunir avec Clinton, qui commandoit une armée de neuf mille hommes à Yorck, partager la Nouvelle-Angleterre entre les deux armées, et se joindre ensuite avec le général Howe et son frère, pour attaquer Boston, Philadelphie et Wasingthon. Ce projet étoit au-dessus du génie et des forces de Burgoigne; pour l'exécuter, il falloit passer des mers immenses, traverser le lac Georges et le lac Champlain, et pénétrer à travers les montagnes, les rochers, les précipices, les forêts, pour arriver à Albany. Burgoigne se mit en marche, et arriva à la rivière Bouquet sur la côte occidentale du lac Champlain : ce général publia un manifeste pour épouvanter les Américains, investit Biconderago, et s'empara de cette place qui étoit défendue par Saint-Clair. Les troupes destinées pour la secourir étoient commandées par le général Schugler; elles furent poursuivies et taillées en pièces par le colonel Frazer. Le congrès fut affligé de la perte de Biconde- AN. 1778.

An. 1778. rago, qui assuroit aux Anglais tout à-la-fois un entrepôt et une retraite. M. de Saint-Wallier, officier distingué par ses talens et ses connoissances militaires, pense que cette conquête prépara celle de Sarabogel. Le congrès ôta le commandement de l'armée à Schugler, qui fut confié à Gattes; Saint-Clair fut rappelé : les deux officiers disgraciés étoient pourtant braves et fidèles à la cause qu'ils défendoient; la calomnie s'efforça en vain de flétrir leur réputation, elle fut reconnue pure et sans tache.

Arnold, qui avoit abandonné le congrès, et qui bientôt trahira sa patrie, reprit le commandement d'une division de l'armée du nord; il venoit de se distinguer dans une action d'éclat; il avoit rassemblé les milices de la Nouvelle-Angleterre, et volé au secours du général Woster, qui étoit attaqué et enveloppé par les Anglais : Woster fut battu et tué. Arnold se rendit aux plaines de Saragotta, où Gattes travailloit à rallier les troupes dispersées.

Howe évacua le Jersey, pour attaquer Philadelphie. Le ministre britannique attachoit un grand prix à la conquête de la capitale de la Pensylvanie. On regardoit cette ville comme le principal grenier de l'Amérique : les trois comtés

comtés inférieurs de la Delaware, et la côte orientale du Maryland, devoient tomber avec Philadelphie au pouvoir des Anglais. Howe commença d'attaquer cette ville par mer; mais il falloit auparavant s'emparer du poste du fort Island. L'armée de Wasingthon veilloit à la défense de Philadelphie: avant cette époque la situation de ce général avoit été alarmante. Burgoigne s'avançoit vers Albany; au sud une armée étoit prête à s'embarquer pour se porter dans la rivière d'Hudson, et pour couper aussi l'armée américaine, qui alors auroit été éloignée de l'est et du nord. C'est ici qu'il faut admirer Wasingthon: ce général tenoit en échec trois armées anglaises; il avoit ordonné une diversion sur les îles de la rivière d'Hudson, tandis que les troupes du nord contenoient l'armée de Burgoigne, et que lui-même repoussoit les entreprises des frères Howe. Wasingthon sait tromper les efforts des généraux anglais; il arriva à Philadelphie après une marche rapide et savante. Le congrès fit transporter plus loin dans les terres les archives et les papiers publics, et ordonna à Wasingthon de livrer la bataille: comme si des sénateurs pouvoient diriger les opérations militaires du général. L'armée américaine vint camper sur les bords de la Delaware. An. 1778.

An. 1778. Howe avoit descendu la baie de Chesapeac, et remonté ensuite la Delaware, dont il travailloit en vain de forcer les passages. Wasingthon changea son camp, et se plaça sur la rive gauche de Brandivine : ce fut sur ces bords qu'arriva l'histoire de Seymours et de Molly. Howe vint attaquer Wasingthon : le général américain ne vouloit point combattre ; mais il falloit obéir au congrès. Cette assemblée nationale avoit cependant confié à ce héros les destinées de l'Amérique : c'étoit une fausse politique, une méfiance outrageante de borner ses pouvoirs, et de le forcer à suivre un plan d'opérations qu'il désaprouvoit. Quand on combat sur ses propres foyers, il faut éviter les actions générales, et attendre que l'ennemi s'épuise dans des contrées étrangères et inconnues. La bataille se livra, et Wasingthon fut vaincu. Ce fut à ce combat de Brandivine, où le jeune marquis de la Fayette se distingua par sa valeur et par sa prudence. Ce héros, que l'Amérique a mis au rang de ses défenseurs, et que la France compte parmi ses guerriers, partagea les dangers de cette journée : Thomas Convay, le comte de Pulvsky, le chevalier Duplessis, Manduit, le chevalier de Flavy, et plusieurs autres officiers français y donnèrent des preuves de bravoure.

Les Anglais marchèrent ensuite vers Philadelphie ; la ville étoit abandonnée, le congrès avoit transféré le lieu de ses assemblées à Baltimore dans la province de Maryland : il ne resta dans cette capitale, que la société des Quakers, société respectable, dont la prévention et la calomnie s'efforcent depuis quelque tems à dégrader les principes, et à outrager la morale. Les Quakers attendoient avec une héroïque fermeté la captivité ou la mort ; mais la vertu a un empire puissant sur les ames les plus féroces : ces hommes intrépides dans les malheurs, inspirèrent la crainte et le respect ; ils ne furent point immolés à la fureur des soldats. Howe s'empara de la ville ; il se proposoit de détruire les forts qui sont sur la Delaware, lorsque Wasingthon fut sollicité par le congrès et par les officiers-généraux, d'engager une action générale. La bataille de Brandivine étoit un exemple terrible et instructif ; Wasingthon crut cependant devoir seconder ce vœu général : en conséquence, il résolut d'attaquer les Anglais qui étoient cantonnés à Germantoon ; les divisions, commandées par Sullivan et Waine, reçurent l'ordre d'entrer dans cette ville, tandis que le général Armstrong, à la tête des milices de Pensylvanie, se porteroit sur l'aile gauche et les derrières AN. 1778.

An. 1778. de l'ennemi ; les divisions de Gréen et de Stephens devoient faire un circuit pour attaquer l'armée anglaise ; les milices du Maryland et de la Virginie étoient chargées d'attaquer les derrières de l'aile gauche : toutes ces dispositions étoient sagement concertées. Le chevalier Howe, averti des mouvemens des ennemis, accourut avec son armée au secours de Germantoon : le général Sullivan, ayant attaqué l'infanterie légère et les autres troupes campées près du piquet, les chassa de leurs postes, et pénétra dans Germantoon ; le général Gréen tomba sur la colonne gauche vivement défendue. Les Anglais furent repoussés dans cette partie ; mais les choses changèrent bientôt de face : le chevalier Howe rallia son armée, attaqua et poursuivit avec toutes ses forces les Américains, les dispersa et les força de se retirer à quatre milles de Germantoon. Cette victoire couta cher aux Anglais ; ils eurent plus de mille hommes tués ou blessés.

Tandis que Howe se couvroit de gloire, Burgoigne étoit malheureux dans la Nouvelle-Angleterre : ce général s'engagea dans des marches pénibles, pour pénétrer dans des contrées qui lui étoient inconnues ; des corps de milices américaines, qui étoient entre Ti-

conderago et son armée, s'emparoient de plu- An. 1778.
sieurs postes voisins, détruisoient les bateaux, enlevoient les prisonniers, et coupoient toutes les communications avec les magasins et les approvisionnemens que Burgoigne avoit laissés après lui. Ce général se vit forcé à livrer la bataille à Arnold, qui avoit joint l'armée du nord avec cinq mille hommes: Burgoigne fut vaincu. Les Sauvages qui devoient obtenir une récompense pour chaque tête d'Américains qu'ils apporteroient, quittèrent l'armée anglaise. Quel spectacle affligeant de voir ces farouches Indiens porter en trophée des longues perches où pendoient enfilés, jusqu'à soixante crânes dAméricains! C'est sans doute un grand mal que l'homme civilisé pénètre dans les antres des Sauvages pour les exciter à massacrer et à exterminer; mais les forcer à s'applaudir de leurs brigandages et de leurs meurtres; les inviter à porter en triomphe les membres mutilés et sanglans des malheureuses victimes qu'ils viennent d'égorger; c'est outrager le ciel et la terre; c'est provoquer avec autant de fureur que de désespoir la vengeance divine; c'est se dévouer à la malédiction des siècles. Le chef des Sauvages, nommé Saint-Laç, qui étoit né en France, et qui avoit passé sa vie à massacrer et à incen-

An. 1778 dier, se présenta à Gattes pour servir dans son armée; mais le général américain rejeta avec horreur cette proposition. Burgoigne envoya ensuite contre Benirgthon une division de quatre cents hommes, qui furent battus deux fois par le colonel Stark, officier qui s'étoit distingué à Trenton et à Primeton.

L'armée de Burgoigne s'affoiblissoit tous les jours; elle ne recevoit point de secours. Clinton remontoit la rivière d'Hudson; Wangham, cet homme féroce dont le nom seul inspire la haine et la terreur, étoit à la tête de quatre mille hommes, et menaçoit la ville d'Ésopus. Burgoigne tenta de se réunir avec Clinton; mais il ne pouvoit effectuer cette réunion qu'en combattant, et en dispersant les armées de Gattes et d'Arnold; il présenta la bataille aux généraux américains, attaqua avec vigueur l'aile gauche de l'armée. Arnold voyant que ses troupes étoient exposées au feu de l'artillerie, se mit à la tête d'une division, emporta la batterie, et tailla en pièces les troupes qui la défendoient; l'armée anglaise fut repoussée jusques dans ses lignes; les Américains y entrèrent en vainqueurs; le colonel Frazer fut tué, et Burgoigne fut poursuivi par Gattes jusqu'à Saratoga; il fut assiégé dans son camp, et ses

provisions furent interceptées. Ce malheureux général, après avoir consulté les officiers principaux de l'armée, fut forcé de capituler: il abandonna son artillerie, son armée composée de six mille hommes, posa ses armes en faisceaux: ils furent conduits à Boston, où ils devoient s'embarquer pour l'Angleterre. Burgoigne osa réclamer contre cette capitulation, et en viola quelques articles. Le congrès délibéra que l'embarquement du lieutenant-général Burgoigne et de ses troupes, demeureroit suspendu jusqu'à ce que la cour de la Grande-Bretagne eût fait notifier formellement au congrès, une ratification claire et expresse de la convention de Sarratoga. Burgoigne partit quelques tems après pour Londres; il demanda en vain un conseil de guerre pour examiner sa conduite; il ne put jamais obtenir une audience de son roi. Les ministres avoient intérêt que la nation ignorât les instructions que ce général avoit reçues pour régler les plans de ses opérations. Gattes reprit, quelque tems après, Ticonderago et Esopus, où les sanguinaires Wangham et Wollme s'étoient souillés de crimes et de brigandages. An. 1778.

La victoire de Sarratoga fit connoître à l'univers, le courage, la valeur et le génie de ces braves Américains, qui, au milieu des

An. 1778 succès et des triomphes, imposoient des lois à une nation puissante qui vouloit les subjuguer. Ce grand événement fut célébré par des fêtes et des réjouissances publiques; un ministre de la religion monta en chaire, et prit pour texte de son discours, ce passage de Joël : « J'écarterai loin de vous, celui qui vient » du côté de l'aquilon, et je le chasserai dans » une terre aride et désolée, où il aura la » face vers la mer orientale, et le dos à la » grande mer; son armée périra, et l'air sera » infecté de sa puanteur, parce qu'il a agi » avec insolence ». Le congrès fit frapper une médaille d'or en l'honneur de Gattes; vota une adresse de remercîment en faveur d'Arnold et de Lincoln, et félicita les vainqueurs d'avoir profité de la victoire avec modération. Qu'il est doux de se reposer un moment pour contempler un peuple guerrier, qui félicite des héros combattans pour la liberté publique, d'avoir excité, au milieu des images lugubres de la mort, le sentiment paisible de l'humanité en épargnant le sang des vaincus. Chefs et magistrats d'une nation libre, administrateurs respectables, recevez ici l'hommage d'un citoyen, qui, sans enthousiasme et sans passion, s'intéresse à votre gloire; et, qui dans le récit qu'il fait de vos vertus, satisfait les

mouvemens de son cœur, et remplit les de- An. 1778.
voirs que lui imposent la justice et la vérité.

Howe étoit toujours à Philadelphie. Le brave marquis de Lafayette faisoit des prodiges de valeur; il battit avec des forces inférieures, un détachement anglais et hessois, et priva ainsi l'armée ennemie d'un renfort considérable qui apportoit des vivres à Philadelphie, où les troupes anglaises devoient hiverner. Wasingthon avoit pris ses quartiers d'hiver sur les bords de Skuglkil, d'où il pouvoit intercepter, du côté de la terre, les transports destinés pour l'armée royale. Clinton, dans la Nouvelle-Yorck, demeuroit dans l'inaction, et les troupes envoyées de Rhodes-Island, retenoient le général Pigot dans ses retranchemens. On étoit instruit à Londres de la défaite de Burgoigne, et de la capitulation de Saratoga: la nation en fut humiliée; le parti de l'opposition prit une nouvelle vigueur; les ministres affectèrent cette grandeur d'ame qui brave les disgraces. Chatam, portant sur son visage l'image de la mort, se fit transporter pour la dernière fois au parlement; il ranima sa voix expirante, et son ame oppressée et fugitive, reprit pour un moment son ancienne vigueur; il fit une motion portant qu'il fût présenté une humble adresse à sa majesté,

An. 1778. pour la supplier de vouloir bien communiquer à la chambre, les ordres et les instructions données à Burgoigne. Chatam rendit justice aux talens de cet infortuné général, et attribua ses désastres au défaut de sagesse dans le conseil britannique; attaqua vivement le plan de la campagne, qui avoit été dirigé à Londres; déplora les calamités d'une guerre si barbare et si féroce; exhorta les ministres à faire cesser ce fléau destructeur, qui avoit imprimé sur les armes britanniques, une tache qui ne s'effacera jamais; à renvoyer les Sauvages dans les antres les plus obscurs, et à rappeler les troupes du continent: jamais il n'y aura de paix, tant que la bayonnette allemande et le scalpel indien menaceront les entrailles des Américains. Rien de si vain, de si absurde, de si insensé, que de se repaître de cet espoir; avant même de consentir à traiter avec la Grande-Bretagne, il faut que les colonies commencent à regarder les Anglais comme des amis: il faut donc, avant de s'occuper de la conciliation, que l'Angleterre reconnoisse ses erreurs; renonce à des prétentions injustes, fondées sur l'oppression. « Mais » il est trop tard, s'écria Chatam; l'Amérique est perdue pour nous, même à n'en » juger que par ce que l'administration a bien

» voulu laisser percer à cet égard ; elle nous AN. 1778.
» a démontré que le général Wasingthon a
» trois fois éclipsé les talens de William
» Howe, avec des forces inférieures ; il a dé-
» couvert et détruit les entreprises du général
» anglais, et a mis la situation de Howe, si
» périlleuse, que, s'il n'est pas promptement
» secouru par la flotte, il ne tardera pas à
» subir le sort de l'armée du Canada. Quel-
» ques désespérées que soient ces circonstances,
» encore faut-il dans l'infortune même mon-
» trer quelque sagesse : mettons donc un terme
» à l'effusion du sang ; occupons-nous sérieuse-
» ment et de bonne foi, de la paix. Je suis
» prêt à coopérer avec zèle à tout ce qui
» pourra tendre à cet objet ».

Lord Lyletton combattit la motion de Chatam ; il remonta à l'origine de la guerre, et tâcha d'en démontrer la justice et la nécessité ; il voulut prouver qu'il n'étoit ni de l'intérêt, ni de la dignité de la nation de demander la paix ; qu'on la regarderoit comme un peuple marchand, un peuple pauvre, baisant la main qui le frappe, un peuple mercenaire et vil ; que cette conduite ne tarderoit pas assurément à consommer l'ouvrage de la destruction ; que la vigueur étoit indispensable ; que les revers et les disgraces n'avilissent point, lorsqu'on

An. 1778. les supporte avec constance et avec magnanimité; que cette fermeté convaincroit à-la-fois les ennemis domestiques et étrangers, de l'étendue des ressources de l'Angleterre, de sa force, et d'une mâle intrépidité au milieu de l'orage: si l'on ôte la suprématie de la métropole, n'est-elle pas anéantie, au moment même où on la dépouille de son existence; si l'on ôte au parlement sa prééminence incontestable sur toutes les parties, sur tous les corps qui composent l'empire britannique, que devient la constitution; et sans la constitution, que devient un empire. Lords Shelburne et Richemond secondèrent la motion de Chatam; mais elle fut rejetée. Quelques jours après, ce grand homme mourut. La nation pleura sa mort; il fut enterré à Wesminster; l'état se chargea de payer ses dettes, et assigna une pension à sa famille. Chatam eut sans doute de grands talens, de grandes vertus, de vastes connoissances; administrateur politique, il ne donnoit rien au hasard, et toutes ses opérations étoient dirigées avec cet esprit de sagesse qui en facilite les succès; mais il sacrifia la félicité publique, pour étendre le commerce, la gloire, la puissance de la nation; quand il s'applaudissoit d'avoir conquis l'Amérique française, il avoit oublié que cette con-

quête avoit couté à l'état quatre-vingt millions sterlings. Ce ministre en préparant les revers et l'humiliation de l'Angleterre, lui donna une haute idée de sa grandeur, et fortifia l'orgueil national. An. 1778.

Dans la chambre des communes, le parti de l'opposition renouvela avec plus de véhémence que jamais, les censures et les accusations qu'il avoit déja faites, au sujet de l'origine de la guerre, et de l'ignorance des ministres. Après avoir donné beaucoup d'éloges à la bravoure de Burgoigne, aux dangers que son armée avoit éprouvés, et des fatigues qu'elle avoit endurées, il attaqua le plan de l'expédition, prouva que c'étoit un projet absurde, inconséquent, impraticable, digne d'un conquérant féroce, ou d'un chef d'une horde des barbares; que c'étoit ici l'ouvrage d'un ministre ignorant et présomptueux, qui, du fond de son cabinet, vouloit non-seulement diriger les opérations générales, mais même les mouvemens particuliers d'une guerre qui se faisoit dans les déserts de l'Amérique. Milord North avoua qu'il étoit malheureux; tâcha de justifier ses intentions, et déclara qu'il étoit prêt à rendre compte de sa conduite. Fox fit quelques jours après une motion pour demander qu'on nommât un co-

An. 1778. mité de toute la chambre, chargé d'examiner l'état de la nation; il présenta le tableau des différens objets qu'il avoit dessein d'offrir à la considération du parlement, et les divisa ainsi : 1°. les dépenses de la guerre, et les ressources que la nation possédoit pour pouvoir la continuer; 2°. le nombre d'hommes qu'on avoit perdus depuis la guerre ; 3°. la situation du commerce, par rapport à l'Amérique et aux marchés étrangers; 4°. la situation présente de la guerre même, ce que l'on avoit lieu d'espérer de sa continuation; la conduite et les mesures du ministère actuel; les moyens d'obtenir une paix durable, et l'état de la nation par rapport aux puissances étrangères. Le lord North ne s'opposa point à cette motion. Burke proposa qu'il fût présenté une adresse au roi, pour le supplier de remettre à la chambre une copie de toute la correspondance de ses ministres avec les généraux de ses armées en Amérique, ou avec toute autre personne employée par le gouvernement, pour exciter les Sauvages à prendre les armes. Cet orateur soutint sa motion avec toute la force du génie et de l'éloquence; il exposa la nature d'une guerre des Sauvages de l'Amérique avec une nation civilisée, et prouva que leur cruauté surpassoit la férocité des autres bar-

bares, dont l'histoire ancienne ou moderne fait mention; que les Indiens de l'Amérique n'avoient que deux principaux objets dans leurs guerres : le premier, d'exercer leur férocité naturelle en exterminant leurs ennemis ; le second, d'acquérir le plus grand nombre de chevelures possible, qu'ils suspendoient ensuite dans leurs cabanes, comme des trophées de leur victoire et de leur valeur. Comme ils n'ont point, ajouta-t-il, d'émolumens pécuniaires, ni aucunes de ces distinctions, aucuns de ces titres si flatteurs chez les nations civilisées, leur récompense consiste en chevelures, et dans le plaisir qu'ils ont à tourmenter, à balafrer, à faire brûler tous les prisonniers dans un feu lent, et souvent même à les manger : telles sont, s'écria Burke, les récompenses des guerriers indiens; telles sont les horreurs d'une guerre avec ces Sauvages. Cet orateur, aussi distingué par son éloquence que respectable par son amour pour l'humanité, s'éleva avec force contre les efforts que faisoit le gouvernement pour exciter les Nègres et les esclaves à se soulever contre leurs maîtres ; il démontra que l'Angleterre avoit perdu, en s'avilissant par des infâmes traités, l'estime des étrangers ; que le seul remède qui restoit pour détruire l'horreur que ces me- AN. 1778.

An. 1778. sures inhumaines avoient excitées, étoit, que le parlement en prît connoissance, et qu'il désavouât ces maximes perfides, pour convaincre l'univers qu'il n'étoit point complice de ces cruautés contraires à la saine politique et à l'humanité. Les ministres se réunirent pour combattre la motion de Burke : elle fut rejetée.

Le parlement s'occupa de l'affaire de Saratoga. Burgoigne se défendit avec autant de courage que de dignité; il imputa tous ses malheurs aux ministres, leur reprocha d'avoir empêché Howe d'agir de concert avec lui pour régler les opérations militaires, et de ne lui avoir point donné des forces suffisantes pour exécuter ses projets; il fit l'éloge de ses troupes, qui, par la conduite qu'elles avoient tenue, par la valeur et l'héroïsme dont elles avoient donné des preuves, méritoient des remercîmens publics; il observa que, depuis la catastrophe de Saratoga, et la résidence de l'armée du nord à Cambridge, elles n'avoient jamais manqué au devoir que leur imposoit la discipline militaire. Burgoigne demanda une enquête pour examiner, si, d'après les principes de la foi publique, les Américains ont pu violer la convention de Saratoga, sous prétexte d'une infraction de sa part.

« Je

« Je puis, dit l'infortuné Burgoigne, com- AN. 1778.
» parer ma situation à celle des Romains, lors-
» qu'ils passèrent sous le joug des Samnites:
» le général fut appelé devant le sénat, il
» prononça un discours pour se justifier, et
» il le termina en demandant, que, si l'en-
» nemi étoit assez déraisonnable pour insister
» sur l'exécution des conditions de la paix,
» le traité ne fût point ratifié; mais qu'on le
» mît à mort, comme une victime expia-
» toire, ou qu'on le renvoyât chargé de chaî-
» nes à l'ennemi. Je désire qu'on tienne la
» même conduite relativement à moi avec
» le congrès, si l'on trouve de même que
» l'ennemi ait violé la foi publique; en con-
» séquence, je renouvèle mes instances pour
» que cette affaire soit examinée dans un co-
» mité de la chambre ». Lord Germaine prétendit que les militaires étoient les seuls juges compétens pour examiner la conduite des officiers, et contesta au parlement le droit d'en connoître: il soutint que la chambre ne pouvoit point s'assembler en comité pour cet objet, tant que Burgoigne seroit prisonnier de Américains.

M. Lutrel mit en parallèle la conduite du général et celle des ministres, attaqua vigoureusement l'administration du lord North,

An. 1778. reprocha au lord Germaine d'être parvenu au ministère dans un tems où il étoit encore noté d'infamie par une sentence d'un conseil de guerre, et prouva qu'il étoit juste d'ordonner l'enquête demandée par Burgoigne. A cette déclamation véhémente lord Germaine entra en fureur; il répondit qu'il n'avoit jamais mérité par sa conduite un pareil outrage; qu'il méprisoit M. Luttrel, et que, tout âgé qu'il étoit, il se vengeroit de l'insulte qui lui étoit faite : il continua de se répandre en injures personnelles; mais il fut interrompu par les clameurs générales : on entendoit de tous côtés à *l'ordre*. M. Luttrel répondit que les menaces et un ton arrogant ne les feroient point renoncer aux priviléges des membres de la chambre, et qu'en conséquence de son caractère public, il avoit droit d'expliquer ses sentimens; que le jugement rendu par le conseil de guerre sous le règne de Georges II, étoit une procédure publique, concernant un homme public, revêtu d'un emploi qui exigeoit du courage, du zèle, du talent, de l'intégrité; qu'il n'avoit parlé ni des vertus ni des vices personnels du lord Germaine, et que, si l'on pouvoit lui reprocher de s'être écarté de *l'ordre* relativement à la question, au moins on ne pouvoit point dire qu'en rapportant un fait

public sur le compte d'un ministre, il se fut permis des personnalités. Dans la confusion de ce débat, M. Lutrel voulut sortir de la chambre pour éviter de promettre qu'il ne feroit point éclater le ressentiment de l'injure qu'il avoit reçue; mais l'orateur ordonna au sergent d'armes de l'arrêter et de le ramener à sa place: il alloit être mis sous la garde de cet officier, lorsque le lord Germaine demanda pardon à M. Lutrel des termes offensans dont il s'étoit servi. Le membre outragé fut satisfait de ces excuses, se soumit aux ordres de la chambre et promit d'abandonner cette querelle. En Angleterre les représentans ont le droit d'éclairer les ministres, de leur reprocher leurs erreurs et d'attaquer avec véhémence leur administration: une institution sage et précieuse dans son origine, devient quelquefois un objet d'épigramme, de plaisanterie et de scandale; les ministres écoutent de sang-froid les déclamations et les menaces, bravent les insultes, et se réconcilient bientôt avec leurs censeurs et leurs ennemis: la voix publique, qui sembloit les dévouer à la rigueur des lois et à la haine de la nation, perd insensiblement de sa force; la tempête n'a produit qu'un vain bruit, et les ministres continuent à suivre et à exécu- An. 1778.

An. 1778. ter leur système de finance ou d'opérations militaires.

Le parlement s'occupa encore dans une autre séance, de l'affaire de Saratoga. Burgoigne ne cessoit de demander un comité pour examiner sa conduite. Wigby, coopérateur ardent du lord North, soutint, comme lord Germaine, que cette affaire ne regardoit point le parlement, puisque Burgoigne étoit prisonnier de guerre ; qu'il n'étoit pas même possible au roi de le faire juger par une commission. L'avocat général Thurlon alla plus loin : il demanda si Burgoigne, comme prisonnier des Américains, avoit le droit de prendre séance dans la chambre. Rome avoit jugé cette question en faveur de Regulus. Fox combattit cette opinion ; il fit ensuite une récapitulation des différentes manières dont le lord North s'étoit excusé sur la ruine de son pays ; il les présenta sous le point de vue le plus propre à en faire voir l'extravagance et l'absurdité. Fox releva ensuite plusieurs passages du discours de l'avocat général, qu'il attaqua avec véhémence ; il le plaisanta sur ses découvertes militaires, sur ses recherches curieuses des droits de la nature et des gens ; sur ses allusions à l'histoire des anciens Ro-

mains, dont le sang ardent et courageux sem- An. 1778.
ble bouillonner dans les veines de cet impétueux magistrat : il s'attacha sur-tout à certaines distinctions que Thurlon prétendoit avoir puisées dans le droit. Cette discussion l'entraîna dans des détails très-lumineux sur les profondes connoissances de ce jurisconsulte. On ne présente ici que l'esquisse imparfaite d'un long discours où Fox déploya toutes les richesses de l'éloquence la plus mâle et la plus énergique. Lord North reconnut les talens de Burgoigne, convint qu'il étoit malheureux; mais nia qu'il fût persécuté. Ce ministre se fit un mérite particulier de la conduite qu'il avoit tenue relativement à l'information proposée au sujet de la capitulation de Saratoga; il s'efforça de défendre lord Germaine, et fit l'éloge de ses qualités et de ses connoissances. « Il fut un tems, dit-il, où l'on reprochoit sans cesse aux ministres d'éviter de » se rendre responsables des mauvais succès, » et de se cacher derrière le parlement : aujourd'hui ils ne doivent rien prendre sur eux; toutes les mesures jusqu'ici ont été prises par le » parlement. L'étendue des pouvoirs exercés » prouve incontestablement que ce sont des » mesures parlementaires; ce n'est point moi qui » ai perdu l'Amérique : le parlement a déclaré

An. 1778. » les colonies rebelles; il a donné au gouver-
» nement des forces pour la subjuguer; les
» ministres ont fait valoir ces pouvoirs; et
» si nos efforts n'ont pas été heureux, ce
» n'est pas la faute des ministres ».

Lord North, en voulant se justifier, parloit contre sa conscience. Les faits instruisent mieux que les raisonnemens : le parlement avoit, il est vrai, déclaré les Américains rebelles; mais c'étoient les ministres qui avoient établi ces taxes, ces impôts, ces lois cruelles et oppressives qui ont produit la révolution; c'étoient les ministres qui avoient occasionné les désastres des généraux anglais, et prolongé la durée de la guerre civile; c'étoient les ministres qui étoient les principaux auteurs des calamités de la patrie, en persuadant au roi, qu'il falloit étendre son autorité par la conquête de l'Amérique.

Cependant Burgoigne ne cessoit de solliciter et d'émouvoir la justice et la compassion du parlement, en demandant une enquête et un jugement. « Je renouvele, disoit ce géné-
» ral infortuné, mes prières, mes instances,
» pour être jugé : loin de ne point me re-
» connoître coupable, je déclare que c'est au
» plus haut degré que je le suis : une armée
» perdue, l'attente de tout un royaume trom-

» pée, une guerre étrangère causée par la An. 1778.
» trahison, des torrens de sang anglais inu-
» tilement versé, tant de familles plongées
» dans le deuil; si tous ces maux sont l'effet
» de ma mauvaise conduite, comment puis-
» je espérer qu'on me plaigne de mes fati-
» gues et de mes souffrances particulières;
» de tant de nuits passées dans les angoisses
» d'esprit les plus cruelles, de tous les efforts
» surnaturels que j'ai faits, et de tous les ob-
» stacles que j'ai vaincus par mon courage et
» ma persévérance; tout cela sera-t-il une
» compensation suffisante aux yeux des hom-
» mes et aux yeux de Dieu, pour la détresse ac-
» tuelle de ma patrie. J'ose pourtant solliciter
» un jugement, comme la grace la plus signalée
» qu'on puisse me faire; j'y sacrifierois les
» liens les plus doux qui puissent m'attacher
» à la vie, ma fortune, mon honneur, ma
» tête même; et j'ose même dire, que mon
» salut éternel en dépend ». Burgoigne ne fût point écouté, soit que les ministres eussent intérêt à ne point rendre publiques les instructions de ce général, soit que la nation ne fut plus attachée à ce droit et à cet usage de juger et de condamner ses amiraux et ses commandans.

La capitulation de Saratoga, les préparatifs

An. 1778. immenses des Américains, leurs négociations secrètes, leurs succès, leurs délibérations; cet esprit d'ordre, d'union et d'énergie, qui régnoit parmi les membres du congrès, et surtout cette marche constante de la nature, qui conduit insensiblement les grands empires à leur affoiblissement et à leur destruction, annoncèrent aux philosophes et aux observateurs politiques, que la révolution qui devoit séparer la métropole des colonies, étoit enfin arrivée. Les ministres de Georges reconnurent enfin leurs erreurs; ils redoutèrent les clameurs et les menaces du parti de l'opposition et la haine du peuple. Le tems étoit venu où la nation, depuis long-tems trompée, commençoit à rendre responsables ses administrateurs, des malheurs de la guerre civile : une nouvelle révolution étoit prête à éclater, lorsque les ministres proposèrent la paix aux Américains, à des conditions utiles et honorables; mais cette paix ne paroissoit pas sincère; et comment pouvoit-elle l'être, puisque la crainte et non pas la justice, dirigeoit l'administration britannique : en offrant la médiation, elle regardoit toujours les Américains comme des rebelles qui avoient secoué le joug du devoir et de l'obéissance : cette étrange opinion devoit rendre le traité incertain et illusoire; il fal-

loit donc reconnoître l'indépendance des États-Unis, et traiter avec les Américains comme avec un peuple libre et souverain. Cependant les ministres s'étoient flattés que les colonies accepteroient cette paix qui leur étoit offerte ; et déja ils avoient délibéré dans des comités secrets, qu'il falloit déclarer la guerre à la France. En conséquence, l'Angleterre ne craignit point de violer la première la foi des traités et les droits des nations. Des frégates anglaises brûlèrent sur les côtes des îles françaises, des vaisseaux américains ; plusieurs bâtimens français furent pris sous prétexte que leurs cargaisons étoient destinées pour les insurgens. Lord Stormont, cet ambassadeur hautain, qui affectoit de la grandeur et de la fierté au milieu des désastres de sa patrie, sembloit se plaindre et parler en maître : cet envoyé croyoit en imposer à ce grand ministre, qui dirigeoit toutes les opérations du cabinet de Versailles. La sagesse fit trembler l'orgueil. L'ambassadeur anglais reconnut ses imprudences et ses indiscrétions, et les rétracta par un aveu qu'il devoit à la justice et à la vérité. Il étoit tems que Louis XVI relevât le commerce de son peuple, rendît ses villes libres, et effaçât l'opprobre que le traité de 1763 avoit imprimé sur la nation. An. 1778.

An. 1778. La cour de France reconnut l'indépendance des Américains : le sieur Gérard, chargé des pouvoirs du roi, et Benjamin Francklin, Silas Denne, et Arthur Lée, députés du congrès, signèrent à Paris un traité d'amitié et de commerce, entre la France et les états nouvellement unis. Cette alliance étoit éventuelle et purement défensive en cas de guerre entre la France et la Grande-Bretagne. Elle fut célébrée en Amérique par des fêtes publiques. Le congrès publia ensuite un manifeste contenant une exhortation aux peuples des États-Unis, à faire de nouveaux efforts pour cimenter et consolider leur indépendance. Cette proclamation est un chef-d'œuvre de génie et de patriotisme.

Lord North se rendit au parlement ; il prononça un long discours éloquent, qui annonça ses craintes et ses allarmes. Ce ministre osa protester qu'il avoit toujours été animé du désir de la paix ; que les actes coercitifs du parlement avoient été passés dans la vue d'une réconciliation ; qu'à peine eut-il aperçu leur inefficacité, qu'il avoit offert la paix aux Américains, avant que l'épée fût tirée ; qu'il n'avoit jamais prétendu augmenter le revenu public, par les taxes qu'on avoit imposées sur les colonies. Le ministre

rappela à la chambre, qu'il n'avoit établi aucune taxe en Amérique; qu'à la vérité, il n'avoit pas fait révoquer l'impôt sur le thé, mais qu'il n'avoit employé aucun moyen violent pour en faire ordonner la perception. Lord North en imposoit à la nation. Les premiers impôts mis sur l'Amérique, n'étoient pas à la vérité son ouvrage : ce système de finance avoit été proposé par lord Grenville; mais lord North est l'auteur du bill qui avoit révoqué les priviléges de la province de la baie de Massachussetts et de plusieurs autres lois oppressives : c'est lui qui, de concert avec lord Germaine, fit interdire le port de Boston ; c'est lui qui flattoit l'ambition de son roi, qui rejetoit les plaintes, les remontrances et les pétitions des Américains, les éloignoit du trône et obtenoit par intrigue et par séduction, la majorité des suffrages; c'est lui qui ne cessoit de déclarer qu'il falloit exterminer les rebelles, et conquérir l'Amérique avec le fer et la flamme. Lord North étoit l'ame des assemblées secrètes, dirigeoit le cabinet britannique, concertoit toutes les opérations civiles et militaires, étoit le prophète, l'apôtre, l'oracle de l'administration, l'ami et le confident de son roi; il est donc le principal auteur de la guerre civile. Ce ministre avoit de grands

An. 1778.

An. 1778 et hardis projets : il vouloit détruire le gouvernement anglais, en étendant l'autorité royale. Ce n'est point dans un tems de faction et de guerre qu'on doit s'occuper de bouleverser les constitutions des empires, et changer les lois fondamentales des états : la nature, alors en fermentation, donne de la vigueur aux corps et de l'énergie à l'ame; il faut un tems calme et paisible; il faut que le peuple soit pour ainsi dire endormi dans la corruption, uniquement occupé de sa fortune ou de ses plaisirs : dans cet état d'humiliation et d'opprobre, il oublie ses priviléges, ses droits, sa liberté et sa constitution, voit sans inquiétude l'abus du pouvoir, et reçoit, sans se plaindre, le joug de la servitude. Un ministre, instruit dans l'art profond de la politique, qui suivroit la marche constante de la nature, qui connoîtroit les causes des révolutions des empires, qui approfondiroit l'histoire des passions humaines, qui sauroit calculer et prévoir les événemens, pourroit profiter de l'état d'apathie, de langueur et de corruption où se trouvera un jour la nation britannique pour l'enchaîner, et changer ses lois, sa constitution, son gouvernement, ses mœurs, son génie et son caractère.

Lord North fit une motion portant que

la chambre se formât en comité, pour pré- An. 1778.
parer un bill portant révocation des taxations américaines sous les conditions, 1°. que les colonies s'obligeroient à une contribution raisonnable pour entrer dans les dépenses d'administration du gouvernement d'Angleterre, à la protection duquel elles auroient droit par cette contribution; 2°. que des commissaires seroient nommés et envoyés en Amérique avec les pouvoirs les plus étendus, à l'effet de traiter avec tout corps ou particulier pour le rétablissement de la paix; 3°. qu'il y auroit une cessation d'armes aussitôt que ces commissaires arriveroient en Amérique, s'ils le jugeoient nécessaire, et qu'elle pourroit durer jusqu'à l'expiration de la commission, pour que leurs négociations eussent l'effet désiré. Dans l'explication que lord North donna de ces différens articles, il annonça que les actes coërcitifs seroient retirés; que le pouvoir des commissaires s'étendroit jusqu'à la suspension de toutes les lois; qu'on pourroit traiter avec l'Amérique comme un état indépendant, et que l'article de l'indépendance seroit le point qui seroit discuté le dernier. Comme on pouvoit reprocher au ministre son indolence et ses craintes, lord North pria le parlement de se rappeler qu'à

An. 1778. l'ouverture de la session il avoit annoncé ses projets pacifiques dans un tems où les armées britanniques étoient victorieuses et triomphantes; qu'il est vrai qu'il avoit compté sur des avantages plus réels; que la défaite du général Burgoigne avoit trompé ses calculs; mais que les généreux efforts que la nation venoit de faire par les cottisations volontaires pour lever un corps de troupes de quinze mille hommes, et le bon état où étoient encore les armées en Amérique, lui paroissoient être des circonstances plus favorables qu'une victoire, et qu'il ne voyoit point de raison pour pousser une guerre si meurtrière et si dispendieuse. Il y a trois ans, comme nous l'avons observé, que Burke avoit fait une pareille motion. Lord North tenoit alors un langage bien différent : il employa la force de son éloquence, et se servit de l'ascendant qu'il avoit dans le parlement pour la faire rejeter.

La motion du lord North occasionna un grand tumulte dans la chambre des communes; plusieurs membres du parti ministériel se plaignirent d'avoir été trompés. Lord Ongley, partisan de l'administration, déclara qu'il désapprouvoit le bill qui portoit un signe de pusillanimité, et qui imprimoit une tache

ineff çable sur le caractère anglais : c'est trahir AN. 1778.
les intérêts de la nation que de demander la paix les armes à la main, ayant de grandes ressources pour forcer les rebelles à rentrer dans la dépendance ; on n'y voit d'autre obstacle que du côté de la France. Pourquoi ne point faire expliquer définitivement cette puissance sur la nature de ses intentions ultérieures ? Si la France se déclare contre l'Angleterre, alors, rappelant ses flottes et ses armées, elle seroit en état de punir sa perfidie : si elle désire la paix, en réunissant ses efforts contre les sujets rebelles et ingrats, on les forcera à rentrer dans le devoir. Lord Ongley, aussi mauvais politique que mauvais logicien, releva la gloire de la nation anglaise, développa ses ressources, et fit un tableau imaginaire de l'état où étoient les colonies. Burke compara lord North à Jonas dans le ventre de la baleine ; le prophète et le ministre, regardés comme perdus, s'étoient retrouvés, et avoient continué l'un et l'autre à faire des miracles. Grenville et Fox accusèrent Lord North d'avoir trahi la patrie, parlèrent d'un traité conclu entre la France et les États-Unis, et sommèrent le ministre d'en instruire le parlement. Lord North répondit qu'il avoit entendu parler de ce traité ; que

An. 1778. la chose étoit possible, et même probable; mais qu'il ne sauroit y ajouter foi que lorsqu'il en seroit instruit par l'ambassadeur. Le ministre prononça ces dernières paroles avec un trouble qui décéloit l'agitation de son ame: il fut remarqué, et plusieurs membres ne doutèrent plus d'un événement le plus redoutable pour l'Angleterre, et le plus terrible pour les ministres.

La motion du lord North fut adoptée par les communes: des commissaires furent nommés pour rédiger le bill conciliatoire; il fut présenté à la chambre des pairs. Le comte de Bristol, le lord Cambden, le marquis de Rockingham soutinrent que ce bill étoit inutile, et que l'Angleterre ne pouvoit obtenir la paix qu'en reconnoissant l'indépendance des Américains, et en retirant les troupes de l'Amérique. Lord Suffolk combattit cette opinion, ainsi que l'avoit fait lord Germaine dans la chambre des communes: il déclara qu'il y avoit trop de danger à retirer les troupes de l'Amérique, et qu'il falloit, avant de reconnoître l'indépendance des Américains, poser les premiers fondemens de la réconciliation. L'évêque de Pétersbouroug fit remarquer l'absurdité de cette opinion, et observa que le ministère ne songeoit point sérieusement à la paix.

paix. Le duc de Boston prouva que la Grande-Bretagne, qui, sur les protestations de milord Sandwich, s'étoit crue en possession d'une marine redoutable, ne comptoit pas même le nombre des vaisseaux suffisans pour défendre ses établissemens et ses ports. Cependant ce premier lord de l'amirauté avoit déclaré qu'il se croiroit indigne d'occuper sa place, s'il n'avoit point une flotte toujours prête à détruire la marine française et espagnole. Le duc de Richemond reprocha à ce ministre d'avoir cherché à flétrir la réputation des membres qui avoient demandé que la nation fût instruite de l'état de la marine. « Il est pos- » sible, dit le comte de Radnor, que les mi- » nistres se soient trompés ; je ne leur ferai » aucuns reproches. Si quelques-uns d'en- » tr'eux ont été égarés par des motifs d'or- » gueil et de fausse ambition, je ne cher- » cherai point à les insulter dans leur mal- » heur ; ils sont assez humiliés. Si d'autres » ont conçu l'espoir chimérique de s'illustrer » par des conquêtes, il est inutile de leur » rappeler qu'ils sont punis par la honte. Si, » pour règle de leur conduite, ils ont écouté » la vengeance, ces mêmes hommes qu'ils » ont voulu charger de chaînes, ou même » exterminer, jètent actuellement sur eux un An. 1778.

An. 1778. » coup-d'œil de pitié, et jouissent à regret » de leur humiliation en les voyant demander la paix aux pieds d'un ennemi triomphant ». Après tous ces débats, le bill fut approuvé. Il reçut ensuite la sanction du roi. Éden, Johstone, Carliste, les frères Howe, Clinton, furent nommés commissaires conciliateurs.

Les colonies américaines, dépouillées de leurs priviléges, opprimées par des lois fiscales et des réglemens arbitraires, n'avoient cessé de présenter à la métropole des pétitions et des remontrances pour la conservation de leurs droits et de leur constitution. Le gouvernement britannique voulut établir dans l'Amérique un état dépendant et soumis à l'autorité royale et à la jurisdiction du parlement. Pour opérer cette révolution, il falloit réduire les Américains par la force : en conséquence, l'Angleterre déclara aux colonies une guerre terrible; des armées et des flottes furent envoyées pour combattre les Américains, et porter dans leurs villes et leurs provinces le carnage et la mort. Cette nation forma une confédération générale, prit les armes, arbora l'étendard de la liberté, rompit les liens qui l'unissoient à la métropole, se déclara indépendante, et contracta un traité

d'alliance avec une puissance redoutable. Les ministres de Georges prirent l'alarme : témoins des scènes et des négociations des Américains, ils proposèrent la paix, la réconciliation et l'amitié ; mais l'administration britannique devoit savoir que le congrès, présidé par des hommes sages et éclairés, n'accepteroit jamais ce traité sans le consentement de la France ; et, avant que l'indépendance fût reconnue sans restriction, pouvoit-elle penser que les commissaires conciliateurs parviendroient à corrompre les magistrats et les chefs de la nouvelle république, à répandre parmi le peuple la méfiance et la division ? pouvoit-elle penser que, sur la foi d'un bill conciliatoire, les États-Unis congédieroient leurs troupes et licencieroient leurs milices, pour exposer l'Amérique à l'invasion d'une armée britannique, si le parlement jugeoit à propos de ne point ratifier les conventions ? pouvoit-elle penser que, sur la foi de certains actes coërcitifs de commerce, la mer se couvriroit des vaisseaux américains, pour que le parlement d'Angleterre, en révoquant cette suspension, pût les livrer à la discrétion de ses armées navales ? Le congrès vit dans cette démarche insidieuse la foiblesse cachée sous l'artifice : l'Angleterre, ne pouvant soumettre An. 1778.

An. 1778. les Américains par la force des armes, cherchoit les moyens de les affoiblir en les divisant ; mais le tems étoit bien changé : le gouvernement de l'Amérique étoit alors plein de vigueur ; l'union et la concorde régnoient parmi les membres du congrès ; les chefs étoient braves et belliqueux, les magistrats sages et prudens : le peuple, dirigé par le patriotisme, brûloit de combattre et de verser son sang pour affermir sa constitution et sa liberté. L'économie et l'ordre présidoient dans les opérations des finances ; la justice dans les tribunaux prononçoit ses oracles avec impartialité ; les armées des Américains étoient triomphantes ; les suffrages de la nation avoient déclaré et cimenté son indépendance, et un traité d'alliance avec la France venoit d'être signé par des plénipotentiaires respectifs. Les ministres de Georges ont été égarés par une fausse politique : s'ils désiroient sincèrement la paix, il falloit d'abord reconnoître l'indépendance des Américains ; il falloit rappeler ces armées et ces flottes qui avoient ravagé et incendié leurs possessions. La crainte, ou plutôt l'horreur et l'indignation de voir leurs ennemis et leurs bourreaux camper dans leurs plaines, occuper leurs villes, environner leurs ports, introduire dans leurs provinces le gou-

vernement et l'appareil militaires, étoient bien propres à entretenir dans leurs cœurs la haine, la méfiance et la vengeance. L'Amérique, reconnue libre et évacuée ; voilà ce qui pouvoit affoiblir ces divers sentimens, et engager les États-Unis à écouter les paroles de paix et de médiation. An. 1778

Le marquis de Noailles, ambassadeur à Londres, fut chargé de notifier au cabinet britannique, le traité d'alliance et de commerce conclu entre la France et les États-Unis. Le lord Veymouth se rendit à la chambre des pairs, et lord North à celle des communes ; ils déclarèrent que le roi, ayant été informé que la cour de France avoit conclu un traité avec les Américains, par lequel elle reconnoissoit leur indépendance, sa majesté demandoit l'avis de son parlement : le message portoit que le roi avoit aussitôt envoyé des lettres de rappel à son ambassadeur à Versailles, et qu'il attendoit avec confiance que ses fidèles sujets le mettroient en état de soutenir une guerre juste et nécessaire. C'est ici que le zèle, le patriotisme, la fureur et la haine éclatèrent pour dévouer les ministres à l'indignation publique : « Que venons-nous d'entendre, s'é-» cria le lord Abingdon ; on se joue de la » chambre, on insulte la nation ; mais sans

An. 1778. » doute, milords, le ressentiment peut encore
» se manifester dans vos ames; il n'y a pas
» plus de douze jours que les ministres nous
» ont assuré qu'il n'y avoit point de traité
» signé entre la France et l'Amérique, et qu'ils
» ont répondu des intentions pacifiques de
» cette dernière puissance: aujourd'hui, c'est
» d'eux-mêmes que nous apprenons qu'il existe
» pourtant un traité, et qu'ils nous apportent
» un message de sa majesté, qui nous pro-
» voque à la guerre contre la France. Quoi!
» milords, une guerre avec la France, et peut-
» être contre l'Espagne: trop foibles pour
» continuer la guerre avec l'Amérique seule,
» nous allons la faire avec une puissance re-
» doutable, comme si c'étoit dans notre foi-
» blesse que devoit consister notre force. Quel
» excès de folie et d'extravagance, mais di-
» sons plutôt de la scélératesse; car sans doute
» nous sommes vendus à la France: des
» hommes suspects ont plus d'une fois quitté
» leurs postes et leur devoir, pour faire des
» voyages clandestins à Paris, où ils n'étoient
» appelés par aucune fonction de leur état:
» que faut-il en conjecturer. Si c'est le sort
» de l'Angleterre de devenir une province
» de France, comme je ne l'appréhende que
» trop, nous pouvons encore voir la détestable

» maison de Stuart, établie sur le trône bri- An. 1778.
» tannique : voilà, milords, la seule et vraie
» cause de ce mystère ».

Lord North, dans la chambre des communes, proposa qu'il fût présenté une humble adresse à sa majesté pour l'assurer qu'elle ne pouvoit point être soupçonnée d'avoir cherché à troubler la tranquillité de l'Europe, et pour lui promettre que ses fidèles communes la soutiendroient dans tous les événemens par le sacrifice de leur sang et de leur fortune. Burke proposa un amendement bien outrageant pour l'administration : il consistoit à demander l'expulsion des ministres dont les conseils pernicieux ont causé la détresse actuelle de la nation. Cet amendement fut rejeté; le parti de l'opposition récapitula dans cette séance toutes les fautes des ministres : ils furent attaqués tour-à-tour par les saillies épigrammatiques, les injures et les outrages : on les menaça de la malédiction publique. Tout le monde, s'écria-t-on, regarde leur administration comme foible et imbécille; ils sont autant méprisés chez l'étranger, que détestés dans leur patrie : leur retraite honteuse causera plus de terreur aux ennemis de l'état que tous les préparatifs de guerre que l'on pourra faire. Les ministres, fermes comme un rocher

An. 1778. battu de la tempête, bravoient ces déclamations et ces menaces, et sembloient, par leur stoïque tranquillité, outrager la nation et insulter aux maux de la patrie. Lord North, après avoir protesté qu'il ne tenoit à sa place que par l'honneur, ne voulant point se reprocher d'avoir quitté le gouvernail dans le moment où le vaisseau étoit battu du plus furieux orage, assura que les bruits publics lui donnoient peu d'inquiétude; qu'à la vérité les fonds publics avoient diminué; mais que c'étoit l'effet d'une terreur panique, inséparable des approches de guerre; qu'il venoit d'apprendre que le premier paiement de la souscription s'étoit effectué; que la lenteur avec laquelle elle s'étoit remplie, provenoit de l'immensité de la dette nationale, plutôt que d'une appréhension de guerre avec la France; que la Grande-Bretagne ayant été toujours exacte au paiement des intérêts, l'argent seroit en abondance; que jamais commencement de guerre n'avoit vu la marine sur un pied aussi formidable qu'aujourd'hui; que les nouvelles levées qui étoient presque complettes, formoient avec les vieux corps une armée de trente mille hommes pour la défense du royaume; que le roi, pour donner une tranquillité parfaite à la nation, alloit mettre sur pied la milice qui

suffiroit avec les troupes réglées actuellement en Angleterre, pour faire craindre à l'ennemi de tenter une invasion; que l'outrage fait par la France à la Grande-Bretagne, étoit d'une nature intolérable; que sa majesté, dans son ressentiment, avoit aussitôt rappelé son ambassadeur; qu'il ne doutoit point que chacun des membres de la chambre, ne fût prêt à laver de tout son sang la tache imprimée à la nation par cette insulte. AN. 1778.

Ce discours du lord North, donna lieu au parti de l'opposition d'examiner l'état de la nation : le lord Richemond, dans la chambre des pairs, soutint que la marine britannique étoit trop foible pour soutenir la guerre contre la France; que les côtes du royaume n'étoient pas suffisament gardées dans leur immense étendue; que les finances étoient épuisées, puisque cette guerre coutoit déja ving millions sterlings; qu'on avoit des ministres sous la direction desquels aucun plan civil et militaire ne pouvoit réussir; que l'Amérique étoit perdue sans ressource; que, pendant trois années consécutives, le développement de toutes les forces n'avoient pu faire trembler un moment les Américains. Le lord Richemond déplora les calamités de la guerre et les malheurs de l'empire, démontra que l'Angleterre pouvoir être encore une puissance considérable

An. 1778. en tirant tout le parti possible de ses deux îles, en brisant les entraves absurdes dont on enchaîne le commerce, en prenant des mesures convenables pour purger l'administration, des erreurs qui s'y sont introduites; en devenant assez sages pour donner au commerce une liberté universelle; en revenant à la pureté primitive de la constitution; en limitant l'influence énorme de la couronne, et en adoptant un nouveau système d'économie. Lord Richemond démontra la nécessité et les avantages de reconnoître l'indépendance des Américains, et de former avec eux un traité de commerce et d'alliance.

Le discours prononcé par ce citoyen patriote, frappa d'étonnement les partisans de l'administration; il éclaira leur conscience : la vérité et la justice alloient triompher, lorsque la diversité d'opinions divisa le parti de l'opposition. Une erreur en politique entraîne bien des maux; elle détruit en un moment les projets les plus sages, et renverse l'ouvrage de la sagesse et de la raison : administrateurs des états, rappelez-vous que, dans la création de vos systêmes et l'exécution de vos projets, vous devez vous transporter dans l'avenir, et vous occuper des générations futures : si vos établissemens et vos opérations sont utiles pour

la génération présente, mais funestes et injustes pour celles qui lui succéderont, tremblez : on vous demandera compte du mal que vous aurez fait; et, tandis que le siècle qui a vu naître, bénira votre mémoire, la postérité révoquera cette bénédiction, et vous dévouera à sa haine et à son mépris. An. 1778.

On avoit vu jusqu'ici le zèle, la fermeté et la concorde, diriger et unir les différens membres de l'opposition : animés d'un même esprit, ils tendoient tous au même but : la paix avec l'Amérique, le renvoi des ministres, un nouveau plan d'administration; voilà ce qu'ils demandoient à grands cris. Le lord Richemond et le lord Shelburne étoient les principaux chefs de la confédération; on les regardoit comme des sénateurs intègres, des politiques éclairés, des citoyens patriotes destinés à sauver la patrie, et à rétablir l'ordre et la prospérité de l'Empire : on les avoit vus s'élever avec force contre l'injustice de la guerre civile, et contre les opérations meurtrières des ministres. Lord Shelburne, par une contradiction frapante, abandonna un moment ses principes en soutenant qu'il ne falloit point reconnoître l'indépendance de l'Amérique, et que cette reconnoissance n'étoit point nécessaire pour obtenir la paix; que

An. 1778. c'étoit l'opinion de Chatam, et qu'il falloit la suivre. « Du moment que l'indépendance de » l'Amérique sera reconnue, s'écria lord Shel- » burne, le soleil de l'Angleterre est couché » pour toujours, et la guerre avec la France » devient inévitable: vous demandez, en s'a- » dressant à lord Richemond, qui avoit com- » battu l'opinion de Chatam, où l'on » prendra des hommes; est-ce que les rues, » est-ce que les grands chemins n'en sont pas » couverts; vous manquez d'argent, faites » renvoyer les ministres, et il abondera de » toutes parts dans vos coffres ». Lord Shel- burne consultoit plutôt dans ce moment sa haine contre les ministres, que le salut de l'état : il devoit savoir que l'Amérique n'accepteroit jamais la paix sans que son indépendance fût reconnue; il devoit savoir que cette puissance, en vertu du traité d'alliance qu'elle venoit de contracter, s'uniroit avec la France, si l'Angleterre lui déclaroit la guerre; la paix avec l'Amérique, sans reconnoître son indépendance, étoit impossible; la paix avec l'Amérique, et la guerre avec la France, étoient deux choses contradictoires qui ne pouvoient subsister : les intérêts des deux peuples étoient liés à cette chaîne qui ne pouvoit ni se rompre, ni se séparer; c'étoit un

tout absolument indivisible. La France, attaquée par la Grande-Bretagne, devoit être secourue par les États-Unis. Lord Shelburne se trompoit sans doute; il reconnut bientôt cette erreur politique : appelé au ministère par le vœu de la nation, il ne cessa de négocier pour faire jouir l'Angleterre d'une paix générale qui lui étoit nécessaire pour éviter de plus grands désastres et de plus grandes humiliations. An. 1778.

Les commissaires conciliateurs arrivèrent en Amérique : ils écrivirent au président et aux autres membres du congrès, pour les assurer qu'ils désiroient sincèrement de rétablir sur la bâse d'une liberté égale et d'une sûreté mutuelle, la tranquillité d'une contrée autrefois si heureuse; qu'ils étoient munis de pouvoirs suffisans pour cet objet, et dont l'étendue n'avoit point d'exemples dans les annales de l'histoire britannique; que, dans l'état actuel des affaires, ils pouvoient cependant goûter quelque consolation, et même former un heureux augure, en se rappelant que, dans tous les empires, on avoit vu une réconciliation et une affection cordiale, succéder à des divisions passagères, non moins violentes que celles qu'on éprouvoit aujourd'hui : les commissaires ajoutèrent que les actes du parlement qu'ils remettoient au congrès, ayant passé avec une

An. 1778. singulière unanimité, prouvoient suffisament les dispositions de la Grande-Bretagne, et faisoient voir que la paix étoit désirée par le roi et par le parlement : pour démontrer leurs bonnes intentions, ils n'hésitoient point à déclarer qu'ils étoient disposés à concourir à tout arrangement juste et satisfaisant, pour établir les articles suivans : de consentir à une cessation d'hostilités, tant sur terre que sur mer ; de rétablir une communication libre ; de faire revivre l'affection mûtuelle, et de renouveler les différentes parties de cet empire ; de faire jouir le commerce d'une liberté fondée sur les intérêts respectifs ; qu'aucunes forces militaires ne seroient entretenues dans les différens états de l'Amérique septentrionale, sans le consentement du congrès-général ou des assemblées particulières ; de concourir aux opérations nécessaires pour acquitter les dettes de l'Amérique, et pour y relever le crédit et la valeur du papier en circulation ; de perpétuer l'union des deux peuples, par une députation réciproque d'un ou de plusieurs députés, de la part des différens états, avec le privilége de séance et voix dans le parlement de la Grande-Bretagne ; d'établir enfin le pouvoir des législatures respectives dans chaque état ; de régler son revenu et son établissement civil

et militaire, et d'exercer une liberté parfaite de législation et de gouvernement intérieur, de sorte que les états britanniques dans toute l'Amérique septentrionale, agissant avec les colonies en paix et en guerre, sous un souverain commun, jouissent irrévocablement de tous les priviléges qu'il est possible d'avoir, quand il n'y a point une séparation totale d'intérêt, ou qui puissent se concilier avec cette union de force, de laquelle dépend la sûreté de notre religion et de notre liberté commune. An. 1778.

Dans notre anxiété, disoient les commissaires conciliateurs, pour le maintien de ces intérêts essentiels et sacrés, nous ne pouvons nous dispenser de parler de l'insidieuse interposition d'une puissance, qui, depuis l'établissement de ces colonies, s'est toujours laissée guider par la haine commune qu'elle nous porte: il est notoire que les offres de la France à l'Amérique septentrionale, ont été faites sur la connoissance des plans d'accomodement, antérieurement concertés dans la Grande-Bretagne, dans la vue d'empêcher notre réconciliation, et de prolonger cette guerre destructive; mais nous osons croire que les habitans de l'Amérique septentrionale, unis à nous par les liens les plus étroits de la consanguinité, parlant la même langue, intéressés au main-

An. 1778. tien d'institutions de deux pays, se rappeleront l'ancienne correspondance des bons offices, qui faisoit le bonheur mutuel, oublieront les animosités récentes, rejeteront loin d'eux l'idée de servir d'accroissement à un ennemi commun, et préfèreront une coalition ferme, libre et perpétuelle avec la mère-patrie, contre une alliance étrangère que la nature reprouve, et qui ne peut être sincère.

La lecture de cette lettre excita les murmures du congrès, et l'article concernant la France produisit l'indignation de l'assemblée : c'étoit une injustice et une erreur en politique d'insulter une puissance qui s'intéressoit à la cause de l'Amérique, et qui venoit de contracter un traité qui devoit servir à cimenter sa liberté et son indépendance. Pouvoit-on penser que les Américains souffriroient patiemment que l'on outrageât leurs alliés et leurs défenseurs : une république naissante a un intérêt sensible à conserver la foi des traités, et à observer les lois de la justice et de la reconnoissance : elle n'a pas encore formé un code artificieux de politique. Le président du congrès répondit aux commissaires conciliateurs, que l'assemblée avoit vu avec surprise un écrit contenant des expressions si offensantes envers sa majesté très-chrétienne, le puissant et bon allié

de

de ces états; que leurs propositions de paix étoient attentatoires à l'honneur d'une nation indépendante; que le congrès étoit cependant prêt à conclure un traité de paix et de commerce, qui se conciliât avec les traités déja subsistans; mais qu'il falloit auparavant reconnoître l'indépendance des États-Unis, et rappeler les flottes et les armées britanniques. AN. 1778.

Cette réponse que les commissaires conciliateurs devoient prévoir, les déconcerta; ils employèrent tour-à-tour l'adresse, la séduction, les caresses, les perfidies, pour diviser le congrès, et répandre parmi le peuple la méfiance et la haine. Johstonne, inconstant dans ses principes, tour-à-tour ennemi et défenseur de l'autorité royale, dévoré par l'ambition, et calculant ses opinions sur l'intérêt, se livra à des intrigues basses, et quitta son caractère public de négociateur, pour fomenter des cabales et des trahisons; mais ses efforts furent inutiles: il étoit impossible de corrompre une nation dirigée par des principes de justice et de morale: les vices de nos institutions sociales, nos erreurs, nos passions, nos préjugés n'avoient pas infecté ce peuple heureux, et si digne de conserver la pureté de ses mœurs. Le congrès, instruit des manœuvres et des per-

An. 1778. fidies de Johstonne, délibéra qu'il seroit incompatible avec son honneur, d'entretenir aucune suite de correspondance ou de communication avec ce négociateur ; particulièrement de traiter des affaires qui intéresseroient la cause de la liberté et de la vertu. Johstonne méritoit cette proscription légale ; elle étoit nécessaire pour intimider ceux qui pourroient former le projet de l'imiter : la jalousie et la méfiance divisèrent les commissaires conciliateurs. Éden, habile négociateur, politique, hardi, mais fier, présomptueux, égaré quelquefois par l'esprit de système, voulut continuer ses opérations, sans les communiquer à ses associés ; mais il ne fut pas plus heureux : il ne dépendoit pas de lui de changer les destinées de l'Amérique.

La France, après avoir reconnu l'indépendance des colonies, et conclu un traité d'alliance et de commerce, devoit se réunir au congrès pour combattre l'ennemi commun : sans le secours de cette puissance, les Américains n'auroient pu résister aux flottes et aux armées britanniques. L'Amérique doit son salut, ses succès et sa liberté à la France : ce n'est point ici l'opinion particulière d'un historien qui aime sa patrie et s'associe à sa gloire, c'est le sentiment général de ce peuple brave :

et reconnoissant, qui vouloit périr les armes à la main, ou vivre libre. La marine française, anéantie par l'Angleterre, et oubliée pendant long-tems par la négligence des anciens administrateurs, reprit une nouvelle existence: on la vit tout-à-coup s'élancer, toute armée, à-peu-près comme ce fier coursier, que Neptune, d'un coup de trident, fit sortir tout équipé du sein de la mer: par un prodige étonnant, les ports sont remplis de vaisseaux, et des escadres formidables arborent sur les mers le pavillon français, inconnu depuis quelque tems. Cette insurrection étonna l'Europe, et annonça à toutes les nations les ressources immenses que la France trouve dans ses finances, dans son commerce, dans ses productions territoriales, dans son industrie et dans ses richesses. Qu'il est consolant de voir la vraie grandeur se manifester par les seuls caractères qui lui sont propres, d'embrasser d'un coup-d'œil, la sagesse et les lumières d'une administration qui s'occupe à donner à la nation cet éclat dont elle jouissoit sous le plus grand de ses rois! Le comte d'Estaing mit à la voile avec une escadre de douze vaisseaux, et quatre frégates, partit de Toulon pour une expédition dans l'Amérique septentrionale. A peine le parti de l'opposition fut-il instruit AN. 1778.

An. 1778. du départ de cette flotte, qu'elle renouvela ses plaintes, ses murmures et ses menaces. Le duc de Richemond proposa qu'il fût présenté au roi une adresse, pour lui demander la communication des divers papiers et états des départemens des ministres, afin que le parlement pût discuter avec une profonde connoissance l'état de la nation. Le lord Essingham se plaignit qu'on n'avoit que vingt-cinq vaisseaux pour défendre le pays, et qu'il n'étoit pas possible de résister aux forces navales de la maison de Bourbon ; qu'on devroit avoir trente-cinq vaisseaux de ligne dans la Méditerranée, et une flotte formidable dans les Dunes, pour faire face aux Hollandais, s'ils se déclaroient contre l'Angleterre. Lord Sandwich répondit qu'il y avoit une flotte de soixante vaisseaux prêts à appareiller ; qu'il n'étoit pas besoin d'une escadre dans les Dunes, puisqu'on n'avoit rien à craindre de la Hollande, amie et alliée de la Grande-Bretagne. Lord Sandwich n'a jamais été un grand politique : ce ministre connoissoit les détails de la marine ; mais son génie étoit trop foible pour en saisir l'ensemble, et pour diriger de grandes opérations. Les Hollandais avoient intérêt de se réunir avec les Américains, pour détruire cet acte de navigation, qui interdisoit à l'Amérique

toute communication avec les puissances de L'Europe. AN. 1778.

Fox fit dans la chambre des communes, la même motion que le duc de Richemond avoit faite dans la chambre des pairs; il attaqua vivement le lord Germaine. Wilkes proposa la révocation de tous les actes passés relativement à l'Amérique, depuis l'année 1763; il s'étendit sur le bill déclaratoire, et prouva qu'il étoit le principe des actes coërcitifs qui l'avoient suivi: il démontra que rien n'étoit plus absurde et plus inconséquent que de rechercher à se réconcilier avec les Américains, sans reconnoître auparavant qu'on étoit disposé à sacrifier tout ce qui pourroit s'opposer au rétablissement de la paix. Le lord North déclara qu'il ne désespéroit point de gagner l'Amérique, et qu'il se flattoit qu'il auroit assez de force dans le cours de la campagne prochaine, pour offrir des conditions qui ne feroient point déroger à la dignité du peuple anglais, et que l'Amérique seroit contrainte d'accepter. « Je » m'apperçois bien, répondit Burke, que le » lord North veut absolument garder sa place, » et que ses batteries sont toutes prêtes, soit » que la chambre se détermine à continuer » la guerre, soit qu'elle veuille offrir de nou- » velles propositions de paix; mais, malgré

An. 1778. » toute sa souplesse, comment peut-il se flatter » que l'Amérique veuille traiter avec lui ou » avec quelqu'un de ses collègues, quand même » elle seroit disposée à négocier; quand même » lord North et ses amis seroient tous prêts » à sacrifier et à céder ce qu'on appèle le » droit et la suprême autorité de l'Angleterre, » je doute fort que la négociation eût quelque » succès entre leurs mains ». Plusieurs membres de l'opposition accusèrent Sandwich d'impéritie et de trahison : on lui demanda plusieurs fois pourquoi il n'avoit pas envoyé une escadre en croisière dans la Méditerranée, pour observer les mouvemens de la flotte de Toulon. Il est certain que, par la constitution de l'Angleterre, il faut donner connoissance des opérations ministérielles, pour obtenir des subsides; mais l'administration devoit prévoir l'alliance des Américains avec la France, qui rendoit la guerre inévitable avec cette dernière puissance. Une politique éclairée prévoit les événemens, en suit la marche, en juge les effets, et règle sur cette bâse, son système et ses opérations.

La nation prévit la guerre contre la France. Le gouvernement ordonna à tous les lieutenans généraux des comtés, d'incorporer les milices de leurs districts; renforça la garnison

de Gibraltar, et un train considérable fut des- An. 1778.
tiné pour Terre-Neuve. On ne cessoit de travailler dans les chantiers et les arsenaux, et bientôt on vit dans les différens ports, des escadres formidables : le patriotisme enfante des prodiges. L'amiral Biron mit à la voile pour suivre le comte d'Estaing : l'amiral Montagne partit pour Terre-Neuve, et Keppel sortit de la rade de Sainte-Hélène. En Irlande on entretenoit des camps, et on levoit des armées : en France, on voyoit la même activité dans les opérations militaires : on armoit à Toulon une escadre qui devoit être commandée par le chevalier de Fabry, et le comte d'Orvilliers fut nommé commandant d'une flotte de trente-un vaisseaux ; le maréchal de Broglio fut désigné pour commander une armée, destinée à défendre les côtes de Bretagne et de Normandie. Déja l'on parloit d'un projet vivement désiré et si utile à la nation, de réunir la marine royale avec la marine marchande : toutes les opérations du cabinet de Versailles, étoient dirigées avec un esprit de sagesse, et avec un secret impénétrable. Les désastres de la France dans la dernière guerre, furent causés par l'imprudence et les indiscrétions des ministres et de leurs confidens : l'administration britannique étoit instruite de nos armemens

An. 1778. et de leur destination : une flotte n'étoit pas plutôt instruite de nos ports, qu'elle étoit attaquée, prise ou dispersée.

Georges envoya un message aux communes pour demander les subsides destinés pour les services militaires. Les débats furent violens: Thomas Bownshend se déchaîna contre les ministres, demanda pourquoi ils n'avoient pas préparé des forces assez considérables pour observer les mouvemens de la flotte de Toulon, et se stationer pour attaquer et combattre le comte d'Estaing: que peut-on faire à présent, la flotte est partie; mais quelle est sa destination; est-ce à Hallifax, à la baie de la Delaware ou à Québec? va-t-elle attaquer les îles britanniques? va-t-elle faire des conquêtes dans l'Inde? comment donc s'est perdu l'esprit de la nation anglaise; où est la sagesse qui présidoit jadis à ses conseils; où sont les terreurs qu'elle imprimoit dans l'ame de ceux qui osoient l'insulter? on n'en peut douter, la Grande-Bretagne a été trahie; la trahison et la corruption se disputent à l'envi à qui complètera plutôt sa ruine et son déshonneur. Ce moment est le plus terrible que l'Angleterre ait jamais connu; demain peut-être la scène sera encore plus effrayante: dans une crise aussi violente, il n'y a point

de véritable Anglais qui ne doive frémir à l'as- An. 1778.
pect de sa patrie chancelante, et faire le dernier effort pour empêcher sa chute. Les ministres, au lieu de venger la nation et de faire sortir ses escadres, ont ajouté à l'épuisement du public, en prodiguant des sommes immenses pour la dépense d'une guerre ridicule: la nation est sans défense, et la milice sans armes; cette milice va camper sans équipage de guerre; la marine n'est ni équipée, ni approvisionnée; l'escadre de Spithead y reste enfalée, pour servir de spectacle à la famille royale, tandis que celle de Toulon est partie pour une expédition contre les possessions éloignées de l'empire britannique. La situation de l'Angleterre est vraiment déplorable: il n'y a pas de jours que ses villes ne soient pillées et opprimées par les corsaires ennemis. Lord Germaine répondit à ce discours, par une plaisanterie qui annonçoit la rudesse et l'orgueil de ce ministre: il dit que, si le comte d'Estaing alloit en Amérique, il comptoit assez sur les faveurs du ciel, pour espérer que la flotte anglaise y arriveroit assez tôt pour le punir de tout ce qu'il oseroit entreprendre contre les possessions britanniques. Dans la chambre des pairs, le lord Richemond demanda la communication de tous les avis re-

An. 1778. çus par le ministère relativement à l'armement de l'escadre de Toulon, et de sa destination. Le lord Weymouth s'opposa à cette motion; mais elle passa sans contradiction. Ce premier triomphe du parti de l'opposition alarma les ministres: il falloit appaiser cette fermentation naissante; ils s'occupèrent à proroger le parlement. Le pouvoir de proroger ou de dissoudre le parlement, est un droit de la puissance royale; droit précieux aux monarques de la Grande-Bretagne, quoiqu'il ait été funeste à Charles Ier. et à Jacques II, son fils; il paroît propre à étendre l'autorité du prince et à favoriser même les principes du despotisme, dans un tems d'intrigue et de corruption: il servira d'instrument pour repousser des assemblées nationales, ces hommes factieux et hardis, qui, par orgueil, par inquiétude ou par ambition, fomentent les divisions et les guerres civiles, et ces républicains patriotes, qui exhortent le peuple à conserver et à défendre sa liberté.

Cette prorogation alarma les membres de l'opposition. Le duc de Boston, dans la chambre des pairs, fit une motion portant en substance, que, dans un moment où les dangers dont l'Angléterre est menacée, demandent la présence de toute l'autorité législative, et

la réunion de tout ce qu'il y a dans le royaume de citoyens sages et éclairés, sa majesté seroit suppliée de différer la prorogation du parlement. Le duc de Boston, dans le discours qu'il prononça, développa de grandes connoissances dans les affaires de la marine; il observa que l'administration s'étoit conduite bien différemment, et qu'elle avoit pris des précautions bien plus sages dans les années 1743, 1744 et 1746, lorsque le prétendant menaçoit l'Angleterre d'une invasion: il compara ensuite les forces maritimes de Georges II, avec celle de Georges III; prouva que les forces actuelles n'étoient pas suffisantes pour protéger les côtes menacées d'une invasion, et que les affaires de la marine étoient gouvernées par un ministre ignorant. An. 1778.

Le lord Cambden seconda la motion du duc de Boston, et accusa les ministres de manquer de talent et d'activité. Le lord Shelburne soutint que l'on devoit adopter cette motion, pour faire voir aux étrangers que la nation avoit enfin ouvert les yeux sur la situation dangereuse où les ministres l'avoient réduite; qu'elle apprendroit à toute l'Europe, que les peuples sont unis, qu'ils sont déterminés à défendre et à protéger la couronne aux périls de leur vie et de leur fortune, et

An. 1778. à retirer la confiance à des ministres dont l'ignorance et l'incapacité ont encouragé les ennemis, et les ont rendus redoutables à la Grande-Bretagne. Le duc de Shelburne parla ensuite de l'état où se trouvoit l'Angleterre, exposa la détresse et le danger des îles anglaises, de l'Amérique entièrement dégarnies de troupes, et déplora le sort des loyalistes américains.

Le lord Gower défendit les ministres, et attribua les malheurs de l'empire aux divisions qui régnoient dans le parlement. Lord Sandwich s'efforça de justifier sa conduite et ses opérations, et termina son discours par ces mots : « Je suis sûr de connoître mon devoir, » comme ministre, et, quoique je ne me » vante point d'être un homme de mer, je » me vante d'en savoir assez pour remplir » la première place du premier lord de l'a- » mirauté, sans leur assistance ». L'ignorance qui doute et qui consulte, est souvent utile puisqu'elle concourt à faire exécuter de grands et utiles projets ; l'orgueil qui rejète les conseils, est souvent funeste à l'état : un ministre doit considérer les objets dans leur ensemble, et laisser les détails à ces personnes éclairées et prudentes que renferme son département. La création des grandes entreprises appartient à

l'administrateur, l'exécution à ses agens et à ses subalternes. Sandwich présente tout à-la-fois, et son ignorance et sa vanité, en déclarant qu'il n'a pas besoin des conseils des officiers pour régler et conduire les opérations maritimes. Le lord Bristol répliqua vivement à ce ministre; lui reprocha d'employer toute l'adresse machiavéliste pour justifier ses opérations : enfin, des clameurs qui partoient de tous les côtés, s'étant réunies pour demander qu'on recueillît les voix, la motion du duc de Boston fut rejetée. An. 1778.

Le parlement, après avoir été prorogé quelque tems, reprit ses fonctions. Georges se plaignit dans un discours, que les Français avoient violé la foi des traités; qu'il falloit continuer la guerre, et qu'il avoit besoin de nouveaux subsides. L'adresse de remercîment ayant été proposée, le lord Conventry s'éleva avec force contre ce projet de continuer la guerre d'Amérique, et taxa d'extravagance l'entreprise de soumettre les Américains : dans un tableau effrayant qu'il présenta de la dépravation actuelle des mœurs, il fit l'éloge du lord Chatam, et, pour consoler la nation, il ajouta que, quoiqu'il n'y eût plus d'Hercule pour nétoyer les tables du roi Augias, (le conseil de Saint-James), il connoissoit encore des

An. 1778. gens qui entreprendroient la tâche pénible de sauver leur patrie, s'il pouvoit se former une confédération générale contre les ministres. Le lord Suffolk observa qu'il y avoit des moyens pour réduire l'Amérique, mais qu'il ne les falloit prendre qu'aux dernières extrémités. Ce langage excita l'indignation du lord Derby, qui comprit que ces moyens consistoient à brûler les villes et à ravager les colonies. Dans la chambre des communes, Transhend protésta qu'il ne donneroit jamais sa voix pour la levée des subsides. Fox soutint que les forces navales de l'Angleterre étoient insuffisantes pour combattre la France, et demanda le rappel des armées et des escadres d'Amérique, pour les opposer aux efforts de cette puissance. Lord North fonda l'espoir de réduire l'Amérique sur les divisions qui agitoient le congrès. Le parti de l'opposition prévoyoit la guerre contre l'Eespagne et la Hollande; les ministres ne pouvoient point ignorer qu'il étoit de l'intérêt de ces deux puissances de se réunir avec la France; mais ils pensoient que les Américains accepteroient la paix qui leur étoit offerte, ou que l'Angleterre parviendroit à répandre la méfiance et le trouble parmi les membres du congrès, et à diviser les chefs et les peuples; qu'alors la Grande-Bretagne

étoit assez forte pour soutenir une guerre sur mer, contre la maison de Bourbon et la Hollande, et pour les forcer à recevoir les lois d'une nation dominatrice, souveraine de l'empire maritime. En Angleterre, l'ambition des ministres ne connoît point de bornes; ils méditent de vastes et hardis projets, les calculent, et en voyent toujours la possibilité : ces administrateurs consultent autant leur propre gloire que celle de la nation. L'ambition, jointe au patriotisme, est une espèce de fanatisme politique qui égare et qui séduit. An. 1778.

Le général Howe continuoit en Amérique ses opérations militaires: il forma le projet d'aller surprendre les postes ennemis; de gagner les derrières de l'armée de Wasingthon, et de détruire ses magasins. Cette armée avoit beaucoup souffert de la rigueur des saisons et des maladies; mais elle fut bientôt fortifiée par de nouvelles troupes qui demandèrent à s'enrôler, conformément à la dernière résolution du congrès, qui ne mettoit d'autre terme que la fin de la guerre. Wasingthon s'occupoit à bloquer Howe dans Philadelphie. Le général Conway et le marquis de Lafayette furent chargés de détruire les vaisseaux ennemis sur le lac Champlain, et on médita une seconde fois la conquête du Canada. Elle pa-

An. 1778. roissoit d'autant plus facile, qu'elle auroit pu être secondée par le comte d'Estaing, et que les Canadiens, toujours mécontens du gouvernement anglais, cherchoient à se soustraire à sa domination; mais le congrès ordonna aux officiers américains d'abandonner cette entreprise; il préféra de réunir ses forces pour attaquer la Nouvelle-Écosse, dont la conquête devenoit d'une grande importance. Quelque tems après, Howe quitta le commandement de l'armée, qui fut confié à Clinton. Ce nouveau général remporta quelques avantages contre les Américains; il prévit qu'il ne pourroit point résister aux forces supérieures des ennemis; en conséquence, il se proposa d'évacuer Philadelphie; mais Wasingthon, attentif à tous les mouvemens de l'armée anglaise, résolut de lui livrer bataille et d'empêcher sa retraite. Clinton, instruit de la prochaine arrivée de la flotte française, sortit de Philadelphie avec son armée. Wasingthon donna le commandement d'une division au marquis de Lafayette, et le chargea de suivre les Anglais qui se proposoient de se rendre à Amboi. Charles Lée, délivré depuis peu de jours de sa prison, et jaloux peut-être de la gloire et des talens du jeune guerrier français, prétendit avoir droit à ce commandement; il fit

fit une fausse manœuvre en se postant vers An. 1778.
le village de Montmouth : vivement attaqué par les Anglais, une terreur panique s'empara des troupes américaines, et elles furent bientôt dispersées ; mais Wasingthon parut, ranima le courage des soldats, et rangea son armée en bataille : le général Gréen conduisoit la droite ; une batterie de six pièces de canons, commandée par le chevalier Duplessis, s'établit à cinq cents pas en avant sur la droite, et prenant les Anglais en flanc, les força de rétrograder ; enfin, ils furent forcés d'abandonner aux Américains le champ de bataille. Wasingthon les poursuivit ; mais la nuit survint, Clinton sut profiter de l'obscurité pour précipiter sa marche vers Amboi. Wasingthon ne retira aucun fruit de cette victoire, puisque les Anglais parvinrent à passer au-delà de Montmouth, et de se rembarquer. Lée fut accusé de trahison ; un conseil de guerre fut nommé pour examiner sa conduite : ce tribunal militaire le déclara incapable de servir l'état ; cette décision fut confirmée par le congrès.

Il n'y avoit point de déclaration de guerre entre la France et la Grande-Bretagne ; cependant les Anglais attaquèrent la frégate la Belle-Poule, commandée par le brave M. La-

An. 1778. clocheterie, et s'emparèrent de la Licorne et de la Pallas. Les Anglais commencèrent donc les actes d'hostilités, et furent les premiers aggresseurs; mais la justice et l'amour de la vérité, qui doit être la principale vertu de l'historien, nous forcent de convenir que les Anglais étoient en droit d'attaquer nos possessions, nos villes et nos vaisseaux : les proclamations et les manifestes font connoître les causes et les motifs qui engagent un peuple à prendre les armes contre un autre peuple; mais les faits, les préparatifs, les armemens sont les préludes et le signal de la guerre. La retraite des ambassadeurs, la reconnoissance de l'indépendance des Américains, le départ de la flotte commandée par le comte d'Estaing, tout annonçoit que l'union qui régnoit entre la France et l'Angleterre étoit rompue, et que les horreurs et les calamités de la guerre alloient succéder aux douceurs et aux consolations de la paix. La France, depuis ses désastres et ses humiliations, s'occupoit à réparer ses pertes, à rétablir son commerce, à relever sa marine et à délivrer une de ses villes, d'un joug humiliant et honteux. L'Angleterre, attentive aux mouvemens de la France, regardoit ses efforts comme une violation à cette foi publique que

l'on doit aux traités; elle préparoit ses flottes et ses armées pour l'attaquer et la combattre: la guerre étoit donc inévitable. AN. 1778.

Il est inutile d'examiner si les Anglais ont pu commettre les premières hostilités; il suffit que la France ait eu le droit de reconnoître l'indépendance des Américains, et de s'unir avec ce peuple pour soutenir sa liberté et ses priviléges: cette reconnoissance devoit rendre libre le commerce de toutes les nations; la France pouvoit et devoit demander la révocation du traité de 1763, parce qu'il outrageoit la justice, la majesté du roi et la dignité du peuple français. C'est un principe fondé sur l'équité et la morale, qu'une puissance qui a été forcée de céder à la force, doit, après avoir repris son ancienne vigueur, profiter de toutes les circonstances pour rentrer dans l'exercice de ses droits: un pacte inique n'est point obligatoire; il doit être détruit, n'importe de quelque manière que ce soit; la force l'a établi, la force peut l'anéantir. La France avoit souffert patiemment les outrages et les usurpations de l'Angleterre; la perfidie et l'ambition ont commencé la guerre de 1755. En 1774, le sieur Muenemera, commandant au Sénégal, fit enlever un vaisseau français; en 1776, le pavillon an-

An. 1778. glais attaqua et insulta sur le Gange, trois vaisseaux français. L'administration britannique, avant l'ouverture des hostilités, avoit ordonné de s'emparer dans l'Inde des possessions françaises : cette nation venoit braver et outrager les Français jusques dans leurs ports et sur leurs côtes, et exerçoit sur l'Océan une domination tyrannique. La reine Élisabeth, Charles Ier., Cromwel, n'ont-ils pas secouru les protestans français? Georges III n'a-t-il pas favorisé la rebellion des Corses? les Anglais n'ont-ils pas procuré à l'empereur de Maroc et aux Algériens des munitions de guerre pendant les siéges de Mellile et d'Alger, entrepris par les Espagnols, amis et alliés des Français? n'ont-ils pas secouru la maison de Bragance et de Portugal contre l'Espagne? n'ont-ils pas fomenté les troubles des Pays-Bas et la désertion des Hollandais? ces violations du droit de la nature et du droit des nations, composent le code politique de la Grande-Bretagne. Lord Chatam tenoit à ce sujet le langage d'un brigand et d'un usurpateur : Si nous voulions être justes, disoit-il, envers la France et l'Espagne, nous aurions trop à restituer; les affoiblir ou les combattre est notre unique loi, la bâse de tous nos succès.

Le traité conclu avec les colonies, n'étoit qu'un traité de commerce ; la France n'y avoit stipulé aucun avantage exclusif ; l'Amérique avoit déclaré son indépendance, pris les armes et combattu pour l'affermir et la cimenter sur des fondemens inébranlables. Il n'est pas sans doute permis aux souverains de protéger la rebellion d'un peuple contre son maître légitime ; mais, lorsque l'insurrection est accomplie, ils peuvent en reconnoître les effets. Ce principe a reçu une sanction universelle ; l'empereur Léopold, les rois d'Espagne, de Suède, de Dannemarck et presque tous les potentats de l'Europe ont reconnu pour roi d'Angleterre le prince d'Orange, du moment que la nation anglaise lui décerna la couronne : lorsque Gustave Vasa monta sur le trône de Suède, au mépris de l'union de Colmar ; lorsqu'Albert de Brandebourg se fit déclarer duc et souverain de la Prusse dont il n'étoit que simple administrateur pour l'ordre teutonique ; lorsque Jean de Bragance se fraya, par une révolte manifeste, le chemin au trône du Portugal, les puissances qui ont reconnu ces souverains, ont-elles violé les lois qui forment les liens entre les nations : en secouant le joug tyrannique de l'Angle- An. 1778.

An. 1778. terre, les colonies ont acquis les droits originaires d'un peuple libre. Henri VII fit une loi qui défend de condamner ni de rechercher les Anglais qui ont suivi le parti du prince qui est actuellement en possession de la couronne, soit qu'il y eût un droit légitime ou non. Le chancelier Bacon a prouvé la justice de cette loi; le fameux Vaine s'en servit pour justifier son attachement à Cromwel, et son opposition à la monarchie. Si, par un effet de cette loi domestique, un citoyen distingué peut impunément et loyalement défendre l'usurpateur qui est en possession de la souveraineté; si un anglais, instruit des lois fondamentales de sa patrie, obligé par les devoirs de son état et de sa naissance, de concourir à leur exécution, peut, malgré le serment de fidélité qu'il a prêté à son maître légitime, et sans crainte d'être déclaré rebelle par la loi, obéir à l'usurpateur qui s'est emparé du trône; il faut nécessairement conclure que des étrangers ne peuvent, ni examiner ni discuter les droits qui ont frayé à ce prince le chemin au trône. Si le congrès avoit offert au prince Charles-Édouard Stuart de le déclarer monarque de l'Amérique septentrionale, la France auroit pu reconnoître ce sou-

verain américain ; elle a donc eu le droit et le pouvoir de reconnoître l'indépendance et la souveraineté des États-Unis. An. 1778.

L'Angleterre a déclaré en 1689, que l'autorité royale étoit établie sur un contrat ; mais que l'abus du pouvoir le rompoit irrévocablement. Les Américains ont prétendu que le despotisme de la métropole avoit annulé le pacte qui subsistoit entre la mere-patrie et les colonies. Ce peuple, affranchi de la tyrannie, a pu former et établir à son gré une forme de gouvernement, et régler sa constitution sur des lois fondamentales ; cette insurrection doit être étrangère aux autres puissances : de quel droit pourroient-elles contester aux Américains ce pouvoir de reprendre une autorité qui leur appartient suivant la nature et les premières conventions. Les Bataves n'ont pas eu plus de droit, en 1586, de se détacher de l'Espagne, que les colonies n'en ont eu à se séparer de la Grande-Bretagne en 1776 ; cependant Élisabeth conclut avec ce nouveau peuple une alliance offensive et défensive ; le plein pouvoir des députés hollandais portoit expressément ce motif : *que les Provinces-Unies avoient entièrement secoué le joug de l'Espagne, et qu'elles s'étoient déclarées libres et indépendantes de la souveraineté.* Cette déclaration, sou-

An. 1778. tenue par une possession foible et incertaine de liberté et d'indépendance, suffit à Élisabeth pour conclure un traité d'alliance avec cette république naissante. Les Anglais ne peuvent donc point accuser la France de perfidie, pour avoir conclu un simple traité de commerce avec une nation dont la souveraineté étoit établie sur une bâse que la force et la politique anglaise ne pouvoient ni détruire, ni ebranler.

Le ministère britannique n'avoit pas sans doute prevu qu'en déclarant la guerre à la France, l'Espagne, en vertu du pacte de famille, devoit se réunir avec son alliée: les ministres ne cessoient d'annoncer dans les assemblées nationales, que l'Espagne garderoit la neutralité. Cependant cette puissance avoit, comme la France, d'anciennes humiliations à venger; elle se rappeloit ses éternelles divisions avec l'Angleterre, la perte de ses colonies, de ses villes, et la destruction de ses flottes: l'Espagne étoit ennemie de la Grande Bretagne, par principe, par haine et par religion; la constitution, la forme de gouvernement, les opinions, le génie, les mœurs, le caractère de ces deux peuples sont bien différens; cette diversité a produit des préventions et des haines injustes: l'Espagne

craint et déteste l'Anglais ; l'Anglais méprise et dédaigne l'Espagnol. Jusques à quand, peuples de la terre, serez-vous armés comme des furies, les uns contre les autres ; jusques à quand serez-vous esclaves de ces préjugés nationaux qui vous dégradent et vous avilissent : aimez-vous, estimez-vous les uns les autres, la nature, la morale, la conscience, l'intérêt, tout vous avertit de vous unir par les nœuds de l'amitié et de la considération ; éloignez le flambeau de ces guerres qu'allument votre haine et votre orgueil ; ne faites point du séjour que vous habitez, une terre de carnage et de mort, et ne corrompez point par des crimes et par des trahisons les bienfaits de la création. An. 1778.

L'Espagne faisoit des armemens considérables ; Cordova étoit dans la rade de Cadix avec une flotte de vingt-trois vaisseaux et six frégates ; on travailloit avec activité dans les ports du Férol, de Carthagène et de Malaga ; enfin cette puissance accéda au traité que la France avoit conclu avec les États-Unis de l'Amérique. M. d'Orvilliers fut nommé pour commander la flotte de Brest, composée de trente-deux vaisseaux, dix frégates ; Keppel fut nommé commandant de l'escadre britannique : cet amiral étoit chéri de la nation ; il

An. 1778. s'étoit distingué dans la guerre de 1756 et avoit mérité les eloges de milord Anson et de l'amiral Hamke. Keppel partit de Sainte-Hélène avec des pouvoirs illimités; il tenoit en ses mains les destinées de l'empire : toutes les flottes marchandes qui apportoient des richesses immenses, étoient alors en mer; il falloit protéger les côtes étendues de la Grande-Bretagne et ses ports royaux, qui renfermoient toutes les sources de sa puissance et de ses espérances. Keppel cherchoit à combattre, parce qu'il ne pouvoit point protéger le commerce contre le nombre de frégates qui accompagnoient la flotte française. M. d'Orvilliers cherchoit au contraire à éviter le combat; il pouvoit par sa position intercepter les convois ennemis; les deux armées navales furent en présence pendant cinq jours; enfin les deux flottes combattirent le 29 juillet, à la hauteur d'Ouessant.

Ce combat n'eut rien de décisif pour les deux nations; les généraux français et anglais donnèrent des preuves de leur valeur et de leur intelligence. Keppel déclara faussement, dans sa relation, qu'il avoit eu l'avantage; les faits déposoient contre cette assertion : pourquoi Keppel ramena-t-il sa flotte dans les ports d'Angleterre aussitôt après le combat; s'il avoit

remporté la victoire, il auroit continué sa croisière pour suivre l'escadre ennemie et la bloquer devant Brest. M. d'Orvilliers, plus modeste et plus vrai, ne se glorifia point d'avoir été vainqueur; il avoit cependant combattu contre une flotte supérieure en nombre et en artillerie; il mit l'escadre anglaise dans l'impossibilité de poursuivre et d'attaquer quelques vaisseaux qui s'étoient séparés de la flotte pendant l'obscurité de la nuit. Au premier bruit du combat d'Ouessant, Londres s'étoit livrée à une joie immodérée; les bannières triomphantes flottoient sur les remparts de l'église, l'air rétentissoit du son des cloches, et le canon de la tour de Londres annonça une victoire: on ne parloit que de la défaite complète de la flotte française; mais, lorsque le gouvernement prononça son oracle ambigu, l'étonnement succéda à l'ivresse, et l'orgueil national se changea en dépit et en fureur. Après que l'illusion fut dissipée, et que la vérité vint instruire la nation, on se demandoit en quoi consistoit la grande victoire annoncée, et si c'étoit des bassins de Portsmouth que la flotte anglaise se proposoit de bloquer celle de France, dans le port de Brest. On est forcé de convenir que les Anglais retirèrent quelques avantages du combat d'Ouessant, An. 1778.

An. 1778. puisqu'il favorisa la rentrée d'une escadre qui venoit des Indes orientales : il est certain que ce convoi auroit pu être attaqué dans la Manche ; mais il faut croire que, si M. d'Orvilliers eût été instruit de son arrivée, il auroit évité le combat pour s'emparer de ce convoi précieux. Dans le même tems, les flottes de la Jamaïque, des îles Sous-le-Vent, de Lisbonne, de Porto et du détroit, rentrèrent dans les ports d'Angleterre : ce n'est point la perte d'une bataille qui peut affoiblir un peuple commerçant et maritime ; avec de l'or, il aura des vaisseaux et des matelots ; mais détournez dans son cours, cette source productrice des richesses, qui crée et entretient ses forces et son orgueil ; portez la guerre dans ses comptoirs et dans ses établissemens ; emparez-vous de ces bâtimens chargés de trésors et de denrées précieuses ; alors vous ruinerez son crédit et son commerce, et vous détruirez ces bâses fragiles et brillantes sur lesquelles reposent sa grandeur et sa puissance.

Keppel étoit trop ennemi des ministres, et blâmoit trop ouvertement l'administration, pour qu'il ne fût point exposé à leur vengeance et à leur ressentiment. Il fut accusé d'avoir trahi les intérêts de la patrie, lors du combat d'Ouessant. Keppel se justifia avec autant

de noblesse que de vérité; il fut déchargé ho- An. 1778.
norablement. Cet amiral sortit de sa prison en triomphateur, accompagné d'un cortége nombreux et brillant : il étoit entouré des seigneurs et des lords; on distingua sur-tout le duc de Cumberland. Le peuple fit éclater sa joie; le parlement le déclara brave et fidèle; le corps municipal de la cité délibéra de lui faire présenter ses remercîmens sur la bonne conduite qu'il avoit tenue dans l'affaire d'Ouessant; offrit de l'associer aux priviléges de ses habitans. Le titre de citoyen lui fut présenté dans une boîte de Chine d'or. Le roi lui-même lui témoigna la plus grande estime de ses talens et de son zèle pour le service de l'état. Bientôt son accusateur Palisser fut dénoncé, comme ayant désobéi à son général. Un conseil de guerre fut nommé pour le juger; des témoins furent entendus. Palisser ne fut point déclaré coupable; mais sa sentence censura sa conduite. Pour consoler la vertu opprimée, nous observerons que Keppel est mort regrété de la nation, et que Palisser, son accusateur et l'instrument secret de l'administration, vit dans l'oubli et dans l'obscurité.

Carleton, gouverneur du Canada, partit pour l'Angleterre. Il persuada aux ministres, que cette province étoit sincèrement attachée

An. 1778. à la métropole; mais il annonça, en même tems, que les commissaires conciliateurs ne devoient point se flatter de réussir dans leur négociation; que plusieurs colonies avoient fait brûler le bill de conciliation par la main du bourreau. Le comte de Carliste, oubliant son caractère de médiateur, osa insulter la France. Le marquis de la Fayette voulut défendre son roi et sa patrie : il envoya un cartel à Carliste qui refusa de l'accepter, sous prétexte qu'il étoit revêtu du titre d'homme public. Si le citoyen doit oublier ou pardonner les insultes, il doit venger les outrages qu'un ennemi injuste et violent a faits à son prince et à son pays; la mort seule du coupable peut expier cet attentat. La patrie reconnoissante doit des éloges au marquis de la Fayette. Les annales de la France transmettront à la postérité les vertus guerrières et morales de ce héros et de ce citoyen patriote.

Le comte d'Estaing avoit jeté l'ancre à l'entrée de la Delaware; il se disposoit d'attaquer Sandihoock. L'amiral Biron, battu par les vents et les tempêtes, ne paroissoit point encore; Hyder, Parker et Howe attendoient quelques vaisseaux pour fortifier leurs escadres et combattre le comte d'Estaing, dont la flotte, après avoir quitté Sandihook, s'étoit

emparé de trente bâtimens. Ce général méditoit la conquête de Rhode-Island; il attendoit le général Sullivan, qui devoit se réunir avec une armée de neuf mille Américains. On commença le siége : Newport fut bloqué; et l'île étoit prête à capituler, lorsque Howe vînt la secourir. Une horrible tempête dispersa ensuite les deux flottes. Le mauvais succès de cette expédition excita des murmures et des mécontentemens. Cependant le comte d'Estaing avoit dirigé ses opérations en habile général. Étoit-il en son pouvoir d'enchaîner la fureur des élémens? Sullivan poursuivit le siége, et précipita sa marche vers Newport. Ce général, instruit que Howe devoit appareiller, et que la flotte française n'étoit pas encore réparée, fut forcé d'abandonner le siége et de se retirer. Cette retraite étoit difficile : il fallut recourir à la ruse, pour dérober au général Pigot la connoissance des opérations. Sullivan ordonna de porter en avant les tentes, et les fit dresser à la vue des Anglais. L'armée fut employée à fortifier le camp; et, pendant ce tems, on transportoit sans bruit les approvisionnemens militaires. Les troupes américaines traversèrent ainsi la baie, à l'insu des ennemis. AN. 1778.

Le marquis de la Fayette, qui étoit de re-

An. 1778. tour de Boston, où il s'étoit rendu, à la réquisition des officiers généraux, pour hâter le retour de la flotte française, favorisa cette retraite par des manœuvres hardies : c'étoit l'art de Turenne. Le congrès félicita le jeune héros, sur le service qu'il venoit de rendre à l'Amérique. L'événement justifia la prudence de Sullivan : la flotte de Howe parut le lendemain dans le port de Rhode-Island. Le comte d'Estaing, après avoir réparé sa flotte, mit à la voile. Il obligea plusieurs frégates anglaises et plusieurs vaisseaux de transport à se brûler, et força le port de Rhode-Island. Les deux escadres brûloient de combattre, et déja le signal étoit donné; mais une seconde tempête dispersa les deux flottes. Le comte d'Estaing se retira à Boston. Cette campagne maritime ne présente aucun événement important. Peut-être le comte d'Estaing eût fait de grandes choses, s'il eût reçu les renforts qu'il avoit demandés. Ce vice-amiral, après avoir réparé sa flotte, se disposoit de retourner à Rhode-Island; à prendre le commandement des troupes de terre et de mer, et à tenter encore la conquête de cette île; mais le congrès vouloit frapper un coup décisif. Il avoit résolu d'assiéger New-Yorck, et d'attaquer l'armée de Clinton; mais un incendie, qui consuma la plus

plus grande partie de cette ville, fit abandon- An. 1778.
ner ce projet. Dailleurs on fut instruit que Clinton avoit ordre d'évacuer cette place, et que le gouvernement britannique ne vouloit conserver, dans l'Amérique septentrionale, d'autres places qu'Hallifax et Rhodes-Island. L'Angleterre s'occupoit à fortifier les îles occidentales.

La Jamaïque, cette riche et belle contrée qui est une source abondante de richesses pour la métropole, étoit menacée d'une invasion étrangère et d'une guerre intestine. Son commerce étoit depuis quelque tems affoibli; l'agriculture étoit négligée, faute de cultivateurs; les armateurs américains lui prenoient ses vaisseaux jusques dans ses ports; une faction puissante soutenoit les insurgens. Les habitans de Kingston s'exprimoient ainsi dans une lettre: « Dieu veuille que les Américains triomphent » de leurs oppresseurs altérés de sang, et met- » tent, d'un seul coup, un terme à la guerre, » par une victoire semblable à celle qu'ils » ont remportée sur Burgoigne, cet homme » plein d'une vaine gloire ». Si la France avoit voulu quitter les préjugés de l'Europe; transporter dans les Indes occidentales le foyer de la guerre; envoyer dans ces contrées des escadres et des armées, et augmenter les forces maritimes de la Jamaïque, les autres îles tom-

An. 1778. boient nécessairement au pouvoir des Français.

M. de Bouillé, gouverneur de la Martinique, médita la conquête de la Dominique. Il s'embarqua avec seize cents hommes de troupes réglées, deux cents flibustiers et Mulâtres libres. Cette conquête se fit avec autant de rapidité que de succès, malgré l'escadre de l'amiral Baringthon, qui mouilloit à la Barbade. La perte de cette île répandit la consternation parmi les négocians de Londres. Ils tremblèrent pour la Jamaïque et pour les autres Antilles, où ils avoient des possessions immenses ; ils représentèrent aux ministres le danger qui menaçoit ces îles, et demandèrent qu'elles fussent fortifiées. Les ministres répondirent que le commerce étoit sans doute un objet important qui méritoit l'attention du gouvernement ; mais que, dans la circonstance présente, la défense de la Grande-Bretagne devoit occuper l'administration. La crainte ou une fausse politique dictèrent cette réponse. Les Anglais doivent leur grandeur aux richesses du commerce : détruisez-le, en attaquant leurs îles, bientôt l'Angleterre sera au rang de ces puissances secondaires, qui n'ont aucune influence dans le système politique de l'Europe. La France n'ira pas traverser les mers, pour combattre les Anglais

dans leur propre pays ; elle n'exposera pas à la fureur de cet élément ses armées et ses flottes, pour conquérir des villes qu'il faudra abandonner, et l'on ne verra point revivre les siècles de Louis VIII et de Henri V. An. 1778.

Le comte d'Estaing travailla avec une ardeur infatigable à réparer sa flotte dans le port de Boston. Howe se préparoit à attaquer la capitale de la Nouvelle-Angleterre. Il attendoit la flotte de Biron ; mais cette escadre fut encore battue par la tempête, et la réunion ne se fit point. Pendant ce même tems, le commodore Évans et le major Wegins s'emparèrent des îles de Saint-Pierre et de Miquelon. Cette conquête fut précieuse pour les Anglais ; elle ferma l'entrée de tous les bancs de Terre-Neuve, et les mit en possession de la pêche exclusive de la morue.

Le vice-amiral français, après avoir appaisé une sédition qui s'étoit élevée à Boston, quitta la rade de Natusket. Biron voulut le poursuivre ; mais, sans cesse battue par la tempête, sa flotte fut dispersée et forcée de se retirer à Rhodes-Island. Les Anglais crurent que le comte d'Estaing vouloit attaquer les Indes occidentales. Le commodore Hottan et le général Grand firent voile de Sandilhook, dans l'intention de devancer le vice-amiral fran-

An. 1778. çais. Les ministres cependant fixèrent leur attention sur les Antilles. Toutes les forces semblèrent se réunir contre le comte d'Estaing. Le commodore Rodney partit pour les Indes occidentales avec une escadre de huit vaisseaux, deux frégates et plusieurs galiotes à bombes. Deux autres escadres devoient bientôt le joindre, pour protéger une flotte marchande composée de trois cents navires destinés pour les îles. Ce fut pendant le séjour du comte d'Estaing à Boston, que quelques chefs des Indiens des tribus de Penobscat et de la Nouvelle-Écosse, vinrent en cette ville pour voir le général français, qui les reçut à bord du Languedoc, avec cette douce affabilité qui caractérise ce héros. On remarqua que ces Sauvages avoient conservé leur ancien attachement et leur grande prédilection pour les Français. Ils demandèrent avec empressement des nouvelles du roi de France, qu'ils n'ont jamais cessé d'appeler leur père, tandis que leurs sachems ne donnoient ordinairement que le nom de frère au roi de la Grande-Bretagne. Ces chefs dirent au vice-amiral français, qu'ils avoient appris avec plaisir que leur père, le roi de France, avoit conclu depuis peu un traité d'amitié avec les États-Unis de l'Amérique, et leur avoit envoyé un nombre de

ses gros vaisseaux et de ses meilleures troupes, pour les soutenir contre les gros vaisseaux et les meilleurs guerriers de la Grande-Bretagne; mais que cette nouvelle avoit été souvent contredite par des personnes, qui prétendoient qu'il n'étoit venu que quelques vaisseaux français pour commercer avec let États-Unis, et profiter du haut prix qu'ils pouvoient tirer en ce moment de leurs marchandises; que cette incertitude les avoit engagés à venir s'instruire de la vérité, pour en rendre compte à leurs frères. Le comte d'Estaing instruisit les Indiens de tous les faits, leur fit des présens, leur permit de visiter ses vaisseaux, et les pria d'assurer de son amitié leurs frères absens. Les chefs des Indiens partirent, pénétrés de joie et de reconnoissance. AN. 1778.

Georges assembla son parlement : ce prince prononça un long discours où il se plaignit que, dans un tems de paix profonde, sous prétexte de provocation, la cour de France avoit troublé la tranquillité publique, en violant la foi des traités et des droits généraux des souverains; qu'il désiroit de voir la restauration de la paix, lorsqu'elle pourroit être effectuée d'une manière honorable : il ajouta que, dans la situation des affaires, l'honneur et la sécurité de la nation exigeoient de développer toute

An. 1778 l'activité des efforts; qu'il ne doutoit point de l'empressement du parlement à lui donner ses secours et son appui; que la vigueur de ses conseils, la conduite, l'intrépidité de ses officiers, secondées par la protection du ciel, lui fourniroient les moyens de venger et de maintenir l'honneur de sa couronne, et les intérêts de son peuple. Le duc de Chandos, après avoir loué les vertus du roi, traça un tableau rapide de la situation actuelle des affaires, et observa qu'il étoit du devoir du parlement de donner toutes les marques possibles de sa loyauté, de son affection et de son empressement à défendre l'état. Il proposa l'adresse de remercîment. Le comte Conventry s'opposa à une motion qui tendoit à encourager le roi à continuer une guerre déja si destructive pour l'Angleterre. Les lords Bristol, Effingham, Shelburne, secondèrent l'opposition du comte de Conventry : leurs efforts furent impuissans; la motion du duc de Chandos fut approuvée dans la chambre des communes; l'adresse de remercîment fut proposée par Grenville. Thomas Toonshend s'y opposa, et demanda une enquête pour examiner la conduite des ministres. Il est nécessaire, disoit le parti de l'opposition, d'examiner l'état de la nation : il n'est plus tems de

flatter le roi; il faut lui ouvrir les yeux sur la véritable situation des affaires; les disgraces que nous avons éprouvées, le danger où nous sommes, le mécontentement qui règne dans tout le royaume, les dissentions de l'armée et de la marine, proviennent de la mauvaise conduite du gouvernement; il faut y porter remède; il est nécessaire de changer ce système foible et méchant, fondé sur de faux principes, soutenu par l'opiniâtreté, et qui tend visiblement à la ruine et à la destruction; il faut de nouveaux ministres et de nouvelles mesures, avant qu'on puisse s'attendre à des succès en tems de guerre, et à être en sûreté en tems de paix. Lord Gordon prononça un discours où l'on apperçut plutôt la rage d'un fanatique, que le patriotisme d'un républicain: après des débats aussi longs que violens, l'adresse de remercîment fut adoptée. Les commissaires conciliateurs ne purent jamais parvenir, malgré les artifices, les menaces et la séduction, à tromper un peuple résolu depuis long-tems à former un état libre et indépendant; ils publièrent un manifeste où l'on voit tour-à-tour la crainte, la haine, la vengeance, l'orgueil et la foiblesse du gouvernement. Ces commissaires déclarèrent qu'ils ne croyoient point qu'il fût de la dignité de leur caractère

An. 1778.

An. 1778 de persister à renouveler des offres qui leur sembloient faites pour être acceptées avec reconnoissance ; qu'en conséquence, à l'exception du commandant en chef que des services militaires retiendroient en Amérique, ils étoient déterminés à passer en Angleterre ; que cependant une juste sollicitude pour les grands objets de leur commission, les engageoient à s'expliquer avec plus d'étendue sur quelques articles qui pouvoient n'avoir pas été suffisament compris, à récapituler à leurs concitoyens le nombre et la nature des biens qu'il étoit en leur pouvoir de répandre sur les Américains ; à mettre sous leurs yeux la chaîne des maux auxquels ils s'exposoient avec un aveuglement égal à leur obstination ; qu'ils déclaroient donc, pour la dernière fois, aux membres du congrès, qu'ils étoient prêts à concourir dans tous les arrangemens justes et satisfaisans qui pourroient assurer le rétablissement de la paix, une exemption de toute espèce de taxe de la part du parlement de la Grande-Bretagne, et la jouissance irrévocable de tous les priviléges compatibles avec l'union d'intérêt et de force d'où dépendent la prospérité et la sûreté mutuelles, la religion et la liberté communes ; qu'ils pensoient que les membres du congrès n'étoient point autorisés,

par leur constitution, à rejeter les offres, avant que les diverses assemblées et conventions du peuple qui les constitue, les eussent pris en considération, et en eussent approuvé le refus; qu'ils n'étoient point autorisés à les renvoyer à des prétendus traités avec l'étranger; qu'ils rappeloient encore aux membres du congrès, qu'ils étoient responsables envers leurs concitoyens, envers le monde entier, envers Dieu même, de la continuation de cette guerre, et des calamités qui en sont inséparables. Les commissaires conciliateurs exhortèrent les assemblées générales et les conventions des diverses colonies de s'assembler pour considérer si les motifs politiques et moraux ne leur faisoient point une loi de cimenter une réconciliation libre et permanente avec la Grande-Bretagne; ils déclarèrent que leur intention n'avoit jamais été de remplir les objets de leur commission, en fomentant des divisions populaires ou des cabales de parti; mais que leur devoir étoit d'encourager tout particulier, ou tout corps politique à reconnoître l'autorité du souverain; que ceux qui portent les armes dans cette guerre devoient se souvenir que les griefs réels ou supposés, qui les ont entraînés dans la rebellion, venoient d'être supprimés pour toujours; qu'on An. 1778.

An. 1778. leur offroit l'occasion de rentrer dans la classe des citoyens paisibles ; que ceux qui, par état, exercent les fonctions de la religion, ne pouvoient ignorer que la puissance étrangère avec laquelle le congrès s'efforce de les unir, fut toujours opposée aux intérêts et à la liberté des lieux consacrés au culte divin dont ils sont les ministres ; qu'au contraire la Grande-Bretagne, par les principes de sa constitution et de son protestantisme, doit être dans tous les tems la meilleure conservatrice de la liberté religieuse, la puissance la plus disposée à la protéger et à l'étendre ; que ceux qui savent apprécier les bénédictions de la paix, et son influence sur l'agriculture, les arts et le commerce, qui sont animés d'une juste sollicitude pour l'éducation ou l'établissement de leurs enfans, ou qui savent attacher une juste valeur à la sécurité domestique, apprennent que les chefs les envelopperont dans toutes les calamités de la guerre, sans avoir d'autre objet qui la justifie, sans qu'il subsiste d'autre grief qui ne puisse être supprimé dans un instant.

Les commissaires déclarent au congrès que l'Angleterre développera ses forces pour combattre l'ennemi commun, et qu'elle ne reconnoîtra jamais l'indépendance des Américains ; qu'ils ont le pouvoir d'accorder un par-

don général, et qu'ils offrent aux colonies, en général ou séparément, une paix générale ou particulière; de faire revivre leurs anciens gouvernemens, à l'abri de toute infraction, et pour jamais exempts de toute imposition; qu'à l'égard des autres réglemens civils, militaires, ou de commerce qu'elles désireroient d'y établir, ils promettoient d'y concourir et d'y donner toute l'assistance qu'ils avoient pouvoir et autorité de donner en vertu de la commission royale. An. 1778.

Cette proclamation étoit hardie et artificieuse; les commissaires conciliateurs, en contestant au congrès son autorité et son pouvoir, s'efforçoient à détruire l'union qui régnoit entre ses membres et le peuple: en offrant une paix particulière, ils vouloient produire les factions, les haines, et exciter dans chaque province la discorde et la sédition: l'accusation d'intolérance formée contre les Français, tendoit uniquement à les représenter comme une nation inquiète et superstitieuse, qui troubleroit un jour les Américains dans leur culte, et les persécuteroit dans leurs opinions religieuses. C'est un outrage et une perfidie de montrer le peuple français comme l'agent, le fauteur et l'esclave du fanatisme: les lumières de la philosophie l'ont

An 1778. éclairé; il reconnoît les avantages de la liberté religieuse, et a adopté les principes de la liberté civile. Puissent ses administrateurs réunir leurs efforts et leur patriotisme pour détruire l'empire des préjugés, et pour affermir le pacte social et la félicité publique sur les mœurs, la justice et la douceur des lois! Mais ce n'est pas tout; les commissaires conciliateurs ont été égarés par une fausse politique : l'on ne sait point ce qui doit le plus surprendre, ou leur imprudence, ou leur mauvaise foi : comment ont-ils pu traiter de rebelle un peuple fier et brave, qui, avant de prendre les armes, avoit conjuré, supplié, et s'étoit prosterné aux pieds du trône pour demander d'être affranchi de la tyrannie fiscale? comment ont-ils pu parler en maîtres et en vainqueurs à une nation victorieuse, qui avoit établi sa constitution, son gouvernement, sa législation; qui avoit déclaré son indépendance, et l'avoit affermie par des succès, des triomphes, et par une alliance solemnelle, contractée avec un peuple puissant? Aussi, cette vaine et insidieuse proclamation rompit tout espoir de conciliation, et donna plus de force et d'activité au zèle, au courage et à la fermeté des Américains.

Le congrès fit publier une réponse à ce

manifeste, où il expose, qu'entraînés à des actes d'hostilités par les mesures oppressives de la Grande-Bretagne ; réduits à la nécessité de soumettre les droits de l'homme à la décision des armes ; forcés en un mot de secouer le joug d'une domination tyrannique, les États-Unis se sont déclarés libres et indépendans ; pleins de confiance dans la justice de leurs droits, et dans celui qui dispose des événemens humains, ils ont, quoique foibles et privés de ressources, défié la puissance de leurs ennemis, et soutenu les divers mouvemens de trois campagnes meurtrières, sans que la barbarie anglaise ait pu les intimider ni les soumettre. Les vertueux citoyens de ces états n'ont point murmuré de la privation de plusieurs choses qui rendent la vie précieuse ; les braves soldats ont supporté patiemment, et même bravé les fatigues de leur situation périlleuse : le congrès se croyant dans l'obligation d'aimer ses ennemis, comme enfans de cet être qui est le père commun de tous les hommes, et voulant du moins *alléger* les calamités de la guerre qu'il ne pouvoit prévenir, s'est fait une étude de ménager le sang des Anglais, et de rendre légères les chaînes de leur captivité. A peu d'exception près, la conduite de ceux qui servent sous le roi

An. 1778.

An. 1778. de la Grande-Bretagne, a été diamétralement opposée ; ils ont ravagé les campagnes, brûlé les villages sans défense, massacré les citoyens de l'Amérique : leurs prisons et leurs vaisseaux ont été les boucheries des soldats et des matelots du congrès; ils ont aggravé les traitemens les plus barbares par des insultes et des outrages : trompés dans l'attente vaine de subjuguer l'esprit indomptable de la liberté, ils ont lâchement affoibli les représentans de la République, en usant avec eux de toutes les ruses de la corruption et de l'adulation servile; ils se font un jeu de l'humanité, en détruisant des hommes en pure perte; ils se sont fait un jeu de la religion, en attestant le Dieu dont ils violoient les commandemens les plus sacrés; ils se font un jeu de la raison même, en s'efforçant de prouver que la liberté et le bonheur de l'Amérique pouvoient être confiés sûrement à ceux qui, également sourds à la voix de l'honneur et de la honte, ont vendu leur conscience et leur liberté : traités par le congrès avec le mépris que méritoit une pareille conduite, ils se sont adressés aux particuliers ; ils les ont sollicités à briser les liens de l'allégeance, à souiller leur ame des crimes les plus atroces ; et, craignant de ne pouvoir trouver dans ces États-Unis des

hommes aussi noirs que sont leurs desseins, pour exercer du moins sur les esprits foibles l'influence de la terreur, ils ont menacé de donner encore plus d'étendue à leurs dévastations, puisque les ménagemens de la compassion ne peuvent rien sur leurs dispositions incorrigibles : il est enfin du devoir du congrès de recourir à d'autres moyens, pour venger les droits de l'humanité. An. 1778.

En conséquence, le congrès des États-Unis de l'Amérique, déclare solennellement et proclame que, si les ennemis osent mettre leurs projets à exécution, si même ils persistent dans la carrière de cruauté qu'ils parcourent actuellement, il en tirera une vengeance si exemplaire qu'elle effrayera quiconque seroit tenté de les imiter: il prend à témoin de ses intentions, le Dieu qui pénètre dans le cœur des hommes, et déclare que, n'étant point entraîné par les suggestions précipitées de la colère ou de la vengenace, quelque révolution qui puisse survenir dans son sort, on le verra constament adhérer à cette résolution.

Il ne s'agit point ici de patrie ni de préjugé national; mais l'on demande à tout homme vrai et instruit, si, à la lecture de ces deux manifestes, son ame n'a pas éprouvé un sentiment différent, l'un d'admiration et de res-

An. 1778. pect, l'autre d'horreur et de mépris : un peuple qui fonde sa constitution sur les mœurs et les droits de l'humanité, est bon, généreux ; lorsque le tyran veut lui donner des fers, il prend les armes, et combat pour défendre et conserver sa liberté : la rage et la férocité ne l'accompagnent point sur le champ de bataille : si la nécessité de la vengeance et la fureur du désespoir l'égarent quelquefois, il devient bientôt, par réflexion et par sentiment, sensible et humain, au milieu du carnage et de la mort : celui qui veut opprimer, ne cherche qu'à massacrer, détruire, incendier, il prend le glaive, et dit aux victimes qu'il veut immoler : soyez esclaves ou mourez ; il règne ensuite sur des ruines, sur des déserts et sur des hommes stupides, indigens, sans industrie : il ressemble à un lion affamé, dont la voracité a fait une vaste solitude de toute la contrée dont sa caverne est entourée : près de cet antre redoutable, on ne voit que des cadavres fétides et des ossemens épars : voilà les maximes sur lesquelles les usurpateurs et les tyrans ont fondé les droits de la guerre civile. Les Anglais ont adopté cette morale meurtrière, ces principes sanguinaires qui changent les hommes en cannibales et en démons : ils ont déclaré les Américains, traîtres

et

et rebelles ; ils ont livré leurs prisonniers à AN. 1778.
la lenteur des supplices, et les ont fait périr dans les tourmens ; ne pouvant les soumettre, ils vouloient les exterminer. L'écrivain gémit et pleure en présentant à ses lecteurs le détail de ces cruautés et de ces barbaries ; mais, ce qui l'étonne et le confond, ce sont les inconséquences, les contradictions, les erreurs, la fausse politique, l'aveuglement et le délire de l'administration britannique : c'est un spectacle bien étrange et bien affligeant, de voir une nation puissante, des armées nombreuses, des escadres formidables, des amiraux et des commandans habiles, se sacrifiant pour la gloire et la défense de l'Amérique ; et de l'autre, des ministres vains, ambitieux, cruels, ordonner aux chefs et aux officiers, de répandre le sang, de massacrer, d'incendier, d'égorger de mutiler et de porter par-tout l'instrument de la douleur et de la mort, pour imprimer la terreur et exciter le désespoir. Quels étoient donc l'objet et les vues de cette administration : ah ! n'en doutons point, et répétons souvent cette grande vérité ; elle fomentoit et entretenoit la guerre civile, pour changer la constitution de l'état, étendre l'autorité royale, et introduire peut-être le gouvernement despotique.

Le marquis de Rockingham proposa à la

An. 1778. chambre des pairs, de prendre en considération le manifeste publié en Amérique, par les commissaires conciliateurs; le discours qu'il prononça est un chef-d'œuvre de génie, d'éloquence et de sensibilité : l'orateur compara ce manifeste à l'ordre que donna Hérode, de massacrer les innocens : ce prince étoit allié des Romains; il savoit que la puissance temporelle de ce peuple devoit cesser dans la Judée, au moment ou le Messie annoncé paroîtroit; or, comme il ne régnoit que sous la protection des Romains; comme il devoit cesser d'être roi, au moment où les prophéties, concernant le Messie, seroient accomplies, il ordonna que l'on mît à mort, tout enfant mâle existant dans l'étendue de ses états : telle étoit la politique d'Hérode; mais Hérode n'étoit pas chrétien. Ici, l'orateur demanda si, dans les siècles les plus barbares, depuis l'avénement du christ, depuis la douce influence que ce législateur de paix répandit sur l'univers, on avoit vu paroître un manifeste, fondé sur un système de désolation et de carnage, tel que celui qu'il dénonçoit.

Le lord Rockingham démontra que les cruautés que l'on se proposoit d'exercer contre les Américains, les forceroient à porter la désolation et la mort; il exposa les dangers qui

menaçoient les possessions britanniques : c'est-là, que l'on peut impunément porter des coups décisifs et irréparables; les plantations une fois détruites le seront pour jamais ; le tems ne remplacera pas dans une longue succession de siècles, les cannes de sucre qu'une main ennemie aura arrachées, les moulins qu'elle aura détruits, les Nègres qui seront transportés : toutes les îles sont sans défense, et c'est dans ces circonstances pareilles que l'on a l'imprudence de publier un manifeste, dont l'effet nécessaire est de mettre le feu et le fer entre les mains des ennemis : manifeste infâme, insidieux, plein de perfidie, de ruse, de cruauté; manifeste où l'on ne sait qui l'emporte, de la foiblesse ou de la noirceur ; manifeste qui invite à la soumission, sans donner la moindre sûreté à ceux qui se soumettent, qui tend aux personnes attachées au gouvernement britannique, un piége dans lequel elles eussent trouvé une ruine infaillible, en les exposant à la persécution et à la vengeance de leurs concitoyens irrités : en un mot, si on a eu quelque raison de méditer la perte de la portion du peuple qui étoit encore loyal et fidèle, on ne conçoit rien de plus propre à y réussir, que la publication de ce manifeste, qui prouve évidemment que l'on a renoncé à toute conciliation : s'il AN. 1778.

An. 1778. étoit possible que l'on en doutât encore, il suffit, pour dissiper l'erreur, de considérer la situation de l'armée britannique. Il passe généralement pour constant, que Clinton a demandé des renforts considérables, et qu'on lui a répondu qu'il étoit impossible de les lui envoyer: cependant on a affoibli son armée en tirant de nombreux détachemens. A quoi donc pouvoit servir ce manifeste public dans des circonstances pareilles. On ne conçoit point qu'il ait pu en résulter aucun bien, et l'on en voit sortir un déluge de maux.

Le comte de Suffolk combattit le marquis de Rockingham; il soutint que l'administration n'avoit jamais pensé que le manifeste contre lequel le noble marquis venoit d'exercer son éloquence, pût être susceptible de l'interprétation qu'on lui donnoit : le vrai sens de ce manifeste est infiniment simple, il se présente de lui-même, il saisit à la simple lecture. Il ne faut point de subtilités, de commentaire, pour se convaincre qu'il répond parfaitement au langage ordinaire, dont on se sert dans les manifestes; son objet est de mettre sous les yeux des Américains, le tableau vrai des biens auxquels ils se proposent de renoncer, de la douceur et des égards délicats avec lesquels on les a traités jusqu'alors; de leur exposer la nécessité qui

forceroit à changer de système, s'ils persis- AN. 1778.
toient dans une alliance contraire à la nature, dont l'effet est l'agrandissement de la France, fondé sur la ruine de la Grande-Bretagne.

C'est le principe seul de la conservation personnelle, et non celui de la vengeance, qui a forcé à parler ainsi au peuple de l'Amérique. La situation de la France n'est plus ce qu'elle a été, disoit le comte de Suffolk : depuis le commencement de ce siècle, la monarchie a changé de système, et au lieu de tenir sur pied de nombreuses armées, elle a donné son attention entière à la marine ; aujourd'hui elle dispute à l'Angleterre l'empire des mers. La France et l'Amérique, aujourd'hui alliées, doivent être considérées comme ne formant qu'un seul et même ennemi ; l'objet de cette alliance est on ne peut pas plus alarmant, puisqu'il ne tend à rien moins qu'à la destruction absolue de l'Empire : il s'agit d'enlever au peuple anglais ses possessions éloignées, de lui ôter l'empire de l'Océan, et d'élever la grandeur française sur sa ruine. La guerre actuelle n'est pas une de ces guerres de pure spéculation, dont la conduite et la durée se règlent sur le plus ou le moins d'importance du sujet. L'Anglais doit combattre un ennemi puissant et dangereux ; il est impossible de prévoir

An. 1778. quelle est la profondeur de ses desseins, de ses ligues, quelle est la nature des coups qu'il médite; tout ce que la nation a de plus cher, dépend des événemens de cette guerre, et on ne voit de salut que dans l'unanimité et la vigueur : il ne s'agit point ici de demander si la conduite antérieure de l'administration a été prudente ou non; l'importance du moment présent ne permet pas que l'on s'occupe du moment passé.

L'évêque de Péterboroug prêcha une doctrine de paix et de douceur : ce prélat parla au nom de la religion et de l'humanité. Le comte d'Abingdon voulut prouver que la constitution de l'Angleterre étoit anéantie, si l'on ne changeoit point le système du gouvernement; si l'on ne rendoit au corps collectif de la nation, le pouvoir dont abusoit depuis longtems le corps législatif. Le duc de Grafton demanda au lord Stormont, s'il n'avoit pas eu connoissance des intentions de la cour de Versailles, avant que le marquis de Noailles eût présenté le rescrit de cette cour, au ministère d'Angleterre : l'ancien ambassadeur avoua qu'il en étoit instruit. Lord Shelburné menaça lord Weymouth, de le dénoncer comme un traître à la patrie : le comte de Derby et le duc de Richemond, s'élevèrent avec force contre

la proclamation des commissaires ; mais, comme l'influence de la couronne, dans la chambre des pairs, augmente tous les jours, et que les grands seigneurs, par politique ou par intérêt, cherchent à étendre l'autorité royale, la motion du marquis de Rockingham fut rejetée. Trente-cinq pairs protestèrent contre ce jugement : on lit à la fin de cette protestation, ces paroles remarquables. « Il ne nous reste » plus qu'à nous justifier envers nos cons- » ciences, envers notre patrie, envers nos voi- » sins ; envers tout individu qui pourra quelque » jour être la victime de cette menace atroce, » du reproche d'avoir eu la moindre part, » ni aux crimes, ni aux maux qui peuvent » en devenir le châtiment ; nous prenons le » parti de nous retirer, et de déclarer aux » yeux de la postérité, que nous n'avons point » contribué, approuvé ou toléré le retour de » cette férocité et de cette barbarie, jadis » usitées dans la guerre ; mais qu'une religion » bienfaisante, des mœurs éclairées, et le véri- » table honneur militaire avoient long-tems » bannies du monde chrétien ». An. 1778.

La guerre civile est un fléau bien terrible ; elle change les mœurs, le caractère, les opinions d'un peuple doux et éclairé, et en fait des hordes de brigands et de barbares : leurs

An. 1778. maisons deviennent des antres sauvages, où l'on médite les massacres et les assassinats : le génie même, fait pour instruire, trompe sa destination en apprenant aux hommes l'art meurtrier de multiplier les moyens de destruction : la guerre civile corrompt jusqu'aux vertus même ; le courage devient férocité ; l'amour de la patrie, enthousiasme forcené, la religion, fanatisme ; et voilà pourquoi la protestation des pairs ne fit aucune impression : ces grands principes d'humanité et de politique, furent méconnus ou méprisés. Dans la chambre des communes, Cook fit une motion à-peu-près semblable à celle que le marquis de Rockingham venoit de faire dans la chambre des pairs : dans cette même séance, William Howe se plaignit des discours qu'on avoit tenus contre lui ; il expliqua les raisons qui l'avoient forcé à quitter le commandement de l'armée, déclara qu'on avoit toujours rejeté ses conseils, et qu'on avoit refusé de lui donner les instructions qu'il avoit demandées ; accusa lord Germaine de l'avoir trahi, et annonça que, tant que ce ministre se mêleroit de diriger la guerre de l'Amérique, il étoit impossible de se promettre le moindre succès. Howe demanda à ce sujet une enquête parlementaire : cet ancien général étoit

bien imprudent de former cette demande: on ne pouvoit point lui contester ses talens militaires; mais on pouvoit lui reprocher de n'avoir pas voulu profiter du fruit de ses premiers succès. Il fut un tems où il pouvoit détruire l'armée de Wasingthon, et soumettre les Américains. An. 1778.

Lord Germaine tâcha de se justifier, et combattit la motion de Cook; il soutint que l'Amérique, liguée avec la France, ne devoit plus être traitée, comme faisant partie de l'empire britannique, mais comme étant une portion des domaines appartenans à la couronne de France; et que jamais le ministère n'avoit ordonné à une armée, d'exercer aucun acte de cruauté. Un des commissaires conciliateurs avoua que ce manifeste portoit un caractère de férocité; mais que sa publication étoit juste, puisqu'il falloit exterminer les Américains par le fer et par le feu, et que, si on pouvoit employer contre eux les machines infernales, il y donneroit son approbation. C'est dans un siècle éclairé par les lumières de la philosophie; c'est dans une contrée où l'on parle sans cesse de liberté; c'est au milieu d'une nation civilisée, qu'un européen tient un langage digne d'un chef de cannibales: après quelques débats, la motion de Cook fut rejetée. Il

An. 1778. fut ensuite question, s'il ne falloit point renoncer à l'Amérique, et réunir toutes les forces contre la France. Jenkinson, nouveau ministre du département de la guerre, présenta un état des forces de terre et de mer, qui se portoit à trois cent mille hommes. Lord Germaine soutint qu'il falloit forcer les colonies, à se soumettre à la domination anglaise. Le général Burgoigne imputa tous les désastres au lord Germaine, et annonça de nouveaux malheurs, si ce ministre restoit en place. Lord Germaine brava cet outrage, et déclara qu'il quitteroit le ministère, si on reconçoit à la guerre contre l'Amérique. Burke fit l'éloge de la politique du gouvernement français, et justifia l'alliance que venoit de contracter cette puissance avec les Américains. Fox, le plus ardent et le plus fougueux de tous les orateurs, compara la guerre de l'Amérique à celle de Xerxès contre les Grecs, tourna en dérision les ministres, déclara qu'on ne parviendroit jamais à soumettre un peuple enthousiaste de son nouveau gouvernement, exhorta la nation à réunir ses forces contre la France, et à retirer les troupes de l'Amérique. Fox étoit plus orateur que politique, et plus propre à exciter les esprits par son éloquence et ses factions, qu'à conduire des opérations mili-

taires. Si l'Angleterre avoit rappelé ses forces de l'Amérique, toutes les îles des Indes occidentales étoient exposées aux incursions et aux ravages des Américains et des Français. Le gouverneur Johstonne combattit l'opinion de Fox, en observant que, si on rappeloit les troupes de l'Amérique septentrionale, les nouveaux gouverneurs, se voyant affranchis de la crainte que peuvent inspirer des armées et des flottes, ne manqueroient point de s'appliquer à donner de la consistance à leur gouvernement; il assura que l'affection que le peuple portoit au congrès, étoit considérablement altérée, depuis que ce corps législatif avoit fait des changemens dans la nouvelle constitution, et que le serment d'abjuration imposé à tous les électeurs, avoit été généralement regardé comme l'abus et l'usurpation du pouvoir. Ce discours de Johstonne ne doit point alarmer : on se rappèle qu'en sa qualité de commissaire conciliateur, il avoit employé la ruse, l'intrigue, la séduction, pour corrompre la fidélité des Américains : on se rappèle la fameuse délibération du congrès : Johstonne, fier et présomptueux n'a jamais oublié cet outrage. An. 1778.

Dans ce délire universel qui agitoit le ministère et le sénat britannique, lord North, lord Germaine et leurs partisans, opinèrent

An. 1778. pour la continuation de la guerre contre l'Amérique : on se flattoit de l'alliance de la Prusse, de la Russie et de l'Allemagne. Il existe en Europe un système d'équilibre, qui s'oppose à la fureur des conquêtes et à l'ambition des guerriers. Ce système, si sagement établi pour l'intérêt des sociétés et pour le bien de l'humanité, pourroit peut-être un jour conduire à cette pacification générale, que des esprits faux et inquiets placent au rang de ces belles chimères, qu'enfantent la bienfaisance et la sensibilité : les puissances du nord ne peuvent plus conquérir, ni envahir ; si la nature venoit à former des Alexandre, des César, des Pyrrhus et des Charles XII, une ligue formidable s'armeroit contre eux, et les forceroit à abandonner leurs projets ambitieux. Les rois et les peuples doivent donc s'occuper à étendre ce commerce utile, dont les canaux salutaires portent l'abondance, la fertilité et les richesses. Il étoit de l'intérêt et de la politique des puissances du nord, de garder la neutralité, puisqu'elle tendoit à augmenter le commerce, à détruire les lois tyranniques d'une navigation exclusive, et à renverser cette souveraineté maritime, que l'Angleterre avoit usurpée.

La Grande-Bretagne avoit sans doute besoin d'alliés ; mais les puissances du nord avoient

déja adopté ce systême de neutralité, dont M. de Vergènes leur avoit démontré la nécessité et les avantages. La Hollande, sans cesse agitée par des mouvemens convulsifs, et déchirée par des factions intestines qui doivent nécessairement préparer sa chute, étoit unie à l'Angleterre par les nœuds de l'intérêt et de la politique : cette nation commerçante désiroit naturellement un contre-poids à la puissance de la maison de Bourbon ; elle avoit une partie de ses trésors en Angleterre. Le Stathouder étoit parent de Georges ; les liens du sang ont plus d'influence qu'on ne pense, dans le conseil des rois. Plusieurs provinces de la Hollande n'aimoient point la France, et un parti puissant souhaitoit une alliance avec la Grande-Bretagne : un traité d'union entre ces deux puissances auroit formé une marine redoutable. L'or des Bataves et le courage des Bretons, auroient peut-être changé la face des affaires ; mais l'Angleterre oublia sa politique et ses intérêts : elle vouloit, comme dans les plus beaux jours de sa gloire et de ses triomphes, parler à l'Europe en souverain et en tyran : l'orgueil d'une nation commerçante produit des maux et des vices, qui affoiblissent insensiblement sa puissance, et la conduisent par degrés à un état de foiblesse et de dissolution : An. 1778.

An. 1778. elle brille à la vérité pendant quelque tems ; son luxe, ses richesses, ses flottes, ses vaisseaux, ses ports, ses possessions, présentent un spectacle majestueux et imposant ; mais un ver invisible ronge cette tige, dont les rameaux variés semblent ombrager l'univers : les mœurs se corrompent, la dette nationale augmente, l'agriculture s'affoiblit, les hypotèques s'accumulent, le monopole, les priviléges, la fiscalité, les impôts gênent l'industrie, et accablent le peuple : les signes représentatifs du numéraire se multiplient avec une rapidité incroyable ; mais bientôt les canaux sont interceptés, et la circulation s'arrête : cette révolution détruit le commerce, et entraîne avec lui la puissance et la constitution de l'état. En Angleterre, les factions, les guerres civiles, la haine, le fanatisme, ont répandu bien du sang, et ébranlé les fondemens de ce royaume ; mais l'orgueil national causera un jour de plus grandes calamités ; il opérera sa ruine, ou l'état aura d'autres principes, une autre politique, d'autres mœurs, un autre génie, une autre législation, un autre gouvernement et une autre constitution.

L'Angleterre arma contre la Hollande, pour attaquer son commerce et ses vaisseaux ; elle lui déclara qu'il falloit accepter son alliance ou la

guerre. Cet orgueil, ces menaces, ces injustices irritèrent la nation hollandaise qui sort de sa langueur, et montre quelque énergie lorsqu'on cherche à l'opprimer: cette puissance fit ses préparatifs pour se défendre et se liguer avec la France, malgré les suggestionset les intrigues du Stathouder, malgré l'amitié qui unissoit le premier magistrat de la république et le roi de la Grande-Bretagne, et malgré leurs correspondances secrètes : les négociations d'Amsterdam, de Dorth et de Rotterdam, représentèrent aux états-généraux la nécessité de repousser les outrages, les attaques et les insultes faites par une puissance ennemie et ambitieuse; ils entrèrent dans le détail des violences et des exactions exercées par les Anglais, et sollicitèrent la réparation de l'infraction au traité de la marine, conclu le 11 décembre 1674, entre la cour de Londres et la république. Le comte de Welderenc, ambassadeur à St.-James, fut chargé de faire des représentations aux ministres de sa majesté britannique, et de demander la restitution des bâtimens pris par les Anglais : en conséquence, l'amirauté reçut ordre de restituer les bâtimens enlevés, sans accorder aucun dédommagement aux propriétaires. Les négocians hollandais implorèrent le secours et la protection des états-généraux, et

An. 1778.

An. 1778. adressèrent des remontrances au Stathouder, pour l'inviter à venger l'honneur du pavillon hollandais. Le comte de Suffolk refusa d'écouter les plaintes de l'ambassadeur: enfin, les états-généraux déclarèrent qu'ils alloient s'occuper des moyens d'obtenir une satisfaction exemplaire et proportionée aux insultes faites à leurs sujets contre l'esprit des traités subsistans, et qu'ils prendroient les mesures convenables pour arrêter les progrès des hostilités, et prévenir de nouveaux actes vexatoires de la marine anglaise. Les comités des villes approuvèrent cette résolution, et offrirent des contributions volontaires, pour soutenir la guerre contre l'Angleterre. C'est ainsi que, par la fausse politique, l'injustice, l'ambition et l'ignorance des ministres, l'empire britannique vit s'élever contre lui une nouvelle puissance, dont l'alliance lui étoit si utile et si nécessaire. Plus l'Angleterre divisoit ses forces, plus sa marine devenoit foible contre la maison de Bourbon: les amiraux anglais, avec des escadres plus considérables, auroient pu faire de grandes choses en Amérique et en Europe.

Les Anglais furent encore les aggresseurs dans les Indes occidentales: avant les hostilités commencées, les commandans et les officiers avoient reçu ordre d'attaquer les possessions françaises.

françaises. M. de Tronjoly fut surpris par les armées britanniques. M. du Ternay partit avec une escadre de huit vaisseaux, pour protéger les établissemens asiatiques : en Europe, les Français se distinguoient par des combats particuliers ; la France prépara ses armemens ; M. de Guichem et M. de Grasse, furent nommés pour commander une flotte en Amérique : M. de Latouche-Tréville étoit parti du port de Brest : M. de Lamothe-Piquet avoit fait des prises considérables. On armoit à Toulon onze vaisseaux de ligne, destinés contre la flotte de l'amiral Rodney : le prince de Nassau avoit formé une légion de onze cents hommes : l'Angleterre faisoit aussi ses préparatifs ; quatre escadres étoient prêtes à appareiller. En Amérique, l'amiral Biron s'étoit réuni avec Barinthon : le vice-amiral Grant attaqua Sainte-Lucie : le comte d'Estaing appareilla à l'instant avec son escadre ; mais la position avantageuse des Anglais, rendit inutiles les efforts du vice-amiral français : Sainte-Lucie fut prise, et M. d'Estaing fut forcé de se retirer après un combat, où les Anglais eurent l'avantage, puisqu'ils conservèrent la ville conquise. AN. 1778.

L'amiral Biron, que la fatalité ne cessoit de poursuivre, fut instruit que M. de Grasse devoit se réunir avec le comte d'Estaing ; mais

occupé à réparer une flotte perpétuellement battue par les vents, il lui fut impossible de s'opposer à cette réunion. Cependant les Anglais faisoient des conquêtes importantes; le lieutenant colonel Camphel et le commodore Parker, semparèrent de Savanach, capitale de la Georgie. Le général Prévost, après avoir remporté une grande victoire sur les Américains, força d'Amburg à capituler, et tailla en pièces une division des insurgens commandée par le colonel Severen, qui fut massacré dans l'action, avec une barbare atrocité. La prise d'Amburg et de Savanach excita le courage et le désespoir des Georgiens; la milice se rassembla de tous les côtés; les habitans de cette province couroient en foule se ranger sous les étendards de la liberté. Bientôt on vit former une armée de braves soldats, commandée par Lincoln. On tenta de couper la retraite du général Prévost : il se livra un combat où les Anglais furent vaincus : ils se retirèrent en désordre jusqu'à Savanach. Le général Prévost se trouvoit dans une situation alarmante : Clinton ne pouvoit point le secourir.

An. 1779. Wasingthon vouloit réparer les pertes que les Américains venoient de faire dans la Georgie; il demanda au congrès de nouveaux secours;

son armée fut renforcée de nouvelles milices qui brûloient de combattre sous un chef aussi intrépide. Cependant la division régnoit parmi quelques membres du congrès. Silas Denne, qui avoit été commissaire à la cour de Versailles, fut disgracié. Ce citoyen accusa Lée d'avoir médité sa perte et son déshonneur, et attribua sa disgrace à la jalousie du congrès; mais ces contestations parlementaires n'affoiblirent point cette union, cette harmonie et cet esprit de sagesse qui dirigeoit le congrès : il est vrai que, dans les différentes provinces des États-Unis, il y avoit non-seulement le parti des loyalistes attachés par intérêt et par convention à la cause de la métropole, mais il existoit des hommes lâches qui trahissoient la cause sacrée de la liberté. Le congrès ordonna qu'on en fît une exacte perquisition : plusieurs furent condamnés à mort. Dans un empire naissant, le crime de trahison doit être puni par l'effusion du sang du coupable : la clémence deviendroit une foiblesse, et ne serviroit qu'à entretenir les factions, et à multiplier les désordres et les attentats. An. 1779.

Clinton méditoit une invasion dans la Virginie : il chargea Georges Othier et le général Matheus de cette expédition. Ces deux officiers conduisirent leurs opérations avec au-

An. 1779. tant d'habileté que de succès ; ils s'emparèrent de Portsmouth et de Suffolk, et enlevèrent les vivres destinés pour l'armée de Wasingthon. Portsmouth est le port le plus commode et le plus utile de toute l'Amérique; si les Anglais avoient pu en conserver la possession, ils seroient parvenus à détruire le commerce de la Chesepeac, et à réduire les Américains aux horreurs de la famine. Les Anglais se flattèrent en vain que leurs succès et leurs conquêtes affoibliroient le zèle et le courage des insurgens et diviseroient le peuple avec ses chefs; mais le congrès, semblable au sénat romain, montroit au milieu des désastres la même grandeur et la même majesté : il délibéra de ne conclure ni trève ni paix avec l'ennemi commun, sans l'agrément du roi de France, et récompensa les officiers qui s'étoient distingués par leur valeur, et avoient versé leur sang pour la liberté Américaine. Le marquis de la Fayette reçut de l'armée de Wasingthon des éloges publics : le docteur Franklin remit à ce jeune héros une épée enrichie de diamans: l'estime de Wasingthon et de son armée, la reconnoissance du congrès, les hommages décernés par les États-Unis, attesteront à tous les siècles et à toutes les nations, les vertus et les talens militaires du guerrier français.

Les Anglais faisoient des conquêtes dans les Indes orientales. Le général Munro s'empara de Pondichéry malgré la belle défense de M. de Bellecombe, et les manœuvres hardies de M. de Tronjoly, qui remporta une victoire sur le capitaine Vernon. La calomnie tenta en vain de flétrir la réputation de M. de Bellecombe; les conquêtes de la France dans l'Afrique vinrent la consoler de la perte de Pondichéry : M. de Vaudreuil s'empara des comptoirs situés sur la rivière de Sénégal, et du fort Saint-James sur la rivière de Gambie. Ce général français, après avoir fait ces opérations brillantes, se disposa à mettre à la voile pour aller joindre le comte d'Estaing. An. 1779.

Les puissances belligérantes développèrent leurs forces et leurs ressources pour continuer la guerre. M. de Lamothe partit de Brest, et se rendit à la hauteur de la Rochelle pour protéger un convoi; il s'empara d'une frégate anglaise. M. d'Orvilliers avoit appareillé du même port, pour se réunir à la flotte espagnole. M. de Sade avoit été désigné commandant d'une escadre qu'on armoit à Toulon. Le prince de Nassau fit une expédition contre l'île de Jersey; mais il fut repoussé, et forcé d'abandonner son entreprise. Cet officier rendit un service essentiel à la France, en rete-

An. 1779. nant dans les mers l'amiral Arbutnot, qui se rendoit à New-Yorck. Instruit du péril où se trouvoit l'île de Jersey, il fit relâcher sa flotte marchande à Torbay, et vint au secours de l'île avec ses vaisseaux de guerre. La conduite de cet amiral fut examinée dans la chambre des pairs; mais tous les suffrages se réunirent pour l'approuver. Cet amiral ne put jamais arrêter une sédition qui s'étoit élevée sur le vaisseau *la Défiance*. Le parti de l'opposition attribua cette révolte à la négligence et à l'impéritie du lord Sandwich. Il annonça que, pour prévenir une défection générale, il falloit se hâter d'élaguer du conseil un ministre indigne de sa place, et confier l'administration de la marine à un citoyen dont l'expérience sut prévenir les séditions, et les étouffer dans leur naissance. Enfin l'émeute fut appaisée; Arbutnot et Dirby mirent à la voile.

Les divisions éternelles qui agitoient les ministres et le parti de l'opposition, produisirent en Irlande des troubles qui sembloient annoncer une grande révolution. Ce royaume présentoit un spectacle bien affligeant: les impôts accabloient les cultivateurs; des lois prohibitives et des réglemens fiscaux détruisoient le commerce, l'industrie; les arts et

les malheureux Irlandais étoient livrés à la misère, au découragement et à l'effroi. Lord Nogent se déclara le protecteur de ce peuple opprimé : il demanda au parlement que l'Irlande fût rétablie dans tous ses droits, c'est-à-dire, dans la faculté d'importer ses marchandises. Lord North, dont l'esprit toujours fixé au calcul des finances, et au détail des opérations militaires, avoit rendu son ame insensible aux calamités des Irlandais, s'éleva contre cette motion. Burke la défendit avec autant de zèle que d'éloquence. Cependant les Irlandais menaçoient de se séparer de l'Angleterre. A l'exemple des Américains, ils parloient déja de liberté et d'indépendance : ils formèrent des associations et des comités, prirent les armes, et concertèrent un plan de réforme et de législation. Le désespoir produit les excès et la vengeance : on médita un massacre général. Le gouvernement, instruit de cette rebellion, ordonna aux volontaires de s'armer pour combattre les séditieux. Le combat se livra ; plusieurs officiers furent tués ; l'incendie de l'Amérique étoit prêt à se communiquer à l'Irlande. L'exemple d'un peuple qui prend les armes pour éviter l'esclavage, échauffe et excite celui qui commence à sentir le poids de la servitude : quarante mille vo-

An 1779.

An. 1779. lontaires annoncent, les armes à la main, qu'ils veulent briser les fers de la tyrannie. Le duc de Leicester se déclara le chef de la confédération : accompagné de l'armée, il présenta une adresse au parlement, pour demander la liberté du commerce. De tous côtés, on entendoit ce mot terrible de liberté, qui est presque toujours le signal de la guerre civile. Ce peuple, dans sa férocité, ne connut plus de bornes; il médita des crimes et des assassinats : le procureur-général étoit le premier proscrit; il devoit être égorgé; mais il échappa à la fureur des conjurés. L'armée força ensuite les membres des communes à jurer d'être fidèles à l'Irlande, et à voter pour un bill pécuniaire de courte durée. Si le peuple irlandais avoit eu le courage, la fermeté, le caractère des Américains; s'ils avoient eu un chef prudent et intrépide, et des magistrats patriotes, la révolution eût été inévitable. C'est dans les bois et les marais de l'Amérique qu'il faut aller admirer et apprendre comment un peuple opprimé sait combattre pour sa liberté, et punir ses tyrans. Ce n'est point à des nations subjuguées par la crainte, corrompues par les plaisirs, avilies par le luxe, qu'il appartient de présenter à l'univers un pareil spectacle de gran-

deur et d'héroïsme. Les attentats des rebelles ne furent point punis ; le gouvernement, trop foible pour répandre le sang des coupables, s'occupa des moyens de rétablir la paix dans ce royaume : cet acte de prudence et de modération annonça les alarmes et les foiblesses du cabinet britannique. An. 1779.

Georges assembla son parlement pour lui annoncer les desseins et les tentatives qu'avoient formés les ennemis d'envahir ses états ; l'invita de l'aider de ses conseils et de ses trésors, et lui recommanda de prendre en considération les affaires de l'Irlande. Le marquis de Rockingham, après une longue introduction, contenant une censure amère de la conduite des ministres, proposa une motion pour supplier le roi de jeter les yeux sur l'étendue du territoire, sur la puissance, l'opulence, la réputation au-dehors, l'harmonie au-dedans, qui ont distingué les premiers jours de son règne, et marqué cette période comme étant la plus brillante et la plus heureuse qu'offrent les annales de la nation ; de ramener ensuite ses regards sur l'état de danger, d'appauvrissement, d'affoiblissement, de désolation, et même de démembrement dans lequel se trouve cette même étendue de territoire, malgré tous les octrois du parlement

An. 1779. qui se sont succédés, octrois dont la libéralité a été portée jusqu'à la profusion. Après avoir jeté les yeux sur ces objets, il est naturel que sa majesté s'attende à être informée de ce que pense un parlement fidèle et affectionné, qui le trahiroit s'il ne lui exposoit la ruine totale qui menace ses états. Dans la chambre des communes, John Cawendisch fit la même motion. Keppel condamna les mesures que les ministres avoient prises, ou pour mieux dire, avoient négligé de prendre au commencement de la dernière campagne : il leur demanda pourquoi ils n'avoient pas mis à tems une flotte en mer pour empêcher la jonction de deux flottes; enfin les deux motions furent rejetées.

Il est certain que les ministres de Georges étoient coupables, par leur négligence, de ces divisions intestines qui déchiroient l'Irlande; aussi le parti de l'opposition saisit avidement cette occasion pour leur reprocher leurs erreurs. Shelburne accusa lord North d'être l'auteur de cette révolution: il fit une motion tendante à proposer un vœu de censure contre les ministres qui, par négligence ou incapacité, avoient laissé s'envenimer le mécontentement de l'Irlande au point de menacer la connexion de deux royaumes d'une

dissolution évidente. Pour soutenir cette motion, Shelburne fit un tableau effrayant des associations armées, annonça que l'Irlande alloit discuter des questions tendantes à détruire l'autorité du parlement britannique; qu'elle avoit déja commencé un commerce indépendant avec l'Amérique; qu'on avoit déja expédié des parties septentrionales de ce royaume des navires chargés de toiles, destinés uniquement pour l'Amérique; qu'il ne falloit pas douter que le docteur Franklin ne fût muni de pleins pouvoirs pour traiter avec les Irlandais. Shelburne observa que l'Irlande avoit été plus d'une fois mécontente du gouvernement; qu'alors le parlement conseilloit au roi de consulter des hommes distingués par leurs lumières et leurs vertus. Le lord Abingdon soutint qu'il n'y avoit plus de ressource que celle d'en appeler au peuple, et que s'il ne forçoit point son parlement à sauver ses libertés expirantes, il mériteroit d'être esclave; qu'il n'y avoit que le peuple qui pût rétablir la constitution chancelante de l'empire; que tant que les grands et les hommes puissans par leurs richesses auroient la bassesse de sacrifier leur honneur, leur intégrité, leur conscience, et leur pays à la cupidité ignoble qui leur fait briguer les An. 1779.

An. 1779. places et les pensions, le peuple ne trouveroit de salut qu'en lui-même. Le duc de Manchester alla plus loin que lord Abingdon: ce dernier pair n'avoit parlé que des ministres, et de la corruption des hommes puissans. Le duc de Manchester soutint que le roi étoit personnellement responsable envers l'état; que sous son règne on avoit porté à la constitution des atteintes plus funestes que celles qui avoient fait perdre à Charles Ier. son trône et sa vie. En parlant des associations d'Irlande, il ajouta que si les ministres ne changeoient pas promptement de conduite, le jour n'étoit pas loin auquel il s'en formeroit également en Angleterre pour obtenir le redressement des griefs qui devenoient tous les jours plus insupportables. Le lord Richemond attribua les calamités de la nation au système vicieux adopté par le gouvernement. A une certaine époque, il observa que du moment où l'influence du lord Butte avoit dirigé l'administration, la gloire de l'empire avoit disparu. La motion du comte de Shelburne fut rejetée.

Cependant l'Irlande étoit toujours agitée par des divisions; les révoltés continuèrent leurs actes de fureur et de barbarie. On força les magasins des négocians qui avoient des

marchandises de fabrique anglaise : une partie des habitans prit la résolution d'interrompre tout commerce et toute relation avec l'Angleterre; enfin l'administration comprit qu'il étoit tems d'écouter les plaintes et les remontrances des Irlandais, et d'éviter par une prompte réconciliation une nouvelle révolution. Lord North trembla de devenir la victime de ses imprudences et de ses erreurs : il rédigea un plan de modification relatif au commerce de ce royaume, et fit une motion tendante à révoquer l'acte qui prohiboit à l'Irlande l'exportation de laine et étoffe fabriquées dans cet état; celle du verre, et de tout ce qui se fabriquoit en cette matière, tant en Europe que dans les colonies anglaises de l'Amérique, des Indes orientales, et dans les établissemens sur la côte d'Afrique; qu'il fût permis aux Irlandais de faire le commerce d'exportation et d'importation avec les colonies de l'Amérique, de l'Asie, sans que ce commerce fût assujéti à d'autres droits et restrictions que ceux dont le parlement d'Irlande avoueroit la légitimité. Cette motion fut adoptée. Cette loi bienfaisante rendoit au commerce irlandais son cours naturel, et détruisoit ces entraves qui s'étoient opposées à sa circulation ; mais l'Irlande demandoit la li- AN. 1779.

An. 1779. berté du commerce, et une législation qui l'affranchît de la domination britannique : il exigeoit l'extinction du pouvoir du conseil privé, et la révocation de la loi de Poyning. Cependant le parlement de Dublin vota des hommages publics en faveur des ministres, et la paix unit pendant quelque tems les deux royaumes; mais il est de la destinée de l'Angleterre d'être perpétuellement agitée par des divisions intestines. L'Écosse, cette contrée sauvage et malheureuse, qui a vendu le sang d'un de ses rois, étoit plongée dans l'ignorance, et déchirée par les fureurs du fanatisme. Les presbytériens, secte féroce et intolérante, rendoient le peuple plus méchant, plus féroce et plus superstitieux. Les bills en faveur des catholiques excitèrent leur haine et leur vengeance : le clergé, le plus fanatique de tous les clergés, exhorta la nation à renverser les colonnes du papisme, à détruire une chapelle nouvellement construite par les catholiques, et à venger, par les massacres et les incendies, les outrages faits à la divinité. A ce cri de fanatisme, la populace prit les armes, la chapelle fut démolie, et les flammes réduisirent en cendres l'édifice sacré. Édimbourg va devenir le théâtre d'un massacre général : les catholiques furent pour-

suivis avec le fer et le feu; et leurs maisons An. 1779.
furent livrées au pillage. Ces brigands forcenés alloient renouveler leurs dévastations, lorsque le gouvernement publia une proclamation qui annuloit la révocation des lois pénales portées contre les catholiques. Georges fut sensible à cet outrage et à ces persécutions: il pleura sur leur sort, et leur accorda des indemnités. Ce prince est bon, humain, tolérant; il aime toutes les religions, et il a toujours montré une prédilection particulière pour les catholiques qu'il regarde avec raison comme des sujets braves et fidèles.

Ce fut à-peu-près dans le même tems que le chevalier Georges Saville proposa une motion à l'effet de dresser un bill pour révoquer certaines clauses de l'acte concernant les progrès du catholicisme, passé dans la onzième et douzième année du règne de Guillaume III. Cette motion fut développée et secondée par M. Dunning: il cita les trois clauses qu'il convenoit de réformer; 1°. celle qui déclare coupable de haute trahison, et sujet à prison perpétuelle, tout prêtre catholique prêchant ou enseignant sa religion en Angleterre, et qui décerne la peine de mort contre un prêtre anglais coupable du même délit; 2°. celle qui soumet à la confiscation l'héritage pater-

An. 1779. nel d'un fils d'un Anglais catholique romain, si ce fils est élevé en pays étranger; 3°. celle qui adjuge la préférence pour une hérédité à un parent plus éloigné qui se feroit protestant. M. Duning, après avoir prouvé la rigueur et l'injustice de cette loi, rapporta un trait d'histoire tiré du livre de l'évêque Burnet, pour montrer quels étoient l'objet et le motif de ces réglemens. Un article du traité de Riswich, favorable au culte de la religion romaine, fit croire dans le tems que la cour vouloit l'encourager. La minorité des communes imagina un bill pour connoître ses véritables intentions: contre son attente, le bill fut accueilli. Le ministre poussa la chose avec vigueur; les communes insérèrent des clauses dures et sévères, dans l'espoir de le faire rejeter par les pairs; mais elles avoient mal calculé. Le bill fut approuvé. M. Duning eut la gloire et la satisfaction de faire adopter ses principes de tolérance. Le lord Thurlon se déclara le protecteur des catholiques: il parla avec éloge de leur conduite, comme sujets, comme citoyens, et comme chefs de famille. Le chevalier Saville, le jurisconsulte Duning, le lord Beauchamp, l'avocat Adair, et l'avocat-général Thurlon furent nommés pour rédiger un nouveau bill. Il fut ensuite présenté

à la

à la chambre des pairs. L'évêque de Péter- An. 1779
borough, tolérant, mais attaché aux préjugés de son état, pria la chambre de ne point précipiter le jugement d'une affaire où il voyoit divers objets dignes de la justice, de la sagesse et de la politique : il attaqua une des dispositions du nouveau bill, en vertu de laquelle un père pourroit laisser son bien à son second fils catholique, au préjudice de son aîné protestant. L'observation du prélat étoit juste : la nature a des droits sacrés et imprescriptibles; ils ne dépendent ni de l'opinion, ni de la coutume, ni de la politique, ni de la religion. Un père doit chérir tous ses enfans, les éclairer sur leur culte, mais non pas forcer leurs consciences; s'ils réunissent l'amour au respect, s'ils sont vertueux, ils ont un droit égal à sa tendresse et à sa fortune.

Le marquis de Rockingham pria le prélat de considérer qu'il s'agissoit de briser les entraves données dans d'autres tems à un nombre considérable de sujets, par des vues politiques qui étoient absolument changées; que l'Angleterre étoit menacée d'une invasion par un roi catholique; qu'il étoit très-intéressant d'accorder aux sujets de sa communion une protection et un bien-être qui les attachent au gouvernement britannique, et de leur prou-

An. 1779. ver efficacement la confiance qu'on doit mettre dans les assurances volontaires qu'ils viennent de donner en Irlande et en Angleterre de leur soumission, de leur devouement et de leur zèle. Le lord Shelburne se réunit au marquis de Rockingham; il remonta aux causes des lois vigoureuses publiées contre les catholiques par Guillaume III, et qui ne furent établies que pour sonder les sentimens secrets du roi, soupçonné d'être catholique. L'archevêque de Cantorbéry demanda que le serment du test fût exigé des catholiques; mais le lord Hilbouroug démontra que ce serment étant susceptible de restriction mentale, il ne seroit d'aucune utilité; enfin le bill fut approuvé sans aucune modification. Cette loi de tolérance et d'humanite fut attaquée par les superstitieux et les fanatiques: le mystère est enfin dévoilé, s'écrioient-ils, les anciens Wighs se sont vus congédiés; les plus déterminés jacobites ont été appelés au ministère; et voilà que l'on est sur le point de révoquer en grande partie les lois contre le *papisme*. Ces lois, qui forment la digue la plus forte contre le retour de la tyrannie et la race de Stuart, c'est à ce but caché où se rapportent toutes les destitutions du ministre, depuis celle du duc de New-

caste, et toutes les promotions depuis celle Ax. 1779.
de Butte, de Litesfield, de Gower. Ils sont enfin détrompés ceux qui affectoient de calomnier nos écrits patriotiques, dans lesquels on ne cessoit de montrer les allarmes les plus vives sur l'attachement secret de nos ministres à l'église romaine, et leur aversion pour la liberté et le protestantisme. Les esprits les moins clairvoyans apperçoivent aujourd'hui le motif pour lequel le papisme a été établi en Canada. Pourquoi a-t-on ordonné aux juges d'éluder, et quelquefois d'enfreindre les ordonnances pour la punition des prêtres *papistes* qui cherchent à pervertir les sujets britanniques, et à les attirer dans leur croyance?..... pourquoi a-t-on totalement fermé les yeux sur le rapide accroissement du *papisme*, tant à Londres que dans les provinces, et sur l'érection illégale des chapelles romaines dans les villes et dans les comtés? pourquoi les créatures des ministres en Irlande, pour intimider les protestans de ce royaume, et les faire acquiescer à ce surcroît des taxes, des charges et des pensions, les menacent-ils depuis deux ans d'armer et d'enrôler leurs ennemis invétérés, et de les exposer à être égorgés par les *papistes?* Tels furent les avis, les calomnies et les fureurs d'une secte into-

An. 1779. lérante et féroce. La religion catholique recommande la modération, la justice, la douceur; prescrit aux peuples le respect et l'obéissance envers leurs souverains, affermit les fondemens des empires, établit et consacre l'autorité légitime: c'est sur cette bâse sacrée et inviolable que repose la félicité publique. Malgré les erreurs et les crimes de quelques particuliers, les rois d'Angleterre n'ont jamais eu des sujets plus justes et plus fidèles que les catholiques.

La nation accusa les ministres de travailler à étendre l'autorité royale, et à changer la constitution de l'état; leurs opérations, leur systême et leur politique étoient bien propres à justifier cette accusation. Un roi ambitieux cherche à affoiblir et à détruire la puissance de ces corps intermédiaires qui ont le droit d'examiner sa conduite, et de s'opposer à l'abus du pouvoir: plusieurs comtés formèrent une association nationale, et présentèrent des pétitions au parlement, pour demander la cessation des abus, et la fin des calamités publiques. De toutes les assemblées, la plus imposante étoit celle de Westminster. On sait que la vaste capitale de l'empire britannique est composée de deux cités: celle de Londres, cet entrepôt général du commerce et de l'in-

dustrie ; et celle de Westminster, plus éten- An. 1779.
due, plus belle, moins commerçante, mais plus riche, plus puissante, parce que tous les nobles, tous les grands propriétaires font partie de ses habitans : c'est un gouffre où viennent se perdre les trésors que l'industrie accumule dans la première.

Sawbrigde prononça un discours énergique et éloquent; il présenta le tableau de l'état des affaires publiques avant la guerre, et le compara avec l'état de l'Angleterre. Le peuple, suivant cet orateur, n'avoit pas un moment à perdre, s'il vouloit poser une barrière entre son existence et sa ruine. Il fit une motion, tendante à rédiger un plan d'association sur des principes constitutionnels, à l'effet d'établir une réforme dans l'administration des affaires publiques. Wilkes, ce républicain fanatique, qui auroit bouleversé l'état pour satisfaire son orgueil ou son ambition, seconda vivement cette motion. Il déclara qu'il étoit tems de développer des efforts unanimes, pour rétablir la constitution et la liberté, pour éviter que tout ne fût la proie de la rapacité, de la prodigalité, de l'ignorance d'une administration insensée qui, à force d'intrigues et de répandre de l'argent, s'étoit assurée dans les communes une majorité, centre de la cor-

An. 1779. ruption, engraissée des deniers votés pour des services publics; qu'au moyen de ce système, tous les départemens de l'administration languissoient dans l'engourdissement; que les grands ressorts du gouvernement, les forces de terre et de mer, soutiens de la fierté nationale, tout se rouilloit, tout tomboit dans la poussière; qu'on avoit vu cette marine si vantée, fuyant devant l'ennemi, chercher un asyle dans les ports, non parce que les officiers étoient moins braves que leurs prédécesseurs, mais parce que sa foiblesse étoit une foiblesse intrinsèque; que le premier lord de l'amirauté avoit reçu du parlement, avec une prodigalité qui n'avoit pas d'exemple, des sommes destinées à l'augmentation des forces navales; qu'il n'avoit pu les égaler à celles de la France seule, parce que l'argent voté, destiné au service public, avoit été converti en moyen de corruption. Wilkes développa, dans son discours, de grands principes. Il soutint que, lorsqu'une chambre des communes souffre que l'argent de ses constituans soit prodigué, dépensé sans rendre compte, employé aux plus infâmes fins, elle cesse de représenter le peuple. L'ascendant du ministère sur le parlement est actuellement porté au point, qu'il regarde comme obtenues, les sommes qu'il

juge à-propos de demander. Le peuple verra-t-il long-tems d'un œil indifférent, qu'une administration, dont il reconnoît l'incapacité, dissipe en pure perte des sommes destinées au soutien de la dignité nationale. Pour remédier à tous ces maux, Wilkes proposa des associations légales et constitutionnelles, pour examiner les abus du gouvernement et les réformer. An. 1775.

Wilkes étoit un ennemi ardent de Sandwich, premier lord de l'amirauté; sa haine lui inspira ces déclamations forcenées, qui sont plus propres à rendre un peuple rebelle et séditieux, qu'à exciter le patriotisme, et à indiquer les moyens propres à retablir les désordres des affaires publiques. L'assemblée forma un plan d'association et de correspondance: Fox en fut nommé président. Il prononça un discours séditieux et éloquent, monument d'audace et de génie. L'orateur s'eleva avec force contre la corruption ministérielle; examina la nature du gouvernement, l'étendue du pouvoir du roi, des pairs, du peuple; et soutint que, si le corps des représentans ou des délégués abuse du dépôt qui lui est confié; s'il trahit ou néglige les intérêts de ses constituans, il n'est plus le représentant du peuple; il devient l'instrument du despotisme et l'agent de

An. 1779. l'infidélité. Fox prouva que les associations nationales tendoient à empêcher la confusion, l'anarchie et la chute de l'empire, et qu'elles servoient à rétablir l'ordre, l'harmonie et la paix. Il démontra que l'état actuel des affaires exigeoit la réforme des abus; somma les ministres de rendre compte des sommes qu'ils avoient reçues, et exhorta le peuple à secouer le joug de la servitude, et à rentrer dans l'exercice de ses droits primitifs.

Le discours de Fox contenoit des principes faux et dangereux. Lorsque le peuple a nommé ses représentans pour assister aux assemblées nationales, il n'a plus de pouvoir; il réside tout entier dans ses délégués : cette nomination leur a transmis l'autorité législative. Si ces représentans n'exécutent point les ordres de leurs constituans; s'ils trahissent l'intérêt général; si l'or ou l'espoir des dignités les corrompent, le peuple a le droit de révoquer la commission dont ils ont été honorés, et de procéder à une nouvelle élection; mais, si ces mêmes représentans remplissent les grands devoirs qui leur sont imposés; s'ils suivent la voix de leur conscience; s'ils adoptent les projets du gouvernement, après un examen réfléchi et impartial; s'ils approuvent les lois que les ministres proposent, le peuple

n'a pas le droit de se plaindre. Il ne peut point former des associations : elles sont contraires à la justice, à l'intérêt public, à la constitution : les lois de l'état les désavouent et les condamnent ; elles doivent donc être regardées comme des révoltes et des attentats qu'il faut punir. D'ailleurs une association particulière ne peut point détruire l'ouvrage de la confédération générale. Pour la justifier, il faudroit le consentement unanime et universel de la nation. Lorsque les communes ont donné à un réglement l'autorité et la sanction de la loi, le peuple n'a pas le droit de l'attaquer ; et il doit être exécuté, malgré les plaintes et les murmures d'une société particulière, autrement l'état seroit éternellement déchiré par des factions intestines ; l'anarchie et le désordre entraîneroient la constitution de l'état et la chute de l'empire ; un homme de génie, un citoyen ambitieux, un hardi républicain se déclareroit le souverain, l'interprète et l'organe de la volonté de la nation, et chercheroit, pour satisfaire ses passions, à réformer les abus et les vices du gouvernement. An. 1779.

On admire sans doute Fox, lorsqu'il reproche à l'administration britannique ses erreurs et sa fausse politique : on croit entendre Démosthène ou Cicéron, tonnans contre Phi-

An. 1779. lippe et Marc-Antoine : mais on ne voit point, dans l'orateur anglais, cette sagesse, cette prudence, cette philosophie qu'on distingue dans les orateurs grec et romain, lorsque l'un exhortoit le peuple à defendre les droits sacrés de la liberté, et que l'autre demontroit les avantages de la loi agraire.

Plusieurs villes et comtés formèrent des associations, et donnèrent à leurs *représentans* des instructions pour soutenir leurs droits et leurs prérogatives. Parmi quelques grandes vérités que ces écrits renfermoient, on y appercevoit des principes faux, de vaines déclamations. On se plaignoit que les nouvelles lois avoient renversé les premiers principes de l'administration civile, religieuse et commerçante, et que ce tems predit par Montesquieu étoit arrivé ; on se plaignoit que la guerre avec l'Amérique étoit le fruit de l'insolence despotique ; que l'influence de la couronne avoit reçu de nouveaux moyens pour mettre le parlement dans l'esclavage ; que la nation étoit dans un dépérissement total ; qu'on en sentoit les terribles effets dans la diminution des biens-fonds, dans la décadence des manufactures, dans les impôts accumulés et dans la stagnation du crédit national.

Cette association donna une nouvelle vi-

gueur au parti de l'opposition, qui cherchoit An. 1779.
à soulever le peuple contre les ministres. Il concerta un plan d'opération, qui devoit changer l'ordre des choses, introduire dans l'administration de nouveaux principes, et un nouveau système, et préparer la chute des ministres. Ces administrateurs auroient pu prévenir et arrêter cette révolution. Il falloit composer le conseil du prince des principaux chefs du parti de l'opposition, les appeler au ministère, ou leur conférer la dignité des pairies; alors on auroit vu d'autres hommes et d'autres principes. Dans tous les gouvernemens, dans tous les pays, les honneurs changent la nature primitive de l'homme, altèrent les mœurs, corrompent les opinions, dégradent le caractère, et, par l'extinction de toutes les vertus morales, forment des citoyens sans conscience et sans patriotisme.

Le parlement s'assembla. M. Dunning fit une motion, portant que l'opinion de la chambre est que l'influence de la couronne s'est accrue, s'accroît et doit être diminuée. Sir Flechen Northon, orateur des communes, seconda cette motion. Le jeune Pitt, fils du célèbre Chatam, s'éleva avec véhémence contre les ministres et leur influence. Son génie et son éloquence entraînèrent du côté de l'opposition

An. 1779. quelques membres incertains et chancelans. Après avoir prouvé à quel point alarmant étoit parvenue cette influence, que le peuple vouloit enfin renfermer dans ses limites ; après avoir accusé lord North d'être l'auteur de tous les maux qui accabloient sa patrie, Pitt ajouta que ce ministre ne devoit point se plaindre de l'opposition ; que c'étoit cette même opposition qui, par sa fermeté, l'avoit maintenu en place, malgré le peuple, malgré les vœux uniformes de cette même nation, qu'il avoit réduite à la situation déplorable où elle se trouvoit actuellement. La phalange ministérielle fit tous ses efforts pour s'opposer à la motion de M. Duning ; mais elle fut adoptée. Le triomphe de l'opposition fut passager : à mesure qu'elle faisoit de nouveaux efforts pour lutter contre l'autorité royale, les ministres redoubloient de zèle et d'activité, pour recouvrer la majorité qu'ils avoient perdue. Les graces, les dignités, les pensions, voilà ces agens corrupteurs qui enchaînent l'opinion et la conscience. Lorsque les mœurs sont corrompues, il ne s'agit point de considérer la situation de l'état ; le physique comme le moral sont dans le désordre et la confusion ; les hommes n'ont point des principes fixes : que leur importe le salut de l'état, pourvu que le prince leur

distribue des récompenses; tout varie au gré des erreurs et des passions. La nature, dans cette fermentation, aveugle l'esprit et dégrade l'homme, le peuple perd sa liberté et ses mœurs. An. 1779.

M. Duning fit une motion, portant qu'il seroit présenté une adresse au roi, pour le supplier de ne point dissoudre le parlement, et de ne point proroger la session actuelle, avant qu'il n'eût été pris des mesures efficaces pour diminuer l'influence de la couronne, et opérer le redressement des autres griefs, énoncés dans les pétitions du peuple. Pitt seconda cette motion avec force : il observa que le parlement avoit contracté envers le peuple l'obligation de faire tout ce qui étoit en son pouvoir, pour diminuer cette influence de la couronne, objet de l'inquiétude de la nation. Il compara les mécontentemens du peuple à une quantité de courans qui, dans leur pente naturelle, aboutissant tous à un même point, forment un torrent irrésistible, qui entraîne tout dans sa course. Il assura que son unique objet étoit de contribuer au salut de sa patrie; de l'arracher à sa ruine, qui s'approchoit à grands pas, et d'empêcher qu'une seconde guerre civile ne s'allumât dans son sein. La motion de M. Duning fut rejetée : elle ten-

An. 1779. doit directement à contester au roi, le droit qu'il a de disssoudre son parlement, ou de proroger ses séances. Fox, s'abandonnant à l'impétuosité de son caractère et à la fougue de son éloquence, déclara que cette décision présentoit le scandale et la trahison. « Qui » pourra voir, s'écria-t-il, sans surpise et sans » indignation, des gens qui, après avoir voté, » il n'y a pas long-tems, que l'influence de » la couronne s'étoit augmentée, et qu'il fal- » loit la diminuer; qui, après avoir déclaré » à cette chambre, à la nation, à leurs cons- » tituans, qu'il étoit de leur devoir de réfor- » mer les abus, ont honteusement rompu cet » engagement solemnel ». Les ministres, fiers de leurs triomphes, s'amusèrent de la diatribe et des déclamations de l'orateur véhément

Burke présenta un plan, pour assurer l'indépendance du parlement, et pour établir une réforme économique dans les établissemens civils. Il prononça un discours plein d'énergie et d'éloquence. Ce citoyen patriote assura que l'intérêt public et l'amour de la patrie l'engageoient à offrir son plan d'économie; que ceux qui, comme lui, étoient vers le déclin de la vie, ne pouvoient craindre le courroux d'un prince régnant; que ceux qui s'occupent

de l'avenir, et qui, plus encore s'intéressent An. 1779.
davantage au tems qui n'est point encore arrivé, pouvoient redouter le ressentiment de son successeur, et voir une avenue longue, aride, solitaire, un demi-siècle enfin de désespoir et d'exclusion, et que ce n'étoit point une perspective agréable pour qui entreprend un voyage politique. Burke entra dans le détail de l'administration de la France : il ne voit rien qui décèle le caractère et le génie d'une finance arbitraire; il n'y découvre aucune de ces fraudes hardies, que se permet un roi banqueroutier; aucun de ces efforts désespérés, qui annoncent le despotisme en détresse; point de retranchement aux capitaux, point de suspension au paiement des intérêts, point de vols déguisés sous le nom d'emprunts, point de haussement dans les substances; il ne voit, ni Louis XIV, ni Louis XV; au contraire, il voit avec étonnement un système régulier et méthodique du crédit public sortir des mains du pouvoir arbitraire; il voit l'économie dans toutes les parties de l'administration, et il attribue ces réformes et ces bienfaits à un ministre qui, par son génie et ses vertus, a su obtenir la confiance, l'estime et les hommages de la nation française. Burke ne craint point les

Ann. 1779. vastes armées de la France ; il ne craint point les dispositions guerrières de sa brave et nombreuse noblesse ; cette marine même puissante, qu'elle a si miraculeusement formée, ne l'alarme point : Louis XIV a eu toutes ces choses ; la monarchie française est tombée plus d'une fois prosternée aux pieds de la foi publique de la Grande-Bretagne. C'étoit la nullité du crédit, qui empêchoit que la France ne se relevât après ses défaites, qu'elle ne se relevât même après ses victoires et ses triomphes ; c'étoit la prodigalité de la cour ; c'étoit les désordres, qui sapoient les fondemens de toute sa grandeur. Le crédit ne peut exister à côté du besoin. Il est vrai que, dans une monarchie arbitraire, le besoin porte au crédit des coups plus rapides et plus mortels, qu'il ne le fait sous un gouvernement limité ; mais il n'en est pas moins vrai que le besoin et le crédit sont des ennemis naturels, qu'il n'est pas possible de réconcilier pour long-tems dans aucune situation. L'effet du besoin et de la corruption peut être d'éteindre, dans un état libre, l'esprit de cette constitution mixte, qui est le fondement de la confiance. Une monarchie bien réglée peut cependant fournir long-tems, au crédit public, un fondement assis sur la solidité de ses maximes, quoique ses institutions

titutions ne soient pas propres d'ailleurs à éta- An. 1779.
blir la confiance. Burke ajouta qu'il craignoit que ce qu'il remarquoit en Angleterre et en France, ne fût quelque chose qui ressemblât à un commencement de ces deux révolutions. Il désira que le tems prouvât qu'il étoit dans l'erreur.

Burke démontra que le peuple anglais désiroit une réforme économique dans le gouvernement civil, parce qu'il étoit impossible qu'une prodigalité, qui prend sa source dans l'indigence, lui plaise. Quelques petites factions, composées d'hommes pensionnés et de leurs créatures, peuvent tenir un autre langage ; mais la voix de la nature s'élève contr'eux, et cette voix se fait entendre. Burke indiqua ensuite ses différens moyens de suppressions et de réforme. Après avoir abattu une partie de l'ancien édifice, il présenta un plan de sa reconstruction. Burke connoît sans doute la science de l'économie politique ; mais ne pourroit-on pas dire que, dans son enthousiasme, il s'égare quelquefois, et que son imagination exaltée l'entraîne au-delà des bornes de la vérité, en lui présentant des tableaux séduisans et des descriptions pittoresques.

Les ministres, en combattant le plan économique de Burke, comme contraire à la di-

An. 1779. gnité du souverain, et à cet éclat qui doit envisonner le trône, prouvèrent que le roi étoit le maître de disposer de ses revenus. Le parti de l'opposition combattit ces principes, en disant qu'un gouvernement n'a point de propriété, et que tout ce qu'il possède, n'est qu'un dépôt; et que c'est le comble du despotisme, d'établir des maximes qui détruisent tout ce qu'il y a de grand, de noble et de généreux dans la nature humaine, en soutenant que les peuples sont faits pour les rois, et non pas les rois pour les peuples; en prouvant que le parlement avoit le droit d'inspection sur les revenus du roi. Il rappela l'exemple de Jacques II, qui fut privé de sa couronne et de ses revenus, et démontra que la distribution des emplois ne servoit qu'à donner au roi une autorité illégale, et à corrompre les représentans du peuple.

Lord North convint que les finances de la France étoient entre les mains d'un ministre habile, intègre, dont les talens et le mérite avoient des droits aux plus grands éloges; mais il ajouta qu'il ne falloit pas en conclure que tout étoit bien en France, et que tout étoit mal en Angleterre; qu'il n'étoit pas possible de comparer en aucun égard les finances des deux royaumes, parce que leur consti-

tution différoit autant en ce point, que dans le système de législation. Dans la Grande-Bretagne, lorsqu'il s'agit de faire un emprunt et en assigner les fonds, le ministre n'a de ressource que dans une taxe spécifique. Il n'en est pas de même en France : le ministre peut anticiper sur les ressources futures ; le système de monarchie absolue lui fournit des avantages inconnus dans une monarchie limitée : on exalte la réforme dans les maisons du roi, et les opérations qui se sont récemment succédées dans cette monarchie : le roi de France a trois fois au moins le revenu du roi d'Angleterre ; il a pu, sans se gêner, renoncer à un tiers de ses revenus, et se trouver encore deux fois plus riche que le roi de la Grande-Bretagne. Après quelques débats, Burke vit ses vœux et ses espérances trompées ; son plan d'économie fut rejeté : malgré ce mauvais succès, le patriotisme de Burke mérite des éloges publics. An. 1779.

Fox examina l'état actuel de la marine ; il entra dans un détail exact et circonstancié, et démontra que, depuis l'époque de la paix d'Aix-la-Chapelle à celle du traité de Paris, on avoit voté pour l'amirauté, chaque année, neuf cent mille livres sterlings ; que, depuis la paix de Paris jusqu'aujourd'hui, on lui avoit

An. 1779. donné des sommes immenses; qu'au commencement de la dernière guerre, l'Angleterre avoit quatre-vingt vaisseaux de ligne prêts à mettre en mer, et qu'au commencement de la guerre actuelle, elle n'en avoit que quarante-deux. Fox fit une motion portant qu'il paroît que l'état de la marine ne répond pas à ce que la nation étoit en droit d'attendre, soit des assertions faites par les ministres, soit de sommes accordées pour son entretien.

Lord Malgrave combattit cette motion; il démontra que, quelque favorable que fût la constitution anglaise, à la liberté et à la prospérité des sujets, elle est de nature à rendre moralement impossibles les préparatifs prompts et actifs; que dans le cours d'une guerre avec la France, la Grande-Bretagne avoit plus de moyens et de ressources pour entretenir et augmenter ses forces, et qu'on l'avoit toujours vue lente dans ses opérations, acquérir de la vigueur et de la célérité en les continuant. Ce lord se flatta que bientôt elle reprendroit sa supériorité sur la France, dans toutes les parties du monde; il fit ensuite une comparaison entre la France et la Grande-Bretagne, et imputa à la destinée les malheurs de l'Angleterre. Il est triste, ajouta le lord Malgrave, que l'amiral Biron n'eût pu devancer le comte d'Es-

taing en Amérique; il est malheureux que An. 1779.
le comte d'Estaing ait échappé au lord Howe; il est malheureux que le comte d'Estaing ait échappé à l'amiral Baringthon; il est malheureux que le comte d'Orvilliers ait fui devant l'amiral Keppel: ces traits plaisans et ironiques, lancés contre les amiraux Howe et Keppel, furent vivement sentis : on s'apperçut que lord Malgrave s'occupoit plutôt à outrager deux braves officiers, qu'à discuter l'état de la marine. Howe annonça qu'il se retireroit du service, et qu'il n'avoit rien à répondre aux insinuations hasardées contre lui. Keppel déclara qu'il méprisoit les allusions indécentes et puériles du noble lord; qu'il dédaignoit également ses injures et ses éloges; enfin, la motion de Fox fut rejetée.

Fox ne se laissoit point abbatre par des mauvais succès; ils donnoient au contraire une nouvelle énergie à son génie et à son inquiétude : il étoit infatigable dans ses poursuites et dans ses accusations contre les ministres. Ce républicain hardi étoit sans cesse occupé à déclamer et à outrager l'administration. Le ministre qu'il attaquoit avec plus de fureur, étoit lord North, dont il est devenu aujourd'hui le confident et l'ami; il fit plusieurs motions qui tendoient toutes à faire censurer la

An. 1779. conduite des ministres. Lord North s'attacha à tourner les motions en plaisanteries; il opposa un mélange d'enjouement et de sang-froid à la véhémence et à la fureur de son ennemi, et parvint ainsi à faire rejeter ses motions.

Il falloit nommer un commandant pour la grande flotte de Portsmouth : le choix étoit difficile et délicat : les amiraux qui jouissoient d'une grande réputation, étoient attachés au parti de l'opposition. La nation désiroit que Keppel en reprît le commandement; mais cet amiral avoit déclaré publiquement qu'il l'accepteroit, si le roi vouloit renvoyer ses ministres : enfin, le commandement de cette flotte fut confié à sir Charles Hardy : les amiraux Derby et Darby furent chargés de commander des divisions.

Il étoit tems que l'Espagne annonçât publiquement sa réunion avec la France; son intérêt, la foi que l'on doit aux traités, les outrages faits à son pavillon; tout la forçoit à cet acte de justice. On redoutoit cependant, qu'en encourageant la révolte des colons américains, on n'excitât les colonies espagnoles à se détacher de la métropole. Mais on répondoit à ces politiques timides et prévenus, que, si les colonies anglaises étoient subjuguées, on se réconcilieroit avec la mère-patrie : la

Grande-Bretagne, ambitieuse par principe et par intérêt, porteroit ses vues sur les mines du Mexique et du Pérou ; qu'il seroit impossible de résister à ses flottes et à ses armées formidables, et que l'Anglais se serviroit de ses forces et de ses richesses, pour seduire des colons gouvernés par un pouvoir arbitraire; que, pour éviter cette révolution, il falloit reconnoître l'indépendance des Américains. An. 1779.

Le marquis d'Almodovar à Londres, notifia au gouvernement britannique, que le roi son maître ne seroit plus médiateur, et publia un manifeste en faisant le récit des insultes, des violences et des déprédations exercées par la nation anglaise; prouva la justice de sa cause et la nécessité de la guerre. Le vicomte de Veymouth communiqua à la chambre des pairs ce manifeste et le message du roi; il fit une motion tendante à ce qu'il fût présenté une humble adresse à sa majesté, pour le remercier de son gracieux message. Le parti de l'opposition renouvela ses plaintes ses cris et ses menaces; il reprocha aux ministres leur aveuglement, leur ineptie et leur trahison, en tenant la nation dans un état d'illusion, jusqu'à ce qu'elle se soit réveillée de son assoupissement, par le bruit soudain des ruines qui l'écrasoient; mais toutes ces déclamations et

An. 1779. toutes ces injures ne pouvoient ni intimider, ni ébranler les ministres. Georges vouloit la guerre, le peuple la désiroit malgré les associations de quelques villes et de quelques comtés: que pouvoient donc les Fox, les Rockingham, les Shelburne, les Richemond, les Burke, contre ce délire universel: il ne falloit point éternellement déclamer ni injurier. Les membres du parti de l'opposition devoient se retirer du parlement, et former une confédération particulière: cette association auroit produit un nouvel ordre de choses; la nation eût sollicité et obtenu l'expulsion des ministres, et Georges, redoutant une révolution, auroit demandé et obtenu la médiation de quelque puissance, pour terminer une guerre malheureuse: mais, que pouvoit craindre ce prince? il avoit le consentement et l'approbation d'un peuple qui a perdu heureusement son ancien fanatisme pour la liberté, et qui déteste ce tems où des républicains hardis s'opposoient à l'accroissement de l'autorité royale; le tems a introduit de nouveaux principes et de nouvelles opinions; ces citoyens patriotes qui s'étoient déclarés autrefois les vengeurs des droits de la nation, sont regardés aujourd'hui comme des rebelles et des séditieux, qui trahissent les intérêts de la patrie, et insultent à la puis-

sance souveraine. Depuis que la maison de Brunswick occupe le trône de la Grande-Bretagne, le peuple anglais a perdu sa fierté républicaine. Cela devoit être ainsi, parce que tout change dans la nature; le physique et le moral sont soumis à ses lois. Un terrein qui a produit long-tems des sucs vigoureux, s'affoiblit, s'épuise et s'écroule; un sol qui est inculte n'attend qu'un léger mouvement pour pousser des tiges fortes et profondes: une nation féroce, long-tems tourmentée par les fureurs du fanatisme civil et religieux, perdra insensiblement son caractère de férocité, et offrira les mœurs et les opinions d'un peuple soumis et obéissant. AN. 1779.

Lord Abingdon proposa un amendement violent à l'adresse de remercîment; elle portoit: qu'éveillée à l'approche de la ruine dont l'état est menacé, sa majesté verra la nécessité d'éloigner les ministres, unique moyen de préserver l'existence politique de cet empire, grand jadis, expirant aujourd'hui. Lord Richemond proposa un amendement plus modéré: il dit que ce seroit tromper sa majesté, que de ne point lui représenter que l'unique moyen de sauver la patrie étoit de changer le système de l'administration. Cet amendement fut rejeté: vingt pairs protestèrent contre

An. 1779. l'adresse de remercîment votée en réponse au message du roi dans la chambre des communes ; le parti de l'opposition se livra à des outrages et à des imprécations contre le lord North. Burke, emporté par sa haine contre ce premier chef de la trésorerie, dit que, s'il y avoit une motion à faire, ce seroit de décréter les ministres. Alors on entendit une voix s'écrier : faites la motion. Thomas Towonshend les accusa de se laisser corrompre par les ennemis ; il déclara qu'il y avoit à la cour et dans le cabinet, des traîtres, dont la vile occupation, moyennant un prix stipulé, étoit de miner et de détruire jusqu'à l'existence de la Grande-Bretagne, considérée comme nation.

Au milieu de cette tempête, lord North affectoit un visage serein ; il paroissoit braver l'orage, et insulter à ses ennemis par sa fermeté et son stoïcisme ; mais son ame étoit agitée ; il redoutoit plutôt la haine et la disgrace de son maître, que les menaces du parti de l'opposition. C'est ainsi qu'il déconcerta ses ennemis. M. Sawbrigde accusa ce ministre de tous les malheurs de l'empire ; il le prévint qu'il se trouveroit à l'assemblée du conseil commun, et qu'il ne seroit fourni ni homme, ni schelings, si lord North conservoit sa place. Les citoyens de Londres conservent

pour leur roi la loyauté qui les a toujours ca- An. 1779.
ractérisés dans les tems difficiles; ils n'ont rien plus à cœur que de soutenir le gouvernement contre les efforts réunis de la France et de l'Espagne : mais ils n'offriront rien, si l'on n'ôte pas le pouvoir de faire plus de mal encore, et de consommer la ruine du royaume. Quel spectacle de voir le noble lord, au ruban bleu, qui, dormant continuellement à la chambre, semble n'être éveillé, que lorsque quelque survivance ou quelque place lucrative est vacante, et qu'il s'agit de s'en emparer! Lord North fut sensible à cet outrage; il offrit de rendre compte de sa conduite, et déclara qu'il ne redoutoit point une enquête; il proposa une motion pour le doublement des milices; elle fut adoptée. La chambre des pairs y fit quelques modifications qui furent approuvées par la chambre des communes.

Milord Cavendisits proposa qu'on présentât une adresse au roi, pour le supplier d'assembler toutes les forces de l'état pour les opposer aux forces réunies de la maison de Bourbon. Les défenseurs de cette motion soutinrent qu'il falloit cesser la guerre de l'Amérique, pour combattre la France et l'Espagne; qu'en épuisant les forces de l'empire dans le Nouveau-Monde, c'étoit servir la France, et

An. 1779. réduire l'Angleterre à une guerre défensive, dans laquelle il y auroit tout à craindre. Les ministres s'élevèrent contre cette motion, en disant qu'elle étoit une infraction à la prérogative royale, en lui prescrivant la manière de conduire la guerre; que cette opération n'étoit point du ressort du conseil de la nation; qu'elle étoit du département du conseil privé : la motion fut rejetée. On craignit une invasion en Angleterre; l'alarme fut générale; les uns vouloient que la nation prît les armes, qu'on formât un cordon de troupes le long des côtes, et qu'on soumît chaque citoyen à fournir un homme armé, pris dans la classe de ses domestiques : les autres pensoient qu'il falloit rappeler les officiers réformés, établir des postes sur toutes les avenues, diviser l'armée par pelotons, la distribuer dans les campagnes, hérisser les grands chemins d'artillerie, ainsi que les côtes et les défilés, et renforcer l'escadre de l'amiral Hardy. Il paroissoit en effet que les grands préparatifs que la France faisoit dans ses ports et dans ses arsenaux, étoient destinés à une invasion. Une armée de quarante mille hommes étoit prête à marcher. Il seroit difficile de compter les exemples des terreurs paniques que les menaces d'une invasion ont causées aux Anglais dans toutes

les guerres. Il y a eu dans la Grande-Bre- An. 1779.
tagne quarante-quatre tentatives de descente; trente-deux ont réussi, et douze seulement ont échoué. Parmi même ces dernières, on compte les foibles efforts que fit plusieurs fois le prétendant pour monter sur le trône. Les ports de toute la partie des côtes qui fait face aux côtes de France, sont aujourd'hui barrés; ils sont très-propres pour y tenter une descente avec des bateaux, sous l'escorte de frégates qui approcheroient beaucoup plus de la barre, que ne pourroient le faire de gros vaisseaux: les vents d'ouest, du sud et du sud-ouest, poussent sur l'Angleterre toutes les voiles de France, et empêchent les vaisseaux britanniques de sortir des ports. On a vu quelquefois des flottes considérables, profitant des ténèbres de la nuit ou d'une brume épaisse, passer au milieu d'escadres ennemies sans être apperçues. La flotte du prince d'Orange traversa, dans six heures, le détroit de Calais, sans que l'armée navale de Jacques II, qui étoit aux Dunes, en eût connoissance. Quand le comte de Darmouth en fut instruit, il suivit le prince d'Orange; mais le vent du sud l'empêcha de s'opposer à la descente que ce prince effectua heureusement à Torbay.

L'amiral Anson, de retour de son grand

An. 1779. voyage, apprit, à son arrivée en Angleterre, qu'il avoit passé au milieu de l'escadre française qui croisoit devant Brest.

La nouvelle de cette invasion répandit l'alarme et la terreur. Ce fut alors que le patriotisme anglais se montra dans toute son énergie, et que l'empire britannique développa ces ressources et ces efforts qui attestèrent à l'univers son zèle, sa gloire et sa puissance. Un peuple qui partage les droits de la souveraineté, aime sa patrie et son gouvernement. Le parti de l'opposition sembla suspendre sa haine et son intérêt particulier, pour ne s'occuper que du salut commun et de la défense de la nation. La ville de Londres offrit des souscriptions à l'effet de lever des milices : la compagnie des Indes offrit une gratification aux matelots qui se feroient enregistrer pour servir à bord de la flotte dont le commandement venoit d'être donné à Hardy. Mais, que pouvoient cet enthousiasme et ces efforts patriotiques! il falloit à l'Angleterre, pour soutenir la guerre, des armées, des flottes et des alliances étrangères. La France et l'Espagne réunirent leurs forces; les deux escadres, commandées par M. d'Orvilliers et dom Cordova, mirent à la voile; elles découvrirent près des Sorlingues l'escadre anglaise qui fut poursui-

vie; l'amiral Hardy fut forcé de fuir et d'évi- An. 1779.
ter le combat, parce qu'il étoit inférieur. Cette retraite forcée fut regardée comme une défaite. On accusa Hardy d'ignorance et de présomption. Les officiers de la flotte qui se montroient dans les rues de Plimouth, étoient insultés et regardés comme des lâches, qui avoient fui à l'aspect du danger. L'amiral anglais mit à la voile avec une flotte de quarante-six vaisseaux, dix frégates et onze brûlots: il favorisa la rentrée d'un convoi qui venoit des Indes orientales, malgré dom Antoine de Ulloa qui croisoit dans la Manche. Les flottes rentrèrent dans leurs ports. Ainsi finit cette campagne en Europe, qui sembloit promettre de grandes opérations et de grands événemens; on armoit des escadres formidables qui parcouroient les mers, pour observer les mouvemens respectifs. Il étoit sans doute de l'intérêt de l'Angleterre d'éviter le combat, parce qu'une victoire gagnée ne pouvoit point changer sa destinée. Mais il n'en étoit pas ainsi de la France et de l'Espagne : ces deux puissances devoient armer des escadres considérables pour combattre les Anglais. Si les ennemis eussent été vaincus, ils étoient forcés de demander la paix; et, pour l'obtenir, il falloit faire de grands sacrifices. Ce fut pen-

An. 1779. dant le cours de cette même campagne, que les deux nations se distinguèrent dans des combats particuliers. Le chevalier de Coëdic, M. de Grimoard, les capitaines Famer, Roger, M. de la Flotte, se couvrirent de gloire. En Amérique, le commodore Hopkins s'empara de plusieurs bâtimens anglais. Le colonel Maclean, qui avoit reçu ordre de Clinton de former un établissement sur la rivière de Prenescot, attaqua les Américains qui étoient venus pour détruire ses travaux; il s'empara de vingt-cinq bâtimens et de deux frégates; Georges Collier fit la conquête de Thepines: cet officier commit des actes d'atrocités, dont le récit fait frémir.

L'escadre, commandée par M. de Lamothe-Piquet, étoit arrivée au Port-Royal pour se réunir au comte d'Estaing. Ce vice-amiral français chargea M. de Rumain, lieutenant de vaisseau, de faire la conquête de l'île Saint-Vincent: les Caraïbes, ce peuple victime de l'oppression anglaise, virent avec transport des libérateurs qui rompirent leurs chaînes, et leur rendirent la liberté. Le comte d'Estaing s'empara de la Grenade et des îles Grenadines, défendues par le lord Macarney. Les Écossais royalistes, qui possédoient les plus riches habitations de l'île, firent une perte immense.

immense. L'Amiral Biron tenta de reprendre Saint-Vincent. Le comte d'Estaing, instruit de ce projet, donna ordre à sa flotte d'appareiller, et se disposa au combat. Biron fut vaincu, puisqu'il abandonna son entreprise contre Saint-Vincent, et que le comte d'Estaing resta maître de la mer. Biron se réfugia à Saint-Christophe, où il fut poursuivi. Le vice-amiral français auroit pu attaquer la Jamaïque; cette île étoit presque sans défense. Parker écrivoit à Biron, que si l'on ne lui envoyoit point de secours, il regardoit la Jamaïque comme étant dans un danger éminent, vu la supériorité du comte d'Estaing qui étoit aux environs avec une flotte considérable. Mais le vice-amiral, quoique persuadé de l'importance de cette conquête, ne crut point devoir tenter cette entreprise, parce qu'il n'avoit pas assez de troupes pour en conserver la possession. Le premier plan de ce général étoit d'aller à Charleton pour secourir les Américains, combattre les royalistes; de partir pour Hallifax, d'attaquer l'île de Bermude, et se rendre à Terre-Neuve, pour y former un établissement. Nous ne connoissons point les motifs qui engagèrent le comte d'Estaing à changer ses opérations : il partit pour la Georgie où il vouloit faire la conquête de la capi- An. 1779.

An. 1779. tale de cette province : la ville de Savanach fut sommee de se rendre ; déja le géneral Prévost se préparoit à capituler, lorsqu'il reçut de nouveaux renforts. Le comte d'Estaing attaqua vivement cette place ; mais blessé et trahi, il fut forcé d'abandonner le siege de Savanach ; il divisa ensuite ses forces ; une partie fut destinée pour la baie de Chesapeac ; l'autre partie retourna en Europe. Le comte de Lamothe-Piquet se rendit aux îles du Vent, et le marquis de Vaudreuil à la baie de Chesapeac pour s'opposer à l'invasion de la Virginie, et à l'attaque de la colonie.

M. de Guichem avoit fait voile pour les Indes occidentales. L'amiral Rodney parut dans la Manche avec vingt-un vaisseaux et quelques frégates, pour secourir Gibraltar ; cette place, bloquée par les Espagnols, étoit prête à tomber au pouvoir de ses anciens maîtres. L'Angleterre, dans sa détresse, n'excitoit plus ni la pitié, ni l'avidité de ces petits etats de Barbarie qui fournissoient des provisions à Gibraltar dans ses guerres avec la maison de Bourbon. Rodney s'empara d'un riche convoi, et attaqua l'escadre de dom Juan de Langura : le général espagnol voulut éviter le combat ; il fit signal de prendre chasse ; mais son escadre ne put point exécuter cet ordre, à cause

de la proximité de la flotte anglaise : il fallut combattre ; les Espagnols perdirent deux vaisseaux, et Langura fut fait prisonnier. Cet amiral se défendit avec une intrépidité qui lui mérita l'admiration et l'estime même de ses ennemis : pendant le combat, les vents contraires avoient poussé le convoi de Rodney dans la Méditerranée ; il parvint ainsi à approvisionner Gibraltar, et s'empara de vingt-deux bâtimens. La nation anglaise se livra à des transports d'allégresse. Le comte de Sandwich à la chambre des pairs, et lord North à la chambre des communes, proposèrent de décerner à l'amiral les honneurs d'un bon général. Howe et Keppel, soit justice, soit politique, secondèrent cette motion qui fut adoptée unanimement. Les succès de Rodney étoient sans doute brillans ; ils attestoient la valeur et la hardiesse du génie ; mais ce général, en prenant quelques vaisseaux, et en s'emparant des richesses du commerce, accoutumoit les troupes à désirer le pillage, et changeoit les soldats et les matelots en pirates et en brigands. An. 1779.

C'est en Amérique, que la France vouloit transporter le théâtre principal de la guerre ; c'étoit en poursuivant les Anglais dans le Nouveau-Monde, en attaquant leurs possessions,

An. 1779. en interceptant leur commerce, qu'on pouvoit les affoiblir et les forcer à demander la paix. M. du Ternay se disposa à mettre à la voile avec une flotte considérable. M. de Rochambeau fut nommé général d'une armée de douze mille hommes. M. de Benusset quitta le port de Cadix, et M. de Guichem se réunit avec MM. de Grasse, de Lamothe-Piquet et de Vaudreuil. Il est bien étonnant qu'avec des armées et des flottes considérables, on ait conduit les opérations militaires avec tant de lenteur. Les Français, avec des forces supérieures, auroient pu faire de grandes choses dans les Indes occidentales.

Le marquis de Lafayette partit pour aller cueillir de nouveaux lauriers : arrivé en Amérique, il reprit le commandement d'une division de l'armée des États-Unis. Wasingthon se réunit à Sullivan, et marcha vers New-York : cette ville se trouvoit presque sans défense ; Clinton l'avoit abandonnée pour faire une expédition secrète dans les parties méridionales du continent. Le major Patrisot, qui commandoit en l'absence du général, fit prendre les armes aux habitans, et forma des corps militaires. Dans le même tems, les Espagnols qu'on a accusés d'inactivité dans cette guerre, et qui ont cependant fait de grandes choses,

attaquèrent les deux Florides: déja ils s'étoient mis en possession du canal de Bahama, pour couper le passage du nord de l'Amérique, et gêner la navigation de la Grande-Bretagne. En Europe, Hardy venoit de mourir: on donna le commandement de la grande flotte à Geury, vieillard de soixante-dix ans, qui vivoit en philosophe dans sa terre de Potesden. On prétendit que ce nouveau Cincinnatus n'eût point été arraché à sa charrue, si les amiraux Mann et Baringthon eussent voulu accepter ledit commandement, qui n'étoit point l'objet de l'ambition de la marine anglaise. Deux escadres appareillèrent de Porstmouth pour aller renforcer les armées britanniques dans les Indes occidentales. L'amiral Graves partit de Torbay avec quatre vaisseaux, trois frégates, et trois mille hommes destinés à défendre la Jamaïque qui étoit menaçée d'une invasion. Wasingham mit à la voile avec une escadre de cinq vaisseaux et trois frégates, pour se rendre aux Antilles. Les mers étoient couvertes des convois anglais; les corsaires s'enrichissoient par des prises; l'on parloit d'une autre flotte d'observation, destinée à empêcher la jonction de celle de France et d'Espagne, et à intercepter les renforts que les deux puissances devoient envoyer dans l'Amé- An. 1779

An. 1779. rique. L'Irlande demanda d'être affranchie de la domination britannique, et de jouir du droit et de la liberté de régler les subsides. En Angleterre, le parlement est le vrai souverain : en Irlande, il ne jouit point du pouvoir législatif; il est, ce que sont en France les états de provinces, qui ont conservé une apparence d'administration républicaine : un commissaire du roi demande des impôts; le parlement délibère, les répartit, et les fait percevoir; mais ces délibérations n'ont de force, qu'autant qu'ils ont été sanctionnés et confirmés par le gouvernement. Quarante mille citoyens armés demandoient à grands cris l'indépendance irlandaise. Le comte de Leicester, chef des volontaires, jaloux d'imiter le courage et la fermeté de Wasingthon, déclara publiquement qu'il défendroit, les armes à la main, les priviléges du peuple. Mais le parlement de Dublin s'opposa aux projets de l'armée; et le procureur-général menaça les Irlandais de les subjuguer par la force. Il y avoit dans la chambre des communes un membre qui réunissoit la fierté du républicain à l'ambition du courtisan : philosophe versatil, incertain dans ses opinions et sa morale, autrefois fanatique de la liberté irlandaise, et devenu aujourd'hui son ennemi ardent et esclave de l'administra-

tion britannique : tant qu'il a défendu la cause de la patrie, il a reçu pour récompense de son zèle les hommages et les respects de ses concitoyens ; mais depuis qu'il s'est placé au rang des flatteurs qui entourent le trône, pour solliciter des graces, il a perdu l'estime et la considération publique ; son génie qui a souvent éclairé et frappé d'admiration, s'est éteint tout-à-coup : c'est ainsi que la bassesse et la lâcheté dessèchent l'ame, et détruisent ce principe de vie qui lui donnoit sa noblesse et son énergie. Grantham est le nom de cet homme ; il fit une motion tendante à ce qu'il fût statué que le roi d'Angleterre, les pairs et les communes d'Irlande formoient la seule puissance capable d'assujétir le peuple irlandais, et de promulguer les lois dans ce royaume. Grantham s'éleva contre l'usurpation du parlement de la Grande-Bretagne ; il déclara que si le ciel lui avoit donné un fils, on le verroit, comme le père d'Annibal, le conduire à l'autel pour y faire serment de protéger les droits sacrés du peuple : ce peuple a ses droits ; il a, entr'autres, celui de sommer le parlement de les lui conserver, de lui en rendre compte en tout tems. Un cri qui part de plusieurs millions de bouches, est un cri puissant ; c'est la voix du tonnère ; on a beau chercher à ne pas An. 1779.

An. 1779. l'entendre, elle frappe les oreilles les plus dures. Grantham se plaignit de l'administration tyrannique de la Grande-Bretagne, qui vouloit anéantir le commerce irlandais par des lois fiscales et des prohibitions arbitraires, et prouva que le moment étoit favorable pour rentrer dans les droits primitifs de la liberté. Cet orateur démontra que cette suprématie universelle que l'Angleterre vouloit établir, étoit une chimère, une absurdité; que des légions d'ennemis l'environnoient, la pressoient, fondoient sur elle de toutes parts; que sa suprématie s'éclipsoit; que la mer n'étoit plus son domaine; que l'honneur de ses conseils étoit flétri, ainsi que celui de ses armes; qu'elle n'avoit plus d'armées, de flottes, d'amiraux; que l'engourdissement de l'indolence caractérisoit toutes ses mesures, et que la division, aigrie par les revers, présidoit à ses conseils. C'est à la liberté, sécria Grantham, qu'il s'agit aujourd'hui d'élever un temple en Irlande; ou bien, vous en éleverez un à l'infamie : craignez les réflexions, les remords, les regrets impuissans de la vieillesse : redoutez les malédictions de vos enfans; qu'elles ne vous accompagnent point dans la tombe; que l'on ne dise pas d'âge en âge, de génération en génération : en 1780, le parle-

ment d'Irlande a été acheté par un ministre banqueroutier des deniers d'un trésor vuide ; il s'est fait un dieu de l'intérêt, et a fléchi le genou devant l'idole : encore une fois, au nom de la providence qui vous fournit l'occasion; au nom de l'affection que vous devez à votre postérité ; au nom de tout ce qui constitue le bien-être, la prospérité d'un peuple, établissez les droits, les libertés de votre pays. Si je suis pressant, si je parle avec tant d'émotion, tant de chaleur, assurément je n'ai d'autre intérêt en vue que les vôtres, que celui de ma patrie ; tout ce que je demande pour moi des faveurs que les hommes dispensent, c'est de respirer en commun, avec tous mes concitoyens, l'air pur qu'on ne respire que sur une terre de liberté : ma poitrine sera oppressée; la vie sera pour moi un fardeau pénible, tant que je verrai aux talons du dernier paysan un chaînon de la chaîne britannique. An. 1779.

Le discours hardi et éloquent de M. Grantham ne fit aucune impression, soit que l'on regardât sa motion comme le signal de la guerre civile, et la séparation de deux royaumes funeste à l'Irlande ; soit que l'on crût que l'enthousiasme de M. Grantham fût une hypocrisie politique, et que ce fougueux républicain ne méditât une révolution dans sa pa-

An. 1779. trie, que pour satisfaire sa vaste ambition et son amour pour la gloire. On se trompoit sans doute; M. Grantham n'avoit point cette fermeté de génie, cette énergie de caractère, ce fanatisme de la liberté, qui font créer et exécuter de si grandes choses. Sa motion fut rejetée: cependant plusieurs villes et comtés formèrent des associations, et exhortèrent leurs representans à defendre les droits du peuple, et à delivrer l'Irlande de la servitude où elle gémissoit. Elles prirent plusieurs délibérations qui renfermoient les principes sur lesquels elles vouloient fonder leur séparation : on lisoit dans ces arrêtés, que, par la constitution, une armée sur pied est une armée parlementaire, limitée dans sa durée, ne dépendant pour son entretien que de leur législation; que tout ce qui tend à la subversion de ce premier principe de la constitution est un acte d'hostilité contre la liberté publique; que la maxime qui établiroit, que des volontaires armés n'ont pas le droit de discuter des questions politiques, tend à rendre les associations inutiles à la nation; que le droit imprescriptible d'un peuple libre est de déclarer publiquement ce qu'il pense des mesures publiques auxquelles il prend un intérêt direct; que toute tentative qui seroit faite dans la vue de lui

ôter l'exercice de ce droit, en l'intimidant, AN. 1779.
seroit une atteinte portée contre la constitution, une violation de la liberté de la presse, et une attaque ouverte que feroient les serviteurs du peuple contre les libertés de ceux qui les constituent.

LIVRE HUITIÈME.

Georges assemble son parlement pour lui communiquer la situation difficile des affaires publiques. — État de l'Irlande. — Mouvemens séditieux à Londres. — Lord Gordon. — L'Angleterre déclare la guerre à la Hollande. — Succès de l'amiral Rodney. — Propositions d'une paix partielle faites à Wasingthon, de la part de l'Angleterre. — Continuation de la guerre dans les États-Unis — Pertes et rixes de la Grande-Bretagne. — Affaires d'Irlande. — Burke, Fox quittent le ministère. — Paix avec les États-Unis. — l'Angleterre reconnoît leur indépendance.

An. 1780. GEORGES assembla son parlement. Ce prince, en lui communiquant la situation difficile des affaires publiques, leur rappela cependant les succès que ses armes avoient eues dans la Georgie, et invita le parlement à faire de nouveaux efforts pour parvenir à une paix honorable. Dans la chambre des pairs, le lord Wersmorland proposa l'adresse de remercîment, recommanda l'union, et assura que le roi ne cherchoit point à anéantir les priviléges de son peuple, ni à étendre son autorité; que

si ce dessein eût existé, il ne fut jamais de moment plus favorable à son exécution. M. de Grey fit la même motion dans la chambre des communes ; il invita le parlement à considérer que la guerre actuelle étoit une guerre de jalousie, entreprise dans la vue d'affoiblir la puissance britannique ; que le plus léger symptôme de foiblesse ne feroit qu'encourager cette disposition des ennemis de la Grande-Bretagne ; qu'il y auroit du danger à renouveler des propositions de conciliation, devenues impraticables depuis que les Américains avoient admis les Français dans leurs pays ; que cette alliance ne pouvoit point être rompue par la négociation, et qu'il falloit réunir les efforts pour continuer la guerre. Le règne actuel, s'écria Fox dans son délire républicain, présente une chaîne de revers humilians, de calamités et de détresse : cette chaîne déja longue, prend un degré d'accroissement, qui cependant ne peut plus guère s'étendre ; car du cabinet du ministre, elle touche presqu'aux portes de la ruine ; un chaînon de plus, elle aura rempli l'espace qu'elle doit embrasser. Lord Germaine répondit à Fox, et tâcha de prouver que l'existence de l'Angleterre dépendoit uniquement du développement des forces, et qu'une conduite opposée décéleroit une ex-

An. 1780.

An. 1780. pèce de frénésie, qui ne pouvoit être justifiée que par le désespoir. L'adresse de remercîment fut adoptée.

Il existoit en Angleterre un fanatique furieux qui cherchoit à séduire le peuple et à se déclarer le chef d'une guerre de religion. Lord Gordon, ennemi de son roi, de l'état, de la tolérance, persécutoit les catholiques : c'étoit en les exterminant, qu'il vouloit satisfaire et sa haine et sa férocité ; il se fit déclarer président d'une association protestante, assembla quarante mille hommes, les exhorta à prendre les armes contre les catholiques et leur fit signer un acte pour demander la confirmation des lois pénales. Gordon forma cette multitude en quatre divisions, composées de celle de Londres, de Westminster, du faubourg de Sourvarre et de la division écossaise ; il se rendit au parlement, insulta les membres qu'il soupçonnoit être contraires à l'objet de sa pétition, et força quelques hommes foibles à jurer de voter en faveur de son bill sanguinaire. Cette populace séduite, se livra à tous les excès de la licence et de la fureur. L'évêque de Lincoln et le lord Boston, furent obligés de prendre la fuite, pour éviter la mort. Les chapelles des ambassadeurs de Sardaigne et de Bavière, et plusieurs maisons

des catholiques, furent la proie des flammes. An. 1780.
Londres étoit menacée d'une destruction prochaine, les troupes armées avoient investi le palais de Westminster, et remplissoient le portique. Le chapelain de la chambre, s'adressant à Georges Gordon, lui dit : Prenez garde à tout ce que vous faites; vous répondrez du sang dont vous allez causer l'effusion. Le tumulte s'étant appaisé, Gordon présenta sa pétition, en annonçant au parlement qu'il falloit y statuer : il fut décidé qu'elle seroit prise en considération dans huit jours. La populace, instruite de cette délibération, attaqua quelques membres du parlement, qui cherchèrent leur salut dans la fuite. Le lord Maire se vit forcé de demander du secours au bureau de la guerre. Tandis que la cité étoit dans la consternation, une autre partie de fanatiques répandoit la terreur parmi les habitans de Westminster. Saville, citoyen vertueux, homme doux et tolerant, ami des catholiques, devint l'objet de leur fureur; ils brûlèrent sa maison, et lui-même auroit succombé sous leurs coups meurtriers, si les soldats ne s'étoient point opposés aux violences et aux attentats de ces brigands. Lord Gordon, auteur et complice de cette rebellion, fut assez hardi pour se justifier : le gouvernement n'osa

An. 1780. point punir cet homme qui méritoit la mort; l'impunité le rendit plus audacieux. Ce presbytérien forcené ne cesse de persécuter les catholiques; il cherche par-tout des artisans et des satellites qu'il voudroit associer, et rendre complices de ses forfaits. Tandis qu'il répand par-tout le désordre et la consternation, ce fanatique portant un glaive teint de sang, annonce qu'il ne cherche qu'à défendre la gloire de Dieu et la cause sacrée de la religion.

Les communes prirent connoissance de cette rebellion, blâmèrent l'indolence des ministres et les déclarèrent incapables de gouverner l'état. Le sieur Herbert, jetant les yeux sur lord Gordon qui étoit venu siéger au parlement avec une cocarde bleue, déclara qu'il ne vouloit point voter avec un membre qui arboroit publiquement l'étendard de la révolte. Ce signe de rebellion lui fut arraché; cependant les séditieux continuoient leurs actes de déprédation. Sandwich, soupçonné de catholicisme, fut attaqué et blessé; il auroit été massacré, sans le secours du colonel Smith, qui étoit à la tête de quelques cavaliers. Les rebelles le repoussèrent: cette troupe n'étoit composée que de voleurs armés de bâtons et de massues, menaçant de détruire Londres: ils

ils parloient déja de forcer la banque, de brû- An. 1780.
ler les prisons : ces bruits qu'ils annonçoient eux-mêmes avec une audace inconcevable, passoient de bouche en bouche, et répandoient par tout l'effroi et la désolation. C'est ici qu'il faut admirer ce mélange inconcevable de prudence et de frénésie, de ménagement et de férocité : il ne faut point, s'écrioient ces brigands, mettre le feu aux maisons de nos ennemis, de peur que celles de nos amis ne deviennent la proie des flammes ; mais il faut en enlever tout ce que nous y trouverons, et démolir ensuite les édifices. La maison du juge de paix fut détruite ; la multitude se transporta ensuite aux prisons de New-Caste, et somma le concierge de lui livrer quatre incendiaires qui avoient été arrêtés dans la chapelle de l'ambassadeur du roi de Sardaigne : sur son refus, ces forcenés tentèrent de forcer les portes ; mais n'ayant pu y réussir, ils y mirent le feu ; quatre cent prisonniers rompirent leurs fers ; la maison du lord Manfield fut incendiée. Les notes et les observations dont ce grand justicier avoit enrichi les marges de ses livres de jurisprudence, furent brûlées : ce fut véritablement une perte nationale.

Le gouvernement fut enfin forcé à prendre les mesures les plus vigoureuses, pour arrêter

An. 1780. ces désordres et ces attentats; il assujétit les habitans de Londres et de Westminster à la loi martiale; elle fut donc proclamée : on rassembla un corps de quinze mille hommes, qui se dispersèrent dans différens quartiers; les avenues qui conduisent à la banque, furent occupées par des détachemens considérables : un parti de rebelles ayant voulu forcer un passage, fut repoussé. Ce premier effet de la loi martiale en démontra la nécessité. Il est essentiel de faire connoître en peu de mots à nos lecteurs, ce qu'on entend par la loi martiale. Quelques dangereuses que peuvent être les émeutes populaires, le militaire est absolument soumis au magistrat civil qui marche à la tête des troupes avec l'officier; avant d'en venir aux voies de fait, il est obligé de lire, ou de faire lire une proclamation pour inviter la multitude à se disperser : les soldats ne peuvent attaquer ni combattre, sans l'ordre du magistrat. Ce n'est que lorsque le danger est pressant, et que le moindre retard peut avoir des conséquences funestes, que le roi a le pouvoir de déroger à ces principes constitutionnels, et de faire publier la loi martiale, c'est-à-dire de s'en rapporter à la prudence et à la discrétion de ses officiers militaires, qui peuvent disperser et détruire les assemblées et les associations tumultueuses.

Il y avoit à Londres une partie de citoyens qui, distincte de la populace, sans prendre part à ces excès, en approuvoient secrètement le principe. Dans un état où le gouvernement tend à affoiblir ou à détruire la constitution, l'esprit de faction séduit et subjugue les hommes les plus attachés à la patrie : ce n'est point par haine, par intérêt, par ambition, qu'ils semblent favoriser les rebellions ; mais, mécontens de la forme de l'administration, ils pensent qu'il est utile et salutaire, de voir naître quelquefois les divisions qui peuvent amener un nouvel ordre de choses, et forcer le gouvernement à changer de conduite et de système. Le tems vînt dissiper les erreurs et les préventions de ces citoyens, qui avoient paru attachés à l'association de ces brigands : ils ne virent que des scélérats obscurs qu'il falloit arrêter et punir ; en conséquence, les citoyens s'armèrent, attaquèrent, et poursuivirent les séditieux ; plusieurs furent pris, jugés et condamnés à mort. An. 1780.

Lord Gordon, ce président fanatique de l'association protestante, avoit exhorté dans un libelle, ses associés et ses satellites, à persévérer dans leurs dispositions ; il les invitoit, à la vérité, à se conduire avec modération, et à ne point troubler la tranquillité publique :

An. 1780. mais c'étoit une dérision, un outrage, un attentat, de tenir un pareil langage à des brigands et à des séditieux. Le lord Hilbouroug, ministre, assembla le conseil, et lui communiqua le libelle de lord Gordon : le conseil décida que ce lord devoit être regardé comme fauteur et moteur d'une sédition allarmante, dont il cherchoit à envenimer les effets, par des écrits inflammatoires : le conseil se procura, en peu de tems, plusieurs lettres, dont la plupart, destinées pour l'Écosse, respiroient cet enthousiasme dangereux, qui caractérise toutes les démarches de ce chef forcené ; en conséquence, il délibéra de le faire arrêter : en effet, il fut conduit à la tour; mais il sut échapper à la justice des lois, soit que le coupable eut des partisans et des amis puissans, soit que l'on craignit que l'effusion de son sang ne devînt un germe de révolte, et ne donnât le signal d'une guerre civile : le parlement remercia le roi de ses soins à arrêter la sédition et à punir les rebelles : cette émeute occasionna la réconciliation du roi et des ducs de Cumberland et de Glocester, ses frères ; l'union et la loyauté furent rétablies dans la famille royale.

Les associations protestantes demandoient la révocation d'un bill passé il y a deux ans,

qui annuloit les lois pénales portées contre Ан. 1780.
les catholiques, par Guillaume III : ces lois condamnoient les évêques et les prêtres romains célébrans la messe ou instruisans à une prison perpétuelle, et déclaroient les catholiques inhabiles à succéder et à acheter des biens-fonds. La chambre des communes s'occupa de cet objet : lord North, Burke, Fox, Saville, plaidèrent la cause de l'humanité avec une éloquence et un zèle dignes d'admiration. Le parti de l'opposition et les ministres se réunirent pour combattre l'intolérance. Quoi ! dit lord North, condamner à un emprisonnement perpétuel un prêtre qui, en célébrant la messe, a cru remplir le devoir le plus saint de son ministère : quoi ! adjuger à un fils dénaturé les biens de son malheureux père, que le monstre dénonce pour être catholique : quoi ! ôter à un père la liberté d'élever ses enfans dans les principes de sa religion ; et pourquoi se souiller de toutes ces injustices ; les catholiques nous donnent des preuves de zèle et d'attachement pour leur roi et leur patrie : plût au ciel que l'on pût en dire autant de ces protestans qui ont mis il y a deux jours cette métropole encore fumante, à deux doigts de sa perte. Lord North en tenant ce langage de tolérance, étoit bien sûr de plaire à son roi : ce ministre en se dé-

An. 1780 clarant le défenseur des catholiques, étoit juste par intérêt. Fox annonça que les jours du délire étoient passés, exhorta le gouvernement à protéger les catholiques, et voulut prouver que les principes du catholicisme n'étoient point, comme on affectoit de le croire, incompatible avec la constitution et la liberté civile. Ah! que l'univers, s'écria Fox, se prosterne devant le trône de la tolérance; elle a pour amis et pour adorateurs, tout ce qui existe des gens de bien chez toutes les nations civilisées: enfin, les communes en corps national confirmèrent cet acte glorieux de tolérance et d'humanité de Georges III. En Angleterre, le peuple aime son culte et sa religion; cet attachement le rend quelquefois inquiet et superstitieux; mais c'est avec un transport d'allégresse et d'admiration que le philosophe observateur remarque que le gouvernement, de concert avec le prince, tend à affoiblir et même à détruire cet enthousiasme religieux, et à rendre cette nation, douce et tolérante. Nous soupçonnera-t-on d'erreur ou de prévention, si nous osions annoncer que peut-être un jour ce peuple sera attaché par conviction et par intérêt à la doctrine et au culte de la religion catholique: la Grande-Bretagne est destinée à offrir à l'univers des phénomènes extraor-

dinaires. Les crimes, les passions de Henri VIII, la foiblesse d'Édouard VI et la politique d'Élisabeth, ont détruit l'ancienne religion de l'état : pourquoi un prince habile, ferme et adroit ne pourroit-il pas la rétablir? Marie et Jacques II ont tenté ce grand ouvrage; mais Marie étoit cruelle et Jacques étoit un roi foible, inconstant et superstitieux : d'ailleurs, ces deux siècles n'étoient point éclairés par le génie et la philosophie. Ce n'est point dans un tems d'ignorance et de faction qu'il faut s'occuper de ces vastes projets qui doivent changer la constitution des empires, la législation des gouvernemens, et les opinions des peuples : il faut attendre un siècle de paix, de lumières et de luxe : il s'agit alors de convaincre, de persuader, d'entraîner la volonté et la liberté par la force de l'éloquence, par l'espoir des récompenses, et par les artifices de la séduction. Cette révolution ne s'opérera que dans un tems paisible, où l'homme sans caractère changera ses mœurs, son culte, son génie, au gré des circonstances; il croira que ce changement pourra être agréable à son souverain, et utile pour son intérêt particulier. Les siècles doivent produire de nouveaux principes : l'Anglais deviendra indifférent pour sa constitution, ses lois, sa religion; il ne sera AN. 1780.

An. 1780. ni républicain, ni politique; il voudra être heureux et courtisan; il recherchera les richesses, les honneurs et les dignités; et pour les obtenir, il vendra sa liberté et sa conscience.

La France, après des efforts et des négociations, étoit parvenue à affermir et à consolider ce traité de neutralité, armée, qui devoit établir sur des fondemens inébranlables, l'indépendance des Américains, et ôter à l'Angleterre, les ressources des alliances. Ce n'est qu'en répandant le sang, en incendiant et en dévastant la terre, que les rois ont reculé les frontières de leurs états, et multiplié les conquêtes. Louis XVI, dirigé par un ministre sage, prudent, éclairé a voulu réparer les pertes de la France, et rétablir la grandeur et la dignité de son peuple, sur un traité de confédération pacifique. La Russie, l'Allemagne, la Suède se réunissent pour adopter le système et les vues du cabinet de Versailles. La Hollande se prépare enfin à la guerre pour venger l'insulte faite au comte de Byland, par le commodore Fielding.

Les Anglais avoient quelques succès dans les Indes occidentales. L'escadre de Parker s'étoit emparée de trois frégates françaises, et de onze bâtimens : M. de Lamothe-Piquet, en voulant poursuivre trois vaisseaux ennemis,

se vit sur le point d'être investi par la flotte de Parker; quoique grièvement blesté, il sut échapper à un danger qui paroissoit inévitable. L'amiral anglais, dans ses dépêches, fit l'éloge de l'habileté avec laquelle M. de Lamothe-Piquet avoit su tromper ses efforts. M. de Guichem et le marquis de Bouillé, formèrent le projet d'attaquer Sainte-Lucie. Rodney combattit M. de Guichem : l'avantage fut indécis, quoique le général français restât maître de la mer : il y eut un second combat où la division de Rowley fut maltraitée. L'administration britannique donna la relation du premier combat, et publia que la flotte française avoit été détruite : on demanda dans la chambre des communes la communication des dépêches originales de l'amiral. Lord North s'y opposa, sous prétexte qu'il ne falloit pas instruire la nation des détails du combat. Rodney, en avouant que le comte de Guichem avoit été *noblement* soutenu, ajouta que la plupart des capitaines de la flotte anglaise, avoient refusé d'obéir aux signaux : l'amirauté donna les ordres les plus pressans pour que le nom des officiers dénoncés par l'amiral, fussent inconnus. Dans d'autres tems le gouvernement n'auroit pas montré la même foiblesse : cependant il paroît par la relation du hardi et imprudent

AN. 1780.

An. 1780. Rodney, que lui seul a dispersé vingt-quatre vaisseaux, et que le reste de son escadre fut simple spectatrice de ce combat. Rodney fit la relation du second combat, par ces mots : « Je dois vous informer que M. de Guichem » et la flotte française, sont rentrés en très- » mauvais état à la Martinique, où vous » pourrez être assuré que je les veillerai de » près; et j'espère qu'avant que les Français » soient en état de mettre en mer, j'aurai » occasion de rendre un bon compte de la » flotte espagnole ». On ne peut entendre sans indignation, un général vain et présomptueux, trahir contre sa conscience les droits de la vérité : ce n'est point ainsi que parle et agit un guerrier brave et prudent.

Les Anglais craignirent que M. de Guichem n'attaquât la Jamaïque : cette conquête étoit facile. Rodney, occupé à réparer sa flotte, ne pouvoit point la secourir : un ouragan dévasta cette île; les vaisseaux qui étoient dans la rade furent détruits, et les ports couverts des débris. Les Anglais étoient plus heureux dans l'Amérique septentrionale. Arbuthot s'étoit emparé de quarante navires, et s'étoit réuni avec Clinton : ces deux généraux méditent la conquête de Charleton : cette ville, capitale de la Caroline méridionale, nouvele-

ment fortifiée sous la direction des ingénieurs français, étoit défendue par une nombreuse garnison. Clinton renforça son armée, et envoya Patterson avec deux mille hommes, pour pénétrer dans la province méridionale, par Augusta, dans la vue d'empêcher que Charleton ne fût secouru, et de couper la retraite à la garnison. Clinton commença le siége de cette ville : la tranchée fut ouverte le lendemain. Arbutnot se rendit maître du port; les généraux anglais sommèrent Luciol de se rendre; sur son refus, le siége fut continué : enfin, le général américain fut forcé de se rendre : le major Lelie prit possession de la ville. Laurent, ce républicain vertueux qui contribua par son patriotisme, à poser les fondemens de la liberté républicaine, fut fait prisonnier, conduit à Londres : on le traita comme un rebelle et un malfaiteur. L'Anglais, doux et sensible pendant la paix, devient pendant la guerre, injuste et cruel. An. 1780.

La politique blâma les Anglais de s'être emparé de Charleton : cette conquête servoit à diminuer leurs forces, en les obligeant de multiplier leurs postes. Tandis que cette capitale de la Caroline tomboit au pouvoir de Clinton, Wasingthon méditoit la conquête de Staten-Island, où s'étoient retranchés dix-huit

An. 1780. cents hommes, aux ordres du brigadier-général Sterling. Cette île étoit bien fortifiée : Wasingthon abandonna son entreprise : le général colonel Tarleton défit une division américaine, commandée par Sullivan : ce général américain attaqua ces peuples confédérés, qu'on appèle les six nations, et qui forment une espèce de république dans les déserts de l'Amérique : ils avoient fait un traité avec les Anglais, et s'étoient rendus redoutables par leurs meurtres et leurs férocités. Sullivan les poursuivit avec le fer et le feu, ravagea et incendia leurs habitations : tout devint la proie de ce farouche dévastateur : bientôt les campagnes ne présentèrent que des ruines et des cadavres. Ces malheureux Indiens se vengèrent bien cruellement : un détachement américain commandé par le lieutenant Boyd, tomba entre leurs mains : cet officier et les soldats furent poignardés. Le Sauvage est terrible dans sa vengeance; mais l'homme civilisé qui l'attaque, est plus coupable que lui. Sullivan continua ses ravages, et fut se cantonner dans les derrières de la Pensylvanie. Wasingthon choisit son poste vers New-Yorck, avec une armée de vingt mille hommes. Le général Gattes étoit à Rhode-Island, avec quatre mille soldats : les généraux Willianson et Nelson, comman-

doient dans la Virginie un corps considérable de Milice, et deux mille cinq cents hommes des troupes continentales. An. 1780.

Les Espagnols faisoient des conquêtes brillantes et rapides. Dom Bernard de Galvès, gouverneur de la Louisiane, s'empara du fort de Manchaak, et de plusieurs postes situés sur les bords du Mississipi; soumit un pays fertile et immense; et par son autorité et son intelligence, renversa les projets concertés longtems avant la déclaration de guerre par le major-général Cambel et le brigadier Stuard, de détruire les établissemens espagnols, en feignant de combattre les Illinois. Dom Galvès attaqua, prit plusieurs bâtimens qui venoient de Pensacola, et fit la conquête de cette forteresse importante, située sur le golfe du Mexique: cette perte fut irréparable pour l'Angleterre; elle avoit dépensé des sommes immenses pour l'entretien de cette vaste baie qui favorisoit et protégeoit le commerce de la Jamaïque. Dom Robert Rivos, gouverneur d'Yacatam, chassa les Anglais de *Riohondv*, et s'empara de *Cayocozinu*. Le lieutenant-colonel dom Francisco Pineiro, détruisit les établissemens britanniques, situés dans la province de Campêche, et dom Galvès prit possession du fort de la Mobile.

An. 1780. La guerre se continuoit avec différens succès dans les parties septentrionales de l'Amérique : les Anglais ayant fait une invasion dans le Jersey, furent battus et repoussés par la milice du pays; les insurgens prirent quinze bâtimens chargés de provisions et de troupes pour Québec et Montreal; les corsaires américains ravageoient les bancs et les environs de l'île de Terre-Neuve : les Anglais s'emparèrent du fort de Sprinfield, et le livrèrent aux flammes. Lord Cornwallis partit pour secourir le lord Rawdon, poursuivi par Gattes, et battit le général américain à Cambden : le lieutenant colonel Tarleton fut chargé de poursuivre la petite armée du général Sumpter, l'atteignit et la tailla en pièces. Malgré ces succès rapides et brillans, l'Angleterre alloit éprouver un de ces revers désastreux qui devoient la forcer à demander la paix. Ses défaites furent plus humiliantes et plus terribles que ses victoires n'avoient été utiles et éclatantes : cela devoit être ainsi. Une puissance commerçante et maritime doit nécessairement succomber, lorsqu'elle ira combattre dans des contrées éloignées et contre des peuples enthousiastes de la liberté. Ces petits combats et ces guerres de poste affoiblissoient insensiblement les Anglais; la conquête d'une ville, la réduction

d'une forteresse exigeoient une garnison ; il falloit du tems pour recevoir de nouveaux renforts : après bien du sang de versé, les Anglais étoient obligés d'évacuer les places qu'ils ne pouvoient point conserver. C'étoit une manière de faire la guerre, qui expliquoit l'aveu de leur propre foiblesse, et annonçoit plus l'extrémité de la détresse, que le désir de la conquête. Les Américains opposoient toujours de nouvelles milices, et les soldats paroissoient au premier signal. Un peuple qui combat sur ses foyers, doit s'attacher à se défendre, à former des divisions, à multiplier des détachemens, et à surprendre son ennemi : la guerre défensive a de grands avantages ; les vaincus peuvent facilement réparer leurs pertes : une armée qui traverse des mers et des déserts immenses, cherche à attaquer et à faire des conquêtes ; elle doit se détruire parce que le carnage est plus grand dans l'attaque que dans la défense. An. 1780.

Le congrès établit une armée permanente, et concerta avec les principaux officiers américains et français, les moyens d'arrêter les progrès des armées britanniques. Le colonel Ferguson fut surpris par les Américains, et sa division taillée en pièces ; cet échec força Cornwallis à se retirer avec le corps princi-

An. 1780. pal de l'armée, dans la Caroline méridionale; et c'est ainsi que ce général perdit les fruits de la victoire qu'il avoit remportée à Cambden. Le général Lelie, instruit de la défaite de Ferguson et de la retraite de Cornwallis, abandonna son entreprise contre la Virginie, et fut forcé de faire rembarquer ses troupes sur la Chesapeac, afin de pouvoir seconder les opérations de Cornwallis. Rodney et Wasingham tentèrent une attaque contre Saint-Vincent; mais ils furent repoussés: la France dut la conservation de cette île à la valeur et à la prudence de M. Blanchelande. Le marquis de la Fayette invita les Canadiens à se joindre à la confédération des États-Unis. Le chevalier de Ternay débarqua six mille hommes à Rhode-Island, et M. de Rochambeau s'occupa à fortifier cette île: Arbutnot et Clinton n'osèrent point l'attaquer. M. Rodney souhaitoit de combattre M. de Guichem: il avoit déja annoncé publiquement qu'il alloit s'emparer de l'escadre de don Solano; en conséquence, il étoit parti avec sa flotte; mais M. de Guichem le devança, et la jonction des escadres françaises et espagnoles se fit en présence de l'amiral anglais: cette réunion étoit importante. Rodney et Wasingham auroient pu attaquer M. de Guichem, qui étoit inférieur

rieur en force. L'amiral Rodney se retira à Sainte-Lucie ; dom Solano partit pour la Havane, et M. de Guichem pour l'Europe. Ce fut en ce même tems qu'Arnold trahit sa patrie ; il fut découvert et poursuivi ; mais il se sauva à New-Yorck : l'adjudant-général André, son complice, fut pris et condamné à mort : les lois de la guerre autorisoient sans doute cette terrible exécution ; l'humanité en gémit ; les juges prononcèrent la sentence de mort en versant des larmes. Arnold plus coupable, a perdu l'honneur et vit dans l'infamie ; son crime, toujours présent à sa mémoire, en excitant ses remords, doit tourmenter son ame. Le traître qui a vendu sa patrie, au lieu de recevoir les bienfaits et les récompenses qui lui ont été promis, ne reçoit, après le crime consommé, que le mépris et l'indignation publiques. An. 1780.

Les nations belligérantes se distinguèrent dans des combats particuliers ; les Anglais s'emparèrent de la Belle-Poule ; le chevalier de Kergorion qui la commandoit fut blessé ; la frégate la Capricieuse combattit deux frégates anglaises, la Providence et la Licorne ; le capitaine français perdit la vie, et la frégate ne se rendit qu'après avoir combattu avec une rage et un désespoir dont les annales de

An. 1780. l'histoire présentent peu d'exemples : la frégate la Flore attaqua la frégate la Nymphe ; le chevalier Rumain et le brave M. Cœdic furent tués ; les Anglais s'emparèrent du vaisseau le comte d'Artois ; M. de Cléonard qui le commandoit, fut forcé de se rendre à des forces supérieures : tous ces avantages ne furent d'aucune utilité pour les Anglais. Ces combats particuliers qu'on peut regarder comme des meurtres et des assassinats, n'influoient point sur les opérations militaires des Français. Les Anglais se couvroient de gloire ; mais ils n'affoiblissoient point les forces maritimes de leurs ennemis ; ces succès furent suivis de revers et de pertes ; les corsaires ennemis faisoient des prises considérables et détruisoient le commerce maritime en lui enlevant ses bâtimens et ses équipages : les Espagnols s'emparèrent dans la baie de Gibraltar, de soixante-dix navires.

Le comte d'Estaing fut chargé de ramener de Cadix dans les ports de France, l'escadre et le convoi de M. de Guichem : on dut à la sagesse et à l'habileté du vice-amiral français, l'heureuse arrivée de la flotte et du convoi : l'amiral Darby étoit à la vue de Brest pour empêcher la jonction des flottes combinées. Dom Cordova, instruit qu'il étoit sorti

de Portsmouth un convoi escorté de trois vais- An. 1780.
seaux de ligne, appareilla de Cadix, et s'empara de trente-six bâtimens. M. de Beausset en prit quatorze : cette perte fut sensible à la nation anglaise ; elle accusa le premier lord d'impéritie : il faut avouer qu'il est bien difficile de justifier ce ministre d'avoir laissé partir un convoi si riche sous une foible escorte, tandis qu'il n'ignoroit point que les ennemis avoient dans leurs ports des escadres prêtes à l'attaquer. A cette perte se joignit un malheur plus grand encore; la flotte de la Jamaïque arriva dans les ports d'Angleterre, après avoir été battue violemment par une tempête : le tiers de cette flotte périt dans la traversée.

Depuis le commencement de la guerre, les Hollandais, malgré les remontrances du chevalier d'Yorck, n'avoient cessé de fournir aux Américains, aux Français et aux Espagnols des munitions, des agrets et autres objets nécessaires à leurs marines: ces négocians avides et calculateurs préféroient les marchés de France et d'Espagne, parce qu'ils trouvoient un meilleur prix pour leurs denrées, que dans ceux des îles britanniques.

Le roi d'Angleterre publia un manifeste contre la Hollande, et lui déclara la guerre.

An. 1780 Dans ce manifeste on accusoit les états-généraux de s'être écartés, par les conseils et les intrigues d'une faction dévouée à la cour de France, de ces sages principes qui dirigeoient autrefois la république, et d'avoir suivi une politique injurieuse à l'amitié qui avoit depuis long-tems subsisté entre les deux nations, et qui étoit si essentielle à leurs intérêts : on y parloit de l'indifférence de la Hollande à écouter les propositions amicales de l'ambassadeur d'Angleterre, du refus qu'elle avoit fait de fournir les secours stipulés par les traités, de son mépris pour ces contrats solemnels, en déclarant positivement aux ennemis de la Grande-Bretagne, qu'elle observeroit une exacte neutralité : on lui reprochoit d'avoir aboli des droits dans l'intérieur du pays, afin de faciliter le transport des bois et des munitions en France ; d'avoir protégé le capitaine Paul Jones et les corsaires américains, et d'avoir, de concert avec la France, fait tous ses efforts pour susciter des ennemis à la Grande-Bretagne dans les Indes orientales. La principale attaque du manifeste étoit dirigée contre la ville et les magistrats d'Amsterdam, et contre le pensionnaire Wanberkel.

Déja les armateurs anglais partagent les dépouilles de l'opulent Amsterdamien ; déja

les spéculateurs augmentent les possessions britanniques par la réunion des comptoirs hollandais ; déja on entend par-tout ces paroles : il vaut mieux avoir un ennemi ouvert que de conserver un ami perfide. Ce délire seroit inconcevable, si on ne savoit que l'orgueil national est un fanatisme qui altère la raison et la justice, pour substituer des folies et des chimères qui séduisent et aveuglent un peuple et l'entraîne à sa ruine, dans le même moment qu'il parle de conquêtes et de triomphes. Le vicomte de Stormond communiqua à la chambre des pairs le manifeste contre la Hollande : ce ministre tâcha de justifier la guerre que l'Agleterre venoit de déclarer aux Provinces-Unies ; il voulut démontrer que, par le traité de Bréda, la Hollande étoit obligée à donner des secours à la Grande-Bretagne. Le vicomte de Stormond se plaignit qu'elle avoit refusé d'exécuter ce traité, malgré les remontrances et les mémoires adressés à la république ; que l'Angleterre s'étoit contentée de demander que les Provinces-Unies s'opposasent aux transports illicites des approvisionnemens qui manquoient dans les arsenaux ennemis ; que les Hollandais avoient fourni ouvertement, aux deux puissances qui vouloient obscurcir la splendeur de l'empire britannique, An. 1780.

An. 1780. et anéantir son existence politique, les munitions de toutes espèces dont elles avoient besoin. Le ministre observa que, lorsque les colons de l'Amérique septentrionale jugèrent à propos de se révolter contre la métropole, les Français, malgré leur injustice, sentirent la force de l'obligation qu'ils avoient contractée par le traité d'Utrecht; mais que jamais ils n'osèrent le violer impunément, parce qu'ils connoissoient trop les lois qu'imposent la décence et le respect dus aux traités; qu'il étoit reservé aux Hollandais de les méconnoître, au point de recevoir dans leurs ports un pirate américain, de le protéger, de lui permettre de monter la garde dans un de leurs forts; qu'il n'y avoit point d'exemple de l'acharnement avec lequel ce peuple fait depuis quelque tems la guerre à la Grande-Bretagne; car c'est faire la guerre à une puissance que de s'occuper avec une assiduité non interrompue du soin de garnir les arsenaux de ses ennemis. Le vicomte de Stormond continua d'observer que le traité conclu entre la Hollande et les États-Unis, étoit l'insulte la plus sanglante qu'une tête couronnée pût recevoir; que ce traité étoit propre à révolter la constance la plus éprouvée; que le roi avoit réprimé ses premiers mouvemens; qu'il n'avoit

voulu envisager dans cette dernière provoca- An. 1780.
tion que la ville d'Amsterdam, ou même que les magistrats qui avoient concerté ce complot d'iniquité. Le ministre attaqua violemment le pensionnaire Wanberkel : en terminant son discours, Stormond exhorta le parlement à venger un pareil attentat, et proposa une adresse de remercîment à sa majesté, à raison de son gracieux message.

Lord Shelburne compara l'incompréhensibilité de la guerre contre la Hollande, à celle de la dette nationale devenue si immense, que, si on essaie de la calculer, on se perd dans le calcul; justifia le pensionnaire Wamberkel; nia l'existence du traité dont avoit parlé le vicomte de Stormond; prouva que la guerre que l'Angleterre déclaroit à ses alliés étoit injuste; que c'étoit violer les droits des nations que de s'emparer des vaisseaux hollandais, de leurs marchandises et de leurs propriétés. Lord Shelburne annonça en vain de nouveaux malheurs et de nouvelles disgraces. Dans la chambre des communes, lord North présenta le même manifeste contre la Hollande; il entra dans un grand détail pour prouver la nécessité et la justice de la guerre contre les Provinces-Unies. L'Europe entière lut avec étonnement et avec scandale, un discours pro-

An. 1780. noncé par le sieur Wraxall, nouveau membre des communes; l'on vit dans cette diatribe extrordinaire les fureurs d'un démagogue qui osa calomnier les rois et les nations; on y apperçut plutôt les revers et les mensonges de la politique, que le zèle, les lumières, la force du patriotisme et de la vérité.

Le sieur Wraxall déclara que l'état extrême auquel la patrie se trouvoit réduite, la nature compliquée de ses détresses, les dangers accumulés qui la pressoient de toutes parts, lui imposoient le devoir de communiquer des pensées que ses réflexions lui avoient suggérées; dans la multitude de celles qui se sont présentées à son esprit, s'il s'en trouve une seule qui puisse être de quelque utilité à ses concitoyens, il s'applaudira de ce que ses méditations n'ont pas été vaines : avant de jeter les yeux sur le tableau de la situation présente de la Grande-Bretagne, l'orateur véhément pria la chambre de les porter avec lui sur l'époque brillante de la paix de 1763 : quel spectacle de gloire, de splendeur et de prospérité? hélas! ces tems ne sont pas éloignés, pour qu'on puisse oublier que l'Angleterre étoit non-seulement un objet d'envie pour le monde moderne; mais, que sa grandeur surpassoit de beaucoup celle de l'ancienne

Rome, considérée dans ses plus beaux jours : quel est le point où ce torrent de prospérités s'est arrêté ? quel est le goufre où il s'est abîmé ? où s'est allumé cet incendie dévorant qui consume insensiblement ce glorieux empire ? on en découvre la première étincelle à Boston ; c'est dans cette capitale de la Nouvelle-Angleterre, qu'en 1774 le mauvais génie de la Grande-Bretagne posa le foyer d'où jaillissent les flammes, qui d'abord embrasèrent le continent de l'Amérique, se communiquèrent rapidement à la France, de-là en Espagne, et aujourd'hui en Hollande : la nation, affoiblie par ses pertes, alloit peut-être les réparer en redoublant de vigueur, lorsqu'en 1778 la France défendit ouvertement la cause de l'Amérique. Le perfide rescrit une fois livré, il fallut compter sur deux ennemis au lieu d'un : la campagne s'ouvrit; et à la tête des calamités qui la rendront mémorable, il faut placer le malheureux combat du 27 juillet, jour funeste, jour d'opprobre, jour qui vit flétrir l'honneur du pavillon anglais, jour qu'il faudroit effacer des annales britanniques, ou, s'il faut le conserver, jour qui doit jamais être observé comme jour d'humiliation et de deuil ; jour enfin, où tout Anglais ne doit jamais paroître que dans la cendre et le cilice, la tête

An. 1780.

An. 1780. courbée vers la terre sous le poids de la honte.

Le sieur Wraxall voulut démontrer, que, pour donner à l'empire son ancienne splendeur, il falloit detruire cette maxime, source des revers et des infortunes, qui avoit presqu'établi que les alliances avec les puissances du continent, sont incompatibles avec les intérêts de la Grande-Bretagne. L'orateur jète un coup-d'œil rapide sur l'état actuel de l'Europe: qu'est-ce que le Dannemarck? une nation de pirates, un prince idiot, un gouvernement foible et incapable, un ministère et une régence ennemis de la Grande-Bretagne; qu'est-ce que la Suède? un royaume gouverné par un prince que l'argent de la France rendit absolu en 1772, une monarchie, qui, depuis le règne de Christine, n'a cessé d'être l'alliée de la France; au reste la puissance moderne n'est plus cette puissance, qui, sous Charles XII, faisoit marcher des armées en Saxe, en Bohême, et portoit la terreur aux portes de Vienne et de Versailles.

Qu'est-ce que la Russie? un vaste empire commandé par une grande princesse qui, en des tems plus heureux, marquoit beaucoup d'attachement à la Grande-Bretagne: mais ces tems ne sont plus, elle a perdu par sa

faute une allié. Mais enfin, quel secours décisif peut-elle en attendre; la saison ne permet pas qu'on puisse voir une escadre russe coopérer avec la flotte britannique; et, s'il étoit possible de l'espérer, ces forces auxiliaires n'assureroient pas la supériorité contre les escadres combinées de la France, de l'Espagne et de la Hollande: sont-ce des forces de terre qu'on attendroit de l'impératrice; elle ne pourroit pas, comme en 1774, transporter une armée du golfe de Finlande sur le Rhin, sans la permission ou de la maison d'Autriche, ou de celle de Brandebourg? Que sont la Pologne, la Sardaigne, Naples et le Portugal? des royaumes de nom, dont, en supposant toujours des dispositions favorables, on n'auroit rien à attendre qui répondît aux besoins de la Grande-Bretagne? Restent donc l'Autriche et la Prusse; c'est nécessairement sur l'une de ces deux puissances que doit tomber le choix: Frédéric n'est plus ce grand prince, ce grand général qu'on admiroit, il y a quelques années: succombant sous le poids des années et des infirmités, il a vu sa réputation décliner; livré aujourd'hui à l'esprit d'avarice et de rapacité, devenu capricieux, bourru, il a perdu sa popularité; il ne vit plus, comme il faisoit, au milieu de son peuple; An. 1780.

An. 1780. il s'en est éloigné, et s'est enfermé comme un reclus dans les sombres appartemens de Postdam : à peine ses soldats l'apperçoivent-ils ; il est devenu méfiant, jaloux de son héritier, arbitraire et tyrannique dans les ordres qu'il donne ; en un mot on ne retrouve plus en lui le héros qui combattit à Lilfa, à Rosback : ajoutez à tout cela que, fut-il encore le même, on ne peut se dissimuler son aversion pour l'Angleterre, sa prédilection pour la France : mais bornons-nous à l'envisager comme un prince qui, ayant perdu sa reputation, a fini par aliéner entièrement ses troupes qui s'en plaignent presqu'universellement, le blâment, et comme monarque, et comme général.

Le dieu tutélaire de la Grande-Bretagne vient de rappeler dans son sein une grande princesse qui, sur le déclin de sa vie, étoit presque devenue inutile à ses états ; son grand âge, beaucoup de dévotion, plus que tout cela encore trois archiduchesses ses filles, mariées à des princes de la maison de Bourbon, tout concouroit à la rendre pacifique ; sa mort a changé tout-à-coup le systême du cabinet de Vienne : Joseph II, héritier de ses vertus et de ses vastes provinces, plein d'activité, d'ambition, de courage, dévoré par la

soif de la gloire, connoissant parfaitement non- An. 1780.
seulement les peuples qui lui sont soumis, mais une grande partie de l'Europe, particulièrement la France; s'occupant des moyens d'illustrer son nom, et d'ajouter à la prospérité de ses états, en les faisant participer aux richesses du commerce auquel on sait qu'il a déja ouvert quelques canaux, supérieur aux préjugés religieux; tel est l'allié puissant dont la Grande-Bretagne doit à l'instant même rechercher l'amitié : l'Angleterre y a quelques droits; elle a soutenu les prétentions de son ayeul à la couronne d'Espagne: elle a affermi le trône chancelant de sa mère; mais que proposera-t-elle à l'empereur pour l'engager à l'assister; elle lui fera trois grandes propositions; premièrement, pour le mettre en état d'entrer en campagne, la chambre votera en sa faveur un million sterlings; en second lieu, on ouvrira le port d'Anvers qui sera déclaré libre; troisièmement, comme on sait qu'il désire quelque établissement dans l'Inde, on lui offrira Malaca, Ceylan, Cochin et Negapatam. L'avance d'un million est indispensable: il est notoire que l'empereur a besoin d'argent: si l'on objecte la dette nationale; si l'on dit que, dans ces circonstances présentes, on n'est pas en état de sacrifier un million ster-

An. 1780. lings à l'acquisition d'un allié si puissant; au nom de Dieu, des l'instant même, tombons à genou, et demandons la paix, comme le fit Louis XIV en 1709, à Gertrudenberg.

Ouvrir le port d'Anvers, et le rendre libre, c'est à-la-fois obliger un allié précieux, et nuire à un ennemi. Si le port d'Anvers est rétabli dans sa première splendeur, Amsterdam est ruiné : la situation de l'Escaut est infiniment supérieure à celle du Texel, et bien plus favorable au commerce. On sait que les Hollandais ont pris beaucoup de peine, et dépensé beaucoup d'argent pour gêner la navigation de l'Escaut; que non-seulement ils y attachent des monceaux énormes de pierres, mais qu'ils y ont même construit des ouvrages en maçonnerie : c'est de l'argent qu'il en coutera pour détruire les obstacles à l'égard des établissemens qu'il est convenable d'offrir à l'empereur dans l'Inde : il sera singulièrement sensible à cette attention, si l'on peut en juger par l'application avec laquelle il s'est attaché à s'en procurer, en s'emparant des îles de Nicobar. Un quatrième moyen de l'intéresser, seroit de diminuer les droits sur les dentelles de Flandres, et sur d'autres articles exportés des pays-bas autrichiens. Si par ces moyens on réussissoit à obtenir l'al-

liance de l'Autriche, les avantages qui en ré- An. 1780.
sulteroient pour l'Angleterre se présentent en foule. Quelle diversion en sa faveur, si, comme le fit en 1744 le prince Charles de Lorraine, l'empereur se portoit sur le Rhin pour demander, comme son patrimoine, le duché de Lorraine, et l'Alsace comme dépendance de l'empire. Le roi de Prusse n'est pas en état de porter sur le Rhin une armée de cinquante mille hommes; l'armée impériale s'y recruteroit avec facilité, et ses mouvemens seroient si rapides, qu'on la verroit bientôt aux portes de Strasbourg; il faudroit donc alors que la France portât une armée de cinquante mille hommes, à cinquante milles de ses frontières; qu'elle s'occupât de ses troupes de terre: adieu sa marine si vantée; ses finances épuisées par le bureau de la guerre ne seroient plus versées dans la caisse du bureau de la marine; on ne verroit plus les chars, chargés d'espèces, prendre la route de Brest et de Toulon; l'Espagne et la Hollande se ressentiroient des mêmes coups; leur marine tomberoit en décadence; l'Angleterre auroit rempli son objet. Un noble lord a récemment dit et répété le mot célèbre *delenda est Carthago*. Il faut détruire la marine de France: on a demandé comment on s'y prendroit pour effectuer cette destruc-

An. 1780. tion; on vient de répondre à cette question : formez une alliance avec l'empereur, et la maison de Bourbon est détruite.

Le discours de M. Wraxal fut généralement applaudi; mais cet orateur se laissa égarer par le feu de son génie et la fougue de son imagination; il ignoroit sans doute que l'empereur avoit sollicité lui-même auprès des puissances du Nord, cette neutralité armée, si utile à l'Europe. Joseph II avoit vu dans la révolution de l'Amérique, un avantage précieux, celui d'agrandir et de vivifier l'esprit de commerce et de communication générale entre les divers peuples de l'ancien et du nouveau monde, en affranchissant leur navigation des entraves que l'ambition d'une seule nation y avoit mise pour son intérêt exclusif. Ce prince, par de foibles avantages qui lui avoient été offerts, n'avoit point voulu violer la foi des traités, et rompre les nœuds d'une alliance fondée sur l'amitié et sur la politique. En déclarant la guerre à la France, Joseph auroit embrâsé l'Europe, et l'Europe auroit pris les armes contre lui.

Le parlement félicita son roi d'avoir déclaré la guerre à la Hollande, et la nation se réjouit d'avoir un ennemi de plus à combattre : elle ne redoutoit point cette puissance, parce

parce qu'elle voyoit que par les entraves et les artifices de son premier magistrat, elle ne parviendroit jamais à développer ses forces maritimes, et que les opérations militaires seroient conduites avec tant de lenteur, qu'elles deviendroient plutôt nuisibles qu'avantageuses à la France : la correspondance secrète du roi d'Angleterre avec le prince d'Orange, leur alliance, tout servoit à entretenir et accréditer cette opinion que le tems a justifiée. Le stathouder, dans l'espoir d'étendre son autorité, et de changer la constitution de l'état, s'étoit uni avec Georges par les liens de l'intérêt et de la politique : d'ailleurs, l'Anglais regardoit le Hollandais comme un peuple foible, riche, corrompu, qu'on peut impunément dépouiller de ses trésors, et s'emparer de ses possessions : ce mépris et cet espoir de pillage flattoient l'avarice de la nation anglaise, et dissipoient ses alarmes. An. 1780.

Dans la dernière session du parlement, on s'étoit occupé de réformes et d'associations, formées dans la vue de faire adopter au gouvernement les plans proposés pour rétablir l'égalité des représentations au parlement. Les ministres parvinrent à faire rejeter les adresses et les pétitions présentées par plusieurs villes et comtés du royaume ; mais une nouvelle

An. 1780. association fut formée, et la nation demanda à grands cris un nouveau plan d'administration. Le comté d'Yorck se distingua par son zèle, et par la force de ses délibérations : il observa que, sous les règnes de quatre princes de la maison de Stuart, on avoit fait de fréquentes tentatives pour renverser la constitution, abolir les parlemens, et s'attribuer par la force une autorité illimitée et despotique ; que les princes leurs successeurs, instruits par les revers multipliés, et par la perte funeste de cette famille, paroissoient avoir adopté, à l'époque de la révolution, un système d'attaque plus doux, mais non moins dangereux : depuis ce tems, aucune usurpation violente, aucune hostilité contre le parlement. La politique dominante du gouvernement a été de substituer les arts de la séduction ; et, en introduisant dans ces assemblées une dépendance corrompue, d'émanciper virtuellement la couronne, et de la soustraire à l'autorité des lois et à l'inspection du peuple. Dans ces jours de succès, où la vanité et la prospérité nationales étoient portées à leur comble, arrêter le torrent de la corruption, eût été une tentative vaine et infructueuse; mais aujourd'hui que, par l'infatuation inexpressible des ministres, ce prestige de gloire

nationale est dissipé ; aujourd'hui que les provinces de l'Amérique sont démembrées de l'empire ; aujourd'hui que l'agriculture et les manufactures déclinent à proportion de ce que le fardeau des taxes et la masse de la dette publique s'accroissent ; aujourd'hui que la substance nationale s'évapore rapidement, à raison de la profusion des dépenses qu'entraîne cette guerre aussi malheureuse qu'imprudente ; aujourd'hui que l'influence de la couronne, nourrie par cette profusion même, s'est accrue au point le plus allarmant, il est évident que le système de corruption est parvenu à son dernier degré de maturité, et que la crise fatale est enfin arrivée. Il faudra donc se résoudre à l'amputation de cette tumeur empoisonnée, excroissance de la constitution viciée, ou bien une dissolution politique sera l'effet inévitable de la négligence et de la lâcheté. Parmi les abus multipliés qui infectent le gouvernement, celui que l'on peut regarder avec raison le plus violent et le plus terrible, est l'inégalité introduite au parlement dans la représentation du peuple. La balance de la constitution avoit été sagement placée entre les mains des comtés, des cités et des villes principales ; mais, par les caprices et les passions des rois, depuis Henri VI jus- An. 1780.

An. 1780. qu'à Charles II, elle en a été retirée insensiblement, et entièrement livrée aux bourgs inférieurs, par l'addition de deux cents bourgeois introduits au parlement. Depuis Charles II, les maux introduits par cet exercice irrégulier de l'autorité royale, se sont accrus par l'opération silencieuse du tems. Plusieurs villes, qui n'avoient point de représentans, sont devenues considérables par leur population et leurs richesses ; plusieurs bourgs sont tombés dans l'indigence, ou même ont totalement disparu, sans laisser d'autre trace de leur existence que le privilége d'une représentation nominale. Il est prouvé que la couronne, et quelques grandes familles nommant les représentans pour ces bourgs ensévelis sous des ruines, trouvent ainsi le secret de s'assurer d'une majorité dans la chambre des communes. Un ministre, distributeur des bienfaits et des récompenses, trouvera toujours un apas certain dans cette majorité, quelques funestes que puissent être les mesures de son administration à la liberté et à l'intérêt général de sa patrie. Les membres qui représentent les grandes masses de propriété, soit foncière, soit du ressort du commerce, éleveront en vain leurs vœux en faveur de leurs constituans dans la balance par-

lementaire ; un petit village l'emportera sur Ax. 1780.
un comté ; et quelques hameaux, où il peut rester encore quelques vestiges de population, décideront les grandes et importantes questions de l'état.

Un parlement, dans l'élection duquel on apporteroit des proportions raisonnables, représenteroit les sentimens de la communauté entière, et agiroit pour l'intérêt général ; mais il n'est point de lois pénales, point de réglemens extérieurs qui puissent exclure la corruption d'un sénat si inégalement combiné ; parce que toutes les fois que les hommes exerceront l'autorité absolue, l'avantage partiel l'emportera toujours sur l'intérêt public. Cet abus énorme, dans la représentation du peuple, prend principalement sa source dans l'innovation produite par le ministère. Avant donc que le parlement puisse redevenir l'incorruptible gardien de la chose publique, il faut qu'il use de son autorité, pour que le contrepoids qu'exigent ces bourgs dépendans et serviles, soit rendu aux comtés, aux cités et villes principales. La durée septennale du parlement est un autre abus manifeste qui demande hautement une réforme ; le statut qui l'a établie, étoit non-seulement contraire au génie de la constitution, il étoit

An. 1780. encore une infraction directe de la loi triennale, sous l'autorité de laquelle siégeoit, et avoit été élue la chambre des communes. Dans le tems où il fut passé, cette chambre s'arrogea un pouvoir inconstitutionnel qui pouvoit excuser difficilement la nécessité momentanée qu'elle allégua. Elle déclara alors que c'étoit l'expédient du tems présent, une précaution contre les cabales de la famille bannie ; mais depuis que les prétentions de cette famille au trône sont universellement abandonnées, méconnues, la révocation de l'acte septennal est un acte de justice à laquelle la politique de l'état ne s'oppose plus, et que le peuple a droit de demander. D'après ces principes, en introduisant dans le parlement une réforme modérée, le système de corruption seroit efficacement supprimé, et on pourroit se flatter de transmettre à la postérité la plus reculée l'exercice et la jouissance de la liberté publique. Si la chambre des communes, après avoir reconnu par son vote que l'influence de la couronne s'étoit accrue à un point alarmant, a rejeté avec mépris toutes les mesures proposées pour diminuer cette influence, cette chambre des communes a justement perdu la confiance publique. Il est évident que c'est dans cette cham-

bre que toutes les plaintes domestiques prennent leur source ; et si l'on ne parvient pas à y réformer les abus fondamentaux, l'interposition du peuple sera nécessaire. La déclaration que fait le peuple en corps national, est la dernière ressource de la constitution, lorsqu'il s'agit de restreindre un parlement corrompu, ou une administration tyrannique. L'interposition du peuple ne doit pas avoir lieu dans les occasions de peu de conséquence ; mais lorsque des abus énormes la rendent indispensable, elle ne doit jamais être vaine : il est donc nécessaire que le sentiment collectif du peuple soit appuyé des mesures les plus efficaces qu'il soit possible de concerter, en se conformant strictement aux réglemens prescrits par les lois ; car le système de corruption est un établissement qui embrasse une vaste étendue ; et il faut l'interposition du peuple pour détruire les efforts des ministres qui ont intérêt à étendre le despotisme des rois, en changeant la constitution de l'état. An. 1780.

La chambre des communes avoit décidé que l'influence de la couronne s'étoit accrue ; mais ce jugement étoit illusoire, puisque les ministres continuèrent à persévérer dans leur système, et à suivre leurs opérations militaires, civiles et financières. Parmi les diffé-

Av. 1780. rens moyens que le parti de l'opposition et une partie du peuple présentèrent pour diminuer cette influence, il y en avoit deux qui sembloient en effet tendre à restreindre l'autorité royale: le premier étoit une juste représentation des députés des villes et comtés du royaume; le second, de rendre les parlemens triennaux. Il y a en Angleterre plusieurs bourgs ou villages éloignés de Londres, qui ont droit de nommer des représentans: les élus, sans attachement pour des propriétés, situées dans des lieux déserts et sauvages, deviennent des courtisans dans la capitale; ils forment des projets et des établissemens, sollicitent des graces et des récompenses. Comme le roi est le maître et le distributeur des emplois et des honneurs, ils abandonnent la cause de leurs électeurs, et viennent se ranger sous les étendards des ministres. Pour arrêter les effets de cette infâme corruption, le parti de l'opposition exigeoit que ces bourgs ou villages, qui n'ont aucune existence politique, fussent dépouillés de ce même droit de représentation, pour le transférer à des villes et à des comtés dont les citoyens, riches, puissans et patriotes, seroient plus attachés à la constitution de l'état. Fox et Wilkes prononcèrent des discours élo-

quens, pour prouver la justice de réformer un abus qui tendoit à détruire l'égalité dans le droit d'élection : mais où pouvoient tendre ces efforts et ces déclamations ? Quand même on parviendroit à faire cette réforme parlementaire, le roi aura toujours la majorité dans la chambre des communes, lorsqu'il s'agira d'obtenir des subsides, de conserver ou d'étendre l'autorité royale : l'exemple des siècles passés ne décide rien, parce que tout est bouleversé, et que tout a changé de face. Le peuple anglais a perdu son fanatisme civil : il voit sans inquiétude ses députés et ses représentans sacrifier ses libertés et ses droits pour obtenir les récompenses et les bienfaits du gouvernement. Une nation qui ne s'occupe que de son commerce et de sa fortune, n'apperçoit point les changemens qui s'opèrent dans la constitution de l'empire : les républiques mixtes, où il y a un chef ou un magistrat, doivent nécessairement devenir des états monarchiques. AN. 1780.

Le parti de l'opposition ne cessoit de demander la révocation de la loi qui fixe la durée du parlement à sept années. Mais pourquoi renouveler éternellement les mêmes plaintes et les mêmes réclamations ? La fixation triennale ou septennale des parlemens ne

An. 1780. changera point la forme actuelle du gouvernement, ni le systême de la cour; le roi parviendra toujours à obtenir la majorité des suffrages, parce qu'il a en son pouvoir ces agens corrupteurs qui rendent inutiles les efforts que peuvent faire le patriotisme et le courage, pour conserver la constitution de l'état. Quel est l'homme qui, dans un tems de luxe et de plaisir, peut résister à cette séduction qui force la volonté, enchaîne la conscience, et fixe l'opinion? Jetons un coup-d'œil rapide sur les opérations militaires que nous sommes souvent obligés d'interrompre, pour présenter à nos lecteurs des objets plus utiles et plus instructifs.

La grande flotte britannique devoit continuer sa croisière et protéger le retour de quatre convois qu'on attendoit des Deux-Indes. On équipa une escadre de cinq vaisseaux, aux ordres du lord Malgrave, pour attaquer les Hollandais: le commodore Johstonne devoit reprendre sa station devant Lisbonne, et l'amiral Hugues devoit être renforcé dans les Indes orientales.

La compagnie anglaise s'occupoit à augmenter dans cette contrée asiatique son commerce, et à grossir ses trésors: maîtresse absolue des plus riches provinces de l'Indous-

tan, elle tire chaque année de ses possessions des sommes immenses, qui, converties en marchandises, procurent à la métropole un revenu considérable. Cette compagnie de négocians calculateurs crut que l'éclat et l'appareil de la puissance en imposeroient aux Nababs de cette vaste région, et les forceroient à protéger ses comptoirs et ses achats. L'artifice, la force, le brigandage, la tyrannie, voilà ces agens terribles qu'elle employoit pour séduire le peuple et épouvanter les souverains: elle établit sa gloire et sa prospérité sur les injustices, les déprédations et les crimes; mais un empire ou une société établis sur une pareille bâse, ne sauroient subsister; sans cesse déchirés par des commotions violentes, il faut nécessairement qu'ils s'écroulent : après avoir brillé pendant quelque tems, ils tombent dans un affoiblissement qui produit enfin leur chute et leur dissolution. Le gouvernement britannique devint jaloux et inquiet de la puissance et des richesses de la compagnie des Indes; il forma le dessein de s'emparer de ses possessions territoriales : pour l'exécuter, il attaqua ses droits et ses priviléges; le parlement changea la forme de l'élection des directeurs, créa une nouvelle cour, accorda à la couronne la no- An. 1780.

An. 1780. mination des juges, établit un conseil suprême semblable dans sa nature à celui qui avoit été originairement projeté par la compagnie, sous la dénomination de nouvelle commission de surveillance. Ce bill excita des murmures et des plaintes parmi les actionnaires de la compagnie; il s'éleva une guerre intestine entre les ministres et les administrateurs négocians. Hasting, gouverneur du Bengale, qui, pour satisfaire sa rapacité et sa vengeance, sacrifia la justice et l'humanité; ce tyran calculateur, qui immola tant de victimes, qui commit tant de forfaits; Hasting sut donner au commerce anglais un éclat inconnu jusqu'alors. L'administration demanda sa démission: elle fut résolue dans une assemblée; mais les actionnaires s'y opposèrent avec tant de force, que Hasting fut conservé dans son gouvernement. Cet administrateur ne cessoit de combattre et de négocier; mais bientôt la société marchande, fière de ses succès et de ses richesses, chercha à rendre esclaves les Nababs, et à vouloir leur imposer des lois dures et cruelles. Le despotisme et l'oppression doivent nécessairement produire des guerres et des factions: tout est dans le désordre et l'anarchie; le pouvoir civil combat le pouvoir militaire; cette lutte continuelle

enfante les haines, les vengeances, les dépré- An. 1780.
dations, les assassinats; bientôt le Bengale, les côtes de Coromandel, du Malabar, le Carnate, et les autres parties de l'Inde sont ravagées et incendiées; cette terre, si riche et si fertile, devient le théâtre du carnage, et n'est couverte que de ruines et de cadavres : le détail de ces scènes de destruction est étranger à l'histoire que nous écrivons.

Il suffit d'observer qu'on attribua les désordres et les calamités qui désoloient les Indes orientales, à Thomas Rumbod, gouverneur de Madras; lord Macartney, qui avoit été commandant à la Grenade, lui succéda, malgré les protestations de quelques actionnaires. On venoit d'apprendre qu'Hyder-Alican, ce guerrier farouche, cet ennemi cruel des Anglais, étoit à la tête d'une armée formidable des Marates, et qu'il avoit ravagé plusieurs possessions anglaises sur la côte de Coromandel : ce conquérant dévastateur étoit entré dans le Carnate, à la tête de quatre-vingt mille hommes, et avoit porté la désolation et la mort aux environs de Madras, dont il vouloit faire la conquête; il tailla en pièces l'armée du colonel Bailie, composée de trois mille Sypayes, et cinq mille Européens. Le royaume d'Arcate fut abandonné au vain-

An. 1780. queur : la conquête du fort Basan, faite par les Anglais, ne pouvoit point réparer les pertes immenses qu'ils venoient de faire; l'infériorité de leurs forces, la bravoure et l'habileté des Français, la haine et la valeur d'Hyder-Ali-can, sembloient leur annoncer de nouveaux désastres.

Le commodore Johstonne avoit formé le projet d'attaquer les établissemens hollandais; en conséquence, il appareilla pour se rendre au cap de Bonne-Espérance. Le baillif de Suffren étoit parti pour l'Inde, avec une frégate considérable ; Johstonne débarqua à San-Yago pour s'y rafraîchir : cette colonie portugaise étoit neutre; le commandant français se présenta à la rade ; le commodore anglais l'attaqua. Il y eut un combat : Johstonne fut battu, malgré sa relation infidèle où il s'attribua la victoire. Si le baillif de Suffren eût été secondé, il auroit détruit la flotte anglaise : il mit ensuite à la voile, et laissa Johstonne à San-Yago, occupé à se réparer. Il arriva au cap, sauva cette île par son activité et sa valeur, et continua sa route pour les Grandes-Indes. Le commodore anglais se rendit au cap, dans le dessein de l'attaquer; mais il le trouva fortifié : il s'empara de quelques bâtimens, et retourna en

Europe, laissant à Bikerton le commandement de la flotte. Johstonne, qui réunissoit la vanité à l'ambition, revint sans gloire et sans trésors, puisqu'il ne fit ni la conquête du cap, ni de la riche flotte de la Platta. Les Hollandais dûrent la conservation de leurs riches établissemens à un officier français, dont l'univers a admiré les talens militaires : le nom de ce brave guerrier, inscrit dans les annales de la France, lui sera toujours cher, et sa patrie reconnoissante le placera au rang de ses héros et de ses défenseurs. An. 1780.

Le baillif de Suffren se réunit avec M. d'Orve, malgré les efforts de l'amiral Huguhes : il y eut un combat où les Anglais eurent l'avantage, puisqu'ils s'emparèrent de trois bâtimens de transport. Huguhes fut forcé ensuite de porter toutes ses forces vers Madras, qui étoit menacée d'être assiégée par Hyder-Ali-can : le baillif de Suffren resta maître de la mer, et s'empara d'un grand nombre de vaisseaux destinés à approvisionner la capitale des Indes britanniques; Coote battit l'armée d'Hyder-Ali-can. Le général indien perdit dans cette sanglante bataille quarante mille hommes : il fut poursuivi par le vainqueur, qui remporta une seconde victoire. Hyder-Ali-can rallia ses troupes dispersées, livra un troi-

An. 1780. sième combat, où il fut encore vaincu. Ces victoires et ces succès sembloient avoir renversé la puissance des Marates, et tout assuroit aux Anglais la conquête des Indes. Coote étoit un grand guerrier; il réunissoit la valeur du soldat à la prudence du général. Hyder-Ali-can trouva dans son génie et sa bravoure des moyens pour réparer ses malheurs et ses pertes.

L'amiral Huguhes enleva aux Hollandais plusieurs établissemens sur les côtes de l'Inde et de l'île du Ceylan; il s'empara de Negapatam et de Trinquemale. En Europe, le comte de Guichem mit à la voile de Brest, pour se réunir à la flotte espagnole. Il arriva à la baie de Cadix : on avoit rassemblé dans ce port des munitions de guerre de toutes les espèces, des bombardes et des brûlots ; une armée de quinze mille hommes, commandée par le duc de Crillon, campoit aux environs de Cadix ; on l'exerçoit tous les jours aux évolutions militaires, à des attaques, à des descentes simulées. Cette armée s'embarqua pour une expédition qui sembloit menacer Minorque ou Gibraltar. On craignoit en Angleterre une invasion : l'amiral Darby reçut ordre de rentrer, pour veiller à la défense des côtes : une tempête affreuse sépara les deux flottes

flottes combinées, et força chaque division à rentrer dans leurs ports. Cependant le duc de Crillon étoit arrivé à Minorque : il fit la conquête de Mahon ; et bientôt toute l'île passa sous la domination espagnole. Les Anglais auroient pu reprendre Mahon, et s'emparer d'un riche convoi ; mais ils s'occupèrent à des vaines croisières sur les côtes d'Irlande, pour chasser quelques corsaires français, et les éloigner de ces parages. AN. 1780.

L'Angleterre équipa une flotte pour renforcer les escadres qui étoient en Amérique ; le commandement en fut donné à Rodney. Kempenfeld partit pour se rendre dans la Manche ; il rencontra M. de Guichem : cet amiral n'osa point livrer le combat ; mais il s'empara de quinze bâtimens de transport, chargés de troupes et de munitions de toutes espèces : le marquis de Vaudreuil sauva le reste du convoi : Kempenfeld fut forcé de rentrer, parce que sa flotte étoit inférieure à celle des alliés. Le parti de l'opposition reprocha aux ministres d'avoir exposé cet amiral à être combattu par des forces supérieures. Le marquis de Rokingham, dans la chambre des pairs, et Fox dans celle des communes, les accusèrent de trahison : le sieur Binc demanda une enquête ; mais le parti ministériel triompha : l'enquête ne fut point ac-

An. 1780. cordée. On ne peut point concevoir pourquoi le ministère britannique, instruit qu'il y avoit dans le port de Brest, une flotte de vingt-deux vaisseaux, prête à mettre en mer, envoya dans la Manche une escadre de treize vaisseaux, qui auroit pu être attaquée et détruite. L'Angleterre s'occupoit depuis long-tems à frapper un coup décisif contre la Hollande. Le vice-amiral Parker, avec des forces supérieures, vint attaquer le contre-amiral Zoutman : l'action fut longue et meurtrière ; les deux flottes se séparèrent maltraitées : elles étoient dans une égale impuissance de recommencer le combat. Zoutman se distingua par sa valeur, et les Hollandais combattirent comme des héros : mais bientôt, cette nation livrée à des divisions intestines, perdit son courage et son énergie. Cette république de marchands, plus occupée de ses richesses que de sa gloire, ne montra plus qu'une inertie et une indifférence qu'il faut attribuer à ces factions continuelles, qui agitoient le peuple et son premier magistrat ; divisions qu'on ne pourra éteindre, qu'en rendant le stathouder souverain, ou en détruisant le pouvoir qui lui a été confié. La constitution hollandaise ne peut point exister dans cette lutte continuelle : les mouvemens de cette machine compliquée, rendent les opérations

lentes et difficiles, et affoiblissent ce premier An. 1780.
enthousiasme, qui, dans les républiques, enfante des prodiges : il faut rendre à cette constitution, ce principe de vie et d'activité qui lui manque; mais on ne pourra jamais parvenir à opérer cette utile révolution, tant que les intérêts des différentes provinces ne seront pas confondus dans l'intérêt de la confédération générale, et tant que le stathouder, qui ne cherche qu'à étendre son autorité, aura en main ce pouvoir militaire si funeste aux peuples et aux gouvernemens. La Hollande seroit peut-être plus heureuse, si elle confioit à un seul homme la plénitude de la souveraineté, en lui imposant la nécessité d'obéir aux lois conservatrices de la liberté publique, et en se réservant le droit de le priver du trône, s'il osoit violer ses promesses et ses sermens.

La Hollande accusa le stathouder, de n'avoir pas donné des forces suffisantes au contre-amiral Zoutman : en Angleterre, le parti de l'opposition reprocha au lord Sandwich, d'avoir négligé de renforcer l'escadre britannique, de trois vaisseaux qui étoient équipés, et qui, par cette réunion, auroient peut-être décidé la victoire en faveur des Anglais. Zoutman fut élevé au grade de vice-amiral, et Parker reçut

An. 1780. de son roi, l'honneur de l'acolade, et fut créé chevalier, au bruit des acclamations et des salves des canons de la flotte : cependant, Parker donna sa démission, et se retira dans la solitude; il refusa de servir la patrie, tant que les ministres conserveroient leurs places.

Les Anglais avoient faits pendant le cours de la guerre, des prises considérables aux Hollandais. Le duc de Richemond, qui joint à l'amour de la patrie les vertus douces et paisibles de l'humanité, s'attendrissoit sur le sort de ces malheureux, qui gémissoient dans les fers d'une dure captivité : on avoit ouvert à Amsterdam une souscription de cinq cent mille livres, en faveur des matelots hollandais prisonniers. Le duc de Richemond fut chargé de veiller à ce que les deniers fussent appliqués à leur véritable destination : ce citoyen vertueux s'acquita avec zèle et avec fidélité de cette honorable commission, et se déclara le patron et le protecteur de ces malheureux prisonniers. Il est consolant pour l'historien, de se reposer quelquefois pour raconter ces actes de bienfaisance qui portent dans l'ame la joie et l'attendrissement : après avoir contemplé si longtems le tableau du crime et du malheur, il est doux de se fixer un moment sur celui de la vertu et de l'humanité.

L'amiral Rodney se trouva maître dans les Indes occidentales : cet officier, plus hardi que prudent, plus heureux qu'habile, se présenta devant l'île Saint-Vincent, qu'il abandonna pour attaquer Saint-Eustache; il en fit la conquête, s'empara des richesses et des possessions des habitans : cet amiral flétrit ses lauriers par cet esprit de rapacité et d'avarice, qui dégrade l'ame. Rodney avoit sans doute besoin de réparer sa fortune épuisée; mais les moyens dont il se servit, doivent le dévouer à la haine publique : ses exploits et ses succès lui méritoient les dons et les bienfaits du gouvernement. C'étoit en demandant le prix et la récompense de ses travaux, et non pas en multipliant ses actes de déprédation qu'il pouvoit et devoit obtenir les honneurs et les richesses. Les Anglais s'emparèrent ainsi de Démérary et Esquibo, colonies hollandaises, situées dans le continent de l'Amérique méridionale; perte immense pour le commerce hollandais. Rodney envoya en Angleterre ses dépêches et une partie de ses prises, aux ordres du vice-amiral Hotham : ce riche convoi fut reconnu et attaqué par M. de Lamothe-Piquet, qui s'empara de vingt-six navires. An. 1780.

M. de Grasse prit le commandement de la flotte qui avoit été destinée à M. de Latouche-

An. 1780. Tréville : il arriva à la Martinique. L'amiral Hood se proposa de fermer, à l'escadre française, l'entrée du port royal. Les deux flottes combattirent pendant quelques heures ; la victoire fut indécise : Hood, inférieur en forces, fit des prodiges de valeur. Le général français refusa de livrer un second combat qui lui fut offert; il méditoit de grands projets : il paroît qu'il n'étoit pas prudent de confier au sort d'une bataille le succès de ses entreprises. Quelques jours après, M. de Bouillé fit la conquête de Tabago; M. de Grasse remit à la voile pour l'Amérique septentrionale; il franchit le canal dangereux de Bahama, dont aucune flotte n'avoit osé tenter le passage depuis l'amiral Boscaven. Hood qui l'avoit poursuivi, lui livra un second combat qui fut encore indécis. M. de Grasse vouloit intercepter la flotte de la Jamaïque, composée de cent quatre vingt voiles, de cinq cent tonneaux, et quatre mille hommes; mais ce convoi entra heureusement dans le port. Le général français se disposoit à joindre l'armée des Américains pour porter un de ces coups hardis qui sembloit devoir terminer la guerre : c'étoit contre Cornwallis que les deux nations vouloient réunir leurs forces. Ce général anglais battit les Américains à Gailfort, entra

dans la Caroline septentrionale, et se proposoit de pénétrer dans la Virginie, pour tâcher d'engager les habitans à abandonner la cause de la liberté : il confia, en partant, le sort de la Caroline, au lord Rawdon et au lieutenant-colonel Balfour, qui attaquèrent Greene, et remportèrent sur les Américains, une grande victoire. An. 1780.

Cornwallis se flattoit de trouver dans les loyalistes, des secours utiles et puissans ; mais il fut trompé dans son attente ; il ne vit que des hommes timides et sans courage. Son armée fut bientôt exposée aux horreurs de la famine : ce général vainqueur fut forcé de renoncer à son plan d'opérations militaires : il disparoît au milieu de ses victoires, pour aller chercher sur les côtes de la mer un asyle, et se mettre sous la protection d'une flotte. Le marquis de Lafayette, instruit que Cornwallis se proposoit de se rendre à Charleton, à l'embouchure de la Chesapeac, poursuivit le général anglais, et ne cessa de l'harceler pendant sa marche : ce jeune guerrier, dans ses opérations militaires, développa une prudence consommée. Ce ne fut qu'après des peines incroyables que Cornwallis arriva dans la Virginie : déja se formoit cette confédération qui devoit humilier la nation anglaise, détruire sans ressource cette suprématie de domination

An. 1780 qu'elle vouloit acquérir par la force des armes, et qui devoit la forcer à demander la paix. Cet événement extraordinaire ne dût point ses succès au hasard, aux circonstances, à la ruse, à la séduction; ce fut l'ouvrage de la prudence, de l'intrépidité et du génie des officiers français et américains: déja Vagne, Greene, et le marquis de Lafayette se sont réunis: sur des lettres qui furent interceptées, Cornwallis crut que les alliés se préparoient à faire le siége d'Yorck: en conséquence, cette place fut fortifiée: cependant, Wasingthon et M. de Rochambeau avoient concerté ce grand projet, d'attaquer Cornwallis dans son camp d'Yorton. Clinton étoit bien loin de prévoir cet événement lorsqu'il écrivoit au lord Germaine, que la flotte de l'amiral Arbutnot étoit en mer avec un puissant renfort, pour se joindre au comte de Cornwallis; que le marquis de Lafayette ne pouvoit lui échapper; et qu'avec des forces si redoutables, l'Angleterre devoit compter sur la soumission des rebelles.

Cornwallis fut bientôt investi par Wasingthon et par le comte de Grasse, dont la flotte arriva presqu'aussitôt à l'embouchure de la Chesapeac. M. de Rochambeau feignit d'attaquer Staten-Island; et par cette ruse, s'opposa à la réunion de Clinton avec Cornwallis. Le

comte de Barras avoit fait ses dispositions pour joindre le comte de Grasse ; plusieurs vaisseaux de cette division se portèrent dans la rivière de Jammes, qui se jète dans la Chesapeac, pour couper la retraite de Cornwallis sur la Caroline, et protéger en même tems les canots et les chaloupes qui devoient transporter un corps de trois mille cinq cents hommes, commandés par le marquis de Saint-Simon. Il y eut un combat entre le comte de Grasse et l'amiral Graves. M. de Rochambeau passa ensuite la rivière du nord, et arriva à Trenton, sur la Delawarre : il partit pour Philadelphie, et reçut les honneurs qui avoient été réglés à la cour de Versailles. Ce général fut témoin de l'union qui régnoit dans cette ville : le congrès témoigna sa reconnoissance à l'armée française, dont il admira la discipline et le bon ordre : les deux armées se réunirent ensuite à Williambourg. Cornwallis fut attaqué dans son camp, la tranchée fut ouverte à Gorton ; il demanda une suspension d'armes jusqu'au lendemain ; il n'obtint que deux heures : il fallut enfin capituler ; son armée, composée de six mille hommes, se rendit prisonnière ; elle fut dispersée dans la Virginie, le Maryland et la Pensylvanie ; les vainqueurs s'emparèrent de soixante canons, quarante bâtimens, et firent

AN. 1780.

An. 1780. prisonniers quinze cent matelots. Cornwallis devoit nécessairement succomber: la ruse, le courage, l'habileté ne sauroient sauver une armée enveloppée de toutes parts par des troupes supérieures et des braves soldats ; il faut périr ou capituler. Ce n'est point sans doute un prodige de voir deux armées soutenues et protégées par des escadres, forcer un général à poser les armes : mais nous ne devons cesser d'admirer le génie et les talens de ces guerriers qui méditèrent l'entreprise de réunir leurs forces, pour attaquer Cornwallis dans ses lignes. La capitulation d'Yorton fut encore plus funeste que celle de Saratoga : la Georgie et les deux Carolines tombèrent au pouvoir des vainqueurs.

Les Espagnols achevèrent la conquête de la Floride, et garantirent leurs possessions des entreprises de Johstonne : l'habileté du vice-roi espagnol écarta les Anglais des rives de la Platta. Le comte de Grasse se prépara à retourner aux Antilles. Le marquis de Lafayette se réunit à Greene pour attaquer Charleton. Le général américain avoit préparé cette jonction, par une victoire qu'il remporta sur les Anglais : le congrès félicita les officiers français et américains, sur ces succès qui affermissoient pour jamais l'indépendance des co-

lonies : l'harmonie et la confiance régnoient entre le congrès et le peuple. Le crédit du papier-monnoie commençoit d'avoir un principe de vie et d'autorité, depuis que l'on avoit pris les précautions d'en borner la circulation : une multiplication illimitée, inconnue au congrès, fruit de l'avidité et du monopole de quelques particuliers, avoit produit son avilissement : en vain les Anglais annonçoient-ils que la division régnoit dans le conseil du congrès, que Wasingthon avoit abdiqué le commandement de l'armée, et que les soldats s'étoient dispersés : jamais le congrès n'avoit été si uni et si respecté. Wasingthon étoit attaché à l'armée et à la cause de la liberté : les Américains brûloient de combattre et de remporter de nouvelles victoires, pour établir leur liberté sur une bâse inébranlable. Les décrets de l'éternel, s'écrioient les insurgens, nous appèlent à la gloire et à l'empire ; il veut nous tirer de l'humble état de dépendance qui nous asservissoit à une île éloignée de l'atlantique, pour nous assigner un rang parmi les nations : sous sa conduite et sa direction immédiate, nous avons fait avorter les efforts les plus vigoureux, les plus formidables ; nous avons humilié le peuple le plus hautain, le plus orgueilleux de l'Europe : pour mettre à jamais

An. 1780.

An. 1780. un terme à son insolence, à sa puissance, à ses cruautés, il ne nous reste plus qu'à faire un vigoureux effort.

Georges assembla son parlement; il lui annonça que la guerre étoit malheureusement prolongée par cette ambition turbulente, qui d'abord excita ses ennemis à la commencer, et qui continue à contrarier le désir sincère et l'activité des soins qu'il s'étoit donné pour restaurer la tranquillité publique; mais qu'il répondroit mal au dépôt confié à un souverain d'un peuple libre, et ne reconnoîtroit pas d'une manière convenable l'attachement constant et affectionné que portent ses sujets à sa personne, à sa famille, à son gouvernement, s'il ne consentoit à sacrifier, soit au vœu qu'il forme pour la paix, soit à leur aisance momentanée, ces droits essentiels et ces intérêts permanens de la conservation qui doivent assurer la force et la prospérité de l'Empire. Le monarque ajouta que les efforts assidus qu'il avoit faits dans le cours de l'année pour préserver les domaines étendus de la couronne, n'avoient pas eu un succès égal à la justice et à l'intégrité de ses vues, et que c'étoit avec chagrin qu'il informoit son parlement, que les événemens de la guerre avoient été malheureux pour ses armes, qu'aucuns efforts n'avoient

manqué de sa part pour éteindre cet esprit de rebellion, que ses ennemis ont trouvé moyen de fomenter et de maintenir dans ses colonies, et que le dernier revers éprouvé dans la Virginie, exigeoit de nouveaux efforts et de nouveaux secours. An. 1780.

Le lord Southampton proposa dans la chambre des pairs, l'adresse de remercîment : il exhorta le parlement à opposer la fermeté et le courage à l'injustice du sort. Un grand peuple qui paroîtroit consterné, perdroit aux yeux de ses ennemis, la grandeur qui lui reste, dans son orgueil ou plutôt dans son délire. Le lord Southampton soutint qu'il falloit continuer la guerre ; plus les liens se consolideroient par des succès entre la France et l'Amérique, plus la confédération qui les unit deviendroit alarmante pour l'Angleterre : voudroit-on abandonner le commerce, la marine, l'existence politique de la Grande-Bretagne; car il n'est pas possible, disoit ce lord, de se dissimuler; la perte, ou ce qui revient au même, l'indépendance de l'Amérique entraîneroit rapidement la perte de la Jamaïque, et des possessions dans les Indes occidentales.

Le comte de Shelburne s'opposa à l'adresse de remercîment, déplora le sort de Georges qui voyoit l'édifice de sa grandeur, de sa gloire

An. 1780. et de sa haute prospérité, s'écrouler avec cette rapidité surprenante, dont l'histoire n'offre point d'exemple. Il fit un tableau vrai et énergique des calamités de la guerre; fit une récapitulation exacte des sommes votées pour exécuter les entreprises des ministres, qui devoient être dévoués à la malédiction publique, comme des traîtres et des scélérats. Le duc de Richemond prouva qu'on devoit la guerre à ce système insensé de gouvernement, qui a dominé dès l'aurore, du règne de Georges III, et qui a mis en v[illegible]e cette distinction odieuse, entre un sujet du roi et un ami du roi; qu'il étoit du devoir du parlement de suggérer des avis à la couronne, et de défendre les droits du peuple, et de rétablir la constitution dans la pureté de ses principes : enfin, l'amandement qui avoit été proposé par Shelburne, fut rejeté, et l'adresse de remercîment fut votée.

Le comte de Shelburne avoit développé dans son discours le zèle du patriotisme, la science de la politique, et les principes de l'art de la guerre. Aucune matière n'est étrangère au génie; il touche aux deux extrémités de cette chaîne de connoissances humaines. Shelburne avoit démontré les erreurs de l'administration dans ses plans d'opérations civiles

et militaires; il avoit prouvé que l'Angleterre, AN. 1780.
en réunissant ses forces, auroit pu soumettre les Américains, et que le royaume étoit trop épuisé d'hommes et d'argent, pour continuer une guerre désastreuse : plusieurs partisans de l'administration étoient convaincus de ces vérités; mais par intérêt, par ambition, ils votoient pour la continuation de la guerre. Il se trouve dans tous les états des hommes qui sacrifient leur patrie, leur honneur, leur conscience, pour plaire à leur roi, pour flatter ses erreurs et ses caprices, malgré les lumières de la vérité qui les éclaire, et ils se rendent les organes du mensonge, et les fauteurs du despotisme. Qu'elle est donc cette fatalité, ou plutôt qu'elle est la misère de l'homme; il aime la vertu; et tandis que le penchant de son cœur l'invite à en goûter les charmes et les consolations, il se livre avec inquiétude au crime, et en recueille les fruits.

Le duc de Chandos demanda une enquête relative à la capitulation d'Yorton. Lord Sandwich prononça un discours où il tâcha d'émouvoir et d'attendrir les esprits; il témoigna l'embarras où il étoit de heurter de front des préventions inséparables des mauvais succès, de ramener des hommes aigris par les revers, et presque dans le moment de la première

An. 1780. effervescence. Ce premier lord de l'amirauté, pria le parlement de jeter un coup-d'œil rétrograde sur les événemens antérieurs, pour être convaincus que les ministres avoient pris toutes les précautions que la prudence humaine pouvoit suggérer pour prévenir le désastre d'Yorton; qu'ils avoient faits tout ce qui étoit en leur pouvoir pour protéger efficacement la station de l'Amérique septentrionale; que par conséquent ce n'étoit pas aux ministres, mais à la main seule de la providence, qu'il falloit attribuer le revers de l'armée de Virginie; que telle étoit la fatalité attachée en tout tems, en tous lieux, aux hommes publics, chargés, dans des tems difficiles, de manier le limon de l'état; qu'ils sont toujours responsables des mauvais succès; que, quelques populaires qu'ils aient eu le bonheur d'être, un malheur leur enlève cette popularité, fruit de leurs intentions les plus pures, de leur travaux les plus assidus. La prévention s'empare des esprits, et la multitude, peu accoutumée à se rendre compte des sensations fougueuses qui l'agitent, attribue la cause de ses revers aux fautes des ministres qu'elle a sous ses yeux, plutôt que de la chercher à deux mille lieues, ou dans les décrets de la providence : malgré la foiblesse de la justification de Sandwich,

on

on applaudit à son discours, et la motion du duc de Chandos fut rejetée. An. 1780.

Dans la chambre des communes, Fox soutint que le discours émané du haut du trône, n'étoit pas celui du roi, mais des ministres. Un roi qui seroit capable de prononcer de lui-même un pareil discours, seroit un monarque cruel, dont le cœur endurci, fermé au sentiment de ses propres infortunes, s'atiédiroit au lieu de s'attendrir, lorsqu'on lui représenteroit l'image de celles de son peuple. Dans l'excès de sa fureur, ce républicain demanda que les ministres expiassent leurs crimes sur un échafaud; que c'étoit le vœu du peuple qu'il exprimoit. Dussé-je finir, répondit lord North, par monter sur l'échafaud dont on nous menace, j'y porterai les mêmes sentimens que j'ai constament avoués : cette guerre est malheureuse; mais elle n'est point injuste : ce n'est point une guerre d'ambition, mais de nécessité; tous les échafauds au monde ne me feroient point changer de langage à cet égard. Si lord North étoit de bonne foi, il n'étoit ni politique, ni conséquent: si la guerre de l'Amérique étoit malheureuse, s'il étoit convaincu que l'Angleterre ne parviendroit jamais à subjuguer les colonies; pourquoi opiner éternellement dans les assemblées nationales, qu'il

An. 1780. nè falloit point poser les armes ; pourquoi n'a-t-il point éclairé son maître sur une guerre destructive ; pourquoi s'est-il déclaré l'ennemi et l'oppresseur de ces citoyens patriotes, qui ne cessoient de l'exhorter et de le conjurer de réconcilier la métropole avec les colonies ; s'il étoit persuadé de la justice de la guerre, la connoissance qu'il avoit de la situation et des ressources de l'Angleterre, devoit lui prouver qu'elle n'étoit pas assez forte pour résister à des puissances réunies, intéressées à humilier son orgueil et à affoiblir sa grandeur : ce ministre devoit épargner le sang du peuple, et préférer un systême de pacification à ce systême meurtrier qui a produit tant de calamités, tant de crimes ; qui a détaché de l'empire britannique, des colonies riches et florissantes, et écrasé la nation anglaise sous le poids d'une dette énorme, que dix siècles de prudence et d'économie pourront à peine liquider.

Le jeune Pitt, fils du célèbre Chatam, plus éclairé dans l'art de la politique, plus grand administrateur, moins ambitieux que son père, se réunit au parti de l'opposition ; il s'éleva avec force et avec hardiesse, contre les opérations et la conduite des ministres. Lord North vit en lui un ennemi fier et redoutable, qui consacroit son tems et son talent, à examiner,

à discuter et à combattre le système de l'ad- An. 1780.
ministration; il étoit dans une situation déchirante; il sembloit pressentir qu'elle seroit la gloire de son successeur; il en devint jaloux. Le tems, en justifiant les alarmes du lord North, augmente son dépit, ses regrets et sa jalousie; il a formé cette coalition que nous voyons aujourd'hui, pour attaquer les opérations sages et heureuses d'un ministre qui possède et mérite la confiance et l'estime de la nation. Chatam ayoit sacrifié le bonheur de la nation, pour étendre sa gloire et sa puissance. Pitt profitera des bienfaits de la paix, pour rétablir les finances délabrées, donner de l'activité à un commerce interrompu, réparer les calamités de la guerre, et poser sur une bâse solide les fondemens de la félicité publique. Cet habile politique avoit déja conçu ce grand et sublime système, qu'il devoit développer, et faire adopter pendant le cours de son ministère; il pensoit qu'il falloit affoiblir cet esprit guerrier de la nation, qui ne convient ni à ses mœurs, ni à son caractère, ni à sa situation; qu'il falloit éteindre cette haine nationale, indigne d'un peuple tolérant et philosophe, unir l'Angleterre avec les autres puissances, par des traités de commerce et d'alliance, éviter à l'état une banqueroute, en

An. 1780. réformant les abus, en éclairant toutes les branches de l'administration, en donnant un nouveau principe d'existence à l'industrie, aux talens, au commerce. Pitt pensoit qu'il falloit, pour établir la félicité publique, affermir l'autorité royale contre l'ambition d'une aristocratie turbulente, et contre les fureurs d'une démocratie dangereuse; son roi qui l'estime et le chérit l'a chargé dans un âge encore tendre, de gouverner un empire épuisé et éternellement agité de factions, de réparer les erreurs et les désordres des anciens administrateurs; et cet homme, par un prodige singulier de la nature, remplit avec autant de gloire que de succès, les grandes destinées qui lui sont confiées.

La colonie la plus importante des Anglais étoit menacée d'une irruption; les préparatifs sembloient annoncer l'attaque de la Jamaïque. On équipoit à Cadix une flotte destinée à renforcer celle de M. de Grasse: Rodney avoit laissé le commandement de l'escadre britannique à l'amiral Hood, avec ordre d'aller joindre l'amiral Graves à New-Yorck. M. de Bouillé, si distingué par son intrépidité, et si respectable par ses vertus morales, instruit que les Petites-Antilles étoient pour ainsi dire sans défense, médita la con-

quête de Saint-Eustache, dont les Anglais s'étoient emparé. Cette conquête se fit avec autant de rapidité que de succès : le vicomte de Damas prit la petite île Saint-Martin. « Vous saurez sans doute, écrivoit à un de » ses amis un habitant de Saint-Christophe, » avant que cette lettre vous parvienne, que » les Français viennent de prendre Saint- » Eustache ; et Dieu en soit loué. Ils ont re- » couvert en espèces environ deux cent cin- » quante mille livres sterlings, produit du » butin que Rodney et Vangham avoient fait » aux pauvres habitans, et qu'ils avoient cru » mettre en sûreté sur la montagne ». La conquête de Saint-Eustache devoit nécessairement resserrer les liens qui unissoient déja la France et les États-Généraux : les Français rendirent cette île à ses anciens propriétaires ; le pavillon hollandais fut arboré sur le fort au moment où les Français en prirent possession ; on nomma un gouverneur hollandais, et on expédia un vaisseau parlementaire pour traiter de l'échange des prisonniers. An. 1780.

M. de Grasse se disposoit à attaquer la Barbade, à combattre l'amiral Hood, et à intercepter les convois britanniques ; mais la flotte française fut maltraitée par une tempête, et son commandant forcé d'aller au Port-

An. 1782. Royal de la Martinique. Ce général médita la conquête de Saint-Christophe : il quitta son poste avantageux de Basse-Terre pour aller combattre l'amiral Hood. Ce dernier amiral, avec des forces inférieures, après une attaque où il eut l'avantage, s'empara du mouillage que le comte de Grasse avoit abandonné, et parvint à s'y embosser à la vue de l'escadre française. M. de Grasse auroit pu sans doute s'opposer au succès de cette entreprise, qui fut exécutée avec autant de bonheur que d'habileté. Les Anglais avoient évacué Saint-Christophe, et s'étoient retirés dans la forteresse de Brimstonehil. Cependant les Français faisoient des prodiges de valeur : le comte de Flechin, qui commandoit à Basse-Terre, enfonça la tête de la colonne anglaise ; et M. le marquis de Bouillé étoit en marche pour surprendre les ennemis. Le gouverneur de Brimstonehil fut forcé de se rendre ; mais Hood sut, par une manœuvre aussi belle que hardie, couper toute communication entre l'escadre et l'armée française, et garantir sa flotte de l'attaque de l'ennemi. La valeur du marquis de Bouillé sut vaincre tous ces obstacles : il s'empara de Brimstonehil ; les îles Saint-Christophe, Nèves et Montferat capitulèrent. Le commandant français traita

les vaincus et les prisonniers avec cette tendre humanité qui lui a obtenu l'estime des étrangers et l'amitié de sa nation. An. 1780.

L'amiral Hood s'étoit couvert de gloire dans les différens combats qu'il eut à soutenir devant Saint-Christophe : après la prise de cette île, il fut forcé de quitter sa position ; il se retira dans le port de Sainte-Lucie, où l'amiral Rodney ne tarda pas à le joindre, et à reprendre le commandement de la flotte. On doit cette retraite à l'habileté de l'amiral Hood, et à la négligence du comte de Grasse, plus propre à être capitaine de vaisseau qu'à commander une escadre. Il avoit sans doute la valeur d'un soldat ; mais il n'avoit ni le génie, ni la prudence, ni les talens d'un général. Cette retraite sauva la Jamaïque, et occasionna le désastre de la journée du 12 avril, puisque la réunion de deux amiraux porta la flotte britannique à trente-huit vaisseaux. Rodney, qui mouilloit sur une ancre à Sainte-Lucie, instruit que l'escadre française avoit appareillé, leva l'ancre, et donna le signal de chasse générale. Les deux flottes furent bientôt en présence : un calme les surprit sous la Dominique, et les força quelque tems à l'inaction. Le lendemain, le comte de Grasse livra le combat à la division de l'avant-garde,

An. 1780. commandée par Hood : ce combat particulier, quoique meurtrier, n'eut rien de décisif. Il est certain que M. le comte de Grasse devoit continuer sa marche, éviter un second combat, et se réunir à l'escadre espagnole pour attaquer la Jamaïque ; mais il ne put se décider à voir tomber au pouvoir des ennemis le vaisseau l'Ardent ; il désiroit même d'en venir à une action générale : une victoire remportée détruisoit les Anglais dans les Antilles, et auroit couvert de gloire le commandant français ; mais alors il falloit être sûr de vaincre. Il n'est point prudent de confier au sort d'une bataille des opérations militaires sagement concertées, et dont le succès peut produire de grands avantages. Le comte de Grasse fit faire à son gendre un mouvement rétrograde, et il se vit forcé à livrer le combat. Les Anglais rompirent la ligne du comte de Grasse, et s'emparèrent de quatre vaisseaux français. Ils réunirent leurs efforts contre le vaisseau amiral : malgré la valeur et l'intrépidité du comte de Grasse, il fut pris, après un combat de onze heures et demie. Huit capitaines français périrent dans ce combat : le comte de Vaudreuil recueillit les débris de la flotte, et conduisit heureusement dix-neuf vaisseaux à Saint-Domingue ; l'amiral

Hood s'empara de deux vaisseaux et d'une frégate. An. 1780.

Ce combat, glorieux pour la marine anglaise, ne pouvoit point changer la destinée de cette puissance; il contribua seulement à sauver la Jamaïque, et à rendre les conditions de la paix moins dures et moins humiliantes pour la Grande-Bretagne. Rodney ne sut point recueillir les fruits d'une si belle victoire : il pouvoit détruire la flotte dispersée des Français, et attaquer les établissemens espagnols situés dans le golfe du Mexique; mais il resta dans une inaction dont il ne seroit point difficile d'expliquer le motif. Howe et Rodney ont commis les mêmes fautes. Quelques amiraux et quelques commandans anglais se sont arrêtés au milieu de leurs victoires. Quelle est donc cette cause étrange et secrète qui a produit cette suspension et cette lenteur dans leurs marches et dans leurs opérations ? Nous soupçonnera-t-on d'erreur, de paradoxe ou de prévention, si nous disons que ces chefs des armées et des escadres du parti de l'opposition, redoutoient de voir l'Angleterre triomphante, et regardoient la soumission et la conquête de l'Amérique comme funestes à l'état, puisqu'elles pouvoient changer la constitution et établir le

An. 1780. despotisme des rois. Si l'historien a su distinguer la vérité parmi ces nuages qui l'enveloppent; s'il a eu l'art de pénétrer dans les mystères ténébreux de la politique, pour en faire jaillir des connoissances certaines, alors le voile se déchire, le secret perce de toutes parts, et le système de l'administration se développe tout entier. La guerre de l'Amérique avoit pour objet de changer la constitution de l'état, en étendant l'autorité royale.

La flotte espagnole se retira dans ses ports, et ses colonies furent fortifiées. D'un autre côté, M. de Vaudreuil partit pour les mers du nord de L'Amérique, en écarta les vaisseaux ennemis qui gênoient la navigation des Américains, et détacha une petite escadre pour faire une expédition dans la baie d'Hudson. Les Français se mirent en possession des comptoirs britanniques établis dans cette baie. Le lord Pigot venoit d'être nommé au commandement de la flotte des Indes occidentales; Rodney avoit été rappelé; la faction ministérielle s'étoit élevée contre cet amiral, et l'avoit accusé de prévarication et d'avarice lors de la conquête de Saint-Eustache. Rodney parut à Londres, environné de l'éclat de sa gloire. La présence du comte de Grasse sembloit relever la pompe et la majesté du triom-

phe de Rodney. Ce général malheureux excita la pitié et la commisération de ses ennemis, qui donnèrent les plus grands éloges à son courage. Heureux si, de retour dans sa patrie, il eût pu faire naître dans les cœurs de ses concitoyens ce même sentiment de justice et d'humanité ! An. 1780.

Le gouvernement britannique ôta le commandement de l'armée en Amérique à Clinton; il fut confié à Carleton. Ce nouveau général arriva à New-Yorck. Wasingthon menaçoit de faire le siége de cette ville : Carleton avoit des ordres secrets pour évacuer cette place en cas d'attaque ; de faire la guerre en retraite, et d'employer les voies de la modération pour disposer le congrès à des propositions de paix. Carleton informa Wasingthon de son arrivée, et lui marqua les dispositions du gouvernement anglais, et les effets heureux qui devoient en résulter : il lui demanda un passe-port pour M. Morgan, qui étoit chargé de se rendre à Philadelphie, pour porter des dépêches au congrès. Cette assemblée nationale ordonna à Wasingthon de refuser le passe-port demandé, et délibéra qu'il n'y avoit de négociation à espérer que celle qui seroit conduite par l'entremise de la France.

An. 1781. L'administration britannique, éternellement égarée par une fausse politique, ne considéroit point qu'une paix partielle étoit impossible; l'expérience, les faits et la raison devoient apprendre que le congrès, malgré l'offre de l'Angleterre de reconnoître l'indépendance des Américains, ne se détermineroit jamais à donner à l'univers étonné le spectacle de la perfidie et de la trahison. Tandis que la nouvelle république posoit les fondemens de sa constitution et de sa liberté, pouvoit-elle flétrir le commencement de son règne par un attentat, et par un outrage fait à la justice, à la sainteté des lois, des traités et des sermens? En vain les Anglais publioient-ils qu'il y avoit des divisions entre le congrès et la France; en vain annonçoient-ils dans leurs gazettes ministérielles que la jalousie régnoit entre les officiers français et américains; en vain disoient-ils que la haine et l'envie agitoient les différentes provinces des États-Unis, et que le district de Wermond s'étoit détaché de la confédération générale; ces bruits étoient faux: l'amitié et l'union régnoient entre le congrès et la cour de France; le même esprit animoit les chefs des deux nations: les uns combattoient pour la liberté publique; les

autres, pour humilier une puissance orgueil- An. 1781.
leuse et ennemie de leur patrie. Les provinces des états étoient unies par les liens de l'intérêt et de la politique. Le district de Wermont refusoit, il est vrai, de reconnoître l'autorité du congrès; mais bientôt il abjura ses erreurs et ses préjugés: animé des mêmes principes de patriotisme, il se réunit à la confédération générale.

Les Anglais eurent quelques succès contre les Américains: ils s'emparèrent de Beaufaut, ville située dans la Caroline méridionale. Le lieutenant-colonel Thompson battit le général Marion sur la rivière de Santée. Cependant la Grande-Bretagne étoit dans cet état de fermentation qui prépare dans le silence un nouvel ordre de choses: le parti de l'opposition montra une vigueur et une énergie qui produisirent la chute des ministres. L'on peut dire que l'Angleterre dut son salut à la fermeté, à la confiance, au zèle et à la sagesse de ces patriotes qui dissipèrent enfin les erreurs de Georges, en lui montrant la ruine de l'état s'il n'abandonnoit point le systême destructeur et meurtrier de ses ennemis. Il y avoit des comités secrets pour régler un plan fixe d'opérations qui pût conduire avec succès à cette révolution ministérielle. Fox, le plus

An. 1781. intrépide et le plus actif de tous, ne cessoit de faire des motions pour demander une enquête sur les événemens de la guerre. Ses motions rejetées, les autres membres de l'opposition les faisoient revivre sous d'autres formes : dans cette lutte continuelle, le parti de l'opposition ramenoit sous ses drapeaux quelques nouveaux prosélytes. Le général Conway fit une motion tendante à ce qu'il fût présenté au roi une humble adresse, à l'effet de le supplier instament de prendre dans sa considération royale les grandes et fréquentes calamités qui ont accompagné la malheureuse guerre actuelle, et les pesans fardeaux qu'elle a accumulés sur son peuple loyal et affectionné ; de prêter gracieusement l'oreille aux humbles prières et avis de ses fidèles communes, afin que l'on ne continuât plus la guerre sur le continent de l'Amérique septentrionale, dans la vue impraticable de réduire par la force les habitans de ces contrées à l'obéissance.

Velbore Ellis, nouveau secrétaire au département de la guerre, combattit cette motion. Ce ministre convint de la nécessité de la paix ; mais il soutint que ; retirer les troupes du continent de l'Amérique, et affranchir ses habitans des calamités de la guerre, étoit avi-

lissant pour la nation. L'assertion de ce mi- An. 1781.
nistre étoit contraire à la politique, à la justice, à la raison, à l'humanité. Si l'Angleterre étoit dans l'impuissance de continuer la guerre, pourquoi laisser des armées s'affoiblir et se détruire dans des contrées étrangères et ennemies? pourquoi ravager et incendier les possessions des Américains? Ce n'étoit pas sans doute par des dévastations et des férocités, que la Grande-Bretagne pouvoit obtenir une paix qui lui devenoit nécessaire. Lord North soutint que le roi, en vertu de ses prérogatives royales, avoit le droit de faire la guerre sans consulter le parlement; que le pouvoir législatif ne pouvoit point restreindre le pouvoir exécutif; que la motion du général Convay étoit obscure et équivoque, et qu'il n'étoit pas possible de statuer sur un objet qui ne présentoit que désordre et confusion. Ce ministre déclara que le plan des opérations militaires étoit totalement changé pour la campagne prochaine; qu'on ne songeoit point à remplacer l'armée perdue en Virginie, et qu'on ne feroit passer en Amérique d'autres troupes que celles qui seroient nécessaires pour recruter les corps qui s'y trouvoient déja; qu'au lieu d'étendre les opérations de la guerre, on ne s'attacheroit qu'à

An. 1781. les resserrer, et que cette guerre purement défensive prépareroit la paix, objet de ses vœux. Ce nouveau système de l'administration britannique tendoit à donner aux Américains une nouvelle énergie. Lorsqu'une puissance porte la guerre dans des régions éloignées, il faut que ses armées s'occupent à attaquer et à conquérir; autrement, elles se découragent et dépérissent.

La motion du général Convay fut rejetée; mais les ministres furent bien surpris de voir que la majorité ne l'emportât que d'une seule voix. La minorité, encouragée par cet accroissement de succès, annonça qu'elle reproduiroit bientôt la même motion. Fox déclara qu'il falloit qu'elle fût discutée avant l'ouverture du budget. Le colonel Barré se déchaîna contre le lord North, et lui reprocha la précipitation avec laquelle il conduisoit cette affaire importante. Le général Convay devoit renouveler sa motion, lorsqu'on annonça les schérifs de la cité de Londres, qui étoient chargés de présenter à la chambre des communes une pétition du lord maire et des aldermans, portant que, dans l'état actuel des affaires publiques, les citoyens imploroient la protection du parlement, pour empêcher la continuation de la malheureuse guerre de l'Amérique.

rique. Ce fut dans le moment de cette première impression, que le général Convay parut, et que pour en rendre l'effet plus actif, il demanda qu'on lût aussi la pétition de la ville de Bristol. Cette seconde ville du royaume demandoit avec le même empressement, avec les mêmes instances, que l'on mît un terme à la guerre contre les colonies. Appuyé de ces deux pétitions, le général Convay se déclara l'interprète de la nation; il démontra que depuis l'établissement des parlemens, cette assemblée nationale avoit toujours donné des avis dans tout ce qui concernoit la paix ou la guerre; que c'étoit ici un droit constitutionnel attaché au pouvoir législatif. En expliquant sa motion, le général Convay ne prétendoit pas qu'il falloit retirer les troupes qui étoient en Amérique; mais qu'il falloit s'en tenir à une guerre de postes, précisément comme celle que le général Washingthon ne cessoit de faire depuis le commencement des troubles. An. 1781.

Cette seconde motion du général Convay n'étoit point une explication, un développement de la première : celle-ci tendoit à rapeler les troupes de l'Amérique; et celle-là avoit pour objet de s'en tenir à une guerre défensive. Mais encore une fois, cette guerre dé-

An. 1781. fensive étoit propre à humilier la nation, à affoiblir les armées britanniques, à préparer des événemens malheureux, et à voir renaître les désastres de Saratoga et d'Yorton. L'ennemi qui ne s'occupe qu'à se défendre, doit s'attendre à être attaqué : ses armées dépérissant, comment peut-il se flatter de conserver ses postes et ses places? Le général Convay n'étoit pas conséquent. Pour obtenir la paix qu'il désiroit; pour arrêter le cours des calamités et des horreurs de la guerre; il falloit rappeler les troupes de l'Amérique, et reconnoître l'indépendance des Américains. Le général Convay s'occupoit plus de sa haine contre les ministres, que du sâlut de la patrie. Il est vrai que, pour accélérer ce dernier bienfait, il falloit nécessairement changer d'administrateurs et de systême.

Cette seconde motion fut tour-à-tour fondée et combattue. Lord North se leva et dit: qu'il s'étoit opposé à la première motion, parce qu'elle lui avoit paru obscure, propre à embarrasser les ressorts du gouvernement, à lier les mains des ministres, sans présenter la plus légère probabilité d'accélérer d'un seul instant le retour de la paix qu'elle recommandoit. La seconde motion, aussi obscure que la première, aussi dangereuse dans ses efforts embarrassans

pour le gouvernement, ne lui paroissoit pas promettre davantage de remplir son objet prétendu. Ce premier lord de la trésorerie prouva très-bien que la guerre de postes, recommandée par le général Convay, ne mettroit point un terme à la guerre. Lord North déclara que tout ministre soupçonné devoit cesser d'être ministre; que, comme la femme de César, il ne suffisoit point qu'il fût exempt de crime, mais qu'il devoit l'être même du soupçon; que du moment qu'il s'apperçoit que la chambre lui a retiré sa confiance, il n'attendroit pas qu'elle demandât son éloignement par une adresse, mais qu'il iroit trouver son souverain, et, lui rendant les sceaux attachés à son emploi, il diroit : Sire, je vous ai long-tems servi avec activité, avec zèle, avec fidélité; le succès n'a pas couronné mes efforts; le parlement m'a retiré sa confiance; tout ce qui sort de ma bouche lui est suspect : permettez donc, Sire, que je résigne en vos mains des emplois que je ne dois plus remplir; daignez en honorer quelqu'un qui, plus heureux, mais non pas plus fidèle, puisse être agréable à votre majesté et à votre parlement. Lord North annonça qu'il ne pouvoit point faire connoître les mesures qui avoient été prises, les ordres qui avoient été donnés, les alliances qui avoient AN. 1781.

An. 1781. été projetées, les propositions de paix qui avoient été faites. « Je ne puis m'ouvrir sur rien, ajouta le lord North, et je sens le supplice intérieur de ne pouvoir démontrer les dangers d'une motion qui n'auroit pas même vu le jour, si son honorable auteur pouvoit savoir la dixième partie de ce que je sais.

Le discours du lord North ne fit aucune impression; on se rappela qu'il avoit souvent trompé le parlement par des promesses et par de fausses déclarations; on étoit instruit que, dans le conseil privé, le roi écoutoit avec froideur et avec inquiétude les avis de son premier ministre; on comprit qu'il falloit renouveler les efforts patriotiques pour sauver l'état, et qu'on ne pouvoit demander ni obtenir la paix, tant que l'administration actuelle subsisteroit. Le procureur-général prévoyant le succès de la motion, chercha à temporiser: il convint que la paix avec l'Amérique étoit le seul moyen de rétablir l'empire britannique dans son ancienne splendeur; mais il ne crut point que la motion du général Conway fût propre à remplir cet objet désiré; car, pour engager les Américains à écouter la voie de la conciliation, il falloit commencer par supprimer toutes les restrictions contenues dans l'acte de *prohibition*, et ouvrir tous les ports

de la Grande-Bretagne au commerce des Amé- An. 1781.
ricains; que ce n'étoit point dans le fracas des armes, dans ces momens tumultueux où les passions et les préjugés obsédant toutes les avenues de la paix, les fermoient également à la raison; qu'il ne voyoit qu'une trève qui pût préparer les esprits, étouffer les ressentimens, faire naître cette réflexion calme qui doit précéder les ouvertures de paix; que cette trève une fois convenue, les ports de la Grande-Bretagne seroient remplis de vaisseaux américains; les anciennes liaisons se renoueleroient, le commerce reprendroit ses anciens canaux, et que les profits de ce commerce seroient plus utiles pour l'Angleterre, que le titre vain de suprématie; et que l'Amérique jouiroit de tous les avantages de l'indépendance. Le procureur-général proposa que la motion du général Convay fût renvoyée à quinze jours; mais elle fut adoptée : deux cents membres des communes se rendirent au palais de Saint-James, et présentèrent l'adresse à Georges, qui répondit qu'il prendroit les mesures qui lui paroîtroient tendre plus directement à rétablir entre la Grande-Bretagne et ses colonies l'harmonie si essentielle à la prospérité des deux empires; que ses efforts seroient dirigés de la manière la plus efficace

An. 1781. contre les ennemis européens, jusqu'à ce qu'on pût obtenir une paix compatible avec les intérêts et le bien-être permanent de son royaume : le parti de l'opposition triompha donc. Une nation ne peut pas être éternellement le jouet et la victime des erreurs, des préjugés et des passions de ses administrateurs. L'opinion publique est un frein quelquefois plus puissant que les lois et la force, pour arrêter la tyrannie des rois et le despotisme de leurs ministres.

Le parti de l'opposition s'occupoit à précipiter la chûte des ministres. On examina le commencement et les progrès de leur systême, leurs plans d'opérations civiles et militaires, leurs erreurs, leurs fautes, leur négligence, leur trahison. On fit une récapitulation générale des malheurs, des désastres, des défaites des amiraux et des commandans : les ministres furent déclarés responsables des revers, des calamités et des horreurs de la guerre. Fox proposa une enquête solemnelle, pour examiner la conduite du lord Sandwich. M. Hussey l'accusa d'indolence, et lui reprocha de laisser dépérir la marine, de tromper la nation sur l'état effectif de la puissance navale, en produisant des listes de vaisseaux qui n'existoient nulle part.

« N'est-il pas honteux, disoit ce membre An. 1781.
» des communes, qu'après tant de millions
» prodigués, notre marine royale se borne à
» quatre-vingt-dix vaisseaux de ligne; et tan-
» dis qu'on s'endort en Angleterre, que rien
» ne finit dans nos bassins et sur nos chan-
» tiers; les Français, se livrant à toute l'acti-
» vité de leur caractère, construisent, équipent,
» réparent des vaisseaux avec une célérité qui
» tient du prodige ». Le lord Sandwich trouva des amis et des défenseurs, parce qu'il étoit encore ministre. La motion de Fox fut rejetée; mais il s'en préparoit une plus heureuse pour le parti de l'opposition, et plus funeste pour les ministres.

Une inquiétude sécrète tourmentoit Georges; il voyoit avec douleur le démembrement de son empire, et versoit des larmes sur le sang qu'avoit fait répandre cette guerre malheureuse : son conseil privé partageoit ses peines et ses afflictions; ses ministres prévoyoient une révolution. Lord Germaine résigna son emploi; le roi lui accorda les honneurs de la pairie : cet ancien ministre avoit été accusé d'avoir désobéi aux ordres du prince Ferdinand de Brunswich, lors de la bataille de Minden; il avoit été déclaré incapable de remplir aucun poste militaire. Georges II effaça

An. 1781. son nom de la liste de ses conseillers privés. La chambre de pairs crut que cette sentence imprimoit sur lord Germaine un caractère d'infamie, et qu'il étoit indigne de la pairie. Le marquis de Camarthen fit une première motion, tendante à ce qu'il fût résolu qu'il est dérogatoire à l'honneur de la chambre qu'une personne, convaincue du crime énoncé dans la sentence d'un conseil de guerre, fût appelée à la dignité de pair du royaume. Cette motion fut rejetée. Le marquis de Camarthen ne se découragea point; il en fit une seconde, portant qu'il falloit censurer les ministres de sa majesté, qui lui avoient fait consommer cet outrage. Le comte d'Abingdon seconda cette motion; il établit que la chambre des pairs étoit le conseil héréditaire de la couronne; qu'elle avoit des droits primitifs indépendans du roi et du peuple; qu'un de ces droits étoit d'exclure un citoyen dont l'admission répugnoit aux pairs; que c'étoit ici un outrage que d'élever à un rang distingué un homme qui n'a d'autre titre à cette distinction, que d'avoir perdu l'Angleterre par ses conseils pervers.

Lord Germaine tâcha de prouver l'injustice de la sentence du conseil de guerre; il observa qu'on avoit reconnu les vices et l'iniquité de

ce jugement, puisqu'il avoit été appelé au poste éminent de secrétaire-d'état ; et puisqu'il avoit rempli les fonctions de ministre du roi, il pouvoit occuper une place dans la chambre des pairs. Selon la constitution britannique, les dignités de conseiller privé et de secrétaire-d'état sont supérieures à celle même de la pairie. An. 1781.

Lord Richemond discuta savament cette question ; il examina l'étendue de la prérogative royale au sujet de la pairie, et démontra que depuis Édouard III jusqu'à Henri VII, la création d'un pair ne s'étoit jamais faite sans le consentement du parlement; qu'après Henri VII, la couronne s'attribua cette prérogative exclusive ; que dans ce dernier tems, elle en a joui sans réclamation, et que c'est un principe admis aujourd'hui que la création d'un pair appartient incontestablement à la couronne : mais le lord Richemond soutint que la sentence rendue contre le lord Germaine étoit juste, et qu'un homme flétri par un jugement solemnel ne pouvoit point siéger parmi les pairs. Les débats furent vils et longs : la motion du marquis de Camarthen fut rejetée. Neuf pairs firent la protestation suivante : « que l'élévation du noble lord à la pairie est » une mesure également funeste aux intérêts

An. 1781. » et à la gloire de la couronne, injurieuse
» pour la mémoire du feu roi, ainsi que pour
» toutes les branches survivantes de l'illustre
» maison de Brunswich, contraire à tout prin-
» cipe de discipline militaire, et particuliè-
» rement à la dignité du parlement dont l'in-
» clination et le devoir furent de tous les tems
» de transmettre sans tache, à la postérité,
» la gloire de la nation britannique ».

Le parti de l'opposition se félicita de la retraite du lord Germaine : ce guerrier dur et farouche apportoit dans les délibérations du conseil privé des principes de destruction et de mort; il ne parloit jamais que de conquête et de soumission, et ne cessoit d'annoncer à son maître la chute de son empire et la perte de son trône, s'il abandonnoit la guerre de l'Amérique. Il étoit ennemi de la constitution de l'état, et désiroit de voir établir un gouvernement militaire sur les ruines ensanglantées d'une administration fondée sur la liberté. Jamais roi n'a eu un défenseur plus intrépide de son autorité : la démission du lord Germaine étoit l'avant-coureur de la révolution ministérielle qui se préparoit; tous les coups furent dirigés contre lord North; la principale colonne du temple renversée, tout l'édifice s'écrouloit. Lord Cavendich fit plusieurs

motions, qui, toutes tendoient à l'expulsion des ministres : elles furent rejetées; on les vit bientôt reparoître avec plus de succès. An. 1781.

Sir John Rons demanda qu'il fût résolu, en prenant en considération les calamités de la guerre, les pertes et les revers que l'Angleterre a éprouvés, que la chambre ne pût continuer de placer sa confiance dans l'administration actuelle. M. Harrison seconda cette motion, accusa les ministres, et particulièrement lord North, d'opprimer le peuple; leur demanda comment, avec la conviction de leur incapacité, ils avoient l'audace de conserver leurs places. Quelques membres prirent la défense du ministre, et voulurent prouver que la justice de la guerre ne seroit point contestée, si le succès l'eût couronnée; qu'il falloit en attribuer les malheurs aux discours inflammatoires prononcés au parlement, aux démarches non moins funestes des sénateurs britanniques. Tandis que leurs émissaires, disoient ces partisans de l'administration, alloient en France pour faire à la cour de Versailles, et aux agens de l'Amérique insurgente, le tableau exagéré de notre foiblesse, les murs de cette chambre retentissoient des éloges de la rebellion dont on exaltoit la magnanimité. Eh! ce sont les panégyristes de la révolte qui

An. 1781. osent aspirer aux premières places de l'administration.

Il est certain que le parti de l'opposition qui existe en Angleterre depuis la nouvelle constitution, et qui est réduit aujourd'hui à jouer le rôle inutile et odieux de déclamer contre les ministres, et d'outrager quelquefois la majesté du roi, s'est presque toujours plus occupé de son ambition, de sa haine et de son intérêt, que de la conservation de la liberté publique et du salut de l'état. On a vu sortir de son sein des citoyens séditieux, des républicains féroces qui ont soulevé les peuples contre leurs rois, incendié les villes et les provinces, renversé les autels, et ensanglanté le trône. Mais il n'en est pas ainsi de cette confédération qui se forma pour s'opposer à la guerre de l'Amérique : c'étoient des hommes sages, des politiques éclairés, des citoyens patriotes qui combattoient le système de l'administration, pour conserver la constitution de l'état, et éviter la ruine de l'empire. On peut cependant leur reprocher d'avoir mis, au commencement des troubles, trop de lenteur dans leurs opérations, et d'avoir employé un tems précieux à prononcer des discours éloquens, mais dangereux, propres à instruire les ennemis de l'état de leurs divisions,

de leurs forces, de leurs secrets, et à donner une plus grande activité au système et aux entreprises des ministres. AN. 1781.

On a demandé souvent s'il étoit utile pour l'Angleterre que l'univers fût instruit des délibérations, des discussions parlementaires, et des discours que prononcent les membres qui combattent ou défendent les systêmes et les projets de l'administration. Les politiques éclairés pensent que cette forme, qui tient à la constitution de l'état, présente plus de dangers que d'avantage. Nous adoptons cette opinion, parce que nous pensons que le secret doit être l'ame des opérations du gouvernement, et que leur publicité prépare leur chute ou leur mauvais succès. La science de la politique et du calcul se développe et s'étend dans une étude secrète et approfondie : c'est dans le silence et la méditation que les administrateurs politiques doivent méditer sur leurs systêmes: une éloquence rapide et brûlante peut bien entraîner des auditeurs foibles ou ardens ; mais la vérité et les raisonnemens ne peuvent ni éclairer, ni instruire au milieu du tumulte et du fracas d'une assemblée nationale, où les uns opinent par intérêt, les autres par préjugés; ceux-ci pour obtenir la gloire et la célébrité, ceux-là pour occuper les premières

An. 1781. places de l'état. Dans cette agitation perpétuelle, le génie ne peut se faire entendre, et dans cette confusion, il perd son énergie et sa clarté : l'ennemi est attentif à tous ces mouvemens; il observe, il médite, il calcule, il prédit : cette connoissance particulière enhardit sa foiblesse, excite son courage, multiplie ses ressources, dispose sa marche et ses actions; instruit des désordres et des factions qui divisent les membres de l'administration, il tente de corrompre les uns, de solliciter les autres, et envoie des agens habiles qui ont l'art de pénétrer dans les secrets du gouvernement, et qui rendent ensuite compte à leurs mandataires du succès de leurs intrigues et de leur séduction. L'Espagne et la France n'ont jamais su profiter des avantages que leur offroit ce vice de la constitution anglaise : cette dernière puissance a toujours employé des négociateurs ignorans ou infidèles.

Le parlement ne prononça point sur la motion de sir John Rons; mais, cinq jours après, le comte de Surrey la renouvela, en demandant l'expulsion des ministres. Lord North qui avoit prévu le succès de cette motion, déclara qu'il venoit pour rétablir la paix et l'union; que le roi s'étoit déterminé à éloigner de son conseil l'administration actuelle;

qu'il étoit douloureusement affecté en voyant une partie considérable du parlement lui retirer la confiance dont il l'avoit honoré si long-tems ; mais que cette sensation douloureuse n'affoiblissoit point le sentiment de sa reconnoissance, et qu'il étoit prêt à rendre compte de sa conduite. AN. 1782.

Le discours du lord North étoit plus propre à exciter la commisération et la pitié, qu'à justifier sa conduite. Il n'a su prévoir ni prédire les événemens; il n'a pas eu le talent de se transporter dans l'avenir, ni connoître ces causes qui changent, bouleversent ou détruisent les empires : les détails de son administration avoient rétréci son génie; et ses calculs de finance avoient imprimé sur son caractère cette rudesse, cette inflexibilité, cet orgueil qui souffrent impatiemment les conseils et les lumières. Lord North s'occupoit à changer la constitution de l'état, à étendre l'autorité royale : c'étoit au milieu des horreurs d'une guerre civile qu'il vouloit exécuter cette résolution. Ce ministre a causé de grands maux à sa patrie : heureux! si, pour les réparer, il abandonne cette fameuse et indigne coalition qui tend à soulever le peuple contre une administration sage et heureuse, à fomenter les haines et les méfiances, à substituer à la li-

An. 1781. berté une indépendance factieuse : heureux ! s'il sait sacrifier son ambition et son ressentiment à la gloire d'être utile à son pays, et de contribuer à sa prospérité.

Le procureur-général annonça la révolution ministérielle : elle étoit juste, nécessaire, utile : la nation la demandoit à grands cris. Si Georges eût résisté plus long-tems à ses plaintes, à ses supplications, ce prince eût peut-être perdu son amour et sa confiance. En Angleterre, un jour de fermentation et de désespoir peut produire une révolution, et ébranler l'empire. De nouveaux ministres composèrent l'administration britannique. Georges, instruit des lumières, de l'intégrité et du patriotisme des principaux ministres de l'opposition, leur confia les destinées et le salut de l'état. Le lord Cambden fut choisi pour président du conseil privé. Fox, Keppel, Burke, Duning, en furent nommés conseillers. John Cavendich fut fait chancelier et sous-trésorier de l'Échiquier. Les sceaux privés furent donnés au duc de Gratfond. Fox et Shelburne, depuis marquis de Lansdowon, furent nommés secrétaires-d'état : le marquis de Rockingham fut créé premier ministre et trésorier de l'Échiquier; le duc de Richemond, grand-maître de l'artillerie ; le général Convay, commandant

commandant de toutes les forces de terre ; et An. 1781.
Thomas Toonshend, ministre au département de la guerre. Le peuple applaudit avec transport au choix des nouveaux ministres : il les regarda comme les libérateurs et le soutien de la patrie. Il étoit difficile de réunir plus heureusement tout ce qui jouit dans l'Angleterre de l'estime, de la considération et de la véritable influence que donnent les grands noms, les grandes richesses, les grands talens et la popularité. Les différentes villes et comtés du royaume présentèrent des adresses au roi pour lui témoigner leur joie et leur reconnoissance, de ce qu'il avoit appelé dans son conseil des hommes que leurs vertus rendoient propres à rétablir la confiance mutuelle qui doit régner entre les ministres et le peuple ; confiance essentiellement nécessaire à la prospérité de l'empire et à la gloire de la nation.

Les ministres s'occupèrent d'abord de la paix avec l'Amérique : ils demandèrent la médiation de la Russie auprès de la Hollande. Le prince de Galitzin, ambassadeur de cette première puissance, présenta aux états-généraux un mémoire qui lui avoit été remis par Fox. Le roi d'Angleterre offroit de conclure un traité de paix semblable à celui de 1674 :

An. 1781. les états-généraux, en acceptant cette médiation, délibérèrent de continuer leurs opérations militaires, et de ne point accepter la paix sans le consentement de la France. La nouvelle administration devoit sans doute voir qu'une paix partielle étoit impossible; que la Hollande et l'Amérique ne violeroient point les traités faits avec une puissance qui avoit combattu pour la liberté et pour le commerce des deux républiques. La Hollande devoit la conservation de ses principales colonies à la France, et l'Amérique son indépendance; mais les efforts, pour faire une paix séparée, pouvoient conduire à une pacification générale. Les ministres s'occupèrent ensuite des troubles de l'Irlande: ce royaume paroissoit tendre à une indépendance absolue; il y seroit même parvenu en demandant l'alliance de la France. Les volontaires s'assemblèrent à Duganton, et prirent la résolution de ne point reconnoître pour les représentans du peuple les membres du parlement qui oseroient déroger aux instructions de leurs constituans, et de rejeter toute loi émanée d'une autre autorité que celle du roi, des lords, et des communes d'Irlande. Les communes s'assemblèrent. M. Gratham prononça un discours éloment, mais rempli d'erreurs historiques et

politiques. Heureux ce citoyen s'il eût su con- An. 1781.
server ce patriotisme qui lui donna le nom honorable de défenseur des droits du peuple.

« Quoiqu'assez jeune encore, j'ai vu la pre-
» mière enfance de l'Irlande ; j'ai suivi ses
» progrès au sortir du berceau ; je l'ai vue
» courir aux armes, et des armes à la li-
» berté. Les Français ne l'épouvantent plus :
» elle voit les Anglais sans effroi ; elle ne
» se craint plus elle-même ; ses enfans ne
» sont plus les jouets d'un pouvoir arbitraire,
» les victimes de la cupidité, la proie de la
» misère, un assemblage révoltant de pro-
» testans oppresseurs et de catholiques op-
» primés. L'Irlande sera désormais une terre
» d'union que vont cimenter la force et la
» puissance ; elle va prendre enfin le rang
» que lui ont assigné la nature et la provi-
» dence : bien différent en ce point de la
» plupart des autres nations, c'est pour se
» réintégrer dans ses droits primitifs qu'elle
» éprouve une révolution. La Suède a perdu
» sa liberté ; l'Angleterre marche à sa déca-
» dence ; le souvenir d'un grand nom et d'une
» haute puissance est tout ce qui reste aux
» autres empires. Les Irlandais sont le seul
» peuple du monde qui ait su recouvrer sa
» constitution primitive, le seul qui doive

An. 1781. » ses prospérités à ses vertus. Les passions subitement exaltées ont produit quelquefois » la renaissance de la liberté. L'ancienne » Rome dut cette révolution heureuse à l'aventure de la fille de Virginius; mais l'histoire ne fournit pas l'exemple d'une seule » nation qui, lasse d'un long esclavage, ait » osé réclamer ses droits, et rendre libre la » terre qu'elle honoroit. Sous le règne de » Charles Ier., on voulut élever un temple » à la liberté; mais on lui associa la sombre » intolérance. Il n'en est pas ainsi parmi nous: » les puissances du nord sont devenues les » défenseurs des catholiques du sud; les » presbytériens de Bangor prêchent l'humanité en faveur des uns et des autres; vous » ne trouvez par-tout que des chrétiens tolérans, que des Irlandais frères; et ce n'est » point à l'Angleterre que nous sommes redevables de la restauration de nos droits, » nous la devons au courage, à la noble » fierté d'un peuple libre, fierté d'autant plus » naturelle à ce peuple, qu'il n'est point de » monumens qui lui retracent les faits héroïques de ses ancêtres; mais au lieu de trophées, le ciel lui donna des vertus ».

M. Gratham fit le tableau des efforts du peuple irlandais, et justifia l'entreprise des

corps volontaires. « Si l'Angleterre, ajouta- An. 1781.
» t il, est favorablement disposée pour l'Ir-
» lande, elle n'a rien à craindre de ses vo-
» lontaires armés; ils sont prêts à verser leur
» sang pour aider la Grande-Bretagne. L'Ir-
» lande n'est pas seulement liée à la couronne
» britannique par l'allégeance; le premier lien
» est dans la liberté: mais si la couronne est
» un grand point d'union, une grande chartre
» est quelque chose de plus encore: nous
» pouvons trouver un roi par-tout; ce sont
» des chartres, et non le droit de conquête
» qui nous lient: la liberté est le centre de
» cette union; une parfaite égalité doit la ca-
» ractériser. Eh! comment nous contester nos
» prétentions dans un moment où l'Angle-
» terre vient de passer un acte qui rend la
» liberté à l'Amérique? Nous avons une cons-
» titution à réclamer; nous avons une chartre
» qui nous déclare libres: l'Amérique n'a rien
» de tout cela. Nous n'avons pas versé une
» goutte de sang anglais; l'Amérique en a
» versé des torrens: elle seroit libre, et l'Ir-
» lande ne le seroit pas. Non, je connois trop
» bien le peuple d'Irlande, et sa bravoure me
» répond de son émancipation ».

M. Gratham entra dans le détail des condi-
tions auxquelles l'Irlande promettoit son ap-

An. 1781. pui au duc de Portland, vice-roi de ce royaume : les principales étoient que l'appel en dernier ressort fût rendu à la chambre des pairs d'Irlande ; que le pouvoir des conseils privés fût aboli, et que le bill de la mutinerie fût révoqué. Il fit ensuite une motion tendante à ce qu'il fût exposé au nom du peuple que la couronne d'Irlande est une couronne impériale ; que ce royaume est un royaume distinct, dont le parlement constitue le corps législatif ; que le roi, les lords et les communes d'Irlande ont seuls le droit de faire des lois qui l'assujétissent ; que les prétentions du peuple irlandais sont de partager la liberté de l'Amérique, de subir sa destinée, de combattre, de triompher, ou de succomber avec elle. La motion fut rejetée.

L'Angleterre fut enfin convaincue de la justice et de la nécessité de mitiger les lois pénales de l'Irlande, de protéger, d'encourager ses arts, ses manufactures, son commerce, son industrie, son agriculture. Georges envoya un message au parlement, portant, qu'affligé d'apprendre qu'il s'étoit élevé parmi ses loyaux sujets d'Irlande, des inquiétudes et des mécontentemens sur des matières d'un grand poids et d'une grande importance, il lui recommandoit de prendre cet objet dans

sa considération la plus sérieuse, et de le An. 1782.
conduire à des fins qui pussent donner une satisfaction mutuelle aux deux royaumes. Dans la chambre des pairs, le lord Shelburne rassura les esprits sur les suites d'une révolution qui eût été dangereuse si on eût négligé, refusé, ou seulement trop différé de satisfaire aux justes prétentions de l'Irlande, dont il peignit la loyauté et l'affection en des couleurs les plus touchantes. Ce ministre déclara qu'il prenoit sur lui d'assurer que la couronne étoit, à l'égard de l'Irlande, dans l'état de la plus parfaite sécurité, par la raison que le peuple sera toujours assez éclairé sur ses propres intérêts pour aimer un gouvernement où il verra rétablir cette balance constitutionnelle des trois états, qui seule peut ramener la vraie liberté; que cette considération seule devoit être pour l'Angleterre le gage de sa modération; et que c'est en se reposant sur cette modération, ainsi que sur la confiance publique, que les ministres de sa majesté, en développant unanimement leurs efforts pour restaurer la chose publique, osoient espérer du succès. « C'est sur ce fondement, ajouta le » lord Shelburne, que j'ai pris part à l'admi- » nistration, et qu'à travers les sombres nua- » ges qui nous enveloppent, je vois luire un

An. 1782. » rayon d'espoir : je me flatte que quelque
» pénible que soit la taxe imposée aux mi-
» nistres de sa majesté, quelques nombreux
» que soient les obstacles qui nous environ-
» nent, encouragés par la protection et par la
» faveur de la couronne, par votre sagesse
» et vos talens, et bénis de la confiance du
» peuple, ils parviendront non-seulement à
» rétablir ici et en Irlande la paix et le bon-
» heur, mais encore à donner aux affaires
» publiques un autre aspect que celui qu'elles
» présentent dans les quatre parties du
» monde ».

Fox se déclara le défenseur des Irlandais : il proposa par une motion la révocation du statut de la sixième année du règne de Georges Ier., qui donna à l'Angleterre le pouvoir de faire des lois pour l'Irlande, et de rétablir la jurisdiction des appels. Cette motion fut adoptée unanimement. Ce ministre parla aussi de quelques autres changemens dont la connoissance appartenoit au conseil privé du roi. Il observa que la loi du Poning, qui donnoit au conseil privé d'Irlande le droit d'annuler tout acte de ce parlement, étoit une loi odieuse qu'il falloit abroger, et que le droit que s'étoit attribué le conseil privé d'Angleterre de viser les bills passés au parle-

ment d'Irlande, et de les renvoyer dans un état An. 1781.
de mutilation qui souvent en détruisoit l'objet essentiel, étoit contraire à la justice et à la liberté. Fox avoit sans doute raison; mais il cherchoit plutôt à obtenir la confiance et l'amitié des Irlandais qu'à rétablir la tranquillité publique. L'amour de la célébrité, l'espoir de former un parti, voilà le principe de toutes ses actions, qui produisirent cependant des effets heureux. Ce ministre sut concilier l'intérêt de la nation avec son intérêt particulier, et fit servir ses passions à la gloire et au bonheur public.

Le duc de Portland se rendit au parlement de Dublin; il annonça les résolutions du parlement britannique, et le consentement du roi à révoquer les autres actes qui avoient pour objet d'empêcher la suppression ou l'altération des bills émanés du parlement d'Irlande. La joie et l'allégresse furent universelles: cette nation, délivrée de l'oppression des lois fiscales et injustes, témoigna sa reconnoissance, sa fidélité, son zèle, son patriotisme. Le parlement d'Irlande vota une somme de cent mille livres sterlings pour les besoins de deux royaumes; mais l'Irlande ne jouit pas long-tems des bienfaits de cette loi. Un bill pécuniaire, passé dans la chambre des

An. 1781. communes de Dublin, fut corrigé et altéré par le cabinet britannique. C'étoit une injustice et une inconséquence. M. Flood se déclara le vengeur des droits des Irlandais : il accusa le procureur-général d'avoir mis l'Irlande dans une situation plus précaire et plus dangereuse que celle dont on avoit paru vouloir la delivrer. Les corps des volontaires invitèrent les jurisconsultes de s'assembler pour examiner et décider si la révocation du statut de la sixième année du règne de Georges Ier. étoit une abrogation des prétentions énoncées en cet acte, et une sûreté suffisante pour l'indépendance de la législation de l'Irlande ; et, si elle n'étoit pas jugée telle, de délibérer sur les moyens de se procurer cette sûreté. M. Flood fit ensuite une motion tendante à prouver finalement à l'Irlande la sûreté légale qui manquoit encore à son indépendance, à la législation britannique. Les Gratham, les Goelton, les Burke, et plusieurs autres patriotes célèbres qui avoient partagé l'honneur et la gloire de rétablir les libertés de l'Irlande, abandonnèrent la cause du peuple, et combattirent cette motion. Elle fut rejetée. Ces hommes, si prompts dans leurs changemens, obéirent-ils à la voix de leur conscience, ou succombèrent-ils sous les efforts de la cor-

ruption ? Celui qui connoît le cœur humain, An. 1781.
et qui observe le principe et les progrès des passions, ne tardera pas à prononcer sur cette question, et à juger la conduite des citoyens qui deviennent subitement les partisans d'une administration, et les défenseurs d'une autorité qu'ils avoient combattue avec autant d'énergie que de constance. Les différens comtés délibérèrent de ne point concourir à la levée des matelots pour la marine de la Grande-Bretagne, jusqu'à ce que la constitution fût établie sur les fondemens les plus fermes et les plus solides.

Il s'agissoit de savoir si, par les nouvelles lois promulguées, l'Irlande n'avoit obtenu qu'une indépendance éphémère, dont la durée seroit à la discrétion du conseil privé et du parlement britannique, ou si, en engageant solemnellement la foi de la nation anglaise, en obtenant de son parlement une renonciation formelle à ses prétentions législatives sur l'Irlande, ce royaume sera en effet aussi libre, aussi indépendant qu'il paroît l'être, lorsqu'on a pour garant la foi des traités. M. Gratham, la majorité des deux chambres du parlement et une partie considérable de la nation, pensoient que la révocation du statut de la sixième année du règne de Georges Ier.,

An. 1781. suffisoit pour assurer cette indépendance. Le corps des volontaires, les jurisconsultes, et plusieurs citoyens, demandoient une renonciation formelle. Tout annonçoit une grande révolution, lorsque M. Toownshend présenta un bill, dont il indiqua l'objet dans la motion suivante. «Qu'il fût permis de rédiger » une loi pour écarter et prévenir tous les » doutes qui s'étoient élevés et pourroient s'é- » lever contre les droits exclusifs du parle- » ment et des cours d'Irlande, en matière » de législation et de judicature, et pour » empêcher qu'aucun appel ne fût reçu et » jugé dans le royaume de la Grande-Bre- » tagne ». Cette motion fut adoptée : c'est ainsi que, par la prudence, la sagesse et la modération des nouveaux ministres, l'Irlande fut rétablie dans ses libertés : s'ils avoient suivi le système d'injustice et d'oppression des anciens administrateurs, l'Angleterre et l'Irlande auroient pris les armes, et une guerre civile auroit rompu les liens qui unissent les deux royaumes. La France n'avoit jamais su profiter des avantages qui s'offroient pour opérer le démembrement de l'empire britannique, par la séparation de l'Irlande. En vain des sujets infortunés qui frémissoient dans cette île, de rage et de fureur, d'être violen-

tés dans leurs principes et leurs propriétés, AN. 1781.
se sont tournés continuellement vers la France, depuis plus d'un siècle. En vain des hommes décorés du plus beau droit de la nation, sont venus répandre leur sang dans ses armées, et braver, pour servir à sa défense et à sa gloire, une proscription qui entraînoit à-la-fois la perte de leurs espérances et la condamnation de leur tête. L'ignorance, l'inquiétude et la basse jalousie les a toujours repoussés de son sein; la politique a oublié combien il étoit important d'acquérir des sujets utiles et vaillans; les généraux, combien il étoit avantageux d'augmenter les armées de soldats, à qui l'oppression et le désespoir donnoient un nouveau courage; les ministres, combien des hommes qui avoient fait tant de sacrifices, méritoient de considération et de dédommagement. Une politique perfide a fait préférer à de braves guerriers, essentiellement nos amis, d'équivoques stipendiaires étrangers, qui ne peuplent nos camps et nos villes, que d'ames vénales et intéressées, et souvent d'espions dangereux.

La réforme dans l'administration civile, devint l'objet de l'attention et des travaux des ministres; ils s'occupèrent d'améliorer les revenus publics et de rétablir l'ordre dans la

An. 1781. perception des taxes et la formation des emprunts. La nation souhaitoit depuis long-tems une réforme dans la manière dont elle est représentée dans la chambre des communes. L'ancien parti de l'opposition avoit réuni ses efforts pour opérer cette réforme désirée ; mais les ministres parvinrent à faire rejeter les différentes motions qui furent faites : elles furent renouvelées sous la nouvelle administration ; mais, oh ! instabilité, oh ! scandale des choses humaines, ces citoyens qui s'étoient déclarés les réformateurs et les vengeurs du droit d'égalité, dans la représentation du peuple au parlement, se montrèrent les ennemis ardens de la réforme ; d'où vient cette inconséquence et ces contradictions : c'est dans les cœurs et les passions des hommes qu'il faut en aller chercher le principe et le motif. En Angleterre, les ministres changent les maximes et les opinions qu'ils avoient, comme membres des communes. Une nouvelle lumière vient les éclairer, ou peut-être la séduction vient les corrompre. L'approche du trône est perfide ; il réveille toutes les passions, fait fermenter tous les vices, et substitue au patriotisme et aux vertus, l'ambition et la soif insatiable des richesses.

M. Pitt demanda qu'il fût institué une en-

quête, confiée à des hommes connus par leur sagesse et leurs talens, pour rétablir sur leurs rapports, l'égalité de la représentation du peuple au parlement. Les ministres laissèrent aux partisans de l'ancienne administration, le soin de combattre la motion de M. Pitt. Le sieur Roxovarne s'éleva avec force contre toute innovation en matières constitutionnelles : nous avons, dit-il, la plus belle des constitutions; l'altérer, ce seroit un sacrilége; le plus sacré de nos devoirs est de la transmettre à notre postérité, telle que nous l'avons reçue de nos ancêtres. M. Povis, ce citoyen vertueux et patriote, qui n'est d'aucune secte et d'aucun parti, déclara qu'il regardoit la motion de M. Pitt, comme un attentat contre la constitution; que ce n'étoit point le moment de s'amuser à contempler cet auguste édifice, cet antique et respectable chef-d'œuvre, pour y chercher des défauts chimériques; qu'il falloit s'occuper des moyens de faire respecter l'Angleterre, sur mer et sur terre, de restaurer la gloire de la nation, et de terminer enfin une guerre longue et meurtrière. La motion de M. Pitt fut rejetée. An. 1781.

Les ministres, en s'occupant de l'objet important de la paix, ne négligèrent point les moyens de défense : ils augmentèrent les forces

An. 1781. de terre et de mer, et formèrent des plans pour lever des troupes dans les diverses villes principales. Ce projet fut dénoncé au parlement, comme inconstitutionnel et dangereux : et on accusa les ministres de vouloir introduire un gouvernement militaire. Fox, autrefois si fougueux à s'élever contre tout ce qui pouvoit tendre à augmenter l'influence de la couronne, démontra la nécessité et les avantages de cette nouvelle opération; il prouva que, dans un moment où les troupes étoient dans un état foible et incomplet, où les fortifications étoient insuffisantes pour protéger le royaume contre des invasions étrangères; dans un tems où tous les moyens de défense n'étoient point proportionnés à ceux que les ennemis avoient pour l'attaquer, il étoit du devoir de ceux à qui le gouvernement de l'empire étoit confié, d'examiner tout ce qui les environnoit, pour tâcher du moins d'y trouver une partie des forces qui leur manquoient; que, privés par la conduite scandaleuse de leurs prédécesseurs, des secours d'une marine puissante, boulevard du pays, ils tâchoient de protéger le royaume contre les attaques de ses ennemis, en recourant au seul moyen de défense qui leur restoit, celui d'armer le peuple pour sa propre cause; et que l'objet visible du plan

en

en question, étoit simplement de mettre sur pied une milice nationale. Fox assura qu'il attendoit les plus heureux effets de ce plan, parce qu'il uniroit la nation, animera son courage, et apprendra aux ennemis qu'il n'est pas un seul homme en Angleterre, qui, éclairé sur le danger qui le menace, ne fût déterminé à le repousser, et mourir les armes à la main, plutôt que de renoncer à son indépendance. Assurément il y a un an que Fox n'auroit pas tenu ce langage; avec quelle fureur ne se seroit-il pas élevé contre le minissre qui eut osé proposer ce même plan d'opérations militaires. Fox déclara qu'il craignoit que la paix ne fut pas aussi prochaine qu'on pourroit la désirer ou l'espérér, que si elle s'éloignoit, ce n'étoit point la faute des ministres qui étoient prêts à l'accepter; mais à des conditions justes et honorables; qu'il ne connoissoit de meilleur moyen d'y parvenir, qu'un redoublement de milices et de nouveaux préparatifs de guerre. Le parlement adopta le nouveau plan des ministres. An 1781.

La guerre entraîne, et produit la désolation et l'injustice. Il s'étoit formé à New-Yorck, sous les auspices de Lord Germaine, une société de réfugiés; ils étoient régis par des lois particulières. Cette législation étoit l'ou-

An. 1781. vrage de Clinton : ces hommes étoient intolérans et cruels ; ils attaquèrent un fort construit par Wasingthon, et massacrèrent tous ceux qui le défendoient, à l'exception du capitaine Huddy : cet officier malheureux, fut confiné pendant un mois à bord d'un navire, et condamné ensuite à être pendu. Wasingthon, instruit de cet acte de férocité, demanda à Clinton la mort du capitaine Leppincot, auteur de ce massacre. On nomma un conseil de guerre pour le juger ; mais il sut échapper à la justice des lois. Wasingthon écrivit à Clinton que, si ce scélérat n'étoit pas pendu, il feroit mourir un des officiers britanniques qu'il avoit en son pouvoir : le sort tomba sur le capitaine Asgil. Ce jeune homme dut son salut au zèle de ses parens, à la tendre humanité de la reine de France, et à la commisération de M. le comte de Vergennes.

Le marquis de Rockingham, premier ministre, étoit mort. Le comte de Shelburne lui succéda, et M. Pitt fut nommé chancelier de l'échiquier. Cawendisch, Burke, Fox, quittèrent le ministère, sous prétexte que le conseil privé du roi, étoit divisé sur des objets essentiels, et prêt à s'écarter des principes qui avoient servi de bâse à sa création. Fox annonça que son occupation constante, seroit

d'observer les hommes qui étoient à la tête des affaires, de les veiller de près, d'avertir le parlement et la nation, du système qu'ils vouloient introduire, ou plutôt faire revivre : il s'éleva ensuite contre la nouvelle administration, avec autant de fureur que d'injustice, attaqua les lumières et la probité des ministres, et abandonna son rôle de courtisan et de flatteur, pour devenir un républicain factieux. Le conseil britannique avoit été en effet divisé sur les conditions de la paix ; il s'agissoit de savoir s'il falloit commencer par reconnoître l'indépendance des Américains. Le marquis de Rockingham et Fox, pensoient que cette reconnoissance devoit précéder le traité. Le comte de Shelburne et les autres membres du conseil étoient d'avis que le traité devoit reconnoître cette indépendance ; mais il ne dépendoit point de l'Angleterre, de dicter les conditions de la paix. Les Américains demandoient que leur indépendance fût reconnue avant de proposer les articles de la paix : d'ailleurs cette question étoit inutile à examiner, puisqu'il falloit nécessairement reconnoître cette indépendance. An. 1781.

Howe fut nommé amiral de la grande flotte. Gibraltar étoit assiégé. L'Espagne crut que la possession de cette forteresse étoit importante :

An. 1781 au lieu d'armer ses flottes, pour porter la guerre dans les Indes occidentales, elle s'épuisa pour conquérir ce rocher stérile. Le duc de Crillon commandoit à ce siége. Parmi les différens plans d'attaque qui furent proposés, celui de M. d'Arcon fut préféré et adopté : l'imagination conçoit avec effort les grands et meurtriers préparatifs destinés à renverser Gibraltar : les assiégeans et les assiégés faisoient vomir des volcans; mille bouches de feu s'entrouvroient, des redoutables machines annonçoient la destruction de ce boulevard : on construisit des batteries flottantes, qui devoient lancer la foudre, et porter par-tout l'incendie et la mort. Mais la situation de Gibraltar, que l'art et la nature ont fortifié, la mésintelligence des officiers, la valeur et l'intrépidité du général Elliot, tout contribua à sauver cette forteresse. Des boulets rouges lancés contre les batteries flottantes, les détruisirent. L'amiral Howe appareilla pour approvisionner et secourir Gibraltar : cette grande et utile entreprise se fit à la vue des flottes combinées, qui n'osèrent point attaquer l'escadre britannique.

Les opérations militaires étoient presque suspendues en Amérique; il y eut quelques combats particuliers, suivis de différens suc-

oès. M. de la Peyrouse, ce savant et hardi navigateur, fit une expédition dans la baie d'Hudson; après des dangers multipliés et effrayans, il s'empara de quelques forts : les Anglais évacuèrent Charleton, Savanach, et tous les autres postes de la Georgie et de la Caroline, et abandonnèrent les loyalistes. Les uns se retirèrent à l'île de Tybée, à la Jamaïque, les autres à Saint-Augustin, et plusieurs dans la Floride orientale. Les loyalistes de Long-Island et de New-Yorck se livrèrent au plus sombre désespoir. Carleton leur proposa de rester à New-Yorck, de se réconcilier avec leurs compatriotes, ou de passer en Europe sur des vaisseaux britanniques, ou d'aller cultiver des terres qui leur seroient concédées dans la Nouvelle-Écosse. Le gouvernement britannique devoit sans doute protéger ces malheureux habitans, victimes de leur zèle et de leur fidélité : il est affreux de penser que la plupart de ces infortunés, sont morts de douleur, de faim et de misère. AN. 1781.

Les puissances etoient épuisées; elles avoient prodigué leurs trésors, et versé le sang de leur peuple : la guerre avoit dévasté le globe entier, et produit les crimes, les assassinats, les brigandages. Il étoit tems qu'une paix bienfaisante vint consoler la terre, des calamités

de ce fléau destructeur. Georges assembla le parlement, lui annonça les négociations de la paix, le démembrement de l'empire, et consola son peuple, en l'assurant qu'il alloit s'occuper de son bonheur et de sa prospérité. La nation anglaise chérit son roi, elle gémit avec lui sur la perte des colonies; mais cette séparation forcée ne diminua ni son respect, ni son amour : dans ce tems malheureux où l'esprit républicain et le fanatisme agitoient et déchiroient l'état, le peuple, enhardi par des chefs séditieux, auroit pris les armes contre son prince : l'attachement de la nation anglaise pour son roi, son zèle à reconnoître, à défendre les prérogatives de la couronne, à étendre même l'autorité royale, affermira la paix et la félicité publiques, et détruira cette indépendance, qui, sous prétexte d'assurer la propriété, rend les peuples séditieux et féroces, et force les rois à être despotes et méchans.

An. 1782. Le marquis de Comarthens proposa l'adresse de remercîment. Lord Sandwich déclara qu'il ne chercheroit point à embarasser les roues du gouvernement; que le moment actuel n'étoit pas celui de l'examen, et qu'il falloit donner à l'administration la confiance la plus illimitée; qu'il conseilloit aux ministres de ne pas encore introduire des innovations dans la

constitution; que toute innovation dans des matières devenues vénérables par l'antiquité du tems, étoit dangereuse. Si vous avez des projets de réforme, s'écria Sandwich, au nom de Dieu, pour les produire, attendez le calme profond de la paix. Sandwich avoit raison. Ce n'est point dans un tems de fermentation et de secousse, que les administrateurs d'un état doivent s'occuper de réformes et d'innovations : la guerre produit cet enthousiasme dangereux, qui échauffe et égare les esprits; on ne parle que de batailles, de morts, de mourans, de captifs, de siége et de conquêtes; on ne s'entretient que des dispositions, des marches des armées; on s'accoutume à entendre raconter sans frémir, ces scènes meurtrières qui ont fait répandre tant de sang; on lit sans émotion le détail de ces combats où le glaive a immolé tant de victimes; l'aménité des mœurs et la douceur du caractère s'affoiblissent et s'éteignent; l'ambition prend une nouvelle activité; l'orgueil et la haine nationale s'éveillent et se fortifient; en changeant de principe et d'opinion, on devient des hommes nouveaux, incapables de former de grandes et utiles entreprises : dans ce délire universel qui égare le peuple et ses chefs, comment pouvoir créer de nouvelles lois : dans

An. 1782.

An. 1782. un temps paisible et heureux, on reconnoîtra leurs vices et leurs imperfections ; il faudra les détruire ou les réformer : comment fera-t-on pour réparer les maux qu'elles auront produits.

Lord Stormont déclama avec force contre la convention provisionèle, faite entre les commissaires de l'Angleterre et de l'Amérique ; il y vit les marques de la plus repréhensible conduite, tenue par la plus imbécille de toutes les administrations ; il attaqua les ministres en leur disant qu'avant de se livrer à cet acte de foiblesse, ils auroient dû consulter l'histoire ; qu'ils y auroient cherché en vain un exemple propre à justifier leur étrange démarche ; qu'ils y auroient vu que, même sous la foible régence de Philippe III, le gouvernement espagnol se trouvant à-peu-près dans les mêmes circonstances, eut encore assez de courage et d'habileté pour conserver dix provinces de dix-sept qui s'étoient révoltées ; que ces dix provinces étoient les plus précieuses pour la monarchie espagnole. Le lord Stormont plaignit le sort des malheureux loyalistes. L'aumône qu'on paroît destiner à la conservation de leur existence infortunée, sera-t-elle le prix que devoient attendre ces braves et respectables citoyens, qui ont sacrifié leurs vies et leur for-

tune pour soutenir le gouvernement. Le traité AN. 1782.
que le roi d'Espagne fit avec les Catalans, protégea ces sujets rebelles. Ce traité de Munster fournit une leçon de sagesse qui doit frapper les ministres : s'ils n'en profitent pas, s'ils abandonnent ces loyalistes, ils vont flétrir le nom anglais, d'une tache que les siècles et les révolutions ne sauront effacer.

Le comte de Shelburne combattit le discours du lord Stormont; il démontra qu'il n'y avoit eu d'autres termes convenus avec l'Amérique, que ceux qui devoient avoir lieu lors de la conclusion du traité avec la France; et que par conséquent, il n'avoit pu être question d'irrévocabilité; qu'il étoit inutile de recourir à des exemples tirés de l'histoire d'Espagne; de donner pour règle de conduite la politique espagnole, qu'elle n'avoit que trop dominé dans le conseil, qu'elle y avoit prévalu près de sept ans; mais qu'il espéroit qu'enfin son règne étoit passé. Ce ministre assura que l'honneur et la reconnoissance britannique étoient pour les loyalistes, des garans plus sûrs que des citations tirées de l'histoire. Il ajouta qu'il ne pouvoit point dévoiler actuellement le secret de la négociation; mais que, lorsqu'il en seroit tems, il rendroit compte de sa conduite, qu'il soumettroit non-seulement au plus rigide examen, mais qu'il voleroit au-devant

An. 1782. des interrogations, qu'il se jeteroit entre les bras de son pays, réclamant non sa faveur, mais sa justice, qu'actuellement, prévoyant le moment où cela pourra arriver, il se livroit à la tranquillité la plus parfaite ; car il savoit qu'il rendoit compte de son administration à une nation juste. Un ministre dirigé par l'amour du bien public, parle avec cette noble fermeté qu'inspire la pureté de la vertu ; il ne craint ni les fureurs des factions, ni les attaques de la calomnie, ni les outrages de ses ennemis : fort de sa conscience, il continue à s'occuper de la gloire et de la félicité du peuple. Le comte de Shelburne a été le sauveur de sa patrie, et le bienfaiteur de l'humanité ; il mérite l'estime et la confiance de son roi, la reconnoissance et les éloges de la nation.

Dans la chambre des communes, M. Yorke proposa l'adresse de remercîment. Lord North, auteur de la ruine de sa patrie, vouloit encore la plonger dans de nouveaux malheurs ; il tâcha de prouver que l'Angleterre avoit encore des ressources immenses pour continuer la guerre : ce n'étoit plus une fausse politique qui dirigeoit lord North ; la contradiction, la haine, l'excitoient à ce plaisir barbare de blâmer les opérations des ministres. Fox se réunit à son plus cruel ennemi, et prépara cette coupable coalition,

ouvrage de l'envie, de la vengeance, de l'in- An. 1782.
quiétude et de l'ambition : ses auteurs goûtèrent quelquefois la triste satisfaction de déclamer contre les administrateurs et de les outrager ; mais leurs efforts seront impuissans : on bravera leurs déclamations et leurs injures : le peuple même, si long-tems séduit, cessera de les admirer ; et, en méprisant cette indigne association, ils ne verront plus que des citoyens séditieux, qui, sous prétexte de défendre la liberté publique, ne s'occupent que de leurs intérêts et de leurs passions.

Malgré l'existence du traité provisionel, les puissances belligérantes faisoient de grands préparatifs pour la continuation de la guerre. La Hollande cependant étoit dans une inaction qu'on doit attribuer à la négligence et aux intrigues de son premier magistrat. La France lui demanda dix vaisseaux pour se réunir à l'escadre française : ce renfort ne fut point refusé ; mais les vaisseaux ne furent jamais prêts. Une flotte étoit sur le point d'appareiller de Brest pour les Antilles. M. le comte d'Estaing fut nommé commandant de celle de Cadix. Les deux nations applaudirent au choix qu'on venoit de faire de ce brave officier. Dans les Indes orientales, les Anglais avoient quelques succès ; mais bientôt, ils éprouvèrent des revers et des désastres. Le baillif de Sufren ré-

An. 1782 tablit dans ces contrées l'honneur du pavillon français, et rendit à nos armes cet éclat qu'elles avoient perdu depuis long-tems : les Anglais s'emparèrent de Negapatam ; l'amiral Huhgues mit à la voile de Trinquemale, et fit la conquête de quelques forts : il se préparoit à conquérir quelques autres établissemens hollandais, situés dans l'île de Ceylan : cet amiral rencontra la flotte française, lui livra le combat, mais il fut vaincu. Le baillif de Sufren ne cessoit de le poursuivre, et le général français étoit toujours victorieux. Hyder-Ali-can détruisit l'armée de Coote ; Tipposaib son fils, remporta une grande victoire. Le héros indien mourut quelque tems après. Le marquis de Bussy, parvint par son activité et sa prudence, à contracter de grandes et utiles alliances parmi les nations indiennes. Le baillif de Sufren vainquit trois fois l'amiral Huhgues, et l'armée de Coote fut taillée en pièces par Tipposaib.

Enfin la paix descendit des cieux pour consoler la terre. Georges reconnut l'indépendance des États-Unis, renonça à toutes les prétentions du gouvernement, territoire-propriété, et droit de territoire sur les États-Unis, pour lui, ses héritiers et ses successeurs. Les Américains célébrèrent par des prières et des fêtes cette révolution qui les plaçoit au rang des puissances libres de l'univers. Wasingthon

parut dans une assemblée comme un dieu libérateur qui, par sa constance, sa politique, son génie et ses vertus; venoit de rompre les fers d'un peuple esclave, et fonder un empire nouveau. Le congrès témoigna sa reconnoissance à Louis XVI, en délibérant d'ériger à Philadelphie une statue de bronze à son honneur. L'Amérique doit son indépendance à la France. L'ancien monde avoit dévasté le nouveau : que de sang répandu, que de victimes immolées à son ambition, à son fanatisme, à sa férocité! La France a, pour ainsi dire, réparé les crimes de l'ancien continent, et a vengé l'humanité et la justice des siècles, en délivrant de l'esclavage l'Amérique septentrionale. An. 1782.

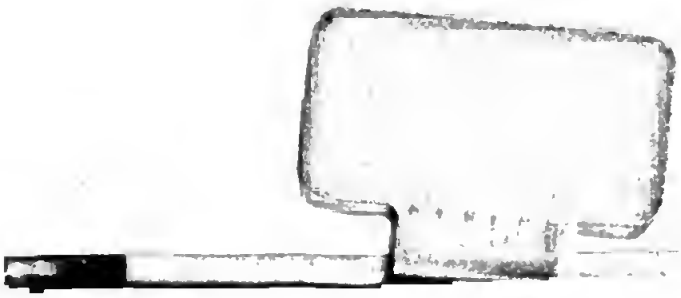
La paix devint générale; elle attestera à la postérité la sagesse et la modération de la maison de Bourbon, puisqu'elle pouvoit imposer des lois plus dures à sa rivale et à son ennemie. La Grande-Bretagne a perdu des colonies qui transportoient dans la métropole des sommes immenses; elles avoient contribué, par leur courage et leurs travaux, à la prospérité, à la grandeur des Anglais, et à l'éclat de leur commerce. La France a humilié une puissance dangereuse : l'Espagne a recouvert ses anciennes possessions. Cependant, malgré ces pertes, l'Angleterre voit encore soumis à

An. 1782. ses lois un empire immense, le Canada, la Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve en Amérique, une foule de petites îles dans l'Archipel occidental, d'établissemens sur la côte d'Afrique. Dans l'Inde, sa domination s'étend depuis les montagnes du Thibet jusqu'à l'extrémité de la côte de Coromandel; depuis l'extrémité orientale jusqu'à Surate. La Grande-Bretagne est épuisée d'hommes et d'argent; elle doit profiter des bienfaits de la paix pour diminuer la masse énorme de la dette nationale, rétablir ses finances, protéger l'agriculture, l'industrie, les arts, les sciences et le commerce; elle doit s'appliquer à contracter des traités de commerce et d'alliance avec les puissances de l'Europe, entretenir avec le peuple américain la paix et l'union, et s'unir avec lui par les liens de l'amour, de l'intérêt, de la politique. Cette alliance particulière pourra peut-être un jour faire oublier cette guerre qui a désolé des vastes et fertiles provinces; ce peuple, témoin de la franchise et de la bonne-foi de ses anciens concitoyens, se rappelera avec attendrissement ce tems heureux qui les unissoit par les nœuds de la confiance et de la confraternité; et il pourra devenir un jour un allié puissant et utile; elle doit sur-tout s'occuper à restaurer les mœurs publiques, à réformer les vices et les abus de-

son gouvernement, à détruire cet agent fu- An. 1782.
neste de corruption, qui achète et qui vend les voix des électeurs et des représentans; principe de mort, séduction infâme qui avilit et dégrade les ames, qui fait d'un peuple entier une société de brigands et de monopoleurs sans foi et sans conscience; qui changera la constitution, et renversera l'empire. L'Angleterre doit réformer son code civil de législation, qui est un mélange de bisarrerie, de contradiction et de barbarie : elle doit faire des réglemens pour veiller à la sûreté des citoyens, prévenir les crimes et adoucir ses lois pénales : elle doit arrêter l'ambition de ces républicains et de ces novateurs qui cherchent à fomenter des factions; faire cesser cette lutte perpétuelle qui agite la constitution et le gouvernement, le peuple et le roi; affermir l'autorité monarchique, la defendre contre les usurpations et les attentats de la démocratie, et protéger la liberté de la nation contre les efforts du despotisme : voilà une révolution qui seroit nécessaire pour affermir le bonheur et la tranquillité publique, et délivrer à jamais l'empire britannique de ces désordres et de ces factions qui ont ébranlé si souvent le trône, versé tant de sang, et égorgé tant de victimes. Ce grand ouvrage est digne du jeune ministre qui jouit de la confiance

An. 1782. du roi et de la nation : sa probité, son courage, son génie, son patriotisme, le rendent digne de remplir ces hautes et sublimes destinées. Mais la révolution de l'Amérique, aujourd'hui si utile à la maison de Bourbon, ne sera-t-elle pas un jour le principe et la cause de ses désastres et de ses humiliations : ses colonies ne formeront-elles pas un état libre et indépendant; ne se détacheront-elles pas de leurs métropoles, pour se réunir aux Américains septentrionaux; n'interrompront elles pas leur relation avec les Français et les Espagnols; ce peuple américain ne viendra-t-il pas attaquer le commerce européen; le Nouveau-Monde, après avoir été opprimé par l'ancien, ne viendra-t-il pas le congédier et le subjuguer? Ah! ne nous transportons point dans l'avenir pour examiner et décider ces problêmes politiques; gardons-nous d'annoncer de grands et malheureux événemens; contentons-nous de jouir des bienfaits de la paix; faisons des vœux pour que la concorde, l'union, la justice et la tendre humanité règnent toujours entre les peuples et les rois; et ne cessons d'exhorter le gouvernement à veiller sur les mœurs publiques, qui affermissent les empires, ou préparent leur chute.

Fin du troisième et dernier Tome.



Digitized by Google